840

25e Année — N° 20 — 15 Octobre 1918

GENERAL LIBRARY
DEC 10 1918
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Paul Wenz	*Le Pays de leurs Pères* (1re partie)	673
G.-A. Schreiner	*La Détresse allemande.* — II	710
Georges Duhamel	*Une Expédition*	751
Adolphe Blanqui	*Souvenirs d'un Étudiant sous la Restauration.* — I.	776
G. Jean-Aubry	*Paul Verlaine et l'Angleterre* — I.	797
Armand Kergant	*La Guerre sous-marine*	831
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	859
***	*La Politique de Benoît XV.* — I.	873

Copyright 1918, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1918

LIVRES NOUVEAUX

HISTOIRES HÉROIQUES DE MON AMI JEAN,

par **Abel Hermant**.

Mon ami Jean, c'est le jeune homme, presque enfant encore, happé par la fatalité de la guerre au sortir de l'adolescence et qui se trouve soudain lancé dans la plus formidable aventure, promu d'emblée aux rôles sublimes. On admirera avec quelle aisance, quelle simplicité et quelle bonne humeur il s'adapte à sa destinée, et quelle charmante gaminerie persiste dans son héroïsme. C'est là un caractère très français, on y reconnaîtra tous les « bluets » qui font avec une si touchante crânerie la terrible besogne où leurs aînés s'acharnent avec leur âpre obstination. Jean est le type des enfants de Paris et des enfants de France.

EN SUIVANT LA FLAMME,

par **Francisque Parn.**

C'est l'histoire d'un intellectuel qui arrive à l'armée tout imprégné de la doctrine pacifiste et qui s'embrase de l'enthousiasme sacré à suivre sur les champs de bataille cette « flamme » dont nos soldats sont les héroïques porteurs. Le livre est l'un des plus importants que l'on ait écrits sur la guerre ; c'est aussi l'un de ceux dont l'influence aura le rayonnement le plus salutaire dans les consciences et dans les âmes. M. Francisque Parn, écrivain et soldat, aura servi son pays et les lettres en exaltant l'œuvre admirable de nos armées et en montrant que, malgré ce qu'on a écrit quelque fois, les intellectuels ont figuré dans la phalange sainte qui se bat pour la France, à côté de l'ouvrier et du paysan. C'est un beau livre et un livre utile.

Dans son prochain numéro la **REVUE DE PARIS** *publiera :*

LE PAPEGAI

suite des

SOUVENIRS

par **ANATOLE FRANCE**

RÉCITS ET RÉFLEXIONS D'UN COMBATTANT,

par **Louis Hourticq**.

Le contenu de ce volume répond bien au titre qui l'annonce. Avec des pages descriptives, souvenirs des tranchées de l'Oise, de l'enfer de Tavannes, de l'attaque d'avril 1917, il développe des idées générales suggérées à l'auteur par ce qu'il a vu : tantôt le savant historien de l'Art montre quelle ingéniosité préside à l'architecture des tranchées, tantôt, examinant des prisonniers, il cherche à percer l'énigme du caractère allemand, ou bien il s'applique à dégager la psychologie vraie du combattant qui revient de permission. M. Hourticq pense avec vigueur, et la fermeté de sa pensée communique au livre une heureuse limpidité.

PAS D'ILLUSIONS SUR L'ALLEMAGNE,

par **Maurice Muret.**

Voici un livre qui vient tout à fait à son heure, tandis que les milieux parlementaires allemands mènent grand bruit autour de la « démocratisation » de leur gouvernement. M. Muret établit en effet avec force que les traditions, la doctrine, l'esprit même de l'État prussien ont toujours tendu à maintenir l'absolutisme et le militarisme qui lui sert de soutien. Depuis la guerre des hommes politiques allemands ont essayé de donner le change à l'Europe en la persuadant que l'Allemagne est prête à transformer radicalement sa politique. Mais ni la « comédie pacifiste », ni la « farce socialiste » ne doivent être prises au sérieux. L'Entente, avertie par l'expérience, accueillera avec toute la défiance nécessaire les discours qu'une inquiétude justifiée inspire aujourd'hui aux dirigeants de l'Allemagne.

LE PAYS DE LEURS PÈRES

I

Les navigateurs espagnols, hollandais, anglais et français se sont chargés de baptiser une grande partie des côtes de l'Australie : les explorateurs qui en ont pénétré l'intérieur mystérieux et inhospitalier ont donné des noms aux rivières, aux criques, aux plaines et aux montagnes qu'ils ont traversées. Après eux, les pionniers, squatters et mineurs ont désigné les sites qu'ils avaient choisis d'un nom aborigène, ou d'un nom qui rappelait le « vieux pays ». C'était parfois celui d'un hameau de la vieille Angleterre, d'une petite ville qui les avait vus naître ; c'était pour eux un écho de là-bas : on y sent la nostalgie de l'émigrant qui a quitté l'Europe sans espoir de la revoir. Certains endroits ont pris le nom d'un objet trouvé dans les parages : la découverte d'un vieux pot de zinc avait son importance dans ces solitudes; cela indiquait qu'un homme blanc était passé par là. Aussi y a-t-il en Australie plusieurs « Tin Pot Creek », et des « Tin Pot Station » un peu partout.

Les capitales et les villes s'appellent des noms de grands hommes, soldats ou explorateurs; heureusement les noms aborigènes sont restés en grand nombre : ils sont en général agréables à l'oreille, sonores et gracieux tout en gardant une note sauvage. Une des anses de Sydney, celle de Woolloomooloo, suggère peut-être quelque peu le cannibale, mais tient au moins le record de huit « o » dans le même mot.

Le « boss [1] » de « Lone Man Plain » a dans son bureau un vieux carnet aux feuilles jaunies et écornées qui explique la genèse de la station et la raison qui l'a fait baptiser la « Plaine de l'Homme solitaire ».

« *17 octobre 1867. Camp n° XV.* — Avons fait environ 19 miles aujourd'hui, le cheval de bât de Harry est blessé au garrot, nous devons l'alléger et donner une partie de sa charge à mon cheval Billy. Campons le long d'une crique, eau bonne, pas de moustiques. Harry a tué une dinde sauvage et deux pigeons bronzés, cela nous vaut un repas qui nous changera l'ordinaire. Nous pensons arriver à la rivière dans la journée de demain, nous la traverserons et espérons trouver enfin cette belle plaine dont nous avons entendu vaguement parler à Melbourne. Les premières traces de noirs aperçues hier sont devenues plus fréquentes aujourd'hui : nous voyons des arbres dans l'écorce desquels ils ont taillé des crans afin de pouvoir grimper à la recherche d'opossums ou de miel sauvage. Il y a des dessins profondément taillés dans le tronc des arbres avec leurs haches de pierre ; on ne peut guère se faire une idée de ce qu'ils représentent, ils font penser au plan d'un labyrinthe ; ce sont sans doute leurs hiéroglyphes à eux.

« *18 octobre. Camp n° XVI.* — Ce matin, une heure après avoir quitté le camp, nous avons découvert des marques faites sur des arbres par une hache d'acier, la tranche dans l'écorce était déjà vieille de plusieurs mois, elle était nette là où l'écorce n'avait pas commencé à repousser en bourrelet. Nous suivions ces « blazes » qui se voient bien et qui sont là pour indiquer une direction déterminée. Après le camp du déjeuner, elles continuent à nous montrer le chemin vers la rivière. Harry et moi ne voyons pas avec grand plaisir ces témoins du passage d'un blanc dans ces parages ; cet homme nous a devancés et a peut-être pris possession de notre terre promise !

« La forêt que nous traversons n'est pas ce qu'on appelle une forêt en Europe, ces eucalyptus sont très espacés, car ils ont besoin de place, leurs racines courent loin à la surface

1. Patron.

et plongent profondément afin de trouver leur substance ; à première vue, cela donne plutôt l'idée d'un parc immense, ou d'un verger gigantesque. Nous chevauchons aisément entre leurs troncs, et leur feuillage d'un vert grisâtre nous offre une ombre qui n'est guère qu'une gaze légère entre le soleil et nous.

« Après le déjeuner, nous arrivons enfin à la rivière. Elle est large et encaissée : sur les berges en pente douce, les arbres sont serrés comme un troupeau qui se précipite pour boire. Leurs racines, que les crues de la rivière ont mises à nu, se tordent comme de monstrueux serpents ; elles ont l'air de lutter enlacées, de se fuir et de ramper jusqu'à l'eau sous laquelle elles disparaissent. La rivière est obstruée par des géants morts, et leurs grands bras noirs sortant du courant semblent des bras de noyés.

« Dans ce paysage solitaire, le silence est tout à coup déchiré par le cri d'un cacatoès qui nous a vus et qui donne l'alarme. D'autres répondent et quittent le haut d'un grand arbre en une nuée de gros pétales blancs qui passe par-dessus nos têtes. Une grue est perchée sur une branche morte, tandis qu'un plongeur qui a l'air d'un reptile nageant, disparaît et remonte à la surface 25 yards plus loin.

« Nos chevaux boivent, notre chien est dans l'eau et boit comme s'il voulait avaler la rivière : il exprime son contentement par des aboiements de joie qui troublent une fois encore le grand silence. Will lui jette une branche à la tête pour le faire taire, car nous nous sentons tous deux un désir de regarder cette rivière dans tout le mystérieux décor de la nature qu'on n'a pas encore touchée, qu'on n'a pas encore vraiment éveillée.

« Nous flânons le long de la berge, lorsque Harry le premier aperçoit de loin la tache grise d'une tente. Au fur et à mesure que nous avançons, nous voyons que la tente est déchirée; en approchant du camp, nous remarquons le tas de cendres, le bois coupé, la table faite d'une plaque d'écorce montée sur quatre bâtons fourchus : la vaisselle et les petites boîtes de fer blanc y sont à leur place, mais couvertes de rouille et de feuilles. Dans l'intérieur de la tente, il y a sous des couvertures poussiéreuses une forme desséchée qui a été

un homme. Ce n'est plus qu'une chose momifiée, sèche comme du bois mort : la dépouille n'est pas horrible à voir, car le profil de l'homme est resté intact, émacié comme un masque de chartreux qui a pris son repos après avoir essayé toutes les souffrances que la terre offre aux hommes.

« Derrière la tente, une chaîne rouillée fixée à un piquet tenait encore dans un collier raccorni la momie d'un chien dont les dents brillaient au soleil.

« *19 octobre. Camp n° XVII.* — Nous passons la matinée à enterrer l'homme : la tâche est dure, nous faisons un trou avec le tomahawk et la hache, mais nous n'avons rien pour déplacer la terre. Nous sommes obligés de nous servir de la poêle à frire pour sortir la terre du trou. C'est long, mais nous y arrivons enfin avec de la patience. Nous enterrons son chien avec lui, le pauvre homme a son fidèle compagnon à ses pieds ; ainsi dorment les Grands de l'Abbaye de Westminster. Nous ne pouvons trouver aucun papier qui pût l'identifier ; nous avons marqué l'arbre qui ombrage sa tombe. L'après-midi, nous suivons la rivière jusqu'à une crique qui tient encore un peu d'eau, mais qui doit être sèche en été.

« *20 octobre. Camp XVIII.* — Je traverse la rivière à la nage pour voir si ce passage est libre de troncs d'arbres et de souches ; puis nous faisons passer les deux chevaux de selle et les deux autres sans leurs bâts. Après avoir attaché les bêtes, nous retournons chercher nos bagages et nos précieuses rations que nous transbordons petit à petit en plusieurs voyages : nous sommes de médiocres équilibristes, et nous ne pouvons pas risquer le sucre ni la farine sur nos têtes, il nous faut donc porter nos paquets d'une main et nager de l'autre. Le courant est assez fort, ce déménagement nous prend la matinée. Nous inspectons la plaine au nord de la rivière, c'est bien celle que nous espérions trouver. Nous la voyons étalée jusqu'à l'horizon, des rideaux de grands arbres la coupent à l'est et à l'ouest, cela semble indiquer des criques. Nous voyons du « salt bush », du « cotton bush », du « mulga » et d'autres essences dont nous ne savons pas les noms : il y a des collines de sable rose sur lesquelles poussent des bouquets de pins. Tout cela a l'air d'être du bon terrain pour le bétail et les moutons.

« *21, 22, 23, 24, 25 octobre.* — Nous quittons la rivière et, boussole en main, nous prenons une direction plein nord que nous suivons pendant quelque 30 miles, nous traçons un angle droit dans la terre avec la hache, et enfonçons un gros piquet que nous avons marqué de nos initiales H. L. M. Par précaution contre un feu de prairie, nous détruisons l'herbe dans un rayon de plusieurs yards autour du poteau.

« Nous prenons alors une direction plein est que nous suivons pendant à peu près 20 miles : nous marquons un nouvel angle droit, enfonçons un autre poteau et mettons la boussole sur le sud, c'est-à-dire la rivière.

« Nous avons ainsi un grand rectangle que nous coupons diagonalement deux fois, afin de nous former une idée du terrain. Nous ne nous sommes pas trompés, la plaine est tout ce qu'on peut désirer, il y a du bois en abondance, des collines basses, mais certainement au-dessus du niveau des inondations ; l'herbe est abondante et variée, nous n'avons pas vu de terrain brûlé par le sel ou l'alcali, ni des parties basses que le séjour de l'eau a dénudées.

« Nous avons passé un campement de noirs qui se sont sauvés à notre approche ; seul un vieux à longue barbe blanche est venu vers nous les bras levés, sans doute pour nous montrer qu'il n'avait pas d'armes. A 20 yards de moi, il a levé en arrière son talon droit d'un mouvement soudain et a saisi le spear qu'il tenait entre ses orteils. Harry heureusement était sur ses gardes, et le coup de fusil qu'il tira en l'air effraya le vieux et son spear me manqua de six pieds ; il nous laissa maîtres du terrain et disparut derrière les arbres de la crique. Il est probable que ces noirs nous donneront du fil à retordre : nous avons bien l'intention de ne tuer d'aborigènes qu'à la dernière extrémité ; il y a trop de blancs qui les tirent comme s'ils étaient du gibier. »

Ici le journal s'arrête brusquement.

Six mois après la date où il s'arrêtait, Harry et Lewis Mill prenaient possession de près d'un demi-million d'acres, y amenaient 1 200 têtes de bétail, leurs familles et les hommes qui devaient les aider dans leur tâche. Il fallut des années pour transformer cette immense plaine en pâturage : les chevaux firent bientôt leur apparition, puis on éleva des

barrières de fil de fer; les moutons vinrent bêler au milieu du « salt bush » et camper non loin des criques ombragées.

Les noirs tuèrent de temps à autre un bœuf ou un veau et la tribu se donna une indigestion royale qui dura plusieurs jours; mais les Mills se montrèrent conquérants honnêtes et humains, ils songèrent que le blanc avait pris le meilleur terrain de chasse de l'aborigène, il tuait les kanguroos à coups de fusil, chassant le gibier au loin et le rendant difficile à approcher pour l'homme qui ne possède que son spear et son boomerang. Les Mills furent parmi les premiers à faire des distributions fréquentes et régulières de sucre, de farine, de tabac et de couvertures aux noirs de la station. Quelques-uns acceptèrent du travail qu'on leur payait en nature : le magasin devint même à certains moments un lieu de rendez-vous, surtout lorsque le chef d'une tribu décidait soudain que la peau noire de ses femmes, même ornée de tatouages en relief, ne constituait plus à ses yeux un vêtement dans toute l'acception du mot.

Lorsqu'en 1880 les Mills de la jeune génération reprirent de leurs aînés la direction de la station, « Lone Man Plain » avait 80 000 moutons, 3 000 têtes de bétail et 500 chevaux. La marque Lone Man Plain surmontant un boomerang, bien connue des acheteurs de laine, et était toujours bien cotée aux ventes de Londres.

Les paddocks s'étaient multipliés, la conservation de l'eau avait été étudiée de façon à ce que chacun des quarante-cinq paddocks eût une crique, la rivière, ou un réservoir pour abreuver les troupeaux. Le premier « homestead » avait été rebâti sur la rivière, les huttes des hommes, les écuries, les hangars et remises, les ateliers du forgeron et du charpentier formaient tous une agglomération de toits blanchis qui au milieu de la verdure des grands arbres et des orangers du jardin étaient un véritable village. Un hangar immense où cinquante tondeurs tondaient à la machine, avait été élevé récemment sur la rivière ; et la laine pressée dans des balles cerclées de fer, était chargée sur de grandes péniches qu'un vapeur remorquait 800 miles jusqu'à la mer.

« Lone Man Plain » pouvait être au printemps un immense parc où l'herbe était semée de boutons d'or, de pâquerettes

et de clochettes bleues. Les mimosas en fleurs semblaient alors des arbres féeriques sur lesquels avaient poussé des lingots du plus bel or : les agneaux gambadant partout achevaient le tableau.

Puis les vents chauds de l'été arrivaient ; en une semaine l'herbe était devenue rousse, et l'eau des criques commençait à baisser. Les essaims de mouches étaient dans l'air, agaçant hommes et bêtes du lever au coucher du soleil. L'été avait vite pris sa place, et le soleil devenait une divinité monstrueuse dont chacun aurait voulu se garer et s'éloigner. Des vents de fournaise passaient sur la contrée, et pendant des mois, on craignait le feu quand l'herbe était abondante, la disette quand elle était rare.

On regardait sans cesse le ciel, il était du plus beau bleu pâle, mais ne promettait rien.

La fin de l'été venait enfin, les premières averses étaient bénies par toute la nature et ses créatures. L'hiver amenait les nuits froides et le soleil d'un printemps d'Europe ; parfois aussi les inondations qui noyaient les animaux et détruisaient les barrières.

L'homme qui vivait dans cette lutte perpétuelle avec les forces de l'atmosphère, devenait malgré lui un joueur ; car il avait toujours affaire aux hasards les plus inattendus, et il était toujours forcé de jouer gros jeu. Le joueur était devenu un philosophe, il perdait la partie assez souvent, même s'il l'avait commencée avec les plus beaux atouts. Après chaque partie perdue, il rebattait les cartes et recommençait avec l'espoir d'une fortune souriante.

L'entêtement du mauvais sort lui fait rarement lâcher prise : chaque année semble apporter un nouveau fléau, un ennemi de plus à combattre. Le climat de l'Australie semble être merveilleusement adapté à des expériences sur la multiplication du lapin, du renard, du passereau qui sont autant de plaies d'Égypte introduites par de braves gens qui avaient les meilleures intentions du monde. Un jour, dit-on, une bonne dame rapporta en Australie, d'un pays lointain, un petit pot contenant un cactus : ce fut une nouveauté, elle distribua des boutures à des amis et cette nouvelle plante d'appartement devint très à la mode. Malheureusement pour

l'Australie, la plante sortit de l'appartement et envahit certaines régions du Queensland et des Nouvelles-Galles du Sud, à ce point que le Gouvernement vous louera pour pres que rien du terrain envahi par le cactus, à condition que vous détruisiez cette plante d'ornement qui a la vie très dure.

Au début, le personnel de « Lone Man Plain » formait une collection étrange : il y avait quelques anciens « convicts » qui menaient alors la vie la plus paisible et la plus patriarcale, en gardant les moutons qu'on leur avait confiés. Le vieux Jackson marchait d'un pas lourd et cadencé; quelques-uns prétendaient que cette allure lui était restée d'un long séjour à Parramatta, alors qu'il portait une chaîne aux pieds. Toujours est-il que Jackson semblait le plus honnête des hommes et s'il avait été envoyé en Australie à l'âge de dix-sept ans par le roi George IV pour avoir volé une oie, cela semblait indiquer surtout que le feu roi s'intéressait spécialement à la volaille.

Un ancien baleinier qui avait roulé sur les mers du globe était arrivé à la station où il avait trouvé du travail sans difficulté, car il savait charpenter, menuiser, forger et même faire la cuisine. Il était l'homme à tout faire, il était ouvrier consciencieux et honnête : son seul vice était le tabac qu'il mastiquait et qu'il fumait indifféremment, mais dont il ne pouvait pas se passer une minute.

Il y avait aussi un « University man » qui pour des raisons qui ne regardaient personne avait lâché ses livres pour surveiller des mérinos. On ne savait pas s'il lui arrivait parfois de réciter du Virgile pendant les heures solitaires de la journée ; mais on savait que lorsqu'une bouteille de rhum lui parvenait par des voies mystérieuses, dans sa petite hutte, l'anglais universitaire se changeait en un langage qui sentait plutôt le goudron que la fleur des champs.

II

La vie dans le bush australien est celle qui se rapproche le plus de l'existence primitive, par cela même que l'homme

est en contact constant avec la nature et que souvent, seul et éloigné de ses semblables, il doit lutter de ses propres forces. La naissance, la vie et la mort sont réduites à leur plus simple expression : le bushman entre dans l'existence, y fait le séjour qui lui est alloué, et en sort doucement, comme s'il ne voulait déranger personne.

Les grandes plaines désertes, les criques desséchées que le chercheur d'or a prospectées, la ligne télégraphique de quelque 2 000 kilomètres qui traverse l'Australie du sud au nord, l'ont vu poursuivant la fortune au travers de solitudes où l'eau est rare et où rien ne pourrait le sauver de la faim. Elles l'ont vu mourir tranquillement, comme un animal sauvage, avec toute la patience et le courage muet d'un être qui regarde sa vie fuir lentement, qui ne compte sur aucun secours, qui pense tout simplement que le moment est venu pour lui, et qui ferme les yeux pour s'habituer à la grande obscurité dans laquelle il se sent entraîné.

Jim Clarke était arrivé sur cette planète dans le plus strict incognito, et sa mère avait bravement surmonté toute seule les angoisses et les tortures qui sont le prix exhorbitant que la nature demande pour l'entrée dans le monde de chaque pauvre petit être humain. La hutte, faite d'écorce, était en plein soleil, un honnête thermomètre aurait marqué ce jour-là 115° Fahrenheit à l'ombre.

Bill, son mari, « boundary rider » de « Lone Man Plain », était en tournée depuis quinze jours avec les autres « stockmen » pour rassembler le bétail. Il avait écrit à Mrs Brown, la providence des dames d'un district grand comme quatre départements français, mais il faut croire qu'au dernier moment la providence avait eu un empêchement.

Enfin le petit Jim annonça son arrivée sans trop de fracas, mais assez haut pour que sa mère sût qu'il était prêt à vivre. Mrs Broun arriva sur un cheval boiteux qui avait les yeux mangés par les mouches, alors que le nouveau-né comptait exactement quarante-huit heures d'existence : cette providence était tardive, mais elle fut la bienvenue.

L'enfant avait onze jours lorsqu'il fut présenté à son père. Jim fut baptisé deux ans après, alors qu'un pasteur arrêta devant la hutte son attelage et descendit couvert de poussière,

ayant parcouru 45 miles dans la plaine depuis l'aube. Bill fit l'impossible pour donner au « parson » l'hospitalité la moins rustre ; mais la hutte était petite, l'eau était rare et chaque goutte avait été transportée de la crique. Le « parson » vit donc une tente s'élever pour lui sous un grand arbre ; en quelques coups de hache, le « boundary-rider » lui construisit un lit.

La cérémonie du baptême fut simple, l'enfant reçut avec une indifférence déconcertante les noms de James-Arthur, tandis que son front était oint de l'eau de la « crique des cacatoès », dont on voyait les arbres à 200 yards.

Mrs Bill Clarke avait préparé un dîner dans le menu duquel le bœuf salé et les pommes de terre conservées formaient le plat de résistance : le fait que « Lone Man Plain » possédait 3 000 têtes de bétail n'empêchait pas les vaches suisses d'avoir fourni en petites boîtes rondes un lait condensé et épais qu'on dissolvait dans du thé très fort et très sucré de sucre de canne. Le « parson » avait une tasse, la tasse d'honneur, la seule de l'établissement : Bill et sa femme avaient chacun un « pannican » en fer-blanc dont l'intérieur était culotté comme une pipe, par un thé qui était très foncé et qui avait un goût que la crique avait emprunté aux feuilles d'eucalyptus qui tombaient dans son lit. Un pudding à la confiture, d'une solidité qui ne fit nullement peur au pasteur, termina le repas. Puis, sous la nuit belle et calme, dans laquelle les grenouilles de la crique répétaient leur perpétuel croassement, les deux hommes fumèrent une pipe et parlèrent de la saison, des stations environnantes, et enfin de la politique australienne qui est un phénomène parmi les politiques phénomènes du monde entier.

Le « parson » raconta ses tournées dans un district qui lui prenait six mois à parcourir ; ici et là il pouvait faire un service dans une chapelle minuscule de tôle ondulée ; mais en général, il réunissait ses congrégations au « homestead » d'une station ou dans la hutte des hommes.

Il voyait bien de la pauvreté sur son chemin, mais ce n'était jamais la misère, on mangeait toujours à sa faim. Une étonnante philosophie patiente se retrouvait partout dans le « bush » ; les mauvaises saisons ruinaient les uns et les autres,

mais on espérait à chaque moment entendre la pluie tomber ; on recommencerait, jamais découragé. Le « parson » était un être humain et sympathique, le drap noir de sa redingote avait des taches et des endroits usés, et ses longues randonnées en buggy avait enlevé à celle-ci sa raideur et la sévérité de sa coupe : le Rèvérend portait la barbe, ses yeux clairs d'homme vivant dans les plaines inondées de soleil animaient sa figure bon enfant et accueillante.

— Non, mes amis, — dit-il en les quittant pour aller se coucher sous sa tente, — je ne veux rien accepter de vous : vous m'avez donné votre bonne et franche hospitalité, j'ai gagné un paroissien de plus. Je ne reçois de l'argent que lorsque les riches m'en donnent pour une bonne œuvre, vous ne me devez rien : merci une fois encore de votre hospitalité, et bonne nuit.

Et le lendemain, dès l'aube, les chevaux étaient attelés par Bill, et le « parson », après un breakfast solide, reprenait sa route vagabonde après avoir salué une dernière fois de son fouet ses hôtes d'une nuit.

Jim avait trois ans, il commençait à devenir trop grand pour la caisse de raisins secs qui jusqu'ici lui avait servi de berceau, lorsqu'un événement remarquable eut lieu dans le district : la pluie tomba. Pendant une journée entière, le ciel pleura comme s'il se repentait d'avoir laissé crever tant de bétail et de moutons ; et Bill se laissa tremper jusqu'aux os avec un plaisir évident, d'autant plus que son caoutchouc pendu à un clou depuis des mois, refusait absolument de se déplier, et s'était fendu du haut en bas comme un morceau d'écorce desséchée.

Le petit Jim avait fait une incursion sur la véranda et vit avec une réelle surprise ce qui tombait du toit, tandis que la caisse à eau vide depuis longtemps se remplissait avec un tambourinement caverneux plutôt effrayant. L'enfant regarda le plancher de la véranda mouillé comme le pont d'un bateau pendant l'arrosage, il appela sa mère et demanda avec une visible inquiétude comment elle allait nettoyer ce plancher. La mère sourit et expliqua que la pluie était de l'eau qui tombait du ciel.

Jim fit connaissance avec la boue, car il roula de la véranda sur la terre rose et nue où s'écrasaient les gouttes de l'averse persistante. Maculé des pieds à la tête, il rentra triomphant dans la hutte où la mère l'accueillit en riant, tant elle croyait que la boue est une belle chose, une bonne chose, et la chose au monde la plus propre lorsqu'elle est la terre elle-même mariée avec l'eau.

Car la pluie, c'est la manne qui tombe comme une bénédiction, c'est la fée qui fait sortir l'herbe en trois jours, qui remplit les caisses à eau, les criques et les rivières, qui donne à l'atmosphère une senteur comme le ciel seul peut en donner. Et le petit Jim comprit la pluie ce jour-là, et apprit à l'aimer et à la désirer comme tout bon Australien qu'il était.

La hutte commençait à tomber en morceaux, une collection entomologique très variée, depuis l'araignée géante jusqu'au mille pattes également géant, avait trouvé un gîte sous les plaques d'écorce du toit, tandis qu'une ouverture, qui ressemblait à un trou de souris, mais qui était réellement la porte d'accès d'un serpent brun, donnait au plancher un air hanté qui avait plus d'une fois troublé le sommeil de la mère de Jim. Le serpent brun avait eu l'épine dorsale cassée en deux endroits d'un coup de fouet, le trou avait été bouché ; mais le fouet était toujours à son clou, en cas de besoin.

Bill avait commencé à bâtir une maisonnette avec les matériaux que la station lui avait envoyés : comme les marins et les gens du « bush », il était un peu bricoleur, avait touché à la forge, au rabot ou à la truelle, il se faisait un plaisir d'élever sa nouvelle demeure. Il avait choisi l'emplacement à quelques yards à peine de la vieille hutte, et là il commença à planter les blocs de bois qui sont les fondations des boîtes à biscuits servant d'habitations dans la campagne australienne. Une carcasse légère de voliges forme l'ossature sur laquelle doit s'appliquer la tôle ondulée qui y est fixée par des vis, vissées ou enfoncées à coups de marteau, selon qu'on travaille pour soi ou pour un patron. Une scie, une hache, un marteau, un ciseau et un tournevis sont en somme tout ce qu'il faut pour bâtir une maison dans ce pays.

Bill eut bientôt fini de mortaiser ses bois et de les assembler de manière à en faire une grande cage légère et solide. Le

marteau commença son rôle bruyant, frappant le poinçon qui préparait dans la tôle le chemin de la vis : le travail ne cessa point du lever au coucher d'un certain dimanche ; les murs et le toit étaient en place, l'habitation avait l'air d'une maison de poupée toute neuve, en sa simplicité architecturale, et embaumait le pin natif. Les portes et fenêtres prirent du temps à poser, elles venaient de loin. Une véranda s'appuya sur chacun des grands côtés, et leur donna l'ombre qui est précieuse. Puis Bill mit la « doublure » en planches à rainures et languettes, posa le parquet et construisit l'âtre en terre battue couverte de pierres, et la cheminée de briques.

Le déménagement s'était fait en une matinée : l'ameublement, il faut le dire, n'était pas compliqué. Il suspendit une lampe, ajouta une planche au-dessus de l'âtre, l'orna de quelques photographies encadrées par lui, de deux œufs d'ému qu'il avait lui-même gravés, de quelques haches de silex trouvées dans ses chevauchées, et d'une iguane desséchée, la gueule ouverte, morte étouffée par la tête d'un corbeau qu'elle avait goulûment essayé d'avaler. Les quelques chromos qui étaient dans l'ancienne hutte furent décloués avec soin, nettoyés et reparurent aux places d'honneur sur le nouveau mur de planches. Ils faisaient partie des biens de la famille ; leur valeur intrinsèque était celle de suppléments de journaux illustrés vieux de plusieurs années ; mais tout un passé s'attachait à ces gravures, tenait dans les couleurs criardes que la fumée de quatre années avait patinées comme de vieux Rembrandts.

Bill dut démolir la fragile hutte d'écorce qu'il avait bâtie pour y recevoir sa femme ; il aurait pu y mettre le feu, mais cela lui paraissait brutal, et peut-être y avait-il chez lui une arrière-pensée de superstition. Les grandes plaques d'écorce furent levées une par une, il ôta les volets dont les gonds étaient faits de peau de bœuf, il détacha de la porte disjointe le loquet primitif qu'il avait taillé lui-même dans un morceau de gommier rouge dur comme du bois de fer.

Le vieux plancher qu'il déposait avec soin, sans oublier le serpent brun, lui donna une plaisante surprise : il retrouva la première broche qu'il avait donnée à sa femme et qu'elle avait perdue depuis trois ans : la vieille hutte semblait vouloir mon-

trer sa reconnaissance à celui qui l'avait épargnée jusqu'au dernier moment.

Un samedi que Bill allait au « homestead » pour chercher des provisions, Mrs Wills voulut savoir où en était la nouvelle maison : Bill en profita pour faire une requête et demanda à la femme du « boss » de vieux journaux illustrés avec lesquels il pourrait en tapisser les murs. Mrs Wills lui donna un gros rouleau de *Graphics* et d'*Illustrated News* qu'il accepta avec plaisir. Un autre dimanche fut consacré à couvrir les murs de la maison.

Il reste un livre à écrire, intitulé *De l'influence du décor environnant en général et des papiers de tenture en particulier, sur le moral et le caractère des gens.* Un titre plus court pourrait naturellement figurer en tête du volume.

Combien d'enfants ont gardé dans leur mémoire et dans leur esprit le bariolage impossible du papier qui couvrait sans l'orner les murs de leur petite chambre? Les fleurs qui ressemblaient à des poissons grotesques, à des insectes impossibles ou à des figures grimaçantes de cauchemars! Combien se rappellent le menuet prétentieux et ridicule de personnages à perruques et à paniers, qui cent soixante-sept fois se saluaient dans la pièce, avec les même gestes de pantins mal articulés! Cent soixante-sept fois sans compter les vingt-six groupes que la frise d'en haut avait guillotinés et que la plinthe avait rendus culs-de-jatte !

Les efforts de Bill et la colle de farine que sa femme dut fournir en large quantité ne furent pas perdus : la pièce qui servait à la fois de salle à manger, de salon et de fumoir, était égayée par toutes ces scènes multiples empruntées aux quatre coins du monde, toutes différentes et dans lesquelles on découvrait chaque jour quelque nouveau détail intéressant.

Ces murs furent la première école de Jim : il y trouva une moisson de questions, souvent embarrassantes pour des parents, lorsque la légende n'était pas sous la gravure. Il apprit vite à reconnaître la reine Victoria; il la reconnaissait à Hyde Park, en voiture, dans les montagnes d'Écosse ou sur le yacht à l'ancre dans les eaux de l'île de Wight.

Cette chambre était une encyclopédie; l'histoire, la géo-

graphie, la science et les arts, la zoologie et l'astronomie y étaient représentés. Les pêcheurs d'éponges de Turquie coudoyaient une chasse aux loups en Russie : un « drawing room » à Buckingham Palace voisinait avec une scène en Afrique du Sud, dans les placers de diamants. Une éruption du Krakatoa touchait un paysage polaire prodigalement orné d'ours blancs et de phoques. C'était une série de sauts brusques, de voyages féeriques d'un bout du monde à l'autre. Bill après quelques jours, avoua une ambition, la première qu'il ait jamais sérieusement formulée : il aurait voulu être riche afin de voir le monde, de voyager un peu partout. La mère, aurait voulu voir la reine et la famille royale dans leurs plus beaux atours, couronnées et couvertes de diamants et de perles ; elle aurait voulu assister à un service à Westminster. L'appel du « home » était arrivé jusqu'à eux, Australiens de la deuxième génération : ils songeaient au « vieux pays » que leurs ancêtres avaient quitté.

Ces numéros de journaux illustrés furent une soudaine révélation.

L'Australien a pour son pays un amour aveugle mais aussi, en général le désir de voir l'ancien monde, si jamais il en a l'occasion. Le petit Jim comprit de bonne heure le mot Europe, et profita de la curiosité grandissante de ses parents. Bill avait soudain découvert que l'histoire d'Angleterre était pour lui chose inconnue ; il écrivit en ville et se fit envoyer des livres. La planchette qu'il avait clouée et qui servait de bibliothèque fut bientôt insuffisante, car il voulait apprendre l'histoire et la géographie des autres pays ; et Jim entendit son père lui raconter les merveilleuses choses que contenaient ces livres.

Lorsque le gamin sut se tenir solidement sur ses jambes, on songea qu'il serait bientôt temps de le mettre sur une selle : à cinq ans, il avait son poney à lui, et allait chercher pour sa mère la vache laitière qui paissait maintenant dans le petit paddock attenant à la maison.

Les chiens avaient été ses premiers compagnons de jeu : puis vint un « joe », un jeune kanguroo orphelin que Bill avait ramené d'une de ses tournées ; la mère avait mal calculé son saut, et s'était pris les deux pattes de derrière entre les fils de

fer de la barrière, et était morte dans l'étau des fils tordus. Le jeune « roo » une fois nourri avec patience, s'était apprivoisé très vite et avait instinctivement pris envers les chiens du logis une attitude de boxeur qui les tenait en respect.

Un cacatoès faisait partie de la famille ; ses habitudes d'ubiquité déconcertante avaient rivé une chaînette à sa patte, car il était comme ses semblables le démon emplumé de la destruction. De temps à autre, Bill descendait de cheval devant la véranda de la maison, et l'enfant savait lire dans l'œil du père qu'une surprise était imminente : le « boundary rider » sortait de sa chemise un amour de petit lapin noir qu'il prêtait à Jim pour un jour seulement, car la loi australienne punit d'une forte amende ceux qui élèvent des lapins en captivité. Le « bunny » buvait du lait à la cuiller dès les premiers instants, et le lendemain, l'enfant embrassait le petit museau et disait adieu, et « bunny » passait sans le savoir dans l'éternité fort peuplée des petits lapins australiens.

III

Il avait sept ans lorsque son père l'emmena pour la première fois au « home stead » : la chevauchée était longue pour un enfant, plus de 25 miles ; mais Jim s'en tira à son honneur et ne s'aperçut point de la distance. S'il ressentit quelque fatigue, il l'oublia vite en arrivant à la station ; il n'avait jamais vu pareille agglomération d'habitations, il n'avait jamais vu tant de monde à la fois.

La maison du « boss » où il suivit son père, l'écrasa par la hauteur de ses plafonds, la grandeur et le nombre des pièces ; il remarqua les gravures aux murs, il n'y en avait pas tant que chez eux, et elles ne lui paraissaient pas si intéressantes. Il y avait un chien qui regardait un cheval dont la tête seule était visible au-dessus d'une porte d'écurie ; il y avait sur une autre un homme et une femme étrangement habillés, qui causaient ensemble : elle raccommodait quelque chose tandis que lui faisait avec un bâton des dessins sur le sable de l'allée. Il y avait aussi des portraits de gens qui n'avaient rien de sympathique. Jim remarqua le nombre de chaises, de fau-

teuils, de tables, une grande glace où il pouvait se voir des pieds à la tête et des rayons pleins de livres.

Le « boss » et sa femme entrèrent dans le « smoking room ». Jim donna la main sans regarder personne, sans desserrer les dents, puis se percha sur une chaise et contempla sur le tapis des fleurs comme il n'en avait jamais vu. Le thé qu'on apporta lui procura un nouveau sujet intéressant ; il y avait une théière en argent, des tasses avec des dessins bleus et des cuillers qui brillaient. Mais il admira surtout le gâteau dont on lui découpa un gros morceau qu'il mangea en l'émiettant sur les belles fleurs du tapis. L'absorption de deux tasses de thé bien sucré, lui donna une sensation de bien-être qui le réconcilia avec son environnement.

On se leva peu après : il suivit au travers du jardin le « boss » et sa femme; la dame lui cueillit deux oranges et lui en mit une dans chaque poche. Jim en aurait bien voulu une troisième pour manger sur place, mais il était résolu à cacher ses sentiments. Le jardin était intéressant, il y avait des haies de rosiers couverts de fleurs, d'autres fleurs de toutes les couleurs au-dessus desquelles bourdonnaient des abeilles. Il dit au revoir et s'en alla avec son père à la hutte des hommes, puis au magasin où il vit les sacs de farine et de sucre, les boîtes de conserves de toutes espèces alignées sur des étagères, tandis qu'au plafond pendaient des billies, des pannicans et des manches de haches. Le « storekeeper » lui donna une image vigoureusement coloriée qui provenait d'une caisse de tabac américain.

Soudain un coup de sifflet rauque rententit, le magasinier dit : « Voilà le *Mooljoola* ». On sortit du magasin et à 50 yards de là, on arriva au bord de la rivière. Jim n'avait jamais vu que les criques du « Back Paddock » de l'eau qui était comme un miroir terne sous les grands arbres. Mais cette eau-ci coulait, elle était jaune comme du thé fort avec beaucoup de lait ; elle était large et disparaissait à quelque cent yards dans un brusque coude.

Son père lui montra quelque chose qui remontait la rivière; d'abord il vit beaucoup de fumée qui sortait d'une maison blanche et plate comme une boîte. La maison approcha et grandit, Jim entendit un bruit régulier, l'eau était agitée de

chaque côté de la maison. Enfin il put apercevoir, enfermées dans une cage comme des bêtes dangereuses, les palettes qui battaient la rivière, la haute cheminée noire d'où sortaient des étincelles. Il y avait sur le toit de la maison blanche des hommes qui faisaient des gestes et qui criaient ; une gerbe blanche sortit de l'avant de la cheminée et un nouveau sifflement raûque courut sur l'eau surplombée par les grands arbres, et chassa dans le ciel bleu une nuée de « galahs[1] » grises et roses. On lança des cordes, la maison s'arrêta et fut attachée à deux gros gommiers.

On mit une planche sur la berge, et on commença aussitôt à décharger des sacs de farine, des enveloppes de jute pour la laine et des rouleaux de fil de fer.

Jim ne savait où regarder : le tambour de la roue l'attirait ; il approcha de la grande cage dans laquelle dormait la bête qui frappait l'eau, il put voir plusieurs grosses nageoires encore ruisselantes.

Un bateau : c'était un bateau à vapeur qui venait de la grande mer salée, qui avait remonté le Murray et le Darling pendant environ 800 miles et qui avait mis des semaines pour faire le voyage.

Après le dîner, Jim trouva un lit dans la hutte des hommes, à côté de son père ; il ne fut pas longtemps à s'endormir tandis que les conversations marchaient leur train et que les pipes faisaient un brouillard bleu dans la grande pièce.

Le lendemain matin, il fallut remonter à cheval pour retourner à « l'arrière » : Jim trouva le temps d'aller jusqu'à la rivière ; le *Mooljoola* était reparti dans la nuit, suivant les méandres de la rivière et se dirigeant du côté de Bourke. La maison blanche avait disparu comme un rêve, mais Jim savait que ce n'était pas un rêve, et se promit bien de revoir le bateau un jour ou l'autre.

La chevauchée du retour parut courte à l'enfant, les chevaux d'ailleurs savaient très bien qu'ils retournaient à leur paddock, leur crique, leur home, eux aussi. Bill dut répondre à maintes questions sur la navigation, la puissance motrice et les dispositions intérieures des bateaux en général. A l'étonnement de Jim qui comprenait mal comment les hommes

1. Perruches.

pouvaient dormir dans un lit, sur un bateau qui remuait, Bill lui raconta que son grand-père était venu du « vieux pays » en 1868 et qu'il avait mis cinq mois sur un voilier ; il avait touché à Sainte-Hélène où les passagers étaient descendus et avaient visité la tombe de Napoléon Ier : et depuis maint saule pleureur en Australie et en Nouvelle-Zélande a poussé d'une bouture prise à l'arbre de Longwood.

La station de « Lone Man Plain » se trouva un beau jour à la tête d'une quinzaine d'enfants : le « boss » fit bâtir une école et un maître arriva de Sydney pour prendre la charge de l'éducation de cette marmaille. L'école avait été bâtie dans une position aussi centrale que possible, car les enfants étaient disséminés dans toutes les directions : les classes n'avaient lieu que trois fois par semaine. Jim avait 12 miles à faire sur son poney ; il partait le matin, muni d'un sac où son déjeuner et ses livres étaient à l'étroit, et se dirigeait vers la crique des Pélicans. Les autres enfants arrivaient à cheval eux aussi, une jument grise portait un trio de Perry dont l'aîné avait onze ans ; et lorsque la jument grise eut un joli poulain alezan, celui-ci se mit de la partie et prit trois fois par semaine le chemin de l'école. Chaque monture dessellée était attachée sous un hangar qui la mettait au moins à l'ombre s'il ne la défendait pas des mouches.

Le maître d'école était un homme très doux qui semblait heureux d'avoir trouvé dans ce coin solitaire cette mission humble et paisible. Il sut vite s'attirer les enfants, car il les intéressa dès l'abord et arriva même à leur inculquer l'arithmétique en l'assaisonnant de toutes sortes d'épices qui la rendaient plus attrayante.

Il avait un jour posé le problème suivant :

— Votre jardin a 15 yards de long, un serpent entre dans votre jardin, il rampe à raison d'un pied par seconde, au bout de combien de temps arrivera-t-il à votre maison?

— Jamais, — avait répondu le petit Mackenzie, — si notre chien l'a vu.

Il leur enseigna les éléments de physique et de chimie avec les expériences les plus simples ; il fit devant eux l'autopsie d'un vieux réveille-matin, et commença une collection d'insectes qui devint bientôt la fierté de l'école.

Bob, le petit noir du camp, avait voulu aller à l'école, lui aussi ; il avait le même âge que Jim, et était d'une intelligence très vive ; ses grands yeux noirs semblaient prendre tout ce qui passait à leur portée, il possédait une mémoire étonnante et avait sur ses compagnons l'avantage de pouvoir ramasser son porte-plume sans se baisser, car ses orteils n'avaient jamais été emprisonnés dans des chaussures. Bob fut bientôt à la tête de ceux de son âge : son parler restait quelque peu « petit nègre », avare d'articles, mais toujours très expressif.

Bob avait de plus une imagination qui menaçait de l'entraîner loin, il mentait sans malice, par pur sport ; mais il mentait fort. Le maître d'école avait un jour découvert que Bob avait une conscience qui se trahissait parfois d'une façon très visible. Lorsqu'une dispute s'élevait, ou que le petit noir était mêlé à une affaire qui demandait un éclaircissement, Bob était appelé devant la table du maître, à une distance déterminée qui permettait de voir l'élève des pieds à la tête.

— Bob, est-ce vous qui avez cassé l'ardoise de Ted Nichols?

— Non, — faisait la tête ébouriffée du petit noir.

Mais le « teacher » ne regardait pas la figure de Bob, il étudiait ses pieds, car à chaque mensonge, les orteils s'agitaient comme s'ils étaient dans de l'eau trop chaude. Bob était renvoyé à sa place et privé de récréation. Au bout de quelques séances de cette inquisition, Bob songea sérieusement à faire un pas de plus dans cette merveilleuse civilisation qui est la nôtre, et à ne plus aller pieds nus ; mais après avoir porté pendant une demi-journée les chaussures de Tim Baxter, il en vint à la conclusion que la liberté valait bien qu'on payât parfois pour elle.

Les années d'école furent courtes, car garçons et filles avaient tous leur rôle à la maison ; il y avait des vaches à rentrer et à traire, des provisions à chercher à cheval ou en voiture. Les mères de famille qui avaient à faire l'éternelle lessive, la cuisine et le pain, étaient contentes d'avoir un coup de main, surtout lorsqu'il y avait des petits à surveiller.

Les garçons d'ailleurs avaient hâte de commencer leur métier d'hommes ; ils coupaient du bois avec une hache américaine à l'âge où en Europe on permet à peine aux enfants

d'avoir un couteau de poche émoussé. Il y avait déjà chez eux le besoin de gagner un peu d'argent ; on trappait des opossums et des lapins et on vendait les peaux ; un peu plus tard, on aidait dans les « yards » à pousser les moutons d'une enceinte dans l'autre, on s'inscrivait au moment de la tonte comme « rouseabout » et on portait à la table du classeur les toisons qui venaient d'être tondues. Travaillant au milieu d'hommes, on devenait hommes presqu'au sortir de l'école.

Jim avait d'abord suivi son père à cheval le long des barrières de fil de fer que celui-ci était chargé de maintenir en bon état ; le gamin commençait à savoir réparer un fil de fer avec un nœud de télégraphiste, ou un double nœud coulant ; il apprenait la manière de retendre un fil devenu lâche sous l'effort d'un cheval ou d'un bœuf. Il savait remettre les poteaux brisés comme on remet les pattes cassées, en les ficelant solidement entre deux fortes attelles.

Les portes avaient besoin d'être replacées, un wagon de provisions avait en passant heurté un des poteaux, et la porte hors d'aplomb ne fermait plus avec sécurité. Une porte de barrière ouverte, c'est sur une station une chose qu'on craint comme une calamité ; cela signifie souvent des journées de recherches et de travail. L'Australien s'ingénie à trouver des loquets ingénieux qui ne peuvent être ouverts que par l'homme, mais certains chevaux ont de l'homme tous les défauts, sauf la parole ; et arrivent après avoir montré de quelle patience ils sont capables, à ouvrir le petit loquet qui passe pour inviolable.

C'est à ce moment que le cheval, si aimé en Australie, est déchu de sa race et relégué dans la famille des ruminants sous le nom de « vache ». La même expression servira également à qualifier le vagabond négligent ou mal intentionné qui a laissé deux troupeaux se mélanger en ne fermant pas la porte d'un paddock.

Le métier de « boundary rider », celui qui chevauche le long des limites de la station, est en général une tâche solitaire et monotone ; du matin au soir, l'homme passe à cheval le long des barrières, l'œil constamment sur les fils de fer et les poteaux. Lorsqu'il a parcouru dans sa journée 20 miles de barrières, il aura vu défiler plus de 12 000 poteaux et quelque chose comme 193 kilomètres de fil de fer.

Les longues chevauchées en plein soleil, alors qu'on n'entend que le seul bruit du craquement de la selle, sont faites pour laisser divaguer l'esprit. Les pensées se succèdent comme la lourde averse d'un nuage trop plein ; la mémoire répand comme un sac crevé tout ce qu'elle a emmagasiné depuis qu'elle est née dans le cerveau. Au moment de la journée où le soleil est le plus chaud, où la plaine entière danse comme si elle était le fond d'une mer éblouissante, — alors que chaque monticule de sable est transformé en montagne, et qu'une chèvre égarée a la taille d'un bœuf — une fée malicieuse déroule devant vos yeux un paysage d'ombre et d'eau courante.

Selon la saison, le « boundary rider » doit aussi voir si les moutons d'un certain paddock ont assez à boire ; si l'eau des réservoirs creusés dans la terre ne devient pas trop basse et si les bêtes ne s'y embourbent pas. Parfois son cheval fait un écart en passant près d'un mouton agonisant ; Bill descend de sa selle, et s'il croit que la bête ne peut pas être sauvée, il lui coupe la gorge, et tout en essuyant la lame du couteau sur la toison, il surveille les derniers spasmes, les derniers signes de l'existence qui coule sur la terre sèche. D'un pouce il soulève la paupière, et l'œil terne fait signe que tout est fini. Il dépouille alors l'animal avec la dextérité d'un maître boucher, et attache la peau à l'arrière de sa selle, laissant la bête écorchée aux faucons et aux corbeaux.

Au marquage des agneaux, puis quelques mois plus tard, au moment de la tonte, tous les hommes sont au rassemblement des troupeaux. Dans chaque paddock, ils forment avec leurs chiens une chaîne qui drague concentriquement, avec le mouvement d'une grande aiguille d'horloge, rejetant les moutons vers l'extérieur du paddock.

Peu à peu, Jim se mêla au travail des hommes, dans la poussière des « yards », dans la pénombre étouffant du hangar de la tonte, alors qu'il fallait à tout moment répondre au « sheep ho ! » des tondeurs qui réclamaient des moutons à tondre. Il essaya même de tondre une bête, empoignant la tondeuse mécanique qui vibrait dans sa main serrée, comme un serpent qui se débattait. Sa première impulsion avait été de rejeter cette chose chauffée par 380 révolutions par minute, ron-

flante et vibrante comme un animal en furie. Sous la conduite du tondeur, il avait déchiqueté une toison, tandis que le mouton se débattait, mal serré entre ses jambes. Son expérience s'arrêta là. Il savait que O' Connor tondait ses 120 moutons par jour et qu'il se faisait ainsi de bonnes journées ; mais le métier ne le tentait pas.

Plus tard il devint un des travailleurs réguliers de la station, et gagna une livre par semaine, nourri et logé. Il avait quitté le toit paternel pour venir au « homestead », sur la rivière. Il avait gardé à jamais ineffaçable, la vision des murs de leur maisonnette ; la mémoire des histoires que son père lui avait racontées ou lues ; pendant que dans la hutte ses compagnons discutaient les mérites des favoris du « Melbourne Cup » et le pedigree des 23 autres chevaux qui devaient leur disputer la victoire, Jim lisait.

Dans la journée, alors que solitaire il faisait le tour d'un paddock, ou qu'il chevauchait lentement derrière un troupeau qu'il menait boire à la rivière, son esprit quittait le nuage de poussière qui l'enveloppait et partait dans un pays blanc de neige où glissaient des traîneaux attelés de chevaux crinières au vent. Il allait de là dans les grands parcs ombreux au fond desquels des châteaux apparaissaient comme des fantômes. Puis, c'était le sable du désert mamelonné, où gisaient des statues monstrueuses et des Sphinx mutilés, gardés par les Pyramides. Il songeait aussi à cette Asie des Mille et une Nuits, et il se disait que pour voir toutes ces merveilles, il fallait devenir riche. Il y avait bien cette Australie de l'Ouest où on avait trouvé beaucoup d'or ; mais il avait vu des hommes revenant de là-bas, qui demandaient du travail à la station et qui étaient heureux d'en trouver.

Il allait voir ses parents souvent les dimanches, et chaque fois il relisait les murs, et toute sa jeunesse, toute l'ambition de sa vie, tenait là : il le savait.

IV

Les moutons semblaient encore à demi endormis après leur sieste méridienne ; on entendait peu les bêlements, le bruit

seul de leurs sabots cassant des brindilles ou traînant sur les feuilles sèches se levait dans le nuage de poussière qu'ils soulevaient. Depuis une semaine qu'ils étaient en route, ces moutons étaient devenus roses, leur peau rasée avait vite abandonné la blancheur des nouveaux tondus et avait goulûment absorbé toute la poussière qu'elle pouvait. Les têtes étaient basses, les mâchoires pinçaient en passant les brins d'herbe, les dos roulaient et se secouaient doucement comme les petites vagues paresseuses d'une mer bourbeuse. Cette mer était faite de 3 500 moutons vendus au sortir de la tonte par « Lone Man Plain » à Coolapanda à raison de 12 shillings et 6 pence par tête. Coolapanda avait marqué chaque bête d'une cible qui était la marque de la station, et d'un T (travelling) qui était obligatoire pour tous les moutons qui voyageaient d'une station à l'autre sur une distance de plus de quelques miles.

Syd était en avant du troupeau avec son chien, et maintenait la tête de la colonne sur un front à peu près aligné. Lou était sur le flanc gauche, Jim sur le flanc droit et Macpherson, le chef « drover[1] » était à l'arrière avec ses deux chiens. Le cuisinier qui complétait la liste du personnel et qui n'était pas le moindre personnage de la caravane, était parti à l'avant avec sa charrette, afin de choisir pour la nuit un camp où il serait facile de parquer le troupeau. Un sixième membre était toujours à une journée en avant pour prévenir les différents propriétaires qu'on allait traverser leurs paddocks, afin qu'ils eussent le temps d'empêcher leurs moutons de se mélanger à la troupe de passage.

Il était cinq heures lorsque Dan, le cuisinier, arrêta son cheval et descendit de la carriole : il détela sa bête, lui enleva les harnais et la mena boire à la crique qui était à deux pas. Puis il lui mit les entraves et la laissa brouter.

L'endroit était connu des « drovers » : une barrière arrivait à la crique à angle droit, une haie avait été élevée avec des branchages et des jeunes arbres ; la crique, la barrière et la haie formaient donc trois côtés d'un carré. Dan eut vite fait de descendre quelques taillis qu'il ajouta à la barricade,

1. Conducteur de moutons ou de bétail.

là où des brèches menaçaient de s'ouvrir. Il éleva un quatrième côté avec une bande de calicot de 3 pieds de haut et de 100 pieds de long, maintenue verticale par des piquets de fer qu'il avait enfoncés tous les 8 pieds.

Ce travail fait, Dan descendit de la carriole le mouton dont les quatre pattes étaient liées et qui était destiné à fournir le repas ; vingt minutes après, un des gigots était sur le feu à bouillir dans une bidon à pétrole.

Puis il remplit deux seaux d'eau, mit les « billies » sur le feu et songea à faire un peu de toilette sur le bord de la crique : il brossa soigneusement ses cheveux encore mouillés des ablutions, et traça sur la ligne médiane de son crâne une raie parfaite.

Dan n'était pas aussi sale que la moyenne des cuisiniers qu'on rencontre un peu partout ; il était même bien plus propre que beaucoup d'entre eux : sa tenue avait toujours une fraîcheur qui frappait l'œil : il semblait passer ses loisirs soit à faire sa lessive, soit à pêcher.

Mais ses méthodes de propreté avaient d'étranges inconsistances et montraient que Dan manquait parfois d'imagination; autrement il n'aurait jamais fait bouillir le gigot dans le bidon à pétrole qui lui avait servi pour sa lessive.

Lorsqu'on était campé sur la rivière, il s'arrangeait toujours à trouver le temps de pêcher et d'attraper pour le menu du breakfast un « cat fish » ou une ou deux « morues du Murray ».

Dan avait été marin pendant quinze années de son existence, il avait fait marcher le petit fourneau de maint bateau, il avait jeté des épluchures par-dessus bord dans sept mers et dans quatre océans différents. Il avait trois fois fait naufrage, une fois sur la côte de la Nouvelle-Zélande, une fois dans la mer Noire, une troisième fois près d'une petite île de Polynésie. Cette dernière expérience l'avait dégoûté du métier de marin, et l'avait fait débarquer en Australie où il espérait bien finir ses jours. La seule chose qu'il reprochait à ce pays, c'était d'être une île, il avait pris les îles en horreur : il allait rarement à Sydney, ayant peur de se laisser tenter par la Grande Chose bleue.

Le soleil était au ras de la plaine lorsque les premiers bêle-

ments du troupeau se firent entendre; puis ce fut une mousqueterie de coups de fouet qui retentit dans l'air ; les hommes faisaient claquer leurs « stockwhips » afin de contenir le troupeau qui avait senti l'eau de la crique et qui voulait se précipiter pour boire. Il fallut couper le troupeau en deux et laisser boire la première colonne en maintenant la seconde à distance. Lorsque toutes les bêtes eurent bu, lorsque les chiens eurent nagé dans la crique en avalant leur poids d'eau, il fallut les cris des hommes, l'aboiement des chiens et les coups de fouet pour faire entrer le troupeau dans l'enceinte qui lui avait été préparée. Le carré formé par la crique, la barrière de fil de fer, la barricade de branchages et la longue bande de calicot avait une ouverture par laquelle les moutons s'engouffrèrent : quatre piquets furent plantés à distance égale sur cette brèche, et les chiens y furent attachés. Après avoir tournoyé un moment, les bêtes se calmèrent et restèrent à peu près tranquilles, les unes debout, les autres couchées. Le « boss drover » et ses hommes donnèrent à boire à leurs chevaux, les dessellèrent et les laissèrent aller brouter ; puis après avoir été à la crique avec leur serviette et leur savon, ils s'assirent près du feu et attaquèrent le mouton bouilli.

Ils semblaient tous avoir oublié cette longue journée sur la route, entre un soleil qui se lève et un soleil qui se couche, derrière ce nuage de poussière qui avançait si lentement.

Pousser un troupeau devant soi, c'est probablement la tâche la plus vieille du monde, la première occupation qu'inventa l'homme après avoir vécu du produit de sa chasse. Il s'était senti supérieur lorsqu'il avait avec son intellgence fabriqué un pieu pointu, et attaqué avec sa force la bête sauvage. Son second triomphe avait été l'asservissement d'animaux sans défense, timorés et vivant toujours en groupes. Les lenteurs, les aléas et les dangers de la chasse disparaissaient ; le troupeau était toujours là, on n'avait qu'à faire quelques pas pour saisir un animal, vivre de sa chair, et se vêtir de sa peau et de sa laine. Et pendant des siècles, jusqu'à nos jours, des nations ont préféré rester peuples de bergers, gardant leurs troupeaux tout en contemplant la nature et en songeant.

Jim avait demandé à joindre la caravane, c'était son premier travail en dehors de la station : il était intelligent

et connaissait déjà la conduite des moutons. Il avait senti en traversant la barrière limite de « Lone Man Plain » qu'il entrait dans un monde nouveau pour lui ; les paddocks de Toorara ressemblaient fort à ceux qu'il connaissait, mais l'herbe et les arbres lui apparaissaient déjà différents. Il s'appliquait consciencieusement à faire sa tâche, il s'était habitué à certaines expressions énergiques que le « boss drover » lâchait lorsque les hommes à demi endormis sous le soleil laissaient le troupeau s'éparpiller un peu trop dans la plaine, ou lorsque l'homme de tête allait trop vite. Macpherson savait ce qu'un mouton pouvait perdre de poids par journée de marche ; il voulait ménager les bêtes, leur donner le temps de broutailler sans les fatiguer, surtout pendant les premiers jours. Ils avaient besoin d'entraînement progressif comme les soldats d'une armée. Le chef « drover » après avoir inspecté le troupeau qu'on allait lui livrer, avait rejeté les bêtes boiteuses ou faibles ; le contrat de vente lui donnait le droit de refuser 5 p. 100, il avait éliminé ainsi tous les moutons qui ne lui semblaient pas prêts pour le long voyage, et même les « gummies », les bêtes à gencives, c'est-à-dire celles qui n'ayant plus de dents de devant ne pourraient guère profiter de l'herbe sèche et peu abondante de certains districts.

Aussi la queue du troupeau n'était-elle pas longue et les traînards étaient peu nombreux : de temps à autre, une bête qui avait des idées bien arrêtées, refusait absolument de bouger après s'être couchée au milieu de la route. Un homme la soulevait de terre, la mettait d'aplomb sur ses quatre pattes ; mais la mule lanigère ne voulait rien savoir et ne trouvait plus aucun intérêt à voyager. On la hissait sur l'encolure d'un cheval jusqu'au prochain camp où Dan la prenait dans sa carriole. Si une nuit de repos et de réflexion n'avait pas changé les dispositions du mouton, le cuisinier lui réservait alors, le soir même, une paix éternelle, une mort prompte et sans douleur.

Macpherson était né en Australie, de parents écossais ; et comme ceux de sa race, connaissait et comprenait l'âme du mouton. L'Écossais n'a pas son égal pour élever moutons ou bétail ; mais il ne s'intéresse pas autant au cheval, et laisse à son voisin l'Irlandais la place d'honneur comme connaisseur de la race chevaline.

Il était fier du troupeau qu'il poussait devant lui comme s'il en était le propriétaire. « C'est un bon lot, bien égal et payé pas cher », ne cessait-il de répéter : le soir, lorsque la queue commençait à ralentir, il lâchait la bride de son cheval et saisissait d'un bond un des retardataires. Il le mettait en un clin d'œil sur son séant, lui regardait les dents et relâchait la bête effrayée en lui tapotant le museau.

Le « boss drover » était un homme qui parlait peu ; mais ce qu'il disait valait en général la peine qu'il s'était donnée d'ouvrir la bouche ; il avait beaucoup lu et beaucoup retenu ; il était l'honnêteté même et ne pouvait jamais cacher le dégoût que lui causait un homme qu'il savait trop « glissant » et trop habile en affaires. Sur le terrain de la finesse, il savait tenir son rang ; mais il ne comprenait que la lutte loyale, et dès que son adversaire du moment essayait des trucs déshonnêtes, le vieux Macpherson se montrait dur.

Lui et Dan étaient ensemble depuis plusieurs années sur les routes des Nouvelles-Galles du Sud : le cuisinier avait plu au drover autant que l'homme. Dan faisait avec succès certains gâteaux que l'Écossais aimait bien.

Syd et Lou étaient des pierres roulantes qui n'avaient aucunement l'intention d'amasser de la mousse ; d'autres travaillaient pour gagner leur vie : eux la considéraient comme une chose qui leur était due. Presque tout leur argent aidait à calmer une soif, celle du jeu, soif qui annulait toutes les autres. Ils avaient dès leur enfance eu pour le hasard une constante adoration ; ils avaient commencé à l'école du bush où ils avaient appris à lire ensemble, à parier des cartes de paquets à cigarettes avant de parier de l'argent. Ils avaient chacun élevé avec soin un lézard à collerette et avaient dans un champ de courses en miniature gagné et perdu de nombreux enjeux jusqu'au jour où « Frilly », le lézard de Syd trouva une mort soudaine sous les roues d'un buggy.

Les deux inséparables fondèrent bientôt une association, travaillèrent sur une station pendant quelques mois, et avec l'argent gagné achetèrent un campement, des rations, des carabines belges, des cartouches et des trappes. La première semaine ne leur donna que 80 peaux de lapins ; mais ils surent bientôt mieux poser leurs trappes, couvrir de papier la bascule

avant de la dissimuler sous de la terre pulvérisée. Les trappes se succédaient en une ligne de près de deux kilomètres, une flèche tracée dans le sol avec la houe montrait la direction à suivre lorsque la nuit à la lanterne ils venaient les relever. Ils entendaient le cri des victimes saisies dans les mâchoires d'acier ; des surprises les attendaient parfois : une trappe était fermée sur une patte, le lapin s'était échappé mutilé ; plus loin, une iguane de la taille d'un jeune crocodile était morte, la tête prise. Au milieu de la nuit, ils étaient de retour au camp chargé de trappes et de lapins, ils tombaient de fatigue sur leurs lits et ne se réveillaient guère que quand le soleil était haut. On déjeunait vite, puis il fallait dépouiller de 100 à 150 lapins et enfouir leurs carcasses : on était trop loin du chemin de fer pour pouvoir vendre la chair. Les peaux se payaient bien ; mais les paddocks étaient vite brûlés et les lapins ne tardaient pas à devenir méfiants, il fallait aller plus loin. Le dépouillement de toutes ces bêtes, au milieu des nuées de mouches, les avait dégoûtés du métier au bout de quelques mois ; l'odeur dont leurs vêtements et leurs mains s'étaient imprégnés leur était devenue intolérable. L'association décida de changer d'air et d'occupation ; pendant une semaine, Sydney eut la visite de Lou et de Sid, le petit capital fut risqué sur plusieurs champs de courses, les « bookies » se chargèrent de faire circuler cet argent, et les deux compagnons repartirent pour le « bush » sans le sou, mais persuadés qu'ils avaient eu du bon temps.

Ils avaient abandonné le lapin, et avaient successivement essayé les métiers de « rouseabouts » dans un hangar de tonte, et de moissonneurs : la paye était bonne, mais le travail était vraiment trop absorbant, et leur amour de l'argent n'allait pas jusqu'à négliger leur santé et surmener leur système musculaire. De nouveau, l'argent gagné avait été aventuré un jour de fête sur des chevaux, mais il arriva que ces chevaux ne furent pas les gagnants.

Sid et Lou avaient repris le chemin du labeur, enchantés de leurs vacances, et s'étaient retrouvés gardant le troupeau de moutons qui s'en allait doucement de « Lone Man Plain » à Coolapanda.

La nuit, les hommes prenaient la garde, chacun à son tour,

car une branche cassée, le passage d'un lapin ou d'un renard aurait pu effrayer le troupeau, le faire franchir la barricade et le disperser aux quatre points cardinaux. L'homme de garde entretenait le feu, se faisait du thé et fumait d'innombrables pipes pour se distraire. Jim qui prenait la première garde avait souvent une longue conversation avec Dan qui se couchait tard parce qu'il lui fallait surveiller sa fournée de pain pour le lendemain : le four était une grande cocotte en fonte à couvercle qu'on couvrait entièrement de cendres chaudes. Jim aimait à entraîner le cuisinier à parler de sa vie errante de marin, et Dan semblait toujours prêt à répondre au désir de son compagnon. Ce qu'il connaissait des pays qu'il avait visités était plutôt succinct, et donnait l'idée qu'il avait beaucoup plus étudié le quartier européen que les quartiers indigènes. Ses impressions étaient vagues, et c'était très brièvement qu'il les formulait : Singapore, chaleur d'enfer, mais les ananas sont délicieux et pour presque rien. Le Japon, c'était bien ce qu'il avait vu sur des éventails ; il avait bien aperçu des tigres et des boas constrictors à Sourabaya, mais c'était sur son bateau, dans des cages, et en destination de Hambourg ; il se rappelait même un rhinocéros échappé qui, pendant trois heures, avait empêché le capitaine de descendre de sa passerelle.

Il aurait pu aller voir les Pyramides, mais il faisait vraiment trop chaud ce jour-là; à Rio, il avait perdu deux heures à marchander des éventails en plumes de colibris, et n'avait pas eu le temps d'admirer la baie. La première fois qu'ils avaient passé à Aden, il était descendu à terre pour aller acheter des légumes frais et de la salade, on l'avait laissé faire et on avait bien ri à son retour à bord lorsqu'il s'était plaint de ne pas avoir vu une queue de carotte ni un trognon de chou. Ce n'est qu'après qu'il sut que les habitants d'Aden venaient souvent à bord des bateaux de passage pour y mendier quelque chose de vert.

— A Antofagasta, — continuait Dan en allumant une nouvelle pipe, — j'ai refusé de descendre à terre : on m'avait dit que si j'échappais à deux sortes de fièvre, à la petite vérole, au choléra et à une autre maladie locale qui vous fixait en six heures, je risquais un coup de couteau ou quelques balles de

revolver en retournant le soir à bord. Ça rendait ma visite beaucoup trop compliquée, alors je suis resté à bord et j'ai pêché ; mais ces damnés phoques qui font le service du port, mangent des tonnes de poisson et ne m'ont laissé aucune chance.

» A Panama, j'ai profité de quelques heures pour aller m'acheter un chapeau melon : pour un pays renommé pour ses chapeaux dans le monde entier, le choix n'était pas fameux et le prix exhorbitant; je l'ai payé quatre dollars cinquante, et du feutre très ordinaire.

» Ce qui m'a fait lâcher la navigation, c'est mon troisième naufrage. Ce n'est pas le naufrage lui-même qui m'a fait tellement peur : un naufrage après tout, c'est l'un ou l'autre, pile, on est sauvé, on se sèche et on s'appelle sacré veinard ; face, on est noyé, c'est fini, on ne se plaint même pas. Ce jour-là, je me trouvais une fois de plus dans l'eau en pyjama en en ceinture de sauvetage, quelque part du côté des Fiji. Je me suis découvert le matin sur une plage, comme un poisson mort et avec autant d'intérêt à l'existence. Peu à peu, le repos aidant, je me suis remis sur pied, j'ai heureusement trouvé de l'eau fraîche et j'ai mangé des coquillages qui avaient surtout le goût d'eau salée. Le deuxième jour, après pas mal d'entraînement et d'exercice, je suis arrivé à grimper sur un cocotier et à descendre des noix.

» Je n'avais rien avec moi : non, Jim, il n'y avait pas de cannibales sur cette île, mais j'y ai découvert pis que cela : la « stewardess » des secondes classes, une chipie que tout le monde à bord craignait et détestait. Elle était dans une petite anse, en train de se sécher, elle m'a aperçu la première, il était trop tard pour me cacher.

» J'étais jeune, dans ce temps-là ; autrement je n'aurais pas pu supporter dix-huit jours en sa solitaire compagnie : elle a commencé par me donner des ordres, comme à bord et à me demander de lui apporter à manger comme s'il n'y avait eu qu'à plonger la louche dans le bouillon et à remplir une tasse. Je lui fis vite comprendre que la moitié de la population de l'île était socialiste et communiste et que chacun devait travailler pour vivre ; je lui donnais des cocos et ce que je pouvais de coquillages, mais elle dut travailler pour ses repas. Elle ne

voulait pas me lâcher d'une semelle, ayant toujours peur d'un débarquement d'anthropophages. Je fis de mon mieux pour attirer l'attention sur nous lorsqu'un bateau passait en vue ; mais ce ne fut que le quatrième qui voulut bien s'apercevoir que nous étions là.

» Cette femme me détestait vraiment, et la première chose qu'elle fit en embarquant sur le bateau qui nous recueillait fut de me jouer un sale tour : elle déclara au capitaine que je lui avais promis de l'épouser. J'avouais au « skipper » que pareille idée ne m'était jamais venue en tête, et comme elle insistait, je suppliai le capitaine de me remettre sur l'île. Le brave homme comprit que j'étais de bonne foi.

Le troupeau continuait son chemin, habitué maintenant à la route qu'il parcourait à raison de 8 à 10 miles par jour, une allure qui faisait que les hommes étaient rarement sur leur selle mais marchaient un bras passé dans la bride du cheval. Les camps étaient bons, on pouvait passer les nuits tranquillement, même quand l'homme de garde tombait pendant une demi-heure le nez sur les genoux, près du feu qu'il laissait s'éteindre.

On pressa un peu les moutons en passant Merriwilloo, car le propriétaire de cette station était connu comme le plus avare des grincheux, ayant toujours l'œil à ce que les moutons de passage ne mangeassent pas plus d'herbe qu'il ne leur en fallait. Le vieux Tucker était riche comme Crésus, il vivait comme un aborigène ou à peu près, se contentant d'une hutte mesquine et d'un confort plus que primitif. Il travaillait comme deux hommes et avait toujours un personnel restreint dont il tirait tout ce qu'il pouvait sans le payer plus qu'un autre ; et malgré toutes les histoires qui couraient au sujet de son avarice et de sa dureté, il trouvait toujours la main-d'œuvre qu'il voulait. Les « swagmen[1] » qui passaient sa station savaient que les rations qu'ils recevraient ne seraient guère qu'une pincée de « poussière » (farine) et un peu de thé et de sucre ; jamais de viande. Cette économie avait un jour coûté cher au vieux Tucker, quelque chose comme 200 livres

1. Chemineaux.

de barrières brûlées par un feu de brousse qui était né d'une bouteille savamment posée près d'un petit tas d'herbe sèche semé d'allumettes-bougies.

On allait dans la direction du Nord : le pays changeait d'aspect, les réservoirs, les criques se faisaient plus rares. A Maltana, on passa une longue file de chameaux conduits par des Afghans : chaque bête portait deux balles de laine, une chamelle fermait la marche, portant dans un sac de calicot son petit trop jeune pour un long voyage.

Jim regarda longtemps cette première vision de l'Orient, la grande plaine était là, le soleil qui touchait terre, les silhouettes de cette longue file de chameaux ne lui donnaient pas l'impression de la réalité, mais bien celle d'un rêve déjà vu.

Le lendemain, il eut avec ses compagnons un autre échantillon de l'Orient : une tempête de sable les atteignit, arrivant sur eux comme un flot épais roulant sur la plaine, et laissant voir le ciel clair au-dessus d'une muraille d'un violet foncé. On tourna le dos à la rafale qui pendant un quart d'heure assourdit de son grondement formidable. Quelques gouttes tombèrent, l'air fut rafraîchi par une pluie lointaine dont on sentait l'odeur délicieuse, puis le ciel redevint serein, l'air calme, et le troupeau continua sa marche dans son nimbe de poussière.

V

Deux ans après, Jim traversait un matin le paddock de la « Colline chauve » lorsqu'il aperçut le « mailman » arrivant, secoué en cadence par le pas de son cheval, et tenant en laisse le gris moucheté qui portait les sacs de lettres et de journaux.

Jim arrêta sa bête, coupa du tabac et bourra sa pipe :

— Quoi de neuf? — cria-t-il à l'homme dès qu'il fut à portée de sa voix.

Le « mailman », après un coup de tête de côté qui était un salut, dit :

— Pat Flannery a battu Bill le marin en huit rounds à Sydney; la guerre est déclarée entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Après un moment qu'il occupa à chasser les mouches de l'œil gauche de sa monture, il ajouta :

— J'avais mis une livre sur Bill.

Jim, qui n'était pas sportsman autant que le « mailman », ne trouva rien à dire au sujet de la victoire de Flannery, mais il demanda de plus amples renseignements sur la déclaration de la guerre. Le porteur de nouvelles n'en savait pas plus long, les deux hommes se séparèrent.

Le soir même, les hommes de la station de « Lone Man Plain », au nombre d'une dizaine, commentèrent la nouvelle dont l'importance n'avait pas encore frappé ces gens vivant à 120 miles d'une gare de chemin de fer, et où le courrier n'arrivait qu'une fois par semaine.

Beaucoup d'entre eux se représentaient l'Allemand comme un gros personnage à casquette et à lunettes, la figure masquée par une énorme barbe d'où sortait une longue pipe : c'est ainsi qu'ils l'avaient vu dans le *Bulletin* de Sydney ou dans le *Punch* de Melbourne. Fred en avait connu en Australie du Sud, des fermiers qui trimaient comme des animaux, tous, hommes, femmes et enfants : ils avaient de belles propriétés. Jack, lui, avait été employé chez eux une année près d'Albury, chez des vignerons qui possédaient des vignobles de toute beauté.

Quelques-uns se rappelaient le vieux Busch qui, pendant plusieurs saisons avait classé la laine à « Lone Man » : les tondeurs et les rouseabouts le faisaient enrager pour le faire parler allemand ; et lorsqu'il découvrait dans la toison qu'on mettait sur sa table un ventre soigneusement roulé, Busch ne trouvait plus assez de mots dans la langue anglaise ni dans la sienne pour exprimer ses ressentiments.

Harry, lui, avait connu un jardinier poméranien qui dans une ville de N. S. W. buvait parfois plus qu'il n'était bon pour sa sérénité habituelle : il avait attiré un jour l'attention et les observations de la police auxquelles il avait répondu dans sa langue maternelle. Il avait été coffré séance tenante et dut payer le lendemain une forte amende pour avoir grossièrement insulté des officiers de la loi dans l'exercice de leurs fonctions.

En somme, personne ne pouvait jeter la pierre aux Allemands, et personne ne sentait à ce moment, de haine à leur égard. Mais lorsque le courrier suivant apporta les nouvelles de

l'invasion de la Belgique, et lorsqu'on eut connaissance des premières atrocités, les sentiments changèrent, sauf chez quelques-uns.

— Qu'est-ce que ça peut me faire que l'Allemagne ait déclaré la guerre à l'Angleterre et au reste? — cria Short, — cela ne donnera ni plus ni moins d'herbe aux moutons ni aux bestiaux ; cela ne fera pas monter nos gages, le tabac sera aussi cher qu'avant et la bière à l'« Imperial » sera toujours à six pence le verre : alors quoi !

— C'est le squatter, — ajouta Williams, — qui vendra ses bêtes plus cher, le fermier fera plus d'argent avec son blé : nous autres, qu'est-ce que nous aurons?

— Si mon grand-père, — reprit Short, — a lâché le « vieux pays » en 68, c'est probablement qu'il en avait assez ; s'il n'y est pas retourné, c'est qu'il se trouvait bien en Australie : nous nous en fichons, de leur guerre !

Hopkins qui venait d'entrer avait entendu la dernière tirade de Short.

— Que feriez-vous, Short, si vous me voyiez flanquer des coups de pied au petit Sam Robinson?

— Je vous en allongerais un dans l'œil, — dit Short qui avait le rouge au visage.

— Pourquoi? — dit Hopkins, — ce gosse n'est pas à vous... laissez-moi finir, ne vous emballez pas : l'Allemagne est en train de tuer à coups de botte la petite Belgique, je ne suis pas Belge ; mais rien que pour ces coups de botte, je file demain matin, je m'engage. Je lâche un contrat qui m'aurait rapporté de l'argent, je m'en fiche ; je me trouve bien ici, Short, mais je pars demain.

» Mon père est arrivé en Australie tout jeune, il avait ses raisons pour venir aux colonies ; mais il n'a jamais oublié le « vieux pays » et il m'en a toujours parlé de manière que je n'oublie pas qu'il existe.

— Si ça vous plaît d'aller vous faire casser la figure, — dit Williams, après un long silence, — allez-y, vous êtes libre.

— Nous serons beaucoup à nous faire casser la figure, et c'est possible, — reprit Hopkins, — que « Lone Man » sera bien représenté là-bas : il y en aura bien quelques-uns qui attachent trop de prix à leur figure ; il y a aussi les noirs qui

ne comprendront pas pourquoi on irait se battre à douze mille milles d'ici ; mais nous serons un bon nombre à nous embarquer, Dieu merci !

Jim fut un de ceux qui partirent. « Lone Man Plain », c'était tout son univers et celui de ses parents : la petite maison, avec son jardin minuscule, avec la plante de la Passion qui ombrageait la véranda du côté du soleil de l'après-midi ; la tapisserie féerique déjà jaunie par la fumée de la grande cheminée, tout cela c'était son home, ce qu'il avait de plus cher. Maintenant qu'il était sur son départ pour l'autre côté de la terre, que le moment tant désiré, auquel il avait tant rêvé était venu, il songeait que le prix était lourd à payer ; il fallait donner tout le passé ! Il savait qu'il y avait autre chose, une voix lui avait dit d'aller se battre là-bas, avec les autres, et la voix n'avait pas eu besoin de le lui dire deux fois. Lorsqu'il avait dit à ses parents : « Je pars », le père avait répondu : « Mon gars, je suis content que vous ayez parlé le premier. » La mère avait pleuré, mais avait vite essuyé ses larmes en l'embrassant.

Il lui sembla alors que tout tournait autour de lui, il avait senti un vide étrange dans sa poitrine comme si on lui avait enlevé tous ses viscères, et rien ne put lui faire toucher le repas du soir,

Après les adieux, il avait quitté la maisonnette sans pouvoir se retourner sur sa selle, car il savait qu'ils étaient sur la véranda : il avait agité son chapeau deux ou trois fois, puis il avait éperonné son cheval et avait atteint au grand galop le haut de la colline qu'il descendit à la même allure comme pour disparaître plus vite de leur vision. Alors il mit Tall Boy au pas et lui caressa l'encolure comme pour s'excuser de l'avoir éperonné ; il lui sembla que le cheval avait compris et avait pardonné.

Il serra la main au « boss » et à sa femme qui lui souhaitèrent bonne chance, et quitta la station. Il se retourna sur sa selle et regarda les toits blancs qui faisaient des taches parmi le vert sombre des orangers et le feuillage plumeux et gracieux des poivriers ; il sentit ses yeux se brouiller en regardant le « homestead » diminuer dans la distance, et une angoisse étreignit tout son être. Avant de traverser la crique dont le

rideau d'arbres allait lui cacher la vue de la station, il fit une fois encore volte-face, et sous le grand soleil il se découvrit. Debout sur ses étriers, il les salua tous, ses parents, les gens avec lesquels il avait vécu, et tout ce qui les entourait, tout ce qui était « Lone Man Plain », son sol brun, ses troupeaux et son ciel bleu pâle. Il ouvrit la bouche, mais aucun son ne sortit tant sa gorge s'était contractée.

Puis il traversa la crique qui arrivait à la sangle de son cheval, il se baissa, prit de l'eau dans le creux de sa main et en but une gorgée. Il sentait comme un besoin impérieux de regarder, de toucher tout ce qui l'entourait, tout ce qui lui était familier. Il arrachait des feuilles d'eucalyptus en passant à leur portée, les froissait dans sa main, en humait à pleines narines l'essence volatile qui s'en dégageait. Il suivait avec attention le vol bruyant d'une nuée de cacatoès comme s'il n'avait pas vu cela chaque jour de son existence : un troupeau de brebis se mit à fuir devant lui, instinctivement il siffla son chien, oubliant qu'il l'avait laissé à la garde de son père.

Lorsqu'enfin le surlendemain il arriva à la ville où il devait prendre le train pour Sydney, une émotion lui restait à traverser, il alla à l'écurie dire adieu à son cheval que le « mailman » avait promis de reconduire à « Lone Man Plain ». Tandis que l'alezan mâchait du pain et du sucre qu'il lui avait apportés, Jim le caressa et le flatta ; il tâcha de se persuader que l'animal ne savait pas ce qui se passait, mais une crainte lui restait d'avoir vu quelque chose de triste dans le bleu foncé et profond de l'œil de Tall Boy. Il sortit de l'écurie en titubant, tenant dans la main gauche une poignée de crins qu'il venait de couper à la crinière.

(A suivre.)

PAUL WENZ[1]

1. Quand la *Revue de Paris*, en 1915, publia avec un vif succès *l'Homme du Soleil couchant*, du même auteur, beaucoup de lecteurs, frappés de la couleur du récit, demandèrent s'il n'était pas l'œuvre d'un Australien, et si l'on n'était pas redevable à un traducteur de l'excellente langue française du texte. Disons donc que l'auteur du *Pays de leurs Pères* et de *l'Homme du Soleil couchant* est un Français, né à Reims, et que ses deux romans sont deux romans français. Mais à l'âge de vingt-trois ans, M. Paul Wenz était « jackaros » en Nouvelles-Galles du Sud, et depuis 1897 il exploite, dans cette même province, une « station » dont il est propriétaire. — M. P.

LA DÉTRESSE ALLEMANDE[1]

II

MIETTES ET DÉCHETS

Le mois d'octobre 1916 fut pour les puissances de l'Europe centrale le moment critique. La misère avait atteint les limites extrêmes de ce que l'homme peut endurer. Elle allait, durant sept longs mois, mettre à une dure épreuve la vitalité des nations. On allait voir si les mesures décidées et mises en œuvre parviendraient à sauver l'Allemagne et ses alliés. La situation était si grave que les gouvernements intéressés se résignèrent alors à tâter prudemment l'opinion ennemie, et allèrent même jusqu'à formuler en termes généraux des offres précises.

Il y avait longtemps qu'on épargnait soigneusement les déchets. Dès novembre 1914, on en faisait un triage attentif, et l'on mettait à part ce qui pouvait servir au bétail. Maintenant, il n'était plus besoin d'instructions spéciales. On ne trouvait plus de débris d'aliments dans les caisses à ordures. Et il n'était pas moins superflu d'inviter le public à ne pas laisser perdre les vieux vêtements et les autres textiles : chacun savait que le chiffonnier en payait un bon prix. Une bonne

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1918.

partie des ustensiles de cuivre et de laiton avaient été remis à l'État. Les cloches d'église avaient été données au fondeur. Le vieux fer atteignait un prix incroyable. Le fer remplaçait le nickel dans la monnaie de billon. On ramassait activement le vieux papier. Les gadoues servaient d'engrais. Durant les mois d'été et d'automne, on cueillait soigneusement les baies des haies, et les femmes et les enfants par milliers battaient les bois, à la recherche des champignons et des noisettes. Les villageois étaient autorisés à ramasser le bois mort dans les forêts de l'État, à y faucher l'herbe, à y recueillir les feuilles mortes, qui servaient de litière.

Tout était à l'épargne. Durant les mois d'été, l'avance de l'heure avait procuré une économie notable des moyens d'éclairage. A la ville on dépensait moins de force en restreignant la circulation des tramways, et la fermeture des boutiques, des cafés et des restaurants à une heure moins tardive procurait, elle aussi, une économie de lumière, et surtout d'aliments. Aux champs, même parcimonie. Nul ne songeait à remettre à neuf les façades, nul ne se souciait de l'entretien extérieur de sa maison : à quoi bon? disait-on. Les cours mal tenues et les jardins négligés attestaient une égale indifférence. Les machines et les instruments de la ferme étaient restés abandonnés au point où le travail avait été interrompu. Je me souviens encore de la sensation très vive que me donna l'aspect de toutes choses, au cours d'une pointe que je fis en Styrie : j'eus comme la vision d'une poule solitaire, qui gratte éperdument le sol d'une cour pour y trouver quelque chose à manger ; il y a des mois que la pauvre bête n'a reçu une poignée de grains de qui que ce soit, et pourtant on est là à guetter les œufs qu'elle voudra bien pondre.

Il s'agissait à présent de sauver les déchets de l'immense machine sociale. La vie économique était si appauvrie par les réglementations innombrables que, pareille à une couverture usée jusqu'à la corde, elle ne pouvait plus tenir chaud à ceux qu'elle abritait. Ce que les hommes au front lui soustrayaient d'éléments essentiels, la population civile était impuissante à le remplacer.

Un volume ne suffirait pas à énumérer tous ces règlements, à en discuter les intentions, la portée, les effets. On avait

réglementé directement tout ce qui est nécessaire à la vie : le pain, les graisses, la viande, le lait, les œufs, les pois, les haricots, les pommes de terre, le sucre, la bière, l'éclairage, tout sauf l'air et l'eau.

L'objet de ces mesures était double : économiser, et fournir au gouvernement les ressources financières qu'exigeaient la guerre. Économiser, c'était bien, tant qu'il restait quelque chose à épargner. Mais il ne restait plus rien. Il n'y avait plus rien en surplus. La production restait au-dessous de la consommation, et, ce jour-là, il n'y a plus ni miettes, ni déchets.

J'eus un jour à faire réparer une paire de talons. J'eus vite fait de trouver un savetier. Mais il n'avait pas de cuir.

— Mais, — lui dis-je, — vous trouverez sans peine les débris nécessaires.

— Impossible, monsieur, — fit l'homme. — impossible de trouver des débris. Il n'y a plus de cuir. J'en obtiens chaque mois une petite quantité ; mais il y a beau temps qu'elle est employée. Si vous avez une autre vieille paire de chaussures, apportez-la moi. Je prendrai dans les semelles de quoi réparer vos talons, et le reste me paiera de mon travail : je ne vous demanderai pas un sou.

J'acceptai et je sus depuis que le savetier n'avait pas fait une si mauvaise affaire.

On avait procédé de même pour assurer à la population des vêtements indispensables. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie produisent en quantité la laine, le chanvre, la soie et le coton. Mais il n'y avait là de quoi faire face aux besoins, et les uniformes du front étaient dans un état pitoyable. Les autorités militaires comprirent qu'on ne gagnerait rien à y employer des matériaux médiocres. On ne ferait une économie notable de travail qu'en usant de ce qu'on pouvait trouver de mieux.

Pour la population civile, il fallait bien se contenter de déchets, il fallait récolter soigneusement jusqu'à la moindre loque. Le jour vint où un vieux costume de drap acheté d'occasion coûta aussi cher que jadis un costume neuf sortant des mains du tailleur : l'addition de quelques fils neufs avait rajeuni cette vieillerie. Les vieux débris étaient ramenés à l'état de matières premières ; on y ajoutait une faible quantité

de laine neuve, ou de coton, ou de soie, et le tout était transformé en vêtements qu'on mettait en vente comme neufs. Jamais les marchands d'habits n'avaient fait de si bonnes affaires.

Les économies de cet ordre sont dominées par l'offre et la demande. Lorsqu'elles peuvent se donner libre carrière, elles peuvent fort bien conduire à du gaspillage. Le jour où les brins de laine viennent à être usés par des remaniements trop fréquemment réitérés, on a beau les corser par l'addition de matériaux neufs, le produit ne vaut plus ni le travail qu'il a coûté, ni le prix qui en est demandé. Il n'a plus pour lui que son aspect, qui fait illusion, mais qui est décevant.

Toute cette manipulation des déchets ouvrait au profiteur de guerre une carrière admirable. Il vendait comme matières neuves tous les déchets de première main, et, pour qu'il voulût bien convenir qu'un tissu était médiocre, il fallait que ce tissu fût manifestement par trop misérable. Il lui arrivait d'exiger un prix très élevé d'un costume qui à la première pluie s'en allait en morceaux, et c'était tant pis pour l'acheteur : si celui-ci se plaignait, il s'entendait répondre que la faute en était à la guerre, et il fallait bien qu'il se le tînt pour dit.

Mais il n'était pas admissible que l'État fût d'humeur aussi facile. Il y avait dans cette opération une somme de travail gâchée qui eût pu recevoir un meilleur emploi, et un produit inutilisable : deux pertes sèches, qu'il fallait éviter. Mieux valait abandonner à leur sort des matières aussi définitivement ruinées, que de tolérer qu'elles fussent l'occasion d'un gaspillage de main-d'œuvre, et ensuite d'un mécontentement. Tout travail qui n'a qu'un rendement de cet ordre est perdu, et les autorités ne savaient que trop bien qu'elles n'en avaient pas de luxe.

J'eus l'occasion de voir de près, en Bohême, un cas intéressant. Une manufacture importante avait traité une grande quantité de déchets fort médiocres. Le tissu avait belle apparence, et la maison faisait d'excellentes affaires. Tout alla très bien jusqu'au jour où les acheteurs endossèrent les vêtements taillés dans la magnifique étoffe. Ce jour-là, les ennuis commencèrent. Certains costumes se rétrécissaient à l'humidité, d'autres faisaient l'inverse. Les autorités durent

intervenir. Des experts en textiles furent appelés. Ils constatèrent que certaines portions de l'étoffe renfermaient jusqu'à 60 p. 100 de vieux matériaux, dont il était impossible de savoir combien de fois ils avaient passé sur le métier. Au terme de l'enquête il apparut que, si le manufacturier avait voulu se contenter d'un bénéfice un peu moindre, il aurait pu tirer des matières neuves — qui, pour le dire en passant, lui avaient été fournies par la Centrale officielle des tissus — près de 30 000 mètres d'étoffe à raison de 65 p. 100 de matériaux vierges et de 35 p. 100 de matériaux usagés. Il avait préféré en tirer près de 50 000 mètres d'un tissu sans valeur, et pour lequel il avait gâché le temps et le travail de plusieurs centaines d'hommes et de femmes.

Il y eut des cas analogues par milliers. Ils firent comprendre aux autorités que l'économie peut devenir un danger. A la longue, les déchets se refusaient à tout usage. Insister au delà d'une certaine limite, c'était perdre et non gagner. Un système social qui repose sur des fondations aussi ruineuses est condamné à périr. La responsabilité des gouvernants y était grandement engagée : à force de réglementer, ils avaient en fait laissé carte blanche aux profiteurs sans scrupules.

J'ai assisté au procès d'un assez grand nombre d'hommes qui avaient enfreint la loi par des pratiques de ce genre. Ils avaient tous à la bouche la même justification. Jamais ils n'avaient songé le moins du monde à profiter de circonstances si graves pour réaliser des bénéfices exagérés. Ils étaient bien incapables d'une pensée pareille. S'ils avaient employé des matériaux médiocres, c'était uniquement en vue d'économiser les ressources du pays. Ils avaient cru bien faire, et soulager ainsi le gouvernement du lourd fardeau qui lui incombait. Il fallait bien que tout le monde fît de son mieux. Ils l'avaient fait de bon cœur, et voici que les autorités prenaient leur bonne volonté en mauvaise part ! — Au début, quelques juges s'y laissèrent prendre, mais pas très longtemps : d'ordinaire, on les condamnait au maximum.

Tous ces abus décidèrent le gouvernement à apporter des modifications profondes aux méthodes d'épargne. Les Centrales officielles des matières premières étendirent leur mainmise sur tous les textiles. Le chiffonnier fut astreint à leur

remettre les marchandises qu'il recueillait; le tisseur dut leur adresser directement ses commandes, et fut fourni par elles. Les effets de ces mesures furent heureux. En même temps l'on instituait pour le public la carte de vêtements. Du jour au lendemain, les qualités misérables de tissus disparurent du marché.

J'ai insisté sur cet exemple pour montrer sur le vif l'action complexe des divers facteurs sociaux dans le fonctionnement de la réglementation et de l'épargne, et les difficultés auxquelles on se heurta lorsqu'il fallut débrouiller cette confusion. Mais il y avait bien d'autres miettes et bien d'autres déchets. Tout le délicat organisme de la vie économique et sociale avait été traité de telle manière, qu'il fallait de toute nécessité une opération radicale pour le remettre sur pieds. Économistes infatués et vétérinaires d'armée avaient essayé force remèdes sur un patient qui ne souffrait que d'un profond désordre de sa nutrition. Chacun prétendait tirer même quantité et même qualité de lait que jadis d'une pauvre bête de vache qui était au point de mourir de faim.

LES PRIVATIONS SONT A LEUR COMBLE

Cent douze millions d'individus, à l'approche de l'hiver 1916-1917, n'avaient de pensée que pour la disette. Le gouvernement et la presse annonçaient de jour en jour qu'une amélioration allait venir. On engageait le public à patienter un jour de plus, une semaine de plus, un mois de plus : tout irait bien, si l'on savait patienter. On patientait ; mais les esprits étaient obsédés par la pensée de la famine au delà de tout ce qu'on peut imaginer.

La tradition voulait que les obsèques des empereurs d'Autriche se fissent d'une manière assez singulière. Afin qu'on pût embaumer le corps, on en retirait le cerveau, le cœur et les viscères. De ces organes, le cœur était placé dans une urne d'argent, et les autres dans une urne de cuivre. Dans le cortège, les urnes venaient, portées sur une voiture spéciale, après le cercueil impérial. François-Joseph avait demandé à être ense-

veli sans qu'aucune autopsie fût faite. Le peuple interpréta à sa manière l'absence de la seconde voiture ; on crut qu'elle était imposée par les besoins de l'armée, et par l'impossibilité de distraire la moindre quantité de cuivre pour en fabriquer l'urne traditionnelle. Personne ne s'avisait que la quantité nécessaire eût été vraiment infime. On savait que les cloches des églises avaient été fondues, et par tout le pays il ne restait plus un seul ustensile de cuivre : c'en était assez pour que les esprits fussent prêts à accueillir les légendes les plus bizarres.

L'idée fixe de la disette s'exaspéra encore lorsque l'on sut que, faute des produits chimiques nécessaires, le corps de l'empereur avait été embaumé au moyen d'un liquide qui avait décoloré la face et le corps au point qu'on avait dû se hâter de clouer le cercueil. Et la hantise se fit plus obsédante encore lorsqu'on apprit que, faute d'un nombre suffisant de chevaux, on se voyait obligé de modifier le programme usuel, et de sacrifier une bonne partie de la pompe qu'exigeait l'étiquette espagnole de cour. La cérémonie prenait une allure de simplicité bourgeoise : la guerre en exilait le cortège habituel de rois, de grands seigneurs et de diplomates.

J'eus moi-même comme la sensation aiguë de lire le mot « Privation » sur le cercueil tout simple et nu du souverain, à l'instant où, à quelques pas de moi, dans la cathédrale de Saint-Étienne, on le hissa sur le catafalque. Pour pénétrer dans l'église, j'avais dû traverser les rangs pressés d'une foule chez qui tout, vêtements et aspect, sentait la misère. Le temps était âpre et triste. Un vent aigre soufflait à travers les rues étroites qui mènent à la petite place où se dresse la cathédrale, et je me souviens fort bien que, dans la grisaille terne de cette vision, l'unique point lumineux était la flèche élancée de la cathédrale, dorée par les pâles rayons du soleil d'hiver à son couchant. L'ombre de la mort pesait sur toutes choses, sauf sur la grande croix blanche qui se balançait au souffle du vent, dans la nef centrale. Sous le dais que la croix divisait en quatre champs noirs reposaient les restes du moins heureux des hommes. Ses derniers jours avaient été remplis d'amertume par les lamentations de son peuple, qui demandait du pain.

Comme le charbon était rare, l'église n'était pas chauffée. Mais cette fois-là, sans doute en l'honneur des hôtes venus

aux funérailles, quelques lumières de plus brûlèrent dans les principales rues de Vienne. Cela même était une extravagance, car, à cette même heure, des femmes et des enfants par centaines de mille grelottaient dans des chambres sans feu. Les « queues de charbon » rapportaient beaucoup de désappointements, presque jamais de combustible. Même les hôpitaux où il fallait transporter bon nombre de ces infortunés ne trouvaient qu'à grand'peine le charbon qui leur était nécessaire. Le service d'omnibus et de tramways avait été réduit au point que beaucoup ne parvenaient pas à se rendre à leur travail.

Pour s'assurer le bon vouloir de quelques nations de leur voisinage et pour obtenir d'elles les aliments qu'elles pouvaient épargner sur leurs propres ressources, les puissances centrales avaient exporté en 1916, en chiffres ronds, trois millions deux cent mille tonnes de charbon. Un autre million de tonnes avait été expédié aux régions occupées par les troupes. Le total n'était pas énorme, surtout si l'on considère que, pour une bonne part, il provenait de Belgique. Mais ces quatre millions de tonnes auraient été bien nécessaires à la population civile. Quand vint Noël, la houille était, en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, aussi rare que les vivres. Ce qui n'est pas peu dire.

On avait économisé tant qu'on avait pu durant l'été. L'« heure d'été » épargnait journellement une heure de combustible pour la traction, l'éclairage des rues, des maisons, des boutiques. L'économie n'était pas très considérable, si l'on songe à ce que brûle une population de cent douze millions d'habitants, lorsqu'elle n'a pas à compter. Mais c'était toujours quelque chose. Les conditions du marché du charbon en furent rendues plus aisées pour la durée de l'été ; mais il ne resta pas une pelletée disponible pour la saison froide. Tout ce que produisaient les mines était chargé aussitôt, et expédié. Quand vint l'hiver, le carreau était vide.

Pour des estomacs affamés, avoir à supporter en outre le désagrément des appartements sans feu et pauvrement éclairés, la perspective n'avait rien de réconfortant. Le gouvernement s'en rendit compte et tenta d'y remédier, mais trop tard : les mesures ne furent pas prises en temps utile pour être efficaces.

Parmi mes nombreuses connaissances figurait le propriétaire de plusieurs mines de charbon situées en Silésie autrichienne. Les difficultés auxquelles il se heurtait étaient typiques.

— Le charbon est là, — me disait-il. — Mais comment faire pour l'en tirer? Les meilleurs de mes mineurs sont au front. L'exploitation d'une mine suppose des hommes en possession de tous leurs moyens physiques ; or c'est précisément de ces hommes-là que le gouvernement a besoin au front. Je fais des prodiges pour atteindre au chiffre normal de ma production en me servant d'hommes qui depuis longtemps ont passé l'âge où l'on peut avoir le rendement d'un mineur moyen ; mais c'est parfaitement impossible. Les femmes ne valent rien au fond de la mine. J'ai donc essayé de prisonniers russes. Je suis allé à un camp, et j'en ai choisi soixante-quinze, de solides gaillards. Je les ai avertis, en les engageant, qu'il s'agissait de travailler à la mine. Ils ont tous accepté; mais quand ils ont su ce qu'était ce travail, la moitié de l'équipe s'est dérobée.

Il manquait au propriétaire des mines silésiennes près de deux cents ouvriers aux coupes. Il avait dû faire descendre au fond la plupart des ouvriers de la surface. A force d'heures supplémentaires et d'autres expédients, il parvenait à faire rendre à la mine près des quatre cinquièmes de sa production normale. La demande était si active, qu'il en aurait vendu aisément deux fois plus qu'en temps ordinaire.

Les industries qui ne contribuaient pas directement à la puissance militaire se voyaient interdire le travail de nuit et les heures supplémentaires. Boutiques, cafés, hôtels, restaurants et autres établissements publics étaient astreints à limiter leur consommation d'éclairage et de chauffage au tiers de leurs besoins normaux. L'éclairage des devantures était à peu près réduit à rien. Les boutiques fermaient à sept heures, les restaurants et les cafés, à minuit, et plus tard à onze heures. Tout éclairage était interdit dans les hôtels après minuit, et l'eau chaude n'y circulait que quatre heures par jour. On tolérait tout juste un petit minimum de lumière aux angles des corridors et aux arrêts des ascenseurs.

A Vienne, on avait fermé tous les lieux de divertissement

« qui n'avaient pas pour but une poursuite désintéressée de l'art » ; cette mesure frappait les théâtres à bon marché et les cinématographes. Une ville astreinte à de pareilles restrictions n'a guère besoin de rues éclairées. Jusqu'à onze heures du soir, on autorisait deux becs pour chaque bloc de maisons. Puis, c'était la nuit noire. Toute circulation des tramways cessait sur certaines lignes à huit heures, et sur toutes à neuf ; un petit nombre de voitures circulaient à l'heure de la fermeture des théâtres.

Toutes ces réglementations étaient bien intentionnées, mais très médiocrement observées.

Les divers gouvernements faisaient de leur mieux pour avoir du charbon à donner aux consommateurs. A Vienne, par exemple, l'empereur Charles s'en occupa en personne. Il ordonna le renvoi immédiat du front d'un nombre de mineurs aussi élevé que possible. Il enjoignit d'assurer aux ouvriers des mines la même ration de vivres qu'aux soldats des tranchées, et confia la surveillance de leurs cuisines à des commissaires de l'armée. La conduite des trains de charbon fut donnée à des hommes du service des chemins de fer de l'armée. Durant quelques heures, chaque jour, on suspendit la circulation des tramways pour permettre le transport de wagons chargés de charbon, dont le contenu était conduit à destination par des tracteurs militaires. Tâche herculéenne, trop tard entreprise, et qu'il fallait maintenant enlever en quelques jours. Des moteurs de l'armée arrivèrent à Vienne, par colonnes entières. Finalement l'empereur offrit l'aide de tous les chevaux de ses écuries. Je vois encore les cochers à la livrée impériale, jaune et blanc, conduisant les pur sang au beau harnachement noir et décoré d'argent, occupés à charrier la houille par les rues de Vienne.

La presse jouissait d'une plus grande liberté. La censure politique était réduite au minimum. Les journaux donnèrent à leurs critiques un caractère plus positif, et fournirent parfois d'utiles suggestions. C'est ainsi qu'ils blâmèrent au moyen de bons arguments la fermeture inconsidérée des cinémas : ils soutinrent énergiquement que cette médiocre économie de chauffage et d'éclairage comparée au gaspillage qui en était l'inévitable conséquence, était dans la proportion de un

à plusieurs centaines. C'était la pure vérité. Les hommes, les femmes et les familles qui avaient coutume d'y passer la soirée se trouvaient contraints par cette fermeture, soit à fréquenter les cafés, infiniment plus coûteux, soit à rester chez eux, à s'y éclairer et à s'y chauffer. Un statisticien ingénieux se fit fort de prouver que la fermeture d'un cinéma comptant cinq cents places et donnant deux séances par soirée avait pour conséquence une consommation de chauffage et d'éclairage soixante fois plus élevée. Les journaux eurent gain de cause : on rapporta la mesure relative aux cinémas et aux théâtres à bon marché. On fit même plus. On permit aux cafés un usage plus libéral du chauffage et de la lumière, à la condition qu'ils offrissent des tarifs plus abordables à la clientèle peu fortunée. Enfin le service des tramways fut prolongé d'abord jusqu'à neuf heures, puis jusqu'à dix, pour qu'on ne fût pas contraint de se rendre chaque soir au même café ou au même lieu de divertissement.

C'est là un bon exemple de la collaboration entre le gouvernement et le public, avec la presse comme intermédiaire.

Depuis plus d'un an tous les efforts des hautes classes avaient fait faillite. On s'était aperçu que les concerts de charité et les thés étaient une goutte d'eau dans l'océan d'une tâche immense. La question du chauffage et de l'éclairage fournit une occasion nouvelle aux bonnes volontés. On organisa des auditions musicales gratuites, des concerts, des représentations théâtrales et des conférences, qui retiendraient des milliers de personnes hors de chez elles.

A Vienne, une des dames les plus dévouées à cette œuvre était la princesse Alexandrine Windisch-Graetz. Elle possédait ou commanditait le théâtre de l'Urania. Elle avait chez elle fait les frais de représentations et de conférences gratuites. On y était admis librement, pourvu qu'on eût le visage lavé et un col propre. Sous ses auspices, bon nombre d'institutions du même genre jaillirent du sol en quelques semaines.

— Nous économisons du charbon, — me dit-elle, — et du même coup nous faisons l'éducation de la masse. Il y a des moments où on trouve des compensations à faire de nécessité vertu.

Les conférences portaient sur tous les sujets imaginables, sauf sur la guerre, sujet dont le public n'était pas moins fatigué que les conférenciers. Ceux qui aimaient mieux d'autres divertissements avaient à leur disposition des concerts gratuits, ou encore, moyennant douze sous, la meilleure musique symphonique et la meilleure musique de chambre que Vienne pût offrir à sa meilleure époque.

Vers le même temps, en diverses villes, on créa des « salles chauffées », pour les femmes non mariées ou les femmes de soldats au front. On prit soin de les faire aussi confortables que les circonstances le permettaient. On y trouvait des distractions instructives. C'étaient souvent des conférences fort opportunes sur la conservation des aliments, les soins à donner aux enfants, et d'autres sujets analogues. La plupart de ces femmes y apprenaient, pour la première fois de leur vie, qu'il y a plus de deux manières de cuire les pommes de terre, et qu'on peut endormir un enfant autrement qu'en le berçant ou en le promenant.

Les pauvres n'étaient pas les seuls à sentir la dureté des temps. L'argent n'achetait plus grand'chose, et le mot de « richesse » avait perdu beaucoup de sa valeur. Les gens riches pouvaient encore, à la faveur d'une occasion favorable, se procurer sur le marché libre quelque terrine oubliée de caviar authentique ou quelque vrai pâté de foie gras, ou bien, s'ils étaient assez sûrs de leurs domestiques, acquérir au poids de l'or, de quelque accapareur, par voie clandestine, un surplus de vivres. Mais, pour tout l'essentiel, riches et pauvres, nobles et bourgeois étaient logés à la même enseigne ; ce dont les classes supérieures étaient fort éloignées de se montrer enchantées.

Toutes les automobiles avaient été réquisitionnées. C'était désagréable, mais tolérable tant qu'on put trouver des taxis. Or, on s'aperçut très vite que la plupart des taxis étaient loués à la journée ou à la semaine, parfois même au mois, par les gens qui en avaient le moyen. C'était exactement l'opposé de ce qu'avait escompté le gouvernement. A ses yeux, les voitures restées en circulation devaient avoir pour fonction principale de transporter les fonctionnaires et puis le public des gares aux hôtels, et inversement. Personne n'avait imaginé

que les dames riches les accapareraient pour leurs courses en ville, ou qu'on les verrait promener dans les allées du parc les familles des fournisseurs de guerre. La réglementation intervint aussitôt. Elle stipulait que les chauffeurs seraient autorisés à attendre leur client cinq minutes au maximum ; si l'interruption de la course devait être plus longue, le client paierait, et le chauffeur reprendrait sa liberté. Les agents avaient ordre d'arrêter tout chauffeur qui contreviendrait à cette mesure ; et, comme en aucun lieu du monde il n'y a entente parfaite entre chauffeurs et agents, les amendes se mirent à pleuvoir.

On avait oublié les fiacres à chevaux. Ils furent à leur tour accaparés par des gens qui les louaient à la journée ou à la semaine. Une nouvelle ordonnance stipula que les cochers ne pourraient attendre plus de dix minutes à la porte d'un magasin ou d'une maison quelconque, et qu'ensuite commencerait une nouvelle course. Il était prescrit en outre qu'il ne serait permis d'en faire usage que pour se rendre sur les points de la ville où ne conduisaient ni omnibus, ni tramways. Comme les équipages privés avaient été rendus inutilisables par la réquisition des chevaux et des pneumatiques, les relations mondaines furent atteintes par toutes ces mesures restrictives. Il n'était plus guère possible de sortir le soir en courant le risque des intempéries.

Les théâtres, malgré tout, faisaient d'excellentes affaires : tout y était en général loué trois semaines à l'avance. Ils avaient à peine relevé les prix ; les artistes avaient consenti à voir leurs salaires réduits, et les auteurs, par égard pour le bien public, faisaient un égal sacrifice. Les directeurs se résignaient à marcher avec tout juste 5 p. 100 de bénéfices.

A Berlin, à Vienne et à Budapest il n'y eut guère de semaine sans deux ou trois premières. Il est assez singulier qu'aucun auteur dramatique n'ait écrit sur la guerre. Il semblait que l'effort des écrivains se portât tout entier sur les sujets psychologiques. *Fasching*, de Franz Molnar, eut un succès prodigieux. Des vingt nouveaux opéras « viennois » qui furent représentés au cours de cette période, deux seulement se rapportaient à la guerre actuelle. Les autres remettaient en scène le bon vieux temps, l'heureuse époque de nos arrière-grands-pères, les sol-

dats en uniformes verts à parements écarlates et à queues de pie de même couleur, avec leur grand sabre pendu à l'épaule au bout d'un long baudrier de cuir. Heureux temps !

L'activité soutenue des théâtres et des concerts rendit à la population des États centraux l'immense service de la sauver de la folie. Sans ces distractions intellectuelles, il est pour moi hors de doute que les asiles d'aliénés eussent été à court de place.

« DU PAIN ! »

La situation alimentaire de l'Europe centrale devint vraiment désespérée au cours de la troisième année de guerre. La récolte du blé avait été déficitaire, en quantité et en qualité. Sa valeur nutritive n'atteignait qu'environ 55 p. 100 d'une année normale. La récolte du seigle était meilleure, mais ne compensait pas l'insuffisance du blé. L'orge était relativement bonne. L'avoine avait bien réussi dans une bonne partie de l'Allemagne, mais était nettement mauvaise en Autriche et en Hongrie. La récolte de pommes de terre était manquée. Les pois et les haricots étaient plus abondants qu'à l'ordinaire, mais chacun gardait sa récolte, et les grands centres peuplés n'en reçurent qu'une faible partie. Pour comble d'infortune, le maïs hongrois était très médiocre. L'invasion des Roumains en Transylvanie, aux mois de septembre et d'octobre, causa de grands dommages : en même temps qu'ils enlevèrent 20 000 têtes de bétail et tuèrent près de 50 000 porcs, ils détruisirent de grandes quantités de céréales, comme je pus m'en assurer lors des visites que je fis à ce front.

Jusqu'alors, le pain de guerre avait été très mangeable, bien qu'il eût graduellement perdu de sa qualité. Il arriva bientôt que la ration quotidienne dut en être réduite à une demi-livre, et il devint quelque chose qui, tout au moins en Autriche, n'avait plus du pain que le nom. Le plus grave, c'est qu'on n'en trouvait pas toujours : au début de novembre, il fallut généralement se contenter des deux tiers de la ration légale, et il arriva que Vienne en manqua presque totalement durant quatre jours. En Hongrie, les choses allaient un peu mieux, parce que le gouvernement avait interdit l'exportation des

céréales. En Allemagne, grâce à la bonne récolte de seigle et à une organisation aussi parfaite que possible, la situation était quelque peu meilleure, mais la ration individuelle était manifestement insuffisante. De toute l'Europe centrale on entendit monter une plainte et une prière unanimes : « Donnez-nous du pain! »

Jusque-là, les populations avaient supporté les souffrances avec patience, et avec une impassibilité stoïque. Les limites de l'endurance se trouvaient atteintes. Les corps, éprouvés par le froid, réclamaient un plus grand nombre de calories. La saison des légumes était passée. Les réserves des pauvres étaient épuisées. Le bétail, n'étant plus mis à l'herbage, et nourri uniquement de foin, donnait moins de lait. L'heure était lugubre.

L'alimentation fut alors réglementée dans tout son ensemble. L'Autriche et la Hongrie, qui n'avaient pas connu jusque-là la carte de viande, eurent deux et parfois trois jours sans viande ; seuls, le mouton et la volaille restaient autorisés pour un de ces trois jours. Au reste, même sans réglementation, la consommation de la viande se fût restreinte d'elle-même. La viande a toujours été relativement chère en Europe centrale, et peu de gens en mangeaient, en temps normal, plus d'une fois par jour. La majeure partie de la population n'en usait que trois fois la semaine, surtout dans les districts ruraux, où l'on ne servait de viande fraîche que le dimanche. La demande était donc moindre qu'en d'autres pays, et le très petit nombre seul était en mesure de payer le bœuf 3 fr. 50 la livre.

J'allai un jour observer de près une « queue » de pommes de terre, dans le 2e arrondissement de Vienne. Il était dix heures du matin. On faisait la distribution. Ceux qui avaient touché les premiers leur ration de huit livres de pommes de terre pour trois jours, étaient venus dès trois heures du matin attendre l'ouverture de la boutique. Il avait plu presque sans arrêt, et il soufflait un vent glacial.

J'engageai la conversation avec une des femmes. Elle était venue vers sept heures. Elle avait trois enfants à soigner ; avant de quitter la maison, elle leur avait donné à déjeuner, du café et du pain à l'aîné, du lait aux deux autres.

— Je n'ai personne à qui confier les petits, — me dit elle, — mes voisins font la queue comme moi. Pour les empêcher d'aller toucher au poêle, je pousse la table tout contre ; j'appuie le lit contre l'une des deux extrémités de la table, et mon buffet contre l'autre ; de cette manière, les enfants ne peuvent pas la déplacer.

La pauvre femme avait pris ces précautions parce qu'un jour elle avait trouvé sa chambre sur le point de prendre feu. Un des enfants avait ouvert la porte du poêle, et des charbons ardents étaient tombés sur le plancher. Une chaise s'était enflammée, et les enfants avaient trouvé la chose très amusante.

Son mari, un Tchèque, était au front de Galicie. Elle recevait une allocation mensuelle de 60 francs pour elle, plus 30 francs pour chacun des petits, soit, au total, 150 francs, dont 48 passaient en loyer. Comment elle pouvait s'en tirer, au prix où en étaient toutes choses, je n'arrivais pas à m'en rendre compte. Le charbon coûtait alors de 3 à 5 francs les cent kilos, et, avec son unique poêle, il lui fallait au moins 500 kilos par mois. Et puis, il y avait la nourriture, et quelques objets d'habillement. Comment s'y prenait-elle?

— Pendant l'été, — me dit-elle, — je travaillais dans une fabrique de munitions. Je gagnais à peu près 36 francs par semaine, et j'ai pu mettre un peu d'argent de côté. Je vis là-dessus, à présent. Je ne sais vraiment pas ce que je ferai quand je serai au bout. Ce n'est pas le travail qui manque, mais que deviendront les enfants? Si je veux avoir de quoi leur donner à manger, il faut bien que je passe la moitié de ma journée à faire la queue ici.

La queue avançait très lentement. Je calculai qu'il faudrait encore une heure pour que cette femme eût ses pommes de terre, s'il en restait.

En causant fréquemment avec les mêmes gens, je pus me rendre compte de ce que devenaient d'une semaine à l'autre les conditions alimentaires. Elles allaient empirant. De temps à autre on manquait de pain, et les pommes de terre étaient souvent pourries ou gelées.

Les hôtels et les restaurants où je prenais mes repas n'étaient guère gênés par la crise. Les garçons trouvaient le moyen de

me donner, avec ou sans carte, tout le pain que je désirais, mais il fallait bien de la bonne volonté pour avaler le produit qu'ils m'offraient sous ce nom. J'arrivais à me procurer autant de viande qu'il m'en fallait, et je mangeais de la pâtisserie et des puddings. C'était une sensation particulièrement pénible, que d'obtenir aisément, dans un restaurant bien garni, une foule de choses qui ne se trouvaient là en abondance que parce que les pauvres gens, qui en auraient eu le plus pressant besoin, n'étaient pas en état de les payer.

Le spectacle des queues alimentaires vous prenait aux entrailles. Toutes ces faces étaient crispées par le besoin. Sous les fichus élimés, les yeux demandaient éperdument du pain. Mais qu'y faire, s'il n'y avait pas de pain? Et qu'était-ce alors que les quelques grammes de graisse et les quelques œufs qu'on pouvait obtenir chaque semaine?

Tel était l'état des choses en Autriche. En Allemagne, dès le début, il fut expressément entendu que la loi ne devait avoir égard ni au rang social, ni à la fortune. Le devoir suprême était d'assurer à la population civile tout entière des conditions matérielles d'existence aussi bonnes que le permettait l'état des ressources nationales. Pour que la part du pauvre fût ce qu'elle devait être, il fallait de toute nécessité que le riche cessât de vivre grassement sur le pays. A mesure que la guerre traîna en longueur, la ration de vivres devint strictement égale pour tous. Libre au millionnaire de manger sa part dans la porcelaine fine, et de l'arroser de champagne ; la nation n'y perdait rien.

Il fallut plus de temps pour que l'Autriche et la Hongrie prissent la réglementation au sérieux. Le prestige des classes privilégiées empêcha longtemps qu'on portât la main sur elles. Ce n'est que vers la fin de décembre 1916 que les deux gouvernements comprirent l'urgence d'un effort vigoureux. S'ils osèrent l'entreprendre, c'est grâce à l'action personnelle du nouvel empereur et roi.

Tant que François-Joseph avait vécu, son héritier présomptif avait été relégué à l'écart des affaires par la camarilla qui tenait prisonnier le vieil empereur : le jeune archiduc y gagna de se rendre un compte plus exact de la tâche qui s'imposerait un jour à lui, s'il voulait sauver l'empire. Le vieux

monarque datait d'une époque qui avait aussi peu de rapports avec la nôtre que celle d'Abraham. C'était perdre son temps que de lui expliquer l'état véritable des choses : le vieil homme était hors d'état de comprendre que les intérêts des hautes classes dussent être sacrifiés aux besoins de la multitude.

Aux divers fronts, aux points de concentration des troupes, aux queues alimentaires, le jeune empereur avait appris la détresse de son peuple. L'un de ses premiers actes fut de s'en occuper avec décision. La surprise fut violente lorsqu'on sut qu'il était résolu à prendre sur le superflu de ceux d'en haut pour venir en aide à ceux d'en bas.

Cela n'alla pas tout seul. Confiant dans la force de l'exemple, il interdit aussitôt que les repas de la cour enfreignissent en quoi que ce fût les règlements alimentaires. Le pain de froment et les petits pains disparurent de sa table. Il congédia les serviteurs inutiles. Il fit fermer certaines résidences royales, renvoya le personnel du château de Schönbrunn, réduisit au strict nécessaire les gens de service de la Hofburg. Il donna l'ordre qu'il n'y eût plus au palais ni éclairage ni chauffage que dans l'appartement qu'il occupait avec sa famille. Maintes anecdotes caractéristiques coururent : je ne citerai ici que celles dont je puis affirmer l'authenticité.

On menait une vie assez facile au grand quartier général austro-hongrois. Le chef d'état-major, le feld-maréchal Conrad von Hötzendorff, se montrait fort indulgent aux fantaisies de ses officiers : c'est ainsi qu'il ne leur venait pas à l'esprit qu'on pût se passer de petits pains blancs. Quelques jours après son accession au trône, le nouvel empereur alla au grand quartier, qui était alors à Baden, près de Vienne. Après avoir conféré avec l'état-major, il annonça qu'il resterait à dîner au mess. Les présentations faites, l'empereur prit place au haut bout de la table. Il y avait sous chaque serviette un petit pain, et une corbeille en était remplie. L'empereur posa le sien de côté, et mangea le potage sans y toucher, tandis que les autres convives entamaient fortement les leurs. Quand vint le service suivant, l'empereur fit signe à l'ordonnance.

— Ayez donc l'obligeance de me donner une tranche de

pain de guerre ; je ne veux pas d'une miche entière ; je désire le tiers de la ration quotidienne à laquelle la loi me donne droit. Ni plus, ni moins. — Ce fut la dernière fois que du pain de froment parut à un mess d'officiers.

Un jour, je fus invité à prendre le thé chez Mrs Penfield, la femme de l'ambassadeur des États-Unis à Vienne. J'y trouvai plusieurs personnes, parmi lesquelles une princesse de la maison de Parme. Elles sont plusieurs, et je ne me souviens plus laquelle c'était, ni si c'était une sœur ou une cousine de l'impératrice Zita. La jeune femme avait un fils qui était à l'âge où le bon lait est le plus précieux aliment. Elle parla des règlements alimentaires nouvellement promulgués, et de la difficulté qu'il y aurait à les enfreindre. Elle avait été fort embarrassée de se procurer pour son enfant du lait en quantité suffisante ; mais elle avait trouvé finalement une solution.

— J'ai acheté une bonne vache il y a quinze jours, — dit-elle.

— C'était en effet la meilleure manière d'avoir du bon lait, — fit l'ambassadrice.

— Évidemment, — reprit la princesse. — Seulement, je n'étais pas au bout de mes peines. Lorsque je me fis expédier le lait ici, il se trouva que les autorités s'opposèrent à ce qu'on me livrât plus que la quantité légalement attribuée aux enfants et aux adultes. On me remit cette quantité, et le reste alla à la Centrale de l'alimentation, qui me fit savoir que mon lait me serait payé en fin de mois.

— Mais c'est que la ration est bien petite, Altesse ! — remarqua l'une des personnes présentes, sur un ton de compassion.

— C'est précisément le gros ennui,—répliqua la princesse,— c'est beaucoup trop peu pour un enfant en pleine croissance. Mais il n'y avait rien à faire. Les autorités m'objectèrent que la loi est la loi. J'en parlai à l'empereur ; il me répondit qu'il n'était pas le gouvernement, et que cela ne le regardait pas ; que d'ailleurs il se garderait bien d'intervenir en ma faveur, pour ne pas donner le mauvais exemple.

— Mais alors, Altesse, — fis-je observer, — l'achat de la vache n'était pas une solution.

La princesse sourit, en personne satisfaite de ce qu'elle avait imaginé.

— Au contraire, monsieur, — dit-elle, — la solution était bonne : j'ai expédié ce matin mon fils au village où se trouve la vache.

L'empereur Charles s'était entouré de jeunes hommes hardis nullement dévoués aux intérêts privilégiés. Il s'en trouvait un parmi eux qu'on appelait « le Prince rouge ». Ce qui valait ce surnom au prince Aloïs de Lichtenstein, ce n'était pas la couleur de ses cheveux, mais, chose assez singulière chez le rejeton d'une des plus nobles familles de l'Europe, l'ardeur de ses convictions socialistes. Très décidé en théorie, il l'est jusqu'à un certain point en pratique, mais il ne se soucie pas qu'on le sache. Il estime que les chefs socialistes sont, en tous pays, des politiciens professionnels, qui ont pour premier souci d'exploiter une doctrine économique féconde au bénéfice de leur propre carrière, et il se refuse, pour ce motif, à leur donner aucun appui. Il jouit auprès du nouvel empereur d'une influence considérable, dont le premier effet fut la nomination d'un membre de l'état-major général austro-hongrois, le général Höfer, à la dictature de l'alimentation. Une répartition équitable des vivres disponibles ne pouvait en effet être assurée que par un homme résolu à traiter toutes les classes de la nation avec une rigueur toute militaire, sans ménagements pour personne, sans ambition pour soi-même. Le général Höfer n'hésita pas à en assumer la tâche, et, malgré toutes les difficultés d'une machine administrative pesante et d'une disette extrême, il parvint en peu de temps à faire pour l'Autriche ce que le docteur Karl Helfferich avait fait pour l'Allemagne.

Si j'insiste plus particulièrement sur le cas de l'Autriche à l'heure où la crise rendit la réglementation nécessaire, c'est pour de bonnes raisons, et parce que ce biais me permet, mieux qu'un autre, de décrire ce qui fut fait par toute l'Europe centrale. Les données du problème et les solutions sont à peu près partout identiques. En Allemagne, les solutions furent adoptées peu à peu, par étapes, à mesure que les données les imposaient. En Autriche et en Hongrie, l'incurie officielle eut pour effet qu'on ne songea aux solutions que le jour où le problème

se posa sous la forme la plus aiguë et la plus tragique. Ce jour-là, l'étoffe sociale était percée de trous francs, au lieu que la vigilance allemande avait su la ménager au point qu'elle ne portait que les traces d'une usure uniforme et régulièrement progressive.

Le système de répartition dominé par l'idée du profit s'arrange de manière à s'affranchir des valeurs positives que les conditions de temps et de lieu attribuent aux marchandises. Il les vend, non pas au moment et au lieu où l'on en a le plus grand besoin, mais au moment et au lieu où elles donnent le plus grand bénéfice. Sans doute il y a une relation étroite entre les deux ordres de conditions, car on ne peut faire abstraction de l'offre et de la demande. Mais le profiteur se donne plus de peine pour provoquer la demande que pour stimuler l'offre. Pour que son affaire soit bonne, il faut que le consommateur soit aussi désireux d'acheter que le paysan de vendre.

Les réglementations rendues nécessaires au terme de l'année 1916 par la crise alimentaire portèrent un coup mortel à l'industrie des intermédiaires. Les commissions et les Centrales d'alimentation eurent pour mission d'établir entre la ferme et la cuisine des voies de communication directes, tout entières aux mains des autorités.

Le grain était acheté au paysan, et remis au meunier, qui le convertissait en farine à un prix déterminé. Il n'était plus loisible au meunier d'acheter le grain à son gré, et d'en conserver la farine jusqu'au jour où un courtier ou un marchand de gros lui en offrirait un bon prix. Le grain lui était fourni, et il devait en rendre compte, jusqu'à la dernière livre, aux commissaires de l'alimentation. Puis les Centrales se saisissaient de la farine, et la remettaient directement aux boulangers, officiellement chargés de la répartition du pain. De tant de sacs de farine ils étaient tenus de tirer tant de miches de pain, et, vu l'impossibilité d'assurer un contrôle rigoureux par le moyen des cartes de pain, chaque boulangerie se voyait assigner un nombre déterminé de consommateurs. Les cartes de pain étaient distribuées par séries qui différaient entre elles par leur couleur et par le chiffre qu'elles portaient. La couleur signifiait la semaine pour laquelle elles étaient valables, et le chiffre, la boulangerie où le consommateur devait s'adresser.

Le boulanger était sans excuse si un consommateur quelconque avait lieu de se plaindre : il avait reçu la quantité de farine nécessaire pour fournir aux consommateurs qui lui étaient attribués le poids de pain auquels ils avaient droit.

Ce système, qu'on appelle le système des zones — *Rayonierung* — eut pour effet immédiat de mettre fin aux « queues ». La ménagère put, à son gré, se rendre chez son boulanger à huit heures du matin ou à quatre heures de l'après-midi. Elle avait droit à telle quantité de pain, et le boulanger avait le devoir de la fournir. La chose était si simple que chacun était surpris qu'on n'y eût pas songé plus tôt.

On se tromperait fort si l'on croyait que les profiteurs se tinrent aussitôt pour battus. Il se trouva des boulangers pour étirer leur pâte et en faire un plus grand nombre de miches que la loi ne leur en permettait, et il s'en trouva même pour renvoyer des clients les mains vides. Mais la répression fut prompte, et il leur en coûta gros.

Je me souviens du procès d'un boulanger qui avait trente années de métier. Il était prévenu d'avoir, au mépris des nouveaux règlements, détourné une partie de la farine qui lui était confiée, pour la revendre clandestinement. Il fut reconnu coupable. En dépit de son passé, et de la modération avec laquelle il avait traité le public durant la période où il pouvait l'exploiter à son gré, il fut condamné.

— Le moment est venu, — lui dit le juge, — où il faut que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur. L'honorabilité de votre vie passée ne me touche pas le moins du monde. Vous n'avez pas compris qu'il est des heures où il n'est pas admissible qu'on se conduise de manière à causer une souffrance à autrui. Il y a bien assez de souffrances comme cela. Je vous condamne à une amende de cinq mille couronnes, et je vous retire votre licence. N'étaient vos cheveux gris, je vous infligerais en outre une année de réclusion avec travaux forcés. Je souhaite que la presse fasse connaître au public que le premier qui viendra à en faire autant recevra le maximum, quels que soient son âge et son passé.

Le boulanger payait cher la dizaine de pains qu'il avait détournés. Mais la leçon fut salutaire.

Le lait est pour l'enfant ce que le pain est pour l'adulte. Il

fut « zonifié » à son tour. Les queues de lait disparurent. On distribua des cartes analogues à celles du pain, et les débitants durent assurer la répartition des quantités qui leur étaient assignées. Ce fut un bienfait pour les mères et pour les petits.

Mais ce système efficace et simple ne pouvait s'appliquer à toutes sortes de denrées. Tant qu'il s'agissait du pain, de la viande et des graisses, il était relativement aisé d'évaluer, avec plus ou moins d'exactitude, la quantité totale disponible, et de fixer en conséquence la quotité variable de la ration ; et il n'y avait pas lieu de redouter le gaspillage. Il n'en était pas de même pour d'autres produits. Le gouvernement se préoccupait de les épargner autant que possible, et l'unique moyen était la queue, dont l'effet était de réduire la consommation au strict nécessaire. Il pouvait y avoir danger à mettre à la disposition de chacun une égale quantité de pommes de terre ou d'autres denrées. Prenons le cas des pommes de terre : une demi-livre par tête et par jour eût été trop peu pour l'un, trop pour l'autre ; et il en était de même pour la farine de cuisine et pour d'autres aliments. Une carte de viande ou de poisson n'eût été d'aucun secours à ceux qui n'étaient pas assez riches pour s'en procurer, et eût inutilement gêné les autres. D'autre part, il n'était pas possible de répartir les consommateurs en classes, et d'allouer journellement aux uns une demi-livre de pommes de terre, et aux autres un quart seulement : outre que c'était impraticable, c'eût été un nouveau prétexte à gaspillage.

Pour que l'excès des denrées disponibles sur les besoins réels restât à la disposition du gouvernement, il était nécessaire que l'équilibre s'établît de lui-même : or, l'unique moyen, ou du moins le plus simple et le plus sûr, était la queue. Il est clair que la ménagère qui n'a pas aujourd'hui un besoin urgent de telle denrée n'ira pas perdre des heures à faire la queue, surtout si le temps est mauvais : sachant qu'il lui sera loisible de refaire sa provision lorsqu'elle sera épuisée, elle se tirera d'affaire avec ce qui lui reste. Ce qu'elle ne réclame pas est économie nette pour la communauté ; car les cartes ne valent que pour une semaine, et la carte verte ne lui sera plus d'aucun usage lorsque ce sera le tour de la carte rouge. Elle n'aura même pas la ressource d'attendre le retour de la cou-

leur verte : une fois la série des couleurs épuisée, les cartes seront d'un autre format, et d'ailleurs elles portent inscrit le chiffre de la semaine pour laquelle elles sont valables.

Il n'était plus question désormais d'accaparer. Les stocks amassés par les particuliers rentrèrent en circulation. Ceux qui avaient des provisions y puisèrent sans scrupule, à présent qu'ils étaient à peu près sûrs du lendemain, et laissèrent ainsi à la disposition des autres ce qu'ils n'eussent pas manqué de réclamer si l'on avait institué pour tous les comestibles un système analogue à celui qui régissait la distribution du pain, du lait et des graisses.

Il y aurait bien de la naïveté à croire que la bureaucratie ait été soudain guérie de ses habitudes traditionnelles d'indolence et d'incurie. Voici à cet égard une anecdote instructive, et qui montre en plus par un bon exemple comment l'empereur Charles intervenait parfois de sa personne.

Il est matinal, et préfère être vêtu de vêtements civils : deux traits de caractère qui facilitent bien des choses. Un beau matin de décembre 1916, il était dans le 9e arrondissement de Vienne, à observer le fonctionnement des queues d'alimentation. Il arriva devant une boutique où l'on distribuait du pétrole. La queue était longue, et ne progressait que péniblement. Charles et le « Prince rouge » s'approchèrent pour s'enquérir des raisons de cette lenteur. Le boutiquier, agacé par leur curiosité, demanda vivement aux deux hommes à quel titre ils venaient se mêler de ses affaires, et s'ils avaient un papier écrit qui attestât qu'ils en avaient le droit.

— Calmez-vous, mon brave homme, — dit le « Prince rouge ». — L'homme qui est devant vous est l'empereur.

Le boutiquier se fit aussitôt très humble.

— Je vais vous expliquer, Sire, — dit-il. — La ration de pétrole a été fixée à un litre et demi par semaine. Mon réservoir à pétrole est muni d'un système à pompe qui mesure bien les litres, un, deux, trois, quatre, cinq litres, mais non pas les demi-litres. Les clients veulent avoir tout ce à quoi ils ont droit, et quand, pour leur litre et demi, je pompe jusqu'à mi-hauteur, entre les raies qui marquent un et deux litres, ils s'imaginent que je les vole. Pour qu'ils ne grognent pas, et pour n'être pas dénoncé à la police, il faut donc bien que je

m'y prenne à l'ancienne manière, et que je me serve de la vieille mesure de la contenance d'un demi-litre. Cela perd énormément de temps. Je pourrais en servir trois au lieu d'un, si je pouvais faire usage de ma pompe.

— Est-ce que ces gens ont des récipients contenant plus d'un litre et demi? — demanda l'empereur.

— Oui, Sire, — répondit le débitant. — Ils ont presque tous des bidons de cinq litres. Avant la guerre, c'est toujours par cinq litres qu'on achetait le pétrole.

Une heure après, le maire de Vienne, le docteur Weisskirchner, qui avait dans ses attributions le chauffage et l'éclairage, était appelé au téléphone par l'empereur. Le ton de l'entretien fut assez vif. Le maire élu par le peuple de Vienne n'admettait pas les observations d'un jeune homme dont le hasard venait de faire un empereur; il offrit sa démission, si on ne lui laissait pas les mains libres.

— A votre gré, — répondit le jeune homme à l'autre bout du fil, — mais quant à présent, veuillez faire en sorte que le pétrole soit distribué dorénavant à Vienne à raison de trois litres toutes les deux semaines. La « queue » est un mal nécessaire, pour prévenir le gaspillage, mais je ne veux pas que les gens soient astreints à y perdre leur temps lorsqu'il n'y a pas nécessité absolue. On me dit que presque tous les débitants de pétrole ont ce système de pompes. Faites en sorte qu'ils puissent s'en servir. Ils le pourront si l'on distribue le pétrole par trois litres toutes les deux semaines.

Ce fut fait. Et ce fut le premier pas d'un déblayage général dans tous les services du ravitaillement. En une semaine on destitua et remplaça plus de huit cents fonctionnaires attachés à ces services. Et, au bout d'un mois, la répartition, en Autriche et en Hongrie, était au niveau de celle de l'Allemagne.

On s'est demandé souvent dans quelle mesure la disette des vivres de l'Europe centrale a été le motif déterminant de la guerre sous-marine sans merci. Je m'en entretins à diverses reprises avec le docteur Arthur Zimmermann, l'ancien secrétaire d'État des Affaires étrangères d'Allemagne. Il me dit un jour, en y insistant fort, que l'Allemagne se trouvait contrainte à abréger la guerre. Bien qu'à cette date, en 1916, je pusse me

rendre compte à quel point les peuples des puissances centrales étaient las de la guerre, je n'en fus pas moins frappé de la gravité qu'il mit à cette déclaration. Je le pressai de questions, afin d'obtenir plus de clarté.

— L'Angleterre a essayé de nous réduire par la famine, — me dit-il, — elle n'y est point parvenue. Nous possédons dans nos sous-marins, au dire des hommes compétents, une arme qui peut faire sentir aux Anglais, en ce qui concerne leur ravitaillement, les effets aigus de la guerre. Je ne suis pas certain que ce soit une bonne idée d'user de ce moyen, en raison des conséquences éventuelles, qui peuvent être graves. En ce qui me conserne, je suis hostile à une politique qui peut nous faire de nouveaux ennemis. Nous en avons bien assez comme cela, Dieu merci !

Je puis dire avec certitude que cette manière de voir était, dans l'ensemble, celle du chancelier d'alors, M. de Bethmann-Hollweg. On m'affirma de bonne source que l'empereur Guillaume avait lui-même été hostile à l'idée d'une guerre sous-marine sans ménagements. Beaucoup de ses cheveux blancs proviennent des critiques que méritèrent à l'Allemagne des actes que certains estimaient justifiés, mais que beaucoup d'autres considéraient comme du banditisme. Il a toujours été particulièrement sensible à tout ce qui touche son propre honneur et celui de sa nation, et, comme beaucoup d'hommes de son entourage, il en était venu à penser que l'Allemagne et les Allemands ne peuvent ni ne doivent mal agir.

L'empereur François-Joseph n'avait jamais cessé de condamner la guerre sous-marine à outrance. Les affaires de l'*Ancona* et du *Persia*, dont j'eus l'occasion de m'occuper spécialement, avaient convaincu le vieillard et ses proches que le recours à de pareils moyens, même s'il devait hâter l'achèvement de la guerre, était une arme à double tranchant. Il avait d'ailleurs personnellement horreur de ce qu'il y a d'inhumain dans cette sorte de guerre. Il datait d'une époque où l'on combattait encore avec des procédés chevaleresques, et où jamais une trêve n'était refusée à qui la sollicitait. Je sus par son entourage qu'il ne ressentait rien plus cruellement que les évacuations et les autres souffrances infligées par la guerre à des populations civiles.

Son successeur, l'empereur Charles, pensait comme lui. Il suffisait de le connaître pour se rendre compte que jamais il ne donnerait de bon cœur son consentement à la guerre sous-marine conduite sans réserves. Il a une âme juvénilement ardente et sincère. Lorsque le trône lui échut, c'était un lieutenant de cavalerie élégant, et qui se laissait vivre; mais la lourde charge qui pesa dès lors sur ses épaules le mûrit en quelques mois.

En janvier 1917, il alla faire un séjour prolongé au grand quartier général allemand, en France. Il avait entrepris ce long voyage de trois jours, bien que le problème des vivres lui donnât fort à faire chez lui. J'appris de bonne source que ce qui le retenait si longtemps au grand quartier était la question de la guerre sous-marine. Et j'appris que le comte Ottokar Czernin, avec une suite de hauts personnages de la marine austro-hongroise, avait, lui aussi, quitté discrètement la capitale.

Ce fut le comte Czernin qui, quelques semaines plus tard, se chargea de m'expliquer les relations qui liaient étroitement la guerre sous-marine à outrance au problème des difficultés alimentaires. Il ne convenait pas, étant données les circonstances, de publier sans aucun commentaire la note, si explicite fût-elle, par laquelle les gouvernements d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie annonçaient leur résolution de mener la lutte sous-marine sans ménagements d'aucune sorte. Il était nécessaire d'expliquer au public pour quelles raisons on assumait les risques que comportait cette décision. Le chancelier de Bethmann-Hollweg se chargea d'éclairer la nation allemande par le discours qu'il prononça au Reichstag. L'Autriche-Hongrie, où le Reichsrat n'était pas en session, n'avait pas cette ressource. Le comte Czernin eut l'idée de me prendre pour intermédiaire, et de me confier le soin d'expliquer au monde pour quel motif l'Autriche-Hongrie s'était résolue à adhérer à la résolution allemande.

Lorsque je pénétrai dans le cabinet du comte Czernin, il était assis à son grand bureau. Il se leva pour venir à moi. L'expression de ses traits était singulièrement grave.

— Nous venons de notifier aux gouvernements neutres, — me dit-il lorsque j'eus pris place, — et, par leur intermédiaire,

à nos ennemis, l'extension de la zone sous-marine, et les restrictions nouvelles apportées au trafic maritime de la Grande Bretagne et de ses alliés.

Il me tendit en même temps une copie de la note diplomatique, et me pria d'en prendre connaissance. Lorsque j'en eus terminé la lecture, il me remit un mémoire explicatif qu'il désirait que je publiasse.

— Je souhaite que vous le publiiez, — dit-il. — Si les termes ne vous plaisent pas, vous pouvez les modifier, mais en prenant soin de rendre exactement ma pensée. Il est tout au moins nécessaire que vous traduisiez ma rédaction. Vous m'obligeriez beaucoup en me communiquant votre traduction avant de la télégraphier.

J'eus l'impression que le mémoire du ministre avait quelque chose de trop abstrait et de trop académique, et je le lui dis. Puisqu'il jugeait bon de se servir de mon intermédiaire, je pouvais bien lui suggérer la forme qui me semblait convenir le mieux à l'exposé de sa thèse.

— Je donnerai votre texte dans son entier, — lui dis-je. — Mais je crois pour cent raisons qu'il faudrait le compléter par un exposé plus complet de la situation alimentaire de l'Autriche.

Le comte se leva, et alla à un angle de la pièce, où une grande table portait étalées plusieurs cartes coloriées en rouge et en bleu. Je l'y suivis.

— Voici les cartes auxquelles la note fait allusion, — dit-il. — Cette région maritime laissée en blanc reste ouverte aux Grecs, et cette autre aux Américains. Qu'en pensez-vous?

Il est superflu que je répète ici ce que j'en pensais.

— Eh bien, si le pire arrive, nous n'y pouvons rien, — dit le comte, en retournant à son bureau, — nous sommes obligés de recourir aux sous-marins pour abréger la guerre. On peut être en même temps vainqueur au front et vaincu chez soi. La crise alimentaire nous presse. Notre peuple souffre d'une famine continue. Les enfants meurent par milliers parce que nous ne pouvons leur donner assez de lait. Si la guerre tarde à prendre fin, les effets de cette disette chronique mettront en péril la santé de la nation tout entière. Il faut que nous tentions d'empêcher cette catastrophe. Nous avons le devoir de

l'empêcher par tous les moyens. Je reconnais que certains principes abstraits du droit des gens en souffriront ; mais il ne nous est plus possible de reculer devant ces conséquences. Que certaines gens se posent en arbitres suprêmes du droit des gens, nous n'y avons pas d'objection ; mais encore faudrait-il que ces arbitres tinssent la balance égale entre les deux partis. Or, c'est ce qu'ils ne font pas. Les puissances centrales se mettraient debout la tête en bas qu'elles ne parviendraient pas à satisfaire quelques-uns de leurs amis — y compris le gouvernement des États-Unis, pour le dire en passant.

» Nous avons fait des offres de paix. Je vous ai dit un certain nombre de fois que nous ne songeons pas à nous annexer quoi que ce soit du territoire de nos ennemis. Jamais nous n'avons rien dit qui autorise personne à croire que nous ayons envie d'une seule pelletée de la terre d'autrui. Mais en revanche, nous ne voulons rien perdre de notre territoire, et nous ne voulons pas payer d'indemnité de guerre, parce que nous ne sommes pas responsables de cette guerre.

» Nous avons offert la paix, et notre offre a été repoussée avec mépris. La crise des subsistances est aiguë, vous le savez. Nous ne pouvons produire ce qui nous est nécessaire tant que nous sommes contraints de retenir à l'armée des millions de nos meilleurs paysans. Nous sommes acculés à une unique issue : il faut que nous abrégions la guerre. Nous croyons fermement qu'elle sera abrégée par nos sous-marins; c'est pour ce motif que nous avons décidé d'user de cette arme. J'espère que nos prévisions sont justes : je ne suis pas compétent en cette matière. Je me rends compte que tout un flot de déclarations de guerre peut résulter de notre décision. Tout cela a été examiné, y compris l'éventualité d'une guerre avec les États-Unis. Nous n'avons pas d'autre moyen d'en sortir. Il est commode pour certaines gens de venir nous dire ce que nous ne devons pas faire ; mais nous combattons pour sauver notre existence, et à cette lutte est venue s'ajouter la disette, qui n'a jamais été aussi grave qu'elle l'est aujourd'hui.

» Je sens qu'il faut que je m'adresse directement et spécialement à l'opinion américaine. Le gouvernement américain nous a condamnés sans nous entendre. J'aimerais à en appeler à un jury américain. Le gouvernement américain nous dénie

le droit de nous défendre en nous interdisant formellement de nous servir de nos sous-marins contre la flotte marchande de nos ennemis, et contre la flotte neutre qui alimente la Grande-Bretagne et ses alliés.

Le comte Czernin, à mesure qu'il parlait, devenait plus amer et plus violent. Il parle fort bien, même en anglais.

Ce soir-là, j'eus à expédier un des télégrammes de presse les plus importants et les plus solennels qu'ait jamais expédiés correspondant de journaux.

J'eus avec le comte Stefan Tisza un entretien sur la même question. Nous causâmes près de deux heures. Au moment de prendre congé, je demandai au premier ministre de Hongrie dans quelle mesure je pouvais faire usage de notre conversation.

— Dites simplement ceci en mon nom, — répondit-il, — pour les États-Unis, prendre part à la guerre européenne serait un crime contre l'humanité.

Il ne m'est jamais arrivé de tirer un télégramme si court d'un entretien si long. Ce que le comte Tisza m'avait dit aurait rempli un volume. Je puis dire qu'à ses yeux la carte alimentaire justifiait amplement tout ce que pouvaient entreprendre les gouvernements de l'Europe centrale.

J'avais connu à Andrinople le docteur Richard von Kühlmann, qui fut depuis secrétaire d'État de l'empire d'Allemagne pour les Affaires étrangères. Il était alors conseiller d'ambassade. Il admirait fort les Anglais et leurs méthodes. Il était en toutes matières exquisement objectif : j'ai rencontré peu d'hommes qui eussent au même degré que lui le don de ne pas prendre leurs désirs et leurs rêves pour des réalités. Je le retrouvai à Vienne, après qu'il eût été nommé ambassadeur à Constantinople. Les ambassadeurs n'ont pas coutume de parler pour que leurs paroles soient imprimées. Je puis dire pourtant qu'il n'était pas encore parvenu alors à se convaincre que la guerre sous-marine fût le moyen indiqué dans les circonstances présentes, quelles qu'en pussent être les chances de succès.

La politique anglaise d'*Aushungerung*, — de réduction de l'ennemi par le blocus, — fut dès lors un thème facile et opportun. La presse de l'Europe centrale en avait déjà tiré parti à

satiété ; mais on insistait maintenant sur ses effets positifs, on étalait au grand jour les misères cruelles qui en résultaient, en vue de surexciter l'opinion devant les luttes nouvelles qui s'annonçaient. Non que le public d'Autriche et de Hongrie fût disposé à envisager d'un cœur léger l'entrée en guerre des États-Unis. La presse avait beau démontrer dédaigneusement l'incapacité militaire de l'Amérique, les cerveaux un peu réfléchis ne s'en laissaient pas volontiers conter. Trois années de guerre avaient fini par enseigner au public qu'il arrivait souvent à la presse de se tromper lamentablement, et que bon nombre de journaux avaient à tâche, sous l'action incessante et pernicieuse de la censure, d'induire systématiquement leurs lecteurs en erreur. Entre tous les menteurs, il n'est point de menteur plus effronté que le censeur, ni de plus dangereux. En imposant systématiquement le silence sur l'aspect fâcheux de toutes choses, il entretient dans les esprits une illusion décevante, qui est aussi lamentable qu'elle est incroyable.

Les choses en étaient venues à tel point que l'exposé public des souffrances endurées et des méfaits causés par le blocus anglais ne pouvait que jeter les populations de l'Europe centrale dans une véritable frénésie. Les Anglais, espérait-on, allaient apprendre à leur tour ce que c'est que de souffrir quotidiennement de la faim. Cette pensée unique empêchait que l'on regardât en face l'éventualité d'une guerre prochaine avec les États-Unis. Il y avait longtemps que l'on comptait les États-Unis au nombre des ennemis non déclarés.

LA GUERRE ET L'ÉTAT DES ESPRITS

Épuisé par la privation ou l'extrême pénurie de tout ce qui est indispensable à la vie, tourmenté par la longue durée de la guerre et par les immenses sacrifices de vies humaines qu'elle lui imposait, stupéfait de constater qu'il n'avait pas un seul ami au monde, hors ses alliés et quelques neutres débiles, le peuple allemand s'avisa petit à petit de faire le bilan de son actif, et de la manière dont il était géré. Plus d'un eut l'im-

pression que tout n'allait pas aussi bien qu'il l'aurait fallu. J'observai fréquemment cet état d'esprit dès 1916.

Au cours de l'offensive de la Somme, au mois d'août de cette année-là, je causais avec un général allemand — le nom ne fait rien à l'affaire. Il ne parvenait pas à comprendre comment le monde presque tout entier était hostile à l'Allemagne. Je rentrais précisément d'une tournée à travers la Hollande, le Danemark et une partie de la Norvège ; j'avais lu les journaux anglais, français et américains, et ceux de l'Europe latine et de l'Amérique latine, et je ne pouvais guère faire honnêtement au général le tableau qu'il eût souhaité. Je lui dis que les perspectives étaient mauvaises, aussi mauvaises que possible.

Il me demanda quelles en étaient les raisons. Je lui dis ma manière de voir. Non loin de nous, le feu roulant de l'artillerie atteignait une intensité inouïe. Le général regardait d'un œil songeur le sol éventré par les obus, voilé de fumées bleues.

— Dites-moi, monsieur Schreiner, sommes-nous vraiment aussi mauvais qu'ils le disent? — fit-il après un silence.

— Non, — répondis-je franchement. — Les imputations excessives sont la règle, en temps de guerre. La vérité, c'est que votre gouvernement a commis par trop de fautes. La guerre a pour but de prouver que la force est le droit. Votre gouvernement est entré trop brutalement dans cette vue, et a réglé sur elle sa conduite. La Belgique a été une faute ; le *Lusitania* a été une faute. Vous récoltez aujourd'hui ce que vous avez semé.

Mon interlocuteur me demanda si, sans la Belgique, sans le *Lusitania*, la position de l'Allemagne eût été meilleure. Je répondis qu'il était vain de se poser une pareille question, vu que la grande affaire, c'étaient les causes réelles de la guerre et tout l'ensemble de son allure, dont la Belgique et la guerre sous-marine n'étaient que des cas particuliers.

A peu de temps de là, le général Falkenhayn, qui commandait alors la neuvième armée au front roumain, me posait la même question au cours d'un dîner, à Kronstadt en Transylvanie. Lui non plus ne parvenait pas à comprendre pourquoi le monde était dressé contre les Allemands. Ma réponse fut à peu près identique.

Il semblait que cette obsession anxieuse hantât tous les esprits. Quelques jours plus tard, à l'issue du col de Torzburg sur le versant roumain, je déjeunais avec le général Elster von Elstermann. Lui aussi désirait savoir pourquoi les Allemands étaient si cordialement détestés. Le général Krafft von Delmensingen, dont je fus l'hôte à Heltau, à l'entrée de la gorge de Vörös Torony, me témoigna la même curiosité.

— Il me semble bien, — me dit-il, — que nous n'ayons d'autre solution que d'imposer le respect. Je suis du nombre de ces Allemands qui auraient le plus vif désir d'être aimés. Mais il n'y a pas apparence que ce soit possible. Eh bien, tant pis ! Nous verrons bien ! Nous verrons ce que peut l'épée. Lorsqu'une race en est venue au point de se sentir si universellement haïe, il ne lui reste plus qu'à se faire respecter. Je crains bien que ce ne soit fatalement, pour l'avenir, notre règle de conduite.

Je lui fis observer que la haine ne s'adressait peut-être pas à la race. Le général est Bavarois, — du moins il commandait des troupes bavaroises.

— Je ne suis pas de ceux, — me dit-il encore, — qui pensent que tout soit parfait en Allemagne. Bien loin de là. Nous avons plus de défauts qu'un chien n'a de puces. Mais tant pis. Se jeter à genoux et implorer merci n'est pas du nombre de nos défauts.

J'avais eu peu de temps auparavant un entretien avec le baron Burian, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, sur ce sujet et sur des sujets voisins. C'est le personnage officiel le plus doctoral que j'aie jamais rencontré. Il n'élève jamais la voix au-dessus du ton de la conversation, et, tout Magyar qu'il est, il est le type de la modération uniformément égale.

— Je crains bien, — dit-il doucement, — que nous n'y puissions rien. Le monde croit ce qu'il lui plaît. Qu'il ait raison ou tort, cela n'a rien à voir avec les causes de cette guerre, ni avec son issue. Que voulez-vous que cela fasse au bout du compte, qu'on nous traite ou non de barbares? Nous pourrions parfaitement nous défendre ; mais ce serait tout bonnement provoquer de nouvelles paroles inutiles. Les journaux américains qui ne nous aiment pas ont

dépensé tant de papier à reproduire tout ce qui a été déblatéré contre nous, que nous aurions honte de recourir à eux pour notre justification.

Le docteur Arthur Zimmermann, qui était alors sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, accueillit avec moins de calme l'offre que je lui fis de faire de ce sujet la matière d'un entretien. Il s'appuya sur quelques documents trouvés aux Archives d'État belges, et d'où il résultait qu'il y avait une négociation entre l'Angleterre, la France et la Belgique pour le cas d'une invasion allemande, pour soutenir que l'Allemagne était entièrement dans son droit lorsqu'elle demandait à passer sur territoire belge pour attaquer la France. Au reste, il n'était pas bien certain qu'en agissant ainsi on eût fait acte de bonne politique. Les nécessités militaires qui avaient décidé cette mesure n'étaient pas, disait-il, de sa compétence. Il ajouta que le torpillage du *Lusitania* avait été une faute grave. Il ignorait d'ailleurs à qui en revenait la responsabilité. L'affaire n'était pas de son domaine. Il croyait savoir qu'on n'avait pas eu l'intention, en torpillant le navire, de le couler immédiatement : un bâtiment qui reçoit une torpille dans les compartiments d'arrière ou d'avant peut très bien continuer de flotter des heures durant, et gagner la terre par ses propres moyens.

— Il y a, — ajouta-t-il, — une bonne part de manie dans cette poussée de germanophobie qui se répand sur le monde. Nous sommes, à l'heure qu'il est, la bête noire de tous les peuples. Il faut au monde un bouc émissaire sur qui frapper : c'est notre tour aujourd'hui. Il y a quelques années, lors de la guerre boer, c'était l'Angleterre. C'est nous aujourd'hui. Ce sera demain quelque autre. Il est toujours de bon ton de haïr quelqu'un.

L'opinion publique inclinait vers le sentiment de l'officier que j'avais rencontré sur le front de la Somme, mais elle était peinée, désappointée, blessée, stupéfaite.

On se demandait si vraiment l'invasion de la Belgique avait été justifiée par une réelle nécessité. Beaucoup pensaient que l'état-major général allemand eût fort bien pu se borner à concentrer des forces importantes sur la frontière belge, en leur interdisant d'y mettre le pied avant que les Français

l'eussent fait les premiers. Il est hors de doute que c'eût été d'une meilleure politique. Le gouvernement allemand a beau soutenir que l'intention des Français était de traverser la Belgique, et qu'ils étaient assurés du consentement de la Belgique et de l'acquiescement de l'Angleterre ; mon sentiment ne s'en trouve pas le moins du monde infirmé. A supposer même qu'un accord de ce genre eût valu à l'armée française certains avantages tactiques, il n'en était pas moins d'une politique plus sage et plus calme d'attendre que ce plan commençât d'être mis à exécution. Il n'y aurait pas aujourd'hui de question belge, si les Allemands l'avaient compris. Si les Français étaient parvenus à atteindre les frontières de l'Allemagne en passant par la Belgique, la situation militaire en serait restée identiquement la même, car le problème véritable était d'abord d'empêcher l'armée française de pénétrer en Allemagne, et en second lieu de la battre, où que ce fût.

En temps de guerre, il est fatal que les États s'en remettent du soin et du droit d'avoir une opinion aux quelques hommes qui sont à la tête des affaires. D'où suit que cet aspect de la question belge fut rarement porté devant le public d'Allemagne. Un petit nombre d'écrivains militaires osèrent l'aborder, mais ils se trouvèrent mal de leur audace. Aujourd'hui, l'Allemand moyen n'est nullement convaincu que la violation ait été vraiment une nécessité. Il n'a pas d'intérêts directs en Belgique, ce qui n'est point le cas des potentats de l'industrie et du commerce. La plupart des hommes et des femmes que j'ai entretenus de ce sujet m'ont dit nettement qu'à leur avis « il suffisait largement d'une Alsace-Lorraine ».

Rien ne heurta plus violemment l'opinion publique allemande que la nouvelle du torpillage du *Lusitania*. Durant un jour ou deux, une faible minorité soutint que l'acte était parfaitement correct; mais cette minorité elle-même s'effrita très vite. Le public fut quelques semaines à n'y rien comprendre. On apprit qu'on avait averti les passagers de ne pas s'embarquer à bord de ce bâtiment. Il était donc avéré qu'il avait été attaqué de propos délibéré. Le gouvernement se taisait; la presse, redoutant la censure et la suspension, restait muette...

L'acte était jugé inutile, léger, inconsidéré. Il s'en fallut de

peu que la doctrine du gouvernement infaillible ne s'effondrât tout entière. Les Allemands commencèrent à perdre la confiance qu'ils avaient en la sagesse des hommes auxquels, dans le passé, ils avaient été bien près de reconnaître toute connaissance et toute science, humaine et divine. Les alliés de l'Allemagne, de leur côté, étaient loin d'être satisfaits. En Autriche et en Hongrie, l'acte fut l'objet de critiques très vives, et, en Turquie, j'en entendis parler avec beaucoup de désapprobation.

Les gens qui pensaient ainsi voyaient plus clair en politique que les hommes au pouvoir. Mais ceux qui pensaient autrement étaient militaristes du meilleur teint, et le pouvoir militaire ne faisait que grandir, à mesure que s'accroissait le nombre des ennemis, déclarés ou possibles. Il arrivait en Allemagne ce qui arrive dans une famille divisée par des dissentiments intérieurs, mais qui se retrouve soudain unie, si quelque étranger s'avise d'intervenir.

Ce fut là, durant toute la guerre, le trait fondamental du sentiment public, en Allemagne. A mesure que le cercle des ennemis resserrait son étreinte, le public devenait plus dur et plus obstiné à la résistance, et se serrait plus étroitement autour de son centre. Il y a chez l'Allemand un besoin trop profond d'être gouverné, un sentiment trop net de la nécessité d'un commandement, pour qu'il puisse lui arriver jamais d'en user envers son *Obrigkeit* avec la véhémence impétueuse qu'y ont apportée les Russes au cours des événements récents. Aucun sacrifice n'est trop lourd à qui pense ainsi, et le plus humble des hommes de troupe acceptait volontiers de courir tous les risques contre un monde d'ennemis.

En Autriche, il en allait tout autrement. L'Allemand d'Autriche a sans doute dans les veines plus de sang celte que de sang germain. Il est plus mobile. Les affaires graves ne retiennent pas très longtemps son attention. Il devient très vite l'esclave de ses habitudes.

Pour l'Allemand d'Autriche, la guerre ne fut jamais autre chose qu'un fléau. Elle gênait ses affaires, et surtout ses plaisirs ; elle le privait de son passe-temps favori, le café, et de ses amours clandestines. Elle bouleversait toute sa vie. Quel sens pouvait avoir la défense de l'empire d'Autriche pour un

Allemand qui en partageait la possession avec des Tchèques, des Polonais, des Ruthènes, des Slovènes, des Croates, des Italiens, des Bosniaques musulmans, et, jusqu'à un certain point, avec des Magyars et des Roumains? Des dix races de la double monarchie, seules les races du groupe slave parviennent à se comprendre entre elles. Pour la plupart, abstraction faite des termes de la langue militaire, ils ignorent l'allemand. La langue magyare est entièrement étrangère aux Slaves et aux Allemands, et les Italiens et les Roumains ne savent que la leur.

Je philosophais un jour là-dessus auprès du mur de la forteresse hongroise de Peterwardein qui sert aux exécutions. J'avais à ma gauche le petit gibet — descendant direct, si je ne me trompe, du garrot espagnol — qui sert aux strangulations. Le vieux mur de briques portait la trace de balles d'acier. Plus d'un insurgé serbe avait vu pour la dernière fois la lumière du jour dans cet antique fossé. Il y avait un grand nombre de ces insurgés dans les cavernes grillagées des casemates. Le matin même, deux ou trois étaient tombés morts à l'endroit même où je me tenais.

A ma droite, était collé un grand placard, encadré aux couleurs nationales hongroises, rouge, blanc et vert. L'affiche reproduisait en plusieurs langues un paragraphe de la loi qui punit la trahison. Je lus le paragraphe en allemand, j'admis volontiers que le texte hongrois le traduisait exactement; je constatai que les diverses langues slaves du pays ne diffèrent pas essentiellement l'une de l'autre; je m'aperçus que je lisais le roumain sans trop de peine, et je vérifiai enfin que la traduction italienne rendait fidèlement le texte allemand.

Le gibet et le mur d'exécution allaient de pair avec l'affiche. Il n'était guère possible de voir l'un sans chercher aussitôt l'autre des yeux, et il y avait entre les deux comme une sorte d'harmonie.

Je compris que l'empire — *das Reich* — était un mot vide de sens pour tous les membres, sans exception, de la communauté austro-hongroise, et que ce conglomérat tenait ensemble par un unique lien : par l'empereur-roi. Le vieil empereur-roi avait appelé son peuple aux armes, et cela avait suffi. Le jeune empereur-roi avait, depuis, renouvelé son appel, et cela suffisait encore.

Au mois de février 1915, le premier ministre de Bulgarie, le docteur Radoslavof, me disait :

— Il faut que nous venions à l'aide de nos frères de Macédoine. Les Bulgares ne peuvent rester plus longtemps sourds aux prières qui les appellent à l'aide contre l'oppression serbe.

Et, au mois d'octobre de la même année, il me disait :

— Il n'y a pas place dans les Balkans pour deux États forts. Et pourtant, si l'on veut en finir avec la question balkanique, il faut un État fort. Ce sera soit la Bulgarie, soit la Serbie. Notre désir à nous, c'est que ce soit la Bulgarie. Ce sera elle si la Macédoine peut venir s'unir à elle. L'heure est venue, et c'est pourquoi nous nous sommes rangés aux côtés des puissances centrales.

Ces deux phrases traduisent exactement l'état d'esprit de la masse bulgare. Les Bulgares désiraient que la Macédoine fît partie de leur nation comme elle fait partie de leur race, et que la vieille capitale bulgare, Monastir, leur fût rendue. C'est pourquoi ils ont chassé le Turc de la péninsule ; c'est pourquoi ils ont voulu affaiblir la Serbie. J'ai retrouvé cette résolution vivante au cœur de tous les Bulgares, chez le paysan au village, chez le berger de la *planina*, chez le moine de Rila Monastir, chez le pêcheur de Varna, chez l'homme des bourgs et des villes, — et c'est une résolution inflexible. Le Bulgare m'est toujours apparu comme le Prussien des Balkans : même rudesse intraitable, même dureté obtuse, même cynisme.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir de la participation de la Turquie à la guerre avec Sa Majesté le Sultan Mahmed Rechad Khan V, Ghazi, Calife de tous les croyants, etc... Il m'avait demandé de lui raconter le désastre du *Bouvet* et de l'*Irrésistible*, dont j'avais été le témoin le 18 mars, et j'étais à lui en faire le récit.

— Oui, — interrompit le vieillard, — ils nous refusent le droit à l'existence. Mais nous avons le droit de vivre et nous combattons volontiers pour le défendre. J'ai toujours été très pacifique. J'ai horreur du sang, et c'est de tout mon cœur que je vous dis que j'ai infiniment de pitié pour tous ces hommes qui ont péri avec leurs vaisseaux. Il est bien cruel de mourir lorsque l'on est si jeune ! Mais que voulez-vous que nous fassions? Les Russes veulent le Bosphore, notre ville, les Darda-

nelles, qui n'ont rien de commun avec la Russie. Si quelqu'un pouvait y avoir droit plus que nous-mêmes, ce seraient les Grecs, car c'est à eux que nous l'avons pris. Mais nous ne céderons rien qu'après avoir lutté aussi énergiquement que jamais les Osmanlis ont lutté.

Sur quoi, comme Scheherazade, je poursuivis mon récit.

Said Halim Pacha, qui était alors grand-vizir, me tint un langage analogue, mais en des termes plus diplomatiquement précis.

— L'heure de la Turquie était venue, — me dit-il. — Il n'était pas possible que la conflagration n'eût pas pour conséquence d'amener la flotte alliée aux Dardanelles, et la flotte russe au Bosphore. C'eût été l'écrasement de l'empire ottoman. Les gouvernements de l'Entente nous offraient de nous garantir pour trente ans l'intégrité de notre territoire. Des garanties ! des garanties ! Nous savons ce qu'en vaut l'aune. Lorsque la Turquie reçoit une nouvelle garantie, c'est signe infaillible qu'on va violer quelque engagement. Nous sommes saturés de garanties. Nous nous sommes rangés du côté des Allemands parce qu'ils ne nous en offraient aucune.

Il me disait ces choses dans le plus pur anglais d'Oxford dont jamais homme ait usé. Said Halim est Égyptien de naissance, et remonte au Prophète par la lignée d'Ayesha.

Enver Pacha, le Prussien de l'empire ottoman, ministre de la Guerre, généralissime, chef du parti jeune-turc, apôtre pangermaniste, et que sais-je encore ! me parla de même en diverses circonstances.

— C'est absurde, parfaitement absurde, — me disait-il dans son allemand coupant et sifflant, — nous ne combattons pas du tout pour les Allemands. Nous combattons pour nous-mêmes. Notez-le bien. On nous disait que nous pouvions rester neutres, nous n'en avons rien cru. C'était absurde. Les Russes voulaient Constantinople, nous les connaissons bien. Ils l'auraient eu. Il s'agissait pour nous de perdre tout, ou de gagner tout. Je suis pour gagner tout. J'ai jeté dans l'affaire cinq mille officiers de la vieille école. Il faut gagner la partie. Le pays est saigné à blanc, c'est vrai. Trop de guerres ; d'abord la guerre balkanique, puis la guerre italienne, puis celle-ci. Mieux vaut aller au diable avec les Allemands que d'accepter les bonnes

grâces de l'Entente. Ceux qui ne nous aiment pas n'ont qu'à se passer de nous. Nous n'avons pas besoin qu'on nous aime. Qu'on nous laisse tranquilles. Il se peut que nous y laissions notre peau. En ce cas, nous montrerons au monde comment le Turc sait périr, drapeaux déployés. C'est la dernière chance de salut pour la Turquie.

Je demandai à Talaat bey, qui était alors ministre de l'Intérieur, et qui est aujourd'hui grand-vizir, de résumer pour moi la Turquie. Il sort de la classe la plus modeste. Lorsque survint la révolution turque de 1908, il était employé des télégraphes, à Salonique, à 150 francs par mois. Ce n'est pas un paquet de nerfs comme Enver Pacha, son frère jumeau en jeune-turquisme. Il est pesant, bon caractère, nuque épaisse, obstiné, subtil.

— Cher frère, — me dit-il, dans le plus pur français levantin, — je ne puis pas précisément vous dire que la guerre soit très populaire chez tout le monde. Ils ont trop vu de guerres, et de révolutions, et de désordres, et d'impôts, et d'exploitations par les concessionnaires, et de choses de ce genre. Je crois volontiers que je penserais comme eux, si j'étais Grec ou Arménien. Mais je suis Turc. Nous autres Turcs, nous avons compris que la guerre européenne serait pour nous le dernier coup. Les Russes veulent Constantinople et les détroits. Les Italiens veulent la Cilicie, sans songer le moins du monde que la prétention des Grecs a le pas sur la leur. Je pense que la Thrace, dans le partage de nos dépouilles, serait allée aux Bulgares, et que l'Angleterre aurait pris tout le reste, c'est-à-dire un assez gros morceau. Quand on en est là, on fait de son mieux. C'est ce que nous faisons. L'effort est énorme, cher frère, mais il n'y a pas moyen de faire autrement. Nous ne sommes pas disposés à renoncer : nous jouerons la partie jusqu'au bout, comme il faut. Nous avons confiance dans les Allemands. Il y a des gens qui ne les aiment pas. On dit que ce sont des alliés terribles. Jusqu'à présent nous ne nous en sommes pas mal tirés avec eux. Nous avons aboli les capitulations, ce qui est quelque chose. Nous espérons bien qu'après la guerre nous serons les maîtres du Bosphore et des Dardanelles comme nous ne l'avons plus été depuis les temps du grand-vizir Köprulu. Ce sera encore dur, d'ici là ; mais nous

tiendrons bon. Après cela, nous tâcherons, avec les Allemands, de tirer parti de nos ressources naturelles. Nous comptons construire des chemins de fer et des usines, irriguer partout où c'est possible, et créer les meilleures écoles d'agriculture du monde. Mais nous veillerons à ce que les progrès de la Turquie profitent aux Turcs. Nous ne voulons plus que l'étranger soit maître de la gestion de notre dette publique, nous ne voulons plus de monopole du tabac.

Ainsi parle le Turc. Lorsqu'il s'agit de l'empire ottoman, on ne peut guère parler d'un état d'esprit collectif, car il y a là plus de races encore qu'en Autriche-Hongrie, sans un haut personnage central pour les dominer et les tenir assemblées. Le vieux Sultan est un mythe pour les bons deux tiers de la population ottomane. Aux yeux des Grecs et des Arméniens il n'est guère qu'un haut fonctionnaire comme les autres [1].

GEORGE-ABEL SCHREINER

(TRADUIT PAR LUCIEN HERR)

1. Voici la liste des chapitres du livre de M. G.-A. Schreiner : I. *La guerre entame le garde-manger de l'Allemagne.* — II. *Après trois mois de guerre.* — III. *La toute-puissance du fournisseur de guerre.* — IV. *La disette est stationnaire.* — V. — *Le requin à l'œuvre.* — VI. *Les accapareurs.* — VII. *Patriotisme et ventres creux.* — VIII. *Succédanés et sous-succédanés.* — IX. *Miettes et déchets.* — X. *La mobilisation des gros sous.* — XI. *Les privations sont à leur comble.* — XII. « *Du pain!* ». — XIII. *Au râtelier officiel.* — XIV. *L'usure de la guerre.* — XV. *L'armée aux champs.* — XVI. *La guerre et l'état des esprits.* — XVII. *La guerre et les rapports entre les sexes.* — XVIII. *Emprunts de guerre et vie économique.* — XIX. *Le bilan.*

UNE EXPÉDITION

Nous buvions de la bière avec le juge Bocquet et le docteur Vendredi.

— La médecine ! Oui ! — disait Vendredi ; — on croit que c'est ça et ce n'est pas ça du tout...

— La médecine? Oui ! Hum... — fit le juge. Et il s'endormit.

Il n'avait pas une belle bouche, le vieux Bocquet. Deux lèvres flétries, boursouflées de veines violâtres. Il en sortait un mince tuyau de pipe, luisant de salive... Hélas ! ce vilain détail d'une personne honorable ne m'est point sorti de l'esprit, en dépit des années. J'ai recherché avec passion l'intimité des belles choses du monde ; mais leur fréquentation n'a pas chassé de ma mémoire le souvenir de cette ridicule laideur. Et pourtant le juge était un brave homme.

C'était l'heure où la chaleur céleste réduit les pires passions humaines : les cartes venaient de nous tomber des mains. Toutes persiennes fermées, le café Péchin semblait se contracter pour conserver un peu de fraîcheur au milieu de l'infernale illumination. Il y régnait une torpeur de ville investie... Parfois, une mouche, étourdie par les vapeurs spiritueuses, donnait un frêle coup d'archet sur le silence, puis plus rien... Je regardais le sable humide épandu sur le carrelage ; il avait une odeur de cave et sa vue faisait grincer les dents.

— Oui ! la médecine ! — poursuivit le petit docteur ; — il y aurait bien des choses à dire là-dessus.

Gaspard, pinçant entre deux doigts le plastron de sa chemise, le tirait et le repoussait alternativement pour amener un peu d'air contre sa poitrine en sueur. Le Biel cassait méthodiquement une allumette et contemplait les cartes emmêlées sur la table. L'aspect du sable m'irritant, je pris le parti de regarder aussi les cartes. Elles étaient finement crasseuses ; les figures vous considéraient avec candeur, puis, dès qu'on cessait de les épier, elles se mettaient insensiblement à virer sur elles-mêmes, chaque buste tournant à la poursuite du buste qui lui servait de train d'arrière. J'avais bu dix ou douze bocks, pour le moins. Cette grande quantité de bière formait, au milieu de mon corps, une poche froide que tout l'univers cernait avec colère et conspirait à réchauffer. Tout à coup, je cherchai le docteur Vendredi ; j'eus le temps de l'apercevoir qui se passait un doigt mouillé derrière les oreilles, et mes yeux s'égarèrent : je versai doucement dans le sommeil.

Il y avait déjà toute une éternité que le café Péchin voguait comme une arche ténébreuse sur des flots parfumés d'absinthe et de tabac, quand un souffle torride sur ma face me tira de l'abîme.

— Qu'est-ce que c'est? — disait le docteur. — Qu'est-ce que vous voulez, Bizouarne?

Dans l'éblouissement de la porte ouverte se dessinait à contre-jour la silhouette du garde champêtre. La lumière était si active à l'entour qu'il me parut qu'elle allait attaquer et dissoudre ce corps étranger.

— Monsieur le juge de paix, — disait l'homme...

— Il dort, vous voyez bien qu'il dort, — dit à mi-voix le docteur.

— Je... je vous demande bien pardon, docteur, — soupira Bocquet, — je... je ne dors pas. Qu'est-ce que vous voulez, garde? Qu'est-ce qu'il y a?

— Monsieur le juge de paix, — dit Bizouarne, — il y a qu'on a tué un homme au Ban-de-Moussy.

J'étais complètement réveillé et tout à l'horreur de mon estomac qui m'emplissait l'esprit d'un relent de bière aigrie. L'arrivée du garde champêtre, la gravité de la nouvelle jetée

tout à coup dans le silence du café Péchin, tout cela disparaissait pour moi devant une nécessité urgente ; il fallait fermer immédiatement cette porte ouverte sur la fournaise.

— On a tué un homme au Ban-de-Moussy.

— Fermez donc la porte, — dit alors le juge ; et j'eus l'impression que je parlais avec la laide bouche de M. Bocquet.

Le garde ferma la porte avec humeur et embarras. L'énormité de son message n'engendrait jusqu'alors que d'insignifiantes conséquences. Il en ressentait du malaise et ne le cachait pas. Il se tenait maintenant au centre de la salle ; la crosse de sa canne reposait sur un moignon crochu qui lui tenait lieu de main gauche ; de la main droite, il agitait fébrilement sa casquette. De larges gouttes de sueur tombaient de son visage sur le sol sablé.

— Asseyez-vous, Bizouarne, asseyez-vous, mon ami : il faut boire quelque chose.

Et le juge se souleva, maîtrisant mal une sifflante respiration d'asthmatique.

Le docteur tripotait les cartes d'une main nerveuse. Une sorte de gravité bouffonne venait de s'emparer de son visage. Ayant rassemblé tout le jeu de cartes, il en donna, du tranchant, sur la table, un coup sec qui fut décisif, et, pour le silence, mortel.

— Eh bien ! vous avez entendu, monsieur le juge de paix? On a tué un homme au Ban-de-Moussy.

— Et c'est une vilaine affaire, à coup sûr, — ajouta Bizouarne.

Le garde venait de comprendre que la nouvelle apportée tombait dans une oreille vivante. Il en ressentait une émotion comparable à celle de l'homme qui laisse glisser une sonde dans un gouffre et qu'une secousse informe du succès de son entreprise.

— C'est toujours une vilaine affaire, — dit M. Bocquet ; — c'est toujours une vilaine affaire quand un homme en tue un autre. Prenez donc quelque chose, Bizouarne.

Brusquement, des profondeurs du sol, jaillit la ronde personne du cafetier Péchin. Il apportait de la bière, et une curiosité ardente, sans retenue.

— Ouais ! — dit Le Biel, — elle est bonne cette histoire de

meurtre ! Pensez-vous qu'on songe à s'égorger par une température pareille?

Gaspard ne disait rien. Il regardait tout le monde avec son sourire bleu pâle. Il n'avait pas l'air de s'ennuyer.

— Encore une fois, — accentua le docteur d'une voix haute et nette, — vous avez entendu, monsieur Bocquet, ce que dit le garde? Il vient de se commettre un meurtre au Ban-de-Moussy.

— Un meurtre ! — dit Péchin, et il disposa sur la table une charge de pots écumeux.

Le juge battit des paupières. Il enfonça dans sa barbe une main couverte de taches de rousseur et parut réfléchir.

— J'ai entendu, j'ai bien entendu, docteur. On a tué un homme au Ban-de-Moussy. C'est abominable ! Mais... Mais qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse?

A ce moment, la porte s'ouvrit vivement et on vit paraître M. Lestrange, qui était le greffier de la justice de paix. La figure du docteur exprimait une exaltation croissante qui n'en masquait point la jovialité naturelle. Il s'écria :

— Entrez, monsieur le greffier, entrez et fermez la porte. Il paraît qu'on a tué un homme au Ban-de-Moussy.

Graduellement, mon malaise faisait place à l'événement, Un flot de sueur tiède jaillit de toutes les régions de ma face, comme expulsé par les sentiments nouveaux qui prenaient possession de l'intérieur de mon être. Je regardai Bizouarne, le juge, le docteur, mes jeunes camarades, le sphérique Péchin. le greffier, et je me sentis attentif, rafraîchi, en proie, sans savo r pourquoi, à une douce et stimulante gaieté.

— Monsieur Bocquet, — dit le docteur, — vous m'étonnez.

Puis, se retournant vers Lestrange, il poursuivit :

— Monsieur le juge de paix prétend se désintéresser de l'affaire... c'est à n'y rien comprendre.

— Mais, mon ami, — hasarda le juge...

— Permettez, permettez ! — Et le docteur se leva d'un bond. Il apparut alors, debout, beaucoup plus petit qu'il ne paraissait sur son siège ; nous étions faits à ce phénomène, mais ne laissions pas d'en éprouver de l'étonnement. — Permettez ! — fit-il ; — qu'est-ce qu'il se passe lorsqu'un crime vient d'être commis? Le parquet se transporte sur les lieux. Voilà ! Lisez

les journaux et vous verrez, à n'importe quelle page : on a tué une femme à Chapieux, on a tué toute une famille à Précy, et le parquet s'est transporté sur les lieux, voilà !

— Oui, oui, parfaitement, — approuva M. Lestrange qui avait une jolie moustache et lui donnait des soins incessants avec des doigts courts et gras.

— Eh bien ! oui ! Mon Dieu, oui ! le parquet, c'est bien sûr, — soupira le juge.

— Permettez, cher ami, permettez ! On dit : le parquet s'est transporté sur les lieux avec le docteur Machin ou le docteur Chouette, chargé de procéder aux constatations d'usage. Dit-on ça, ou ne le dit-on pas?

— On le dit, — affirma Péchin.

— Oui, oui, parfaitement, — dit M. Lestrange en soulevant d'un doigt sa moustache pour ne pas la laisser tremper dans la bière de son bock.

Les coudes sur la table, les yeux brillants, Gaspard, Le Biel et moi fixâmes sur le minuscule Vendredi des regards pleins de gratitude. Peu à peu, la chaleur du jour se retirait de nous ; nous la sentions refoulée à distance, dans un remous circulaire, comme la mer Rouge devant les Juifs. Une raison de vivre et de ne plus dormir était entrée dans la salle, et le docteur la greffait profondément, avec soin, sur son auditoire. Nous lui en savions un gré infini.

— Dites-moi, — et le docteur mit un index devant son nez, — dites-moi ce qu'est le parquet, ici, à Moussy.

— C'est que, précisément, il n'y a pas de parquet à Moussy, — râla Bocquet avec un regard suppliant.

— Il n'y en a pas? — répéta le docteur d'une voix douce et triomphante. Il avait fait deux pas et plaça l'extrémité d'un doigt sur le gilet blanc du juge. — Eh ! bien ! Il y en a un ! Le parquet, à Moussy, c'est vous, monsieur le juge de paix, c'est vous tout d'abord...

— Moi ! moi !

— Et c'est monsieur le greffier ici présent. Tous deux assistés, soit de la gendarmerie, soit du garde Bizouarne, que voici. Et le docteur Machin, le docteur Chouette, comme on dit, eh bien, c'est moi-même, en l'espèce, moi-même à la disposition de la justice, pour procéder aux constatations

d'usage. Ce qui veut dire qu'il faut nous transporter sur les lieux.

— Sur les lieux ! Vous n'y pensez pas ! — dit le juge à voix basse.

Il fouillait péniblement sa mémoire et cherchait à délimiter ses attributions. Ce travail intérieur lui coûtait une peine inouïe et lui ridait le front qu'il avait haut, large et pourtant stupide.

— Mon pauvre ami, il fait grandement chaud et c'est dimanche, — prononça le docteur avec solennité ; — mais au-dessus de tout cela, il y a nos devoirs envers la société.

— Oui, nos devoirs, parfaitement.

Ainsi parla M. Lestrange.

— Monsieur le docteur, je vais vous dire, — commença Bizouarne. — Ça s'est passé ce matin, au petit jour, à ce qu'on croit, dans un champ de blé contigu au communal, un champ qui appartient aux Cornet.

— Nous allons nous transporter sur les lieux, mon ami, — dit le docteur en boutonnant son gilet.

— L'assassin supposé est le fils Chemolle ; il est au Ban-de-Moussy à l'heure actuelle ; on le tient.

Le garde champêtre ne semblait plus pouvoir maîtriser son enthousiasme. Comme un incendiaire qui regarde flamber la grange où il vient de jeter un brandon, il contemplait ce groupe d'hommes en sueur qu'il avait surpris enlizés dans l'abrutissement de l'été et qui, maintenant, lui devaient une vie véhémente.

— On a la serpe avec quoi ce mangrelou lui a fait son affaire...

— On a la serpe. Bien ! Bien ! — ponctua Vendredi. — Mais patientez, Bizouarne ; vous ferez votre déposition en temps et lieu.

— Oui, oui, — et Bocquet se leva. — Vous ferez votre déposition...

Le juge avait pris son parti de l'aventure. Il venait de sentir qu'il ne pourrait résister à Vendredi qu'au prix d'un effort intellectuel dont il se jugeait incapable et qui serait encore plus à redouter qu'une promenade au Ban-de-Moussy, dût-elle s'accomplir au cœur de la canicule.

— Transportons-nous sur les lieux, — dit-il.

— Je vais faire atteler la tapissière, n'est-ce pas monsieur le docteur, — fit Péchin qui louait des voitures.

— Faites atteler, Péchin, — approuva le docteur Vendredi. — Faites atteler sans surseoir. Jeunes gens, — ajouta-t-il en se tournant vers Le Biel et moi qui nous étions rués sur nos chapeaux, — jeunes gens, je vais quérir ma boîte à autopsies. Je ne peux pas opérer seul, et votre grade d'étudiant en médecine vous permet de me seconder dans mes fonctions.

Nous acceptâmes avec joie. Une année d'études nous avait rendus tout à fait aptes à ne douter de rien. Nous décidâmes d'emmener Gaspard ; il préparait l'École centrale et n'était aucunement qualifié pour nous suivre, mais nous n'entendions pas en être séparés.

Au moment de monter dans la tapissière, un incident surgit. Le docteur Vendredi s'était installé le premier, flanqué d'une boîte remplie d'instruments fantaisistes ; le juge Bocquet se hissait sur le marchepied, au bruit d'une respiration orageuse, et Péchin rassemblait les guides quand parut M. Demaistre, le percepteur.

Il marchait, comme à son habitude, en s'appuyant d'une main sur une canne et, de l'autre, sur une chaise qu'il traînait partout avec soi. A chaque pas, il lançait ses pieds à droite et à gauche de façon désordonnée ; il était ataxique mais homme de bonne compagnie et on lui portait de l'affection.

Il parvint jusqu'à la voiture et parlementa. Il avait eu vent de l'affaire et voulait être emmené. Personne n'y vit d'inconvénient et on le jucha tant bien que mal sur la banquette ; mais, lorsque le greffier et le garde se furent casés, il se trouva qu'il ne restait plus qu'une seule place. Malgré la chaleur, Gaspard, Le Biel et moi décidâmes d'aller à pied, et nous partîmes.

Une trentaine de personnes s'étaient rassemblées devant le café Péchin ; elles saluèrent d'une vive rumeur le démarrage de la tapissière. M. le juge de paix se découvrit en souriant. Un tourbillon de poussière s'éleva, et c'est ainsi que débuta cette expédition dont tout le département parle encore et qui devait, par la suite, compliquer curieusement les travaux de la justice et les opérations de messieurs les médecins légistes.

***

Le Ban-de-Moussy est un village situé sur la hauteur, à cinq kilomètres au nord du canton. De Moussy, on peut aller au Ban dans l'espace d'une grande heure, par les sentiers ; mais la route carrossable fait de longs détours et monte sur presque tout son parcours. Nous abandonnâmes la voiture pour suivre les coursières.

La chaleur changeait de caractère, sans cesser d'être extrême ; avec les progrès du jour elle devenait orageuse. Nous la trouvions plus irritante qu'accablante, ce qui n'était peut-être dû qu'aux nouvelles dispositions de nos esprits. De gros nuages enflammés se mouvaient insensiblement dans le ciel sans que jamais aucun d'entre eux vînt se placer devant le soleil, ce qui nous valut une après-midi sans accalmie, toute de flamme et d'exaspération.

Nous nous hâtions, dévêtus et haletants. A deux reprises, nous croisâmes la route où nous retrouvions la voiture. Elle montait au pas, dans un bruit de grelots et dans un nuage de poussière. Nous apercevions le juge qui, les membres en pleine résolution, se livrait aux exigences de la carriole ; on l'eût dit secoué d'un hoquet furieux. Le docteur avait étalé ses instruments sur les genoux du greffier. Il nous fit, au passage, un signe affectueux, avec une main qui se trouvait armée de grandes pinces brillantes.

— Du courage, mes enfants ! — nous cria-t-il de loin. — Tout n'est pas rose dans la science.

Nous filions, baignés de sueur, sans rancune contre l'honnête Demaistre qui occupait indûment une large place dans la tapissière. On pouvait le voir, assis dans un coin comme un fantoche ; sa bonne figure trahissait de l'inquiétude et de la satisfaction.

A huit cents mètres du Ban-de-Moussy, à l'endroit où la route devient plate et s'engage entre deux files de peupliers, nous rattrapâmes une fois encore la voiture qui se trouvait arrêtée.

Une vieille femme, la tête couverte d'un journal plié en coin, les pieds nus dans des souliers d'homme, avait saisi les rayons d'une des roues et s'y accrochait de toutes ses forces.

— Ils vont le tuer, monsieur le docteur. Ils lui ont mis un bat-flanc sur le cou et une chaîne entre les jambes. Je vous dis que c'est une pitié. Et ce n'est pas lui, bon Dieu ! ce n'est pas lui qui a tué ce manouvrier.

— Qu'est-ce que vous faites ici, madame Chemolle ? — dit sévèrement Vendredi.

— Ils vont le tuer, je vous dis. Je ne peux même pas rentrer dans le village. Ils m'ont chassée à coups de bouse de vache. Tenez, monsieur, tenez, j'en ai encore plein la tête. Jamais je n'oserai retourner là-bas.

— Permettez, ma brave femme, — dit Vendredi, — permettez ! Si vous avez votre conscience pour vous...

— Moi, monsieur, moi, c'est égal ; je n'ai que du vieux cuir et je peux coucher dans la caillasse. Mais mon garçon, ils vont le saigner comme un porc ; ils vont le griller, dans cette cabane, comme un poulet ; ils lui ont arraché des pleines mains de ses cheveux. Faut pas laisser faire ça, voyez-vous. Mon garçon est un imbécile d'homme, mais c'est pas le quart d'un méchant. Et je vous dis qu'il ne le connaissait même pas ce monsieur...

— Est-ce qu'on va rester là longtemps? — demanda Péchin.

— Ne faites pas attention, monsieur le juge, — hasarda le garde ; — cette femme Chemolle lève le coude... et voilà.

— Moi, — dit Bocquet en sursaut, — moi? Bien sûr que je ne fais pas attention.

— Allons, madame, allons, lâchez la roue, écartez-vous, — ordonna Vendredi. — Si votre fils est innocent, il ne lui sera fait aucun mal.

— Puisque je vous dis que le mal est fait et qu'ils l'ont plus qu'à moitié tué...

— Ayez confiance en la justice, — cria le docteur. — Marchez, mon ami, on nous attend.

— C'est ça, — répéta Bocquet, — ayez confiance en la justice, ma brave femme.

La voiture partit au trot. Nous entendions la voix du docteur qui répétait : « Mais, allons donc ! quand on a sa conscience pour soi ! » La vieille s'assit au bord de la route et commença d'arracher des touffes d'herbe qu'elle jetait devant

elle avec colère. Il me semble que, jeunes tous trois, nous étions enclins à la pitié ; mais le bruit que fit la voiture en s'éloignant nous tira du doute et, comme la pauvresse ne nous regardait point, nous partîmes au pas gymnastique.

Le Ban-de-Moussy était presque désert. Nous débouchâmes sur la petite place presque en même temps que la voiture. M. Audemard, l'instituteur, se tenait sur le perron de l'école pour recevoir les autorités. Il abaissa le marchepied et tendit le poing au juge de paix avec une parfaite courtoisie. Toute la troupe acheva de mettre pied à terre. Gaspard et moi prîmes à cœur de recevoir l'ataxique dans nos bras et de l'installer sur un banc que le maître d'école avait disposé dans un cadre d'aristoloches et de pois de senteur.

— Vous accepterez des rafraîchissements, messieurs?

Et madame Audemard apparut sur le seuil, en peignoir à volants et en coiffure d'intérieur.

— Plus tard, madame, il nous faut d'abord procéder aux constatations d'usage.

M. Bocquet eut un mouvement de la mâchoire plein de soumission et nous nous éloignâmes, sous la conduite de l'instituteur et du garde.

En face de l'école, un petit groupe de paysans armés de gourdins semblait garder le four public. On avait poussé contre la porte une meule hors d'usage.

— Le coupable est sous les verrous, — dit M. Audemard.

— La justice actionnera, — répondit le docteur.

M. Lestrange portait une élégante serviette de moleskine. Nous avions revêtu nos vestes, eu égard à la dignité du cortège. Le docteur Vendredi conservait sous son bras la boîte d'instruments dont il n'avait pas voulu se départir. Il était fort en peine de la serrure qui fonctionnait mal et qui menaçait de laisser perdre une à une les pièces de la précieuse ferraille.

Le sentier que nous suivions chemine à flanc de coteau. La présence du vieux juge ralentissait notre marche. De temps à autre, et malgré la gravité du moment, je glissais hors de l'événement, j'échappais aux circonstances, et, pendant une seconde entière, j'apercevais l'horizon boisé, la vallée ruisselante de chaleur, les pâturages avec leurs troupeaux minuscules, et, très loin, dans un brouillard ardent, un gracieux

aqueduc aux jambages frêles et roses comme les pattes d'un échassier.

— Est-on sûr qu'il ne s'agisse pas d'un suicide? — interrogeait le docteur.

J'écoutais attentivement, mais, dès la minute suivante, je me sentais détendu par une bienheureuse paresse et, regardant à mes pieds les touffes de potentille et de lotier, je ne pensais plus qu'à elles et aux silex enflammés du chemin.

Une rumeur nous avertit que nous arrivions sur les lieux du crime.

***

C'était un champ de blé carré, longé par des sentiers sur deux de ses côtés, et attenant par les deux autres à un pré communal encombré de chardons et de bardanes. Toute la population du Ban-de-Moussy s'était répandue sur les chemins et dans le pré, formant autour du champ une palissade mouvante et bruyante.

D'abord, nous ne vîmes rien. On était au début du mois d'août, les blés étaient debout et mûrs. A notre arrivée, il se fit un silence bref et profond pendant lequel j'entendis très bien le craquement des épis travaillés par la chaleur. Puis le murmure des voix reprit, s'enfla, gagna tout à l'entour du champ et dès lors ne cessa plus.

Était-ce effroi de la mort, crainte d'être compromis dans l'affaire, ou respect du froment, mais personne n'avait pénétré parmi les blés. On distinguait dans leur masse une tranchée à moitié effacée qui se terminait vers le centre ; là les céréales étaient versées, foulées comme si l'orage s'y fût acharné.

Toute la troupe s'engagea sur cette trace. Et on ne tarda pas à découvrir le cadavre qui gisait, le ventre en l'air.

— Écrivez, monsieur le greffier, — dit le docteur, — écrivez : « Le cadavre a été trouvé étendu sur le dos. »

— Mais je n'ai pas d'encre, — observa M. Lestrange avec malaise.

— Eh bien ! écrivez au crayon.

Une nuée de mouches vertes, occupées sur la tête du mort, venaient de s'élever à notre approche.

— On aurait dû prendre des précautions contre les insectes, — s'exclama Vendredi, — ces diptères vont infecter le corps de leurs larves.

Nous formions cercle autour du cadavre. Un moment de silence et d'indécision régna, pendant lequel chacun prit contact avec ce spectacle et s'efforça d'éprouver autre chose que des impressions.

— C'est répugnant, — dit tout à coup M. Lestrange, et il alluma une cigarette, soi-disant pour l'odeur.

— Toi, tu n'as jamais vu de macchabée, — dit Le Biel à Gaspard?

— Si, — répondit Gaspard, avec hésitation. — J'ai vu mon oncle.

— Un oncle, ce n'est déjà plus un macchabée, — remarqua Le Biel. — Comment trouves-tu ça?

— Je ne sais pas... je trouve ça épatant.

Et Gaspard nous regarda tour à tour, avec son beau sourire paisible.

Le juge était appuyé sur sa canne. Son souffle strident ravageait les silences. Soudain, il parut s'étrangler.

— La main, mon Dieu ! La main !

La main droite du mort était fermée sur une poignée de paille qui tenait encore au sol par les racines.

— Eh bien ! Qu'est-ce qu'elle a la main? — demanda Vendredi.

— L'autre, l'autre ! — murmura le juge.

Tout le monde regarda cette main ; elle était coupée au niveau du poignet et ne tenait plus que par un lambeau de peau.

Un peu de confusion suivit cette remarque ; on cessait de voir l'ensemble des faits pour s'emparer des détails ; la veste était empesée d'un sang noir et desséché ; il y avait plusieurs plaies béantes sur le front ; la chemise ouverte laissait à nu un coin de peau blanche, avec un tatouage sous le téton.

— Voilà la serpe, — dit Bizouarne, en poussant du pied une forte lame emmanchée de bouleau.

— Écrivez : « On a trouvé l'instrument présumé... » Non ! n'écrivez rien pour le moment, — dit le docteur. — Il faut emporter le corps; monsieur le juge, faites emporter le corps.

— Mais, mon bon ami, c'est impossible.

— C'est tout à fait possible. Appelez un homme.

— Eh ! là ! — fit le juge en regardant un paysan.

Le paysan, qui se tenait debout au bord du communal, ébaucha un mouvement d'épaules et se glissa derrière les autres.

— Les mouches, — dit le juge, — les mouches l'emporteront par morceaux avant qu'on trouve quelqu'un pour l'enlever d'ici.

Le Biel fit observer :

— Vous avez le droit de réquisitionner du monde.

— Eh ! là ! l'homme, — cria Bocquet. — Eh ! donc, je vous réquisitionne.

Cette phrase produisit son effet. L'air honteux et indécis, un paysan entra dans le champ de blé. Derrière lui, tout le village se rua d'un seul coup, et le champ n'eut plus rien de mystérieux, ni de sacré.

— Circulez ! Circulez ! — grognait Bizouarne.

On avait trouvé une brouette et on s'occupait d'y placer le cadavre.

— Circulez, bon Dieu ! — répétait Bizouarne, et il agitait ce moignon de main gauche qui lui avait valu sa place et une pension.

On ne savait comment disposer sur la brouette le large corps de la victime. Je suggérai de le coucher en travers, ce qui fut fait.

Deux, puis quatre, puis six paysans s'étaient mis à la besogne. Après avoir refusé leurs services, tous maintenant voulaient toucher le cadavre et prendre part à l'aventure.

Un vieillard surgit qui était, à ce qu'il parut, Octave Cornet, le propriétaire du champ.

— Moi, je vois qu'une chose ! voilà mon blé par terre. Ça ne se passera pas comme ça.

— Laissez faire la justice, — dit le juge.

— En avant ! — cria le docteur Vendredi.

***

On fit un détour pour retrouver la grande route.

Tout d'abord venait Bizouarne. Sa casquette à la main, il

allait d'un pas ferme et régulier, manœuvrant sa canne comme un suisse d'église sa hallebarde.

Derrière Bizouarne s'avançait la brouette mortuaire, poussée par le cantonnier. Le cadavre était si contracté qu'on avait pu le placer en travers ; il y demeurait, roide comme une poutre, dépassant complètement l'étroit véhicule à droite et à gauche et en menaçant l'équilibre. On ne put pas, ou on n'osa pas ramener le bras gauche contre le corps. Pendant tout le trajet, il demeura ballant; la main coupée traînait et rebondissait sur la route, tantôt sur la paume et tantôt sur le dos.

Nous marchions derrière le corps, comme à une cérémonie funèbre. Le docteur avait allumé une petite pipe et ne cessait pas de cracher. Il racontait des histoires macabres, riant à tout propos et hors de propos.

M. Lestrange, fatigué, tenait sa serviette à deux mains, comme un écolier; il fumait d'un air maussade. L'instituteur portait un pantalon de velours; la marche froissait l'étoffe qui faisait un cri musical et régulier. Je l'entendais pendant les silences et me souvenais l'avoir entendu déjà en cheminant à côté d'un terrassier ou d'un paysan.

Derrière nous, venait toute la population du village. Elle formait un bouchon serré qui obstruait la route, entre les peupliers.

De temps en temps, le cantonnier criait :

— Hep ! là-bas !

Alors tout le monde s'arrêtait, chaque groupe conservant ses distances et ses caractères.

Le cantonnier s'asseyait une seconde sur un des brancards de la brouette et crachait dans ses mains. Puis il disait :

— Hep ! allons-y ! — et repartait.

Derrière lui, le cortège se remettait en marche. La brouette sautait sur les cailloux et le corps répondait à toutes les secousses. La roue jetait, à chaque tour, un grincement lamentable qui eut bientôt pour toutes les oreilles un caractère rituel et quasi-liturgique.

***

Il fut impossible de trouver une table pour opérer l'examen que le docteur croyait devoir appeler l'autopsie.

— Monsieur le juge, ne vous éloignez pas, — enjoignit le praticien.

— Mais, cher docteur, vous n'allez pas ouvrir le ventre à ce bonhomme aujourd'hui même !

— Il y a certaines constatations qu'il est d'usage d'effectuer sur l'heure, — trancha Vendredi.

Le cadavre attendait, devant l'école. Debout dans les brancards le cantonnier buvait un verre de vin. Un beau soleil couchant éclairait la place publique où s'était rassemblée la foule.

La maison d'école étant le seul lieu communal, dans ce hameau qui ne possède point de mairie, on poussa la brouette dans la cour où les enfants jouent entre les classes.

— Personne ne voudra prêter de table, — dit le garde champêtre. — J'ai demandé au café-billard, j'ai demandé à la ferme ; mais c'est comme si on crachait dans un violon.

— C'est bon, — dit le docteur. — On va dégonder la porte.

Il y avait auprès de l'école une maisonnette dans laquelle on remisait la pompe à incendie. Un des battants de la porte fut enlevé et transporté dans la cour de récréation. Le docteur avait quitté sa jaquette et retroussé ses manches de chemise, il était inlassable et loquace. On disposa la porte sur deux tonneaux.

— Il faut savoir faire feu de tout bois, — disait Vendredi, cependant qu'on hissait le cadavre sur cette table improvisée.

Le juge de paix, le greffier et l'instituteur prirent place sur des chaises. Le percepteur fit son entrée au bras de Gaspard. Il s'installa sur les degrés de la maison, écartant deux jambes maigres dont il ne maîtrisait pas les soubresauts. Peu à peu, la cour se remplit ; une vingtaine de paysans affectaient d'y avoir affaire et d'y être utiles. On entendait sans cesse claquer les portes des urinoirs ; les hommes y entraient à tour de rôle pour se donner une contenance.

La cour d'école n'était séparée des vergers voisins que par une claie d'échalas. Les femmes s'entassèrent derrière cette frêle barrière, et comme les enfants leur tiraient la jupe et se querellaient pour la place, elles commencèrent à distribuer des gifles et à pousser des cris.

— Il faudrait faire circuler la foule, — proposa M. Bocquet.

— Monsieur le juge, — répliqua Bizouarne, — ils sont chez eux, ils sont dans leurs jardins, il n'y a rien à dire.

Le Biel releva ses manches, j'en fis autant et on ouvrit la boîte à autopsies.

— Vendredi, vous n'allez pas vider ce bonhomme-là devant nous?

— Sans doute, monsieur Bocquet, sans doute, — fredonna le docteur ; — mais je vais faire mes constatations. Écrivez : « Le sujet est dans la force de l'âge. » N'écrivez rien encore. On va le déshabiller.

Il fallut fendre la chemise et le pantalon.

— C'est tout de même malheureux de couper un bon pantalon comme ça, — disait Bizouarne, mécontent.

Une rumeur s'éleva de l'autre côté de la clôture. On entendait des cris et, de temps en temps, des rires.

— Ah ! mon Dieu, malheur !

— Ah ! quelle misère !

— Ils ne lui laissent rien sur le corps, — disaient les femmes.

Et elles mettaient devant leur figure un pan de tablier, ou leurs mains dont elles écartaient les doigts.

— Écrivez, écrivez, — dit le docteur.

On chercha M. Lestrange, mais il avait disparu. Gaspard fut prié de noter le procès-verbal. Nous relevâmes neuf plaies sur le corps de la victime. J'étais imbu d'un langage de métier et je dictais sans hésiter :

— Plaie linéaire de la face postérieure du tiers moyen de l'avant-bras... plaie contuse de l'extrémité du médius droit.

Le docteur découvrit une dixième blessure, à la racine des cheveux.

— Mettez : plaie... petite... moyenne... plutôt petite, de la région antéro... antéro... — Il hésitait : — elle est à gauche? Eh bien ! mettez antéro-gauche du front, des cheveux, enfin du cuir chevelu, na !

— C'est admirable, — disait l'instituteur, c'est admirable : autrefois, un meurtre comme celui-ci aurait été complètement étouffé.

Nous considérions l'une des mains du cadavre, celle qui ne tenait presque pas au poignet ; elle était enduite de poussière ;

le traitement qu'elle avait subi pendant le transport l'avait comme limée et couverte d'écorchures. Le docteur dit :

— Les artères sont coupées, la mort est due à une hémorragie foudroyante.

Et, délicatement, il trancha la peau déchiquetée du poignet, pour rechercher l'orifice des artères qu'il ne parvint pas à découvrir.

Nous fûmes distraits de nos occupations par les réflexions des paysans. Ils considéraient les bottes du mort et l'un d'eux murmurait :

— Ç'a de bonnes bottes.

Une grande plaie du bras intriguait le docteur.

— Apportez la serpe, — fit-il.

Son regard erra de l'instrument à la blessure. Il murmura :

— Jamais cette serpe n'a pu faire pareille entaille.

Il y eut un moment d'anxiété, puis le docteur dit à voix haute :

— Un homme de bonne volonté pour porter un coup sur le cadavre avec l'instrument présumé du meurtre.

Un gringalet à poil rouge sortit de la foule.

— C'est la reconstitution du crime, — fit observer le juge de paix.

L'expérience montra que la grande plaie pouvait très bien être le fait de la serpe, et le docteur triompha :

— C'est fini, messieurs.

C'était déjà fini. Il y eut comme un désappointement général. L'obscurité tombait ; on discuta pour savoir où serait placé le cadavre. L'instituteur, hésitant, allait donner les clefs de la salle d'école, lorsque madame Audemard parut à la fenêtre. Elle s'était composé une volumineuse coiffure toute emmêlée de rubans.

— Gaston ! Gaston ! A aucun prix ! Je ne veux pas de cette horreur-là chez moi. Tu veux me faire mourir.

M. Audemard se retrancha derrière le refus de sa femme.

— Vous savez comme elle est nerveuse, — répétait-il.

Et il fut convenu qu'on placerait le corps dans le local de la pompe à incendie.

On nous apportait une bassine pleine d'eau pour que nous puissions nous laver les mains.

— Halte-là, mes enfants !

Le docteur tira de son gilet un paquet de poudre antiseptique. — Enfoncés, les microbes ! — dit-il en faisant mousser le savon sur ses avant-bras charnus

Comme on enlevait le cadavre, un incident se produisit : le garde champêtre réclamait la main coupée, qui avait disparu. On la retrouva finalement sous la table, entre les tonneaux.

— C'est une pièce à conviction, — dit M. Bocquet.

On réunissait les hardes qui avaient appartenu à la victime. Bizouarne enveloppa la main dans un bout de journal et l'introduisit dans une des poches de la veste. Tous ces débris furent poussés sous la pompe et on remit la porte sur ses gonds.

***

— Messieurs, — dit l'instituteur, — vous accepterez une coupe de champagne?

— Ce n'est pas de refus, — accorda M. Vendredi.

Les Audemard avaient, au rez-de-chaussée, une salle à manger qui servait de salon. On y voyait un piano chargé de cache-pot en faïence, et une vitrine pleine de colifichets. Les murs étaient couverts par des daguerréotypes et des diplômes de gymnastique.

Nous retrouvâmes là M. Lestrange. Il lissait sa belle moustache avec application et paraissait un peu pâle. Personne ne fit allusion à sa mystérieuse absence.

J'introduisis le percepteur, convoyé par Gaspard et Le Biel. L'obscurité croissante faisait perdre au malheureux Demaistre tout sentiment de l'équilibre ; il contemplait ses pieds avec des yeux égarés dont les pupilles n'étaient point égales.

On déboucha le champagne. La détonation fut comme un signal. Tout le monde chercha des yeux le bouchon qui demeurait perché dans la galerie du buffet ; à cette occasion, les traits des visages se détendirent et désormais demeurèrent empreints d'une aimable gaieté. Le second bouchon partit dans un flot de mousse. Comme une batterie d'artillerie qui fait sa mise au point et régularise son feu, le champagne atteignit le but dès le second projectile. La dignité générale,

trouée en deux endroits, craqua comme une carène blessée dans ses œuvres vives.

Madame Audemard faisait avec une grâce rougissante les honneurs de son logis.

— On aurait pu souhaiter une occasion moins lugubre, — disait l'instituteur ; — mais c'est beaucoup de plaisir et d'honneur pour nous que de voir ces messieurs réunis au Ban-de-Moussy.

— L'occasion aurait pu être plus mauvaise, — répondit le juge. — L'essentiel est d'être ensemble et d'y trouver de l'agrément, maintenant que le devoir est accompli.

— Qu'avez-vous fait de cette canaille de Chemolle? — demanda Vendredi.

— On l'a enfermé provisoirement dans le four public. Les paysans montent la garde.

— J'ai soigné ce garçon-là pour une angine, — dit encore le docteur. — Qui pouvait penser qu'il en arriverait à l'assassinat?

La fenêtre ouverte donnait sur la place qui était pleine de bruits et de mouvements. Sur le ciel, inondé d'une lumière vive, on voyait des silhouettes d'arbres balancés par la brise du soir.

— Allume les bougies vertes, — dit M. Audemard.

— Messieurs, — prononça le juge, debout, — buvons à nos hôtes, buvons à la prospérité du Ban-de-Moussy.

Tout le monde se leva. La pièce en fut soudain comme rapetissée. La chaleur remuée eut des tourbillons et des remous. Le juge de paix clignait de l'œil devant la suspension. L'instituteur s'en aperçut et la fit tourner légèrement pour interposer entre la lampe et la vue de son hôte une de ces petites plaques de biscuit sculpté qui donnent par transparence une image noire et blanche. Le juge avait l'air ému et sa lèvre inférieure tremblait.

— Dites quelques mots, monsieur le juge, — lui souffla Vendredi à voix basse.

— Pas encore ; tout à l'heure, — répondit M. Bocquet.

On mit à sec les bouteilles de champagne. La conversation se fragmenta, devint irrégulière et houleuse.

— Fais descendre Solange, — demanda l'instituteur à sa femme.

Madame Audemard disparut et revint en poussant devant elle une petite jeune fille qui souriait d'un air honteux.

— Mais c'est notre musicienne, — s'écria Vendredi. — Je l'ai sauvée de la fièvre typhoïde.

Sans qu'on sut comment, la fillette se trouva tout à coup assise devant le piano, entre les bougies vertes. Elle avait l'air d'une mouche dans une toile de lumière. Elle joua le *Corso blanc* et *Dans les blés*. Le percepteur ne dissumulait pas son enthousiasme. Il battait la mesure avec son fume-cigarette. Toute la société applaudit avec frénésie. On voulut faire boire du champagne à l'artiste ; mais il n'y avait plus de champagne. M. Audemard envoya chercher de la bière.

— Il faut couper la boisson, — dit madame Audemard en offrant des gâteaux secs.

— Dites quelques mots, monsieur Bocquet, — ordonna presque le docteur.

— Pas encore, pas encore, — murmura le juge.

Et il devint taciturne en pensant à ce qu'il allait avoir à dire.

La bière arriva. M. Lestrange montra un moyen de la faire mousser en heurtant le bouchon contre le verre de la canette. En un clin d'œil, la bière fut volatilisée.

— Le champagne a frayé le chemin, — disait M. Demaistre.

— Mon cher Audemard, — fit le docteur, — vous allez me laisser offrir une tournée d'apéritifs.

Le docteur était assis auprès de la fenêtre ; il héla un gamin et lui jeta des ordres et de l'argent.

— Docteur, je ne le permettrai pas, — dit très haut l'instituteur.

— Vous nous désobligez, monsieur le docteur, — ajouta madame Audemard.

— Laissez-moi faire ! — et le docteur éclata de rire.

C'était une bouteille de fraisette. Un tel hourra l'accueillit qu'on pensa que la fiole allait éclater sous sa pression.

— Mais c'est trop ! — dit l'instituteur avec reproche.

— Vous n'êtes pas raisonnable, — gronda madame Audemard.

— Vous savez que je suis contre l'alcool, — fit observer Vendredi. — Mais ça, ce n'est pas toxique.

Le Biel avait entrepris M. Demaistre. Il lui parlait à voix basse avec animation. Il heurta soudain contre la table le pied de son verre et cria :

— Monsieur le percepteur va chanter quelque chose.

Le percepteur était fort rouge et souriait en affectant la confusion.

— Mais non ! je ne chante que dans l'intimité.

— Mais nous sommes dans l'intimité, ici, — s'écria Vendredi.

— Nous vous écoutons, monsieur le percepteur.

— *Le Cœur de Mimi*, — réclama Le Biel avec une insistance rythmée.

— C'est ça ! *Le Cœur de Mimi* !

— Vous n'aurez pas la paix ou vous chanterez.

— On connaît vos talents.

Toutes les volontés de la salle s'étaient orientées. M. Demaistre avait l'air d'un prisonnier entre des lances. Il fit un geste comme pour en écarter les pointes et le silence se fit. Le percepteur mit les coudes sur la table et chanta *le Cœur de Mimi*. Depuis qu'il était ataxique, il chantait assis et personne ne s'en étonnait.

Au dernier refrain, la salle entière démarra et tout le monde se mit à fredonner. Le juge, pourtant, restait soucieux. Son discours le préoccupait et, dans l'animation générale, il faisait songer à une souche arrêtée au milieu d'un torrent. La société en prit vite son parti, et le torrent, ne pouvant l'entraîner, lui passa par-dessus la tête.

La petite Solange, qui avait de l'oreille, tapait avec un doigt, sur le piano, les notes du *Cœur de Mimi*.

C'est alors que M. Lestrange se révéla. Il avait gardé jusque là un air de supériorité hautaine et semblait se réserver. Mais le percepteur dit, en terminant :

— A vous, Lestrange !

M. le greffier s'exécuta tout de suite. Il chanta tout ce qu'on voulut bien lui demander. Il connaissait tout, même les choses les plus nouvelles. Il provoqua l'étonnement général en détaillant *la Valse frivole* que Paris venait à peine de faire connaître à l'univers.

— Il est fantastique, ce gaillard-là, — disait le docteur que la musique trouvait toujours sensible !

Madame Audemard improvisait des sandwichs avec du beurre et du pâté de foie gras. Elle sortit un carafon de kirsch ; mais personne ne s'étonnait plus de rien.

Les verres étaient vides, avec une grosse perle rouge dans le fond. M. le juge de paix, écrasait sur la table ses index repliés.

— Silence, s'il vous plaît, — s'écria le docteur.

Le juge commença d'une voix humide et mal timbrée. On voyait des larmes dans l'ombre de ses sourcils touffus.

Après quelques mots de préambule, il parut céder à un grand trouble intérieur.

— Ah ! — s'écria-t-il, — si seulement Ravaud était parmi nous !

Sa respiration devint anxieuse et il dut s'asseoir.

— Remettez-vous, mon bon ami, — dit doucement le docteur.

— Si seulement, — répétait le juge, — si seulement Ravaud était parmi nous !

Nul n'osa le déterminer à en dire davantage. Toute la société applaudit poliment et le juge serra, en tremblant, les mains qu'on lui tendait de toutes parts.

La chaleur devenait intolérable ; j'avais manœuvré assez heureusement pour atteindre la fenêtre. J'y trouvai Gaspard qui me prit par le cou avec une tendresse excessive. L'ivresse n'altérait pas la lumineuse candeur de son regard.

— Regarde, — me dit-il, — regarde comme ces gens s'entendent à la joie.

La vue de la place publique me causa la plus vive surprise.

Il y avait entre la route et l'école une aire couverte de trèfle et de gazon. Le débitant avait sorti des tables et servait du vin. Dans l'ombre, au delà, on apercevait le four communal, gardé par des hommes qui fumaient, riaient et se donnaient des bourrades. Des maisons voisines, les gens sortaient, portant leur bol de soupe qu'ils venaient manger sur la pelouse. Les enfants, circulant entre les groupes avec vivacité, étaient comme le sang de cette chair. La nuit, fort belle, devenait sombre ; on alluma des lanternes et des lampes et on illumina de tous côtés. Gaspard me dit :

— Si ces bougres-là ne se mettent pas à danser, je veux te payer un cigare.

Ils ne dansèrent point, mais on surprit tout à coup le halètement d'un accordéon. On l'entendait sans le voir. Il jouait une valse, et on eût dit que l'obscurité tout entière riait et gémissait tour à tour.

Pourtant, en me haussant sur la pointe des pieds, je devinais, au delà du village, la campagne nocturne, pleine d'insectes et d'étoiles.

Ainsi que la voix du canon domine les rumeurs d'un combat, un billard, captif dans quelque salle basse, criblait le tumulte avec son bruit de mitraille.

Comme les paysans ne dansaient point, je dis à Gaspard :

— Tu me dois un cigare.

M. Audemard vint s'appuyer sur nos épaules.

— Il n'y a pas de fête patronale ici, — nous dit-il tout à coup, — le pays est trop petit.

Nous comprenions. Le Ban-de-Moussy avait sa fête. Il n'avait pas choisi l'occasion; mais il n'entendait plus la laisser échapper. Il la célébra même une bonne partie de cette nuit mémorable, et les gens des villages voisins qui regagnaient tardivement leur demeure durent s'arrêter, boire et participer à l'événement.

J'éprouvais un irrésistible besoin de me dégourdir les jambes. Je gagnai la porte et m'engageai dans le petit corridor. Le contact d'un air pur de tabac et de fumées spiritueuses suffit à me faire concevoir la solitude, en dépit du bruit. Mais je sentais déjà les marches du perron sous mes pieds et je descendis, incapable d'accorder à mes sentiments les bienfaits du temps et du calme.

Ébloui par l'obscurité, je n'avais pas fait trois pas que je faillis trébucher et reçus une grêle de coups de pieds dans les jambes.

— Aide-moi à me relever, mon garçon, — disait la voix du bon M. Demaistre.

Je donnai tout de suite au phénomène son sens et sa portée. Le percepteur avait voulu sortir tout seul, et les ténèbres lui étaient fatales, il avait chu sur la pelouse, parmi le trèfle et les pâquerettes. Il était incapable de retrouver son assiette et agitait ses membres comme un hanneton mis sur le dos.

Je lui rendis la station verticale et le conduisis jusqu'a

banc. Assis côte à côte, nous demeurâmes sans parler. A quarante pas de nous, les lumignons scintillaient, éclairant la face des buveurs. Entre ce vacarme et notre retraite, l'ombre et le silence coulaient comme une rivière majestueuse et limpide. Nous restâmes là pendant de longues minutes. L'arome des pois de senteur tombait sur nos épaules et nous environnait de suavité. Je ne pensais à rien et jugeais qu'il en était de même pour mon compagnon. Cependant, il me frappa doucement sur la cuisse, à un certain moment, et dit à mi-voix :

— Comme c'est drôle ! comme c'est drôle ! Quand le moment de rire est venu, il n'y a pas... faut rire...

***

La voiture vint s'arrêter devant le perron. Les lanternes éclairaient la croupe du cheval ; elles allongeaient en avant deux cônes de lumière rouge qui furent soudain comme deux nasses pleines de moustiques et de papillons de nuit. L'ombre en arrière était plus profonde et plus fraîche.

Le garde champêtre devait passer la nuit au Ban-de-Moussy. Nous pûmes, avec beaucoup de bonne volonté, nous empiler tous dans la tapissière. Je me trouvai pincé entre le juge et Gaspard. Le Biel monta sur le siège, à côté de Péchin qui avait passé sa soirée chez le débitant, mais qui « tenait la boisson ».

— Vous reviendrez nous voir, — cria madame Audemard.

Et la voiture se mit à rouler, d'abord sur le gazon, puis sur le gravier crépitant.

Au bout de cinq minutes, la descente commença. Le frottement des freins nous enveloppa comme d'un cocon ; à travers ce bruit, et plus haut que lui, perçait le chant des grillons, qui ne cessait pas et qui semblait la propre exhalaison de la campagne endormie.

La conversation languissait. J'entendais, dans un demi-sommeil, le docteur et le percepteur échanger leurs vues avec cette gravité que donne la fatigue. Les mots société, crime, justice, instruction, solidarité, et quelques autres, revenaient à intervalles réguliers. Le juge, pris à témoin, répondait des bribes de phrases.

Une comparaison surgit dans mon esprit et peu à peu s'imposa : la voiture, avec ses secousses incessantes, était une manière de tarare. Les cerveaux, agités comme des épis, se vidaient dans l'espace libre entre les corps ; là, les mots sautaient, rebondissaient et se heurtaient les uns contre les autres. Une forte brise s'élevait alors, et c'était bien cette haleine furieuse qui sépare le grain de la paille et de la poussière. Le vent passait et emportait tout ; il ne restait plus rien sur le crible.

Je m'éveillai avant que d'arriver dans la vallée. La voiture descendait toujours, chargée de sommeil comme d'un fourrage touffu. Les guides flottaient sur les reins du cheval, qui connaissait la route et ses devoirs. L'air était vif, et la nouvelle lune courait entre les herbes, au ras du sol.

GEORGES DUHAMEL

SOUVENIRS D'UN ÉTUDIANT SOUS LA RESTAURATION[1]

Ma mère était consternée des nouvelles de Paris, et son orgueil, qui avait blessé tant de monde auteurs de ses prospé-

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 15 avril et du 1er mai 1916 les *Souvenirs d'un lycéen de* 1814, par Adolphe Blanqui.

Adolphe Blanqui, frère du célèbre polémiste, a laissé dans l'histoire de l'économie politique un nom et une œuvre encore estimés de nos jours. Professeur à l'École spéciale de commerce, il succéda à J.-B. Say au Conservatoire des Arts et Métiers en 1833 et devint membre de l'Institut en 1838. Esprit libéral, partisan de l'économie classique, il critiqua la théorie de Proudhon sur la propriété, tout en défendant son auteur contre des attaques violentes et injustes.

Les débuts de Blanqui dans la vie furent difficiles. Né en 1798, il était le fils d'un ancien député à la Convention devenu sous-préfet de Puget-Théniers sous l'Empire. Il conserva toujours pour son père une affection respectueuse et reconnaissante. Sa mère lui inspira des sentiments moins tendres et des jugements tout différents. Après quelques années passées au collège de Puget-Théniers, Adolphe Blanqui entra au lycée de Nice. On a pu lire dans les fragments de ses *Mémoires* cités plus haut combien le régime y était sévère. Des règlements presque militaires soumettaient les élèves à une rigoureuse discipline et les pliaient à un travail assidu. Les études étaient bonnes. L'enseignement était donné par des professeurs distingués, qui laissèrent à leur élève le meilleur souvenir. D'esprit très ouvert, aimant le travail, l'enfant fit d'excellentes humanités. De brillants succès scolaires récompensaient ses efforts, et l'avenir était pour lui plein de promesses.

Cependant l'Empire touchait à sa fin. La campagne de France se déroulait, les Alliés avançaient rapidement. L'écho de ces graves événements franchissait les murs du lycée, troublant les esprits. Brusquement on apprit que Paris était occupé par les coalisés, et les Bourbons rétablis au pouvoir. Les élèves du lycée de Nice, admirateurs des gloires impériales, accueillirent fort mal la cocarde blanche, mais ils durent se résigner.

Les conséquences du changement de régime furent désastreuses pour la famille de Blanqui : son père, destitué, allait se trouver sans ressources. L'enfant avait regagné tristement Puget-Théniers lorsque survint le coup de théâtre dont on va lire le récit.

rités, reçut plus d'un échec la veille de son départ, en dépit de la bonne fortune qui par un hasard vraiment providentiel venait de lui échoir. Cet épisode est en effet le plus singulier qui se puisse imaginer en pareille circonstance, et il prouve que la main de Dieu s'étend toujours sur l'honnête homme, plus qu'il ne pense, dans les conjonctures les plus difficiles. Pendant que nous étions occupés à faire nos préparatifs de départ pour Paris, où mon père espérait, avec l'aide de ses amis, reconquérir un modeste emploi qui assurât du pain à ses enfants, il reçut par la poste, frappé d'un timbre assez fort, une lettre avec inscription d'une main inconnue, au travers de laquelle il était facile de distinguer des caractères imprimés : il la fit refuser, craignant qu'elle ne contînt pas autre chose qu'un de ces milliers de prospectus dont les marchands de Paris inondaient, sans affranchir, les fonctionnaires publics. Ma mère, plus curieuse, paya le port de la lettre et l'ouvrit. Cette lettre, datée d'un chef-lieu de canton du département d'Eure-et-Loir, était écrite par le juge de paix et nous annonçait la mort d'une tante de ma mère qui devenait une de ses héritières : mon père était prié de venir recueillir sa part de succession.

On devine aisément l'effet que dut produire sur une famille ruinée la nouvelle de cette succession inespérée. Le juge de paix ne disait ni quelle était son importance, ni combien il y avait de cohéritiers ; seulement il annonçait qu'il venait de procéder à l'inventaire du mobilier qui était considérable, et qui consistait surtout en argenterie, en tabatières d'or, dentelles de prix, linge de corps et de table, et le reste à l'avenant. La propriété se composait d'une vaste habitation de maître, dite le Château de Grandmont, d'un parc clos de murs, et de terres labourables, d'un seul tenant et de première qualité. Autant que mon père en put juger, c'était une valeur d'environ cent mille francs. Il résolut aussitôt de partir seul pour Paris et d'aller s'assurer par lui-même de l'état des choses afin de préparer, disait-il, nos logements, si Dieu voulait que cette succession pût nous offrir un asile, au moment de la dispersion. Il n'emportait avec lui que la somme nécessaire pour son voyage et pour les avances à faire aux gens de loi; ma mère devait garder le reste pour se mettre en route avec

toute la famille, quand le moment serait venu. Mais hélas ! combien ce jour tant désiré nous parut lent à venir !

Enfin, après quelques mois d'attente, mon père nous écrivait que Dieu avait pitié de nous et que la succession se présentai sous les auspices les plus favorables. Il y aurait un procès à soutenir contre un cohéritier qui se prétendait légataire universel ; mais comme par la seule peur de plaider contre lui les autres avaient préféré renoncer, en faveur de ma mère, à leurs droits à la succession, il se trouvait que si mon père gagnait son procès, l'héritage nous appartenait tout entier. Pour arriver à ce résultat, il ne fallut rien moins que la patience infatigable de mon père et sa rare connaissance des affaires. Il débrouillait avec une habileté infinie la trame dans laquelle essayaient de l'envelopper les avoués de son adversaire, et il eut aussi beaucoup de bonheur en remettant ses intérêts aux mains d'un autre avoué, frère d'un de ses anciens collègues à la Convention, Lesage d'Eure-et-Loir. L'affaire se conduisait au tribunal de Chartres, et ce fut là que mon pauvre père alla s'établir dans un grenier pour réserver ses dernières ressources au profit de la défense du pain de ses enfants. Grâce aux bons conseils de M. Lesage, il gagna sa cause avec tous les incidents, en première instance et en appel, et il se vit enfin envoyé en possession de l'asile où il devait nous recueillir.

Grande fut notre joie quand nous reçûmes enfin l'ordre de partir pour Paris. Ma mère, impatiente d'occuper son domaine, devança avec une de mes sœurs et moi le moment du départ de toute la famille, qui arriva plus tard sous la conduite de madame de Brionville, cette bonne vieille tante dont j'ai déjà parlé et qui était venue passer des jours avec nous à Puget-Théniers, après la mort de son mari. La route des Alpes à Paris fut très longue, et je me souviens que nous ne mîmes pas moins de treize jours à la parcourir. On couchait presque tous les soirs sur de vieilles soupentes, et les diligences suspendues versaient souvent en route dans les passages scabreux. A mesure que nous approchions des départements qui avaient été le théâtre de la guerre, nous trouvions partout des traces d'incendie et de dévastation ; au voisinage des champs de bataille, on voyait s'élever des espèces de tumulus dont la terre, fraîchement remuée, attestait de brusques

inhumations militaires. Çà et là quelques débris humains faisaient saillie, et de sinistres feux-follets scintillaient pendant la nuit de dessous ces monceaux de cadavres.

Enfin, nous arrivâmes à Paris par le faubourg Saint-Antoine, et ma mère, plus pressée de renouveler sa toilette que de visiter son héritage, s'arrêta dans cette ville, d'où je partis le lendemain de notre arrivée pour aller rejoindre mon père à Annay. Ce petit village n'était distant de Paris que de quinze lieues, mais tel était alors le triste état des communications, qu'il me fallut deux jours de route pour m'y rendre, à l'aide d'une charrette de marchand de volaille *non suspendue*. Il était neuf heures du soir quand je rejoignis mon excellent père dans ce manoir qu'il venait de conquérir et où il m'attendait avec un souper frugal et une satisfaction ineffable. Au lieu d'occuper les grands appartements de la maison qui n'étaient pas sans élégance, il était assis au foyer d'une cuisine immense où pétillait un feu de bourrées bien entretenu, et je ne saurais dire à quel point mon cœur fut attendri de voir cet excellent homme plus fier du succès de son procès et de la conquête de notre asile que s'il avait gagné cent batailles. Il se jeta dans mes bras avec affection, me raconta en quelques mots toutes les péripéties judiciaires de l'affaire, les ressources qu'offrait la maison et l'espoir qu'il avait de nous y faire vivre tous, en attendant des jours meilleurs. Quant aux valeurs mobilières de cette succession, ajouta-t-il, comme ceci est un bien *paraphernal*, il appartient à ta mère seule d'en disposer, et nous lui en laisserons la faculté comme de tout le reste. Je ne savais pas alors ce que voulait dire le mot *paraphernal*; je ne le sais guère davantage aujourd'hui, j'ai toujours eu pour le droit écrit, pour la procédure, pour le papier timbré une aversion si profonde que je n'ai pas même lu une seule fois le code civil ; je me suis marié, j'ai vécu époux et père, j'ai acheté, contracté, signé des actes sans savoir ce qu'ils contenaient. Je me serais révolté si l'on m'eût demandé un contrat de mariage, et tout membre de l'Institut que je suis, il n'y a pas bien longtemps que je sais la différence qui existe entre le régime dotal et la communauté. Il m'a toujours paru que c'était une étrange profanation que de faire intervenir des avoués et des huissiers dans le sanctuaire de la famille, et je

la tiens pour singulièrement compromise quand elle est obligée de se réfugier derrière de pareilles gens.

Le lendemain, au lever du soleil, mon père vint me trouver au lit et me proposa de faire, en matière de reconnaissance générale, le tour de *notre parc*. C'était une enceinte de quinze à seize arpents, dont la moitié était dessinée à l'italienne, avec de grands escaliers en ligne droite et en terrasses superposées les unes aux autres ; de longues allées de tilleuls, coupées à angles droits sur le vert foncé des prairies, lui donnaient un caractère de fraîcheur remarquable, et le fond qui s'élevait en amphithéâtre était parsemé de vieux chênes séculaires. Mais partout les murs déchirés par des brèches nombreuses, les terrasses à demi renversées, les arbres mal taillés annonçaient l'abandon et l'absence d'un maître. L'intérieur du château n'était pas moins délabré, malgré les vieux restes de splendeur qu'on y trouvait encore. Il y avait dans presque tous les appartements de grands lits à baldaquins, en damas de soie bleue, rouge, jaune, des fauteuils du temps de Louis XV, des commodes en bois de rose avec ornements en bronze doré, des pendules très originales, et des tables de toilette, toutes garnies de mousseline brodée avec bordure de dentelles. Tout y semblait à l'usage exclusif des femmes, y compris un luxe de baignoires hors de proportion avec le reste. Mon père ne put me montrer le reste du mobilier, nommément l'argenterie et les bijoux ; il avait eu la délicatesse de prier le juge de paix de maintenir les scellés sur ces objets de grand prix, afin que ma mère en prît possession la première et en disposât au gré de ses désirs ; mais, hélas ! ce fut bientôt au gré de ses caprices.

A peine était-elle arrivée, en effet, qu'elle fut frappée d'une espèce de vertige à la vue de ces valeurs facilement réalisables, telles que l'argenterie, les tabatières d'or, les dentelles, les montres de prix. Au lieu de songer à faire réserve de cette épargne inespérée, elle ne rêva dès lors que retour à ses habitudes de luxe et d'ostentation. Elle se couvrit de dentelles pour aller à l'église du village où se réunissaient quelques grossières paysannes, incapables d'apprécier ces belles valenciennes, ces riches points d'Alençon dont elle garnissait le bas de ses jupons ; elle vendit une à une des tabatières d'or qui

représentaient une valeur de sept à huit mille francs, sans en rendre compte à personne et sans faire faire à la maison une foule de réparations indispensables à la conservation de sa propriété. Mon père et moi, les seules personnes de la famille en état d'ouvrir les yeux, nous voyions disparaître avec une sorte d'ébahissement les objets les plus précieux de cette succession, qui auraient pu devenir pour l'éducation de mes frères et sœurs une si puissante ressource. Tout coulait, tout fondait en silence sous une main persévérante et invisible ; et quand mon père et moi nous hasardions une observation respectueuse et détournée, nous étions littéralement écrasés par des paroles telles que celles-ci : « Je n'ai de compte à rendre ici à aucune des personnes *que je nourris*, tous ceux qui ne seront pas contents sont libres de s'en aller. »

C'était clair et net. Après avoir en vain essayé d'arrêter ces dilapidations, mon père épouvanté crut pouvoir y trouver une compensation en ouvrant dans notre maison même une école primaire, où lui et moi nous enseignions la lecture, l'écriture et l'arithmétique aux petits enfants. Notre école libre eut bientôt accaparé tous les enfants du village, et l'instituteur officiel ayant porté plainte au procureur du roi, nous fûmes obligés de la fermer, parce qu'elle avait été ouverte sans autorisation. Mon père ressentit vivement ce nouvel échec qui ne nous permettait plus de combler les *déficits* ouverts par les prodigalités de ma mère, et il fallut nous résigner à voir disparaître ainsi en peu de temps nos dernières ressources mobilières. Je n'ai jamais vu un tel acharnement à vider une maison. On avait commencé par les tabatières d'or, par l'argenterie, puis vint le tour des dentelles, celui des damas de soie, puis les porcelaines de Sèvres, les pendules, les baignoires et jusqu'à la batterie de cuisine quand tout le reste fut vendu. Pas un centime du produit de ces déplorables ventes n'était employé au service de la maison. Ma mère dépensait l'argent du ménage à la manière des enfants. Elle rapportait souvent de Paris de la marée, du gibier, des confitures, de petits bonnets coquets, des robes à la mode, d'excellent café, du chocolat, du thé, d'énormes pains de sucre ; jamais rien d'utile ni de profitable à ses enfants qu'elle semblait pourtant aimer beaucoup.

Après avoir passé quelques mois dans notre asile, sans espoir de voir finir autrement que par une catastrophe un système de ruine aussi persévérant, je me déterminai à quitter Annay et à venir chercher fortune à Paris. Mon père me donna des lettres pour d'anciens amis qu'il avait cultivés en 1793, 94 et 95, tant à la Convention qu'au Conseil des Cinq cents. Mais faut-il le dire? Quand il s'agit de pourvoir à mes premiers besoins pour ce voyage de découverte qui n'était pas sans péril, ma mère se refusa à faire la moindre dépense pour rétablir les débris de mon trousseau ; elle me mit, que Dieu le lui pardonne ! une pièce de quarante sous dans la main, trois ou quatre chemises et quelques mouchoirs dans un sac, et c'est ainsi que je partis *à pied* pour Paris, où j'arrivai le soir même, après avoir fait quinze lieues dans ma journée. Souvenir cruel et doux ! Bien cruel quand je pense à cette indifférence, bien doux quand je me rappelle la figure attendrie de mon père et le geste de désespoir qu'il fit en fouillant dans la poche de son gilet pour me prouver qu'il ne me donnait rien parce qu'il n'avait rien !... Pauvre père !

La première lettre dont il m'avait chargé était adressée à un certain M. M***, homme de lettres, qu'il avait beaucoup connu et qui demeurait rue Taranne. Comme je n'avais pas un moment à perdre et que mon capital, à peine entamé, devait bientôt finir, je courus chez M. M*** pour réclamer ses bons offices. Il commença par m'indiquer un modeste hôtel où je pourrais me loger à crédit, en attendant mieux, et il m'invita à venir lui rendre compte tous les jours de mes démarches pour être placé. Après quinze ou vingt jours d'inutiles efforts, je revenais chez M. M***, lorsqu'au tournant de la rue Taranne et de la rue Saint-Benoist j'aperçus le cadavre de mon malheureux protecteur : tout homme de lettres qu'il était, il avait pris la funeste habitude des boissons alcooliques. et il venait de mourir d'apoplexie à la porte du café voisin, Encore une espérance évanouie ! Le coup me fut sensible, car M. M*** avait en quelque sorte répondu pour moi à mon hôtel, et dès que sa mort y fut connue, on me demanda, sous peine de renvoi immédiat, un autre répondant. Toutefois, ne voulant pas quitter l'hôtel sans y payer la somme de 7 fr. 50

que je devais pour ma quinzaine, et après les avoir inutilement demandés à Annay, je fus assez heureux pour trouver à copier quelques pages pour un voyageur qui me libéra vis-à-vis de mon hôtesse. Je soupçonne même ce brave homme de ne m'avoir fait copier ces pages que pour me tirer d'embarras ; s'il vit encore et qu'il me lise, je serais heureux de lui apprendre que j'avais soupçonné sa délicatesse et sa générosité. Tant qu'il y aura sur la terre un seul homme de cœur et d'âme, il ne faut pas désespérer de la nature humaine.

La faim, l'horrible faim me chassa bientôt de Paris où ma jeunesse ne trouvait pas d'emploi, surtout en raison du costume délabré que je portais. Je revins donc tristement à Annay, pour y être fort mal reçu : « J'étais incapable de gagner ma vie ; j'étais un fainéant, un désœuvré d'autant plus blâmable que seul, parmi mes frères et sœurs, j'avais reçu une éducation complète ; si ces pauvres enfants en eussent reçu une semblable, ils en auraient mieux profité, etc. » Je baissai l'oreille comme de coutume et je fis connaissance, au chef-lieu de canton voisin, d'un ancien prêtre défroqué, qu'on appelait l'abbé Rousseau, lequel était greffier de la justice de paix, grand amateur de livres et possesseur d'une bibliothèque parfaitement choisie. L'abbé Rousseau s'offrit avec beaucoup de bienveillance à me prêter tous les ouvrages qui étaient à sa disposition, à la seule condition que je lui remettrais une analyse écrite ou des extraits raisonnés de chaque volume. En moins de trois mois, je dévorai ceux qu'il voulut bien me prêter, et il avait peine à comprendre la rapidité de mes lectures et l'étendue de mes rédactions. C'est pendant cette période de ma jeunesse que j'ai fait mes plus solides provisions historiques et littéraires. Aucune distraction ne pouvait me détourner de mes lectures continuelles de jour et de nuit, et les plus longs ouvrages ne me causaient pas plus d'effroi qu'une brochure de cinquante pages.

L'abbé Rousseau possédait un exemplaire complet de l'*Encyclopédie*, une collection des *Mémoires sur l'Histoire de France*, les grandes histoires de Niebuhr, de Muller, de Gibbon, de Robertson, l'*Histoire du Pontificat de Léon* X par Roscoë, et tous les grands écrivains littéraires du XVIIe et du XVIIIe siècle, depuis les œuvres de Port-Royal jusqu'aux

livres de Diderot et à l'*Histoire philosophique* de Raynal. En quelques mois de labeur acharné, je lus tout, je dévorai tout, et telle est la solidité de la mémoire à cet âge que c'est dans ce fonds de lectures que j'ai toujours puisé de quoi suffire aux besoins de ma consommation littéraire, pendant le reste de ma vie. J'ai beaucoup ajouté sans doute *au fonds Rousseau*, comme on dit en termes de bibliophile, mais c'est de ce champ fertile que j'ai toujours obtenu mes meilleures récoltes. L'abbé Rousseau était d'ailleurs lui-même un homme très instruit, dont les conseils m'ont été très utiles, sans parler de ceux de mon père, qui relisait mes livres après moi, pour rafraîchir sa mémoire et pour se mettre en mesure de me donner de bons conseils à son tour.

J'en étais là de mes premiers pèlerinages, quand retentit tout à coup la fameuse nouvelle : « Napoléon est débarqué à Cannes, il marche sur Paris ! » « S'il y marche, s'écria mon père, il est sûr d'y arriver, mon enfant, et nous pouvons revoir d'heureux jours ! » En effet, trois semaines après, l'aigle volant de clocher en clocher s'abattait sur les tours de Notre-Dame, ou, pour parler plus simplement, l'Empereur Napoléon arrivait à Paris. Je n'y tenais plus, et je me hâtai d'accourir pour assister à ce grand événement, eussé-je dû mourir de faim à Paris. Je descendis avec quelques pièces de cinq francs dans un petit hôtel de la rue du Jour-Montmartre, et j'attendis en grand émoi le dénouement de ce drame. Le 20 mars, je me tins toute la journée dans les environs du Carrousel, le plus souvent caché sous l'arc de triomphe, à portée de voir jusqu'aux plus petits détails de tous les épisodes de cette mémorable journée. La garde nationale occupait tous les postes et n'avait déjà plus la cocarde blanche au chapeau ; elle empêchait les curieux de stationner sur la place, et elle attendait visiblement l'arrivée des troupes impériales pour se manifester. Aussi, quand, vers trois heures de l'après-midi, les premiers hussards de l'avant-garde eurent pris possession du Carrousel et pénétré dans les tribunes, un grand drapeau tricolore flotta dans les airs, et les gardes nationaux tirèrent de leurs sacs de nouvelles cocardes. Ce furent des cris de *Vive l'Empereur !* à ébranler les murs de Louvre, et je me jetai à

genoux, moi chétif, à la vue de ce drapeau, comme si les hussards eussent arboré l'étendard de ma délivrance !

Non, les hommes qui n'ont pas passé par ces temps d'émotion ne comprendront jamais ce que c'est que les passions politiques. Je demeurai là en extase pendant plus d'une heure, grelottant de froid, après avoir vécu la journée entière d'un simple petit pain, pour attendre les événements. Après les hussards vinrent quelques autres détachements de troupes, couverts de boue et en tenue de marche, d'une malpropreté sublime ; puis, vers le soir, les premiers grenadiers de l'île d'Elbe, avec leurs grands bonnets à poil surmontés de plumets rouges, sans guêtres boutonnées au-dessus du genou, plus silencieux que les autres, harassés de fatigue, mais joyeux et satisfaits du succès de leur œuvre. Ils s'avançaient dans un désordre pittoresque, quelques-uns dépourvus de leurs sacs, d'autres simplement revêtus de leurs capotes et coiffés de leurs bonnets de police, et ils s'emparèrent des principaux postes en arrivant. A leur vue commencèrent à éclater les cris populaires de *Vive l'Empereur !* et la place du Carrousel se remplit de monde. Il ne resta plus, au milieu qu'un grand espace vide, évidemment destiné au passage de l'Empereur lui-même qui n'était pas loin.

Tout à coup le tambour et les clairons retentirent, et à la nuit noire un groupe compact d'hommes et de chevaux se précipite vers l'arc de triomphe : c'était l'Empereur lui-même, dont les soldats s'emparèrent aussitôt, baisant ses vêtements, serrant ses mains, gesticulant, pleurant, criant comme des enfants. Ils disparurent avec leur proie comme une vision, et quelques-uns se répandirent dans les cafés du voisinage, où l'on vit aussitôt le glorieux buste historique couronné de lauriers, inauguré aux cris de *Vive l'Empereur !* au bruit de chansons ironiques ou injurieuses pour les Bourbons. Qui m'eût dit, ce jour-là, que je devais revoir si souvent dans le cours de ma vie de si déplorables et de si pareilles saturnales ? et qu'il y aurait, si près de moi, d'autres énergumènes disposés à traîner aux gémonies le plus grand de tous les hommes, avant trois mois peut-être ? Mais je ne vis dans ce merveilleux retour que celui de nos espérances, et il me parut naturel de penser que mon père, ancien sous-préfet de

l'Empire, devait reprendre ses fonctions, puisque l'Empereur reprenait les siennes. Carnot, ministre de l'Intérieur, se souvint de son ancien collègue de la Convention, et mon père fut nommé sous-préfet de Marmande, dans le département de Lot-et-Garonne, avec ordre de se rendre immédiatement à son poste.

Les fonctions publiques n'étaient pas des sinécures alors, et dans le Midi surtout, agité par l'esprit royaliste, elles n'étaient pas sans danger pour les fonctionnaires de l'Empire.

Les Bourbons, dans le délire de leur surprise, avaient mis l'Empereur hors la loi, et ils avaient ordonné de lui courir sus : le congrès de Vienne venait de le mettre au ban des nations : ce qui se faisait contre lui, ce n'était plus de la politique, c'était de la fureur, de la haine, de la vengeance, et les partis se considéraient à l'état de guerre à son égard, en dépit de la présence réelle et matérielle de son gouvernement. Mon père se hâta d'aller occuper sa sous-préfecture, laissant ma mère à la campagne et moi à Paris pour l'informer de la marche des événements. Il espérait d'ailleurs que je ne tarderais point à me placer utilement sous le nouveau régime, en ma qualité de fils d'employé. Nos illusions ne durèrent pas longtemps. Déjà mon père m'écrivait que sa position n'était plus tenable à Marmande ; les partisans des Bourbons poussaient l'audace jusqu'à venir insulter le drapeau national qui flottait à sa porte ; il disparaissait presque toutes les nuits et il n'y avait pas de troupes disponibles pour le préserver de ces affronts continuels. D'un autre côté, les fonctionnaires n'étaient pas payés ; tous les fonds étaient consacrés aux dépenses de l'armée, et mon père allait se voir réduit à vivre des abricots du jardin de sa sous-préfecture, quand la catastrophe de Waterloo mit fin au régime impérial et à nos dernières espérances.

Pendant ces trois mois de crise, je vivais à Paris dans un état perpétuel d'excitation, à l'aspect des événements de chaque jour. J'assistais sur les tertres du Champ de Mars à la cérémonie froide et compassée du Champ de Mai, je voyais passer cette glorieuse et funèbre revue des troupes qui allaient mourir à Waterloo ; les plus tristes pressentiments agitaient mon cœur. Je comprenais très bien le désaccord naissant des

grands pouvoirs de l'État. Je rencontrais chez le comte Lanjuinais, ami de mon père et président de la Chambre des représentants, les coryphées de l'opposition absurde et criminelle de ce temps, qui devaient bientôt livrer à l'ennemi l'Empereur lui-même, seul capable de les sauver. Quels grands coupables la vindicte nationale a épargnés parmi tous ces hommes de 1815 ! Quelles incapacités ont dominé et perdu la France à cette époque, sans parler des traîtres et des lâches ! Tout mon sang bouillonne encore, lorsque j'y pense et depuis que l'histoire a dévoilé une partie des mystères honteux de cette année néfaste ; il n'y a pas de cœur français qui n'eût saigné comme le mien, à la vue de ces braves soldats qui revenaient de l'armée tout couverts de blessures, suivis et traqués par la cavalerie légère de l'ennemi, eux que j'avais vus partir si pleins d'enthousiasme trois semaines auparavant.

L'Empereur avait précédé à Paris les débris de son armée, espérant trouver appui dans les deux Chambres. Il avait été reçu cordialement par le peuple et il n'a tenu un moment qu'à lui de culbuter les résistances qu'il rencontrait sur son chemin, mais il était fatigué, brisé sous la main de fer de l'adversité, et il plia ce jour-là devant le destin ; je vois encore toute humide sur les colonnes du Palais-Royal la proclamation qu'il nous adressait en partant et qui finissait par cet avertissement mémorable : « Français, demeurez unis, si vous voulez rester une nation indépendante ! » Hélas ! comment rester unis, quand nous étions livrés par des traîtres comme Fouché de Nantes, et quand des généraux sans génie tels que ceux auxquels échut alors le commandement de l'armée française, bornaient leur ambition à se retirer derrière la Loire pour vendre la France aux alliés ! J'ai vu commettre, depuis cette fatale époque, bien des crimes politiques ; mais j'avoue que je n'ai jamais compris qu'il y ait eu prescription pour des crimes tels que ceux de 1815, et plus tard pour les bandits de 1848, les plus grands scélérats, selon moi, qui aient livré notre pays, les uns à l'étranger, les autres à l'anarchie ! Ces affreux attentats devraient être poursuivis de génération en génération ; on n'en devrait jamais laisser librement respirer les auteurs et leurs noms, justement maudits, devraient figurer en permanence au pilori de l'histoire !

La chute de l'Empereur fut le dernier coup porté à notre famille : mon père, désigné sous le nom d'employé de l'*usurpateur*, eut beaucoup de peine à revenir dans son humble retraite d'Annay, en traversant à pied le Midi de la France, alors si vivement remuée par les passions royalistes, et, comme il n'avait pas touché un centime de son traitement, il dut vendre sa montre en route pour achever ce pénible voyage ; mais sa fermeté d'âme ne l'abandonna pas un seul jour.

Bien qu'il n'eût laissé à Marmande que des souvenirs honorables par la modération de son caractère et la douceur de son administration, il pouvait craindre d'être recherché pour le seul fait d'avoir servi l'Empereur, et on lui conseilla de prendre un passeport qui n'indiquât point ses qualités ; il s'y refusa absolument et il se borna à éviter en route le séjour des grandes villes où les passions effrénées de la réaction naissante pouvaient compromettre sa sûreté. C'est ainsi que nous le vîmes arriver un matin, son bâton de pèlerin à la main, accompagné d'un petit paysan qui portait son sac de voyage, et si heureux de nous revoir qu'il nous parut délassé en un instant de cette course à pied de cent cinquante lieues.

J'avais passé à Paris toute la période des Cent jours, vivant de privations et en occupant mon temps à de longues lectures dans les bibliothèques publiques. C'est alors que je fils la connaissance d'un ancien ami de mon père, le député Dumolard, qui avait une femme charmante, point jolie, mais fine, spirituelle et du commerce le plus agréable. Elle se plaisait à me faire raconter ce qu'elle appelait *ma petite histoire*, précisément celle que je viens d'écrire, et elle s'attendrissait au récit de mes premières aventures. « Mais que deviendras-tu, malheureux, disait-elle, si tu t'enfouis dans ton village? Et pourquoi ta mère ne t'aime-t-elle pas? Pourquoi n'es-tu pas mon enfant? Viens dîner avec moi tous les lundis, je t'aiderai, si Dieu veut, à faire ton chemin, puisque je n'ai pas d'enfant, moi ! » Je dînais fort rarement à cette époque, mais ces mots : « Viens dîner avec moi tous les lundis », quelque attrayants qu'ils fussent au point de vue gastronomique, m'humilièrent un peu et je balbutiais au lieu de répondre. « Viens dîner tous les vendredis aussi, si tu veux », ajouta madame Dumolard avec un accent ineffable de bonté. Pour

le coup je fus atterré. Il devint évident pour moi que cette excellente femme avait découvert le secret de ma table, et qu'elle m'offrait cordialement l'aumône, c'est-à-dire le pain de la pitié ; grands dieux ! mon orgueil en éprouva un vif sentiment d'humiliation, et je dois dire ici comment je vivais, en effet, dans ces horribles temps de misère et de deuil. Pourquoi ne le dirais-je pas? par quelle fausse honte cacherais-je les détails instructifs de cette lutte énergique d'un jeune homme de cœur aux prises avec la misère, et qui la regarde en face sans sourciller?

La vérité est qu'alors, au lieu d'une souffrance physique, j'en éprouvais deux, et puisqu'il faut tout dire, la faim n'était pas la plus forte. Mes repas, en dehors de ceux que je vins prendre plus tard chez madame Dumolard, consistaient en un de ces petits pains frais qui sont si succulents à Paris, et en un cornet de pommes de terre frites, dont la fabrication en grand était établie à cette époque sur les trottoirs du Pont-Neuf. Cinq sous par jour suffisaient à ma consommation. Dans les grands jours, je me permettais un poisson frit, puis j'allais étancher ma soif à la fontaine de la place de l'École, près du Louvre et à la descente du Pont-Neuf. Peu à peu, la marchande de fritures, heureuse de me voir revenir, client fidèle à son échoppe ambulante, me fit ma part de plus en plus considérable, au point de me constituer un véritable repas avec ses pommes de terre et mes deux pains de deux sous. Mais hélas ! *non de solo pane vivit homo*, selon les belles paroles de l'Écriture ; l'homme a aussi besoin de linge propre, et le blanchissage ne s'achète point en cornets sur le Pont-Neuf. Ma plus vive souffrance vint du manque de linge qui me rappelait plus amèrement que la faim au sentiment de ma misère, et surtout qui la laissait voir.

Mon parti fut pris dès ce moment, et je me déterminai à revenir à Annay pour essayer d'obtenir peu à peu l'équivalent d'un trousseau présentable qui me permît d'occuper un poste quelconque à Paris. Ce ne fut pas l'œuvre d'un jour, et il ne me fallut pas moins d'un an pour arriver à mes fins, pièce à pièce, à l'instar de la fourmi qui amoncelle ses provisions grain par grain. La vieille mère Brionville m'y aida beaucoup.

Elle me confectionna plus d'une chemise en cachette, ramassant çà et là tous les chiffons pour m'en faire des gilets, des cravates et d'autres petits objets de toilette. Je repris mes lectures et mes analyses à la bibliothèque de l'abbé Rousseau, et ma patience fut mise à de nouvelles épreuves par le séjour des troupes prussiennes qui occupaient notre village, dépendant du quartier général de Bulow, établi à Chartres. Le maire d'Annay, mauvais paysan, dévot et grossier, avait logé chez nous en subsistance l'état-major d'un régiment de hussards, d'abord parce que notre maison était la plus logeable du pays et surtout parce qu'il était fort aise de montrer du zèle en faisant payer par un ancien fonctionnaire de l'usurpateur les charges de l'invasion. Huit officiers, dont un colonel, vivaient à discrétion parmi nous, achevant d'engloutir le peu de valeurs disponibles qui avaient échappé à la sagacité de ma mère ; bientôt il fallut songer à aliéner de fortes coupes de bois et à abattre les arbres séculaires du parc.

A chaque instant arrivaient de Chartres des officiers d'état-major, dont nous étions contraints d'héberger les chevaux et les ordonnances, et qui commettaient des gaspillages inouïs, l'un demandant du sucre pour son cheval, l'autre faisant aromatiser son bain de pieds avec de l'eau de Cologne. La volaille, les vins fins, les liqueurs disparaissaient à vue d'œil, et déjà les officiers qui s'apercevaient de notre pénurie, s'expliquaient en termes sévères sur nos mauvais sentiments. Ma mère perdait patience et leur répondait avec vivacité qu'à l'impossible nul n'était tenu. « Comment, madame, est-ce qu'il y a quelque chose d'impossible pour des hommes tels que nous, qui ont chassé devant eux Bonaparte *à coups de pied*, depuis Waterloo jusqu'ici ! » Et se tournant vers le planton qui était debout derrière lui : « Fritz, lui dit-il, allez chercher le gobelet où ce Bonaparte a bu son dernier coup, pour que je le fasse voir à madame, qui paraît tant l'aimer ! » A quoi ma mère, plus prompte que l'éclair, répliqua de l'air le plus noble et le plus digne : « Colonel, vous paraissez oublier que je ne suis qu'une faible femme entourée de soldats, mais je dois vous dire que j'ai connu un officier français qui m'a fait voir, il y a déjà longtemps, le gobelet où le roi de Prusse a bu à la bataille d'Iéna. » Bien répondu, n'est-ce pas ?

J'ai pardonné bien des mots durs à ma mère en souvenir de celui-là.

Cependant la position était devenue tellement insoutenable que force nous fut de nous soustraire à ces réquisitions. Il y avait dans l'état-major des hussards un jeune sous-lieutenant nommé Dresky, originaire de Schweidnitz en Silésie, à peine âgé de dix-sept ans, avec lequel je m'étais lié à l'aide de la langue latine que nous parlions tous deux. Il sentait vivement les embarras de mon père, et il ne comprenait pas qu'on lui imposât sans compensation la plus forte charge de la commune. Dès que je lui eus fait entendre que cette iniquité dépendait des mauvais sentiments du maire à notre égard, et que la règle était de répartir entre tous les habitants le fardeau des réquisitions, il me promit de ramener son colonel à de meilleurs procédés et il tint religieusement sa parole. Le maire royaliste fut mandé, et le colonel lui signifia qu'à l'avenir c'est lui qui serait responsable de la régularité du service de bouche *au château*, sous peine de vingt-cinq coups de bâton par chaque manquement ; un sous-officier armé du noisetier classique lui fut présenté comme chargé d'affaires et autorisé à mener à bonne fin toutes les négociations. Le maire eut beau invoquer ses bons sentiments pour réclamer l'indulgence : « C'est parce que je compte sur vos bons sentiments, lui dit le colonel, que je ne crains rien pour vous ! » et il lui remit en même temps le menu formidable de toute la semaine.

A l'aspect de cette liste capable de faire pâlir Gargantua, le maire demeura stupéfait, me suppliant d'intervenir, alléguant l'impossibilité de suffire à de telles dépenses et l'absence de moyens de transport pour faire venir de Chartres tant de pâtés et de bouteilles de vin. Je lui montrai notre basse-cour dégarnie de volailles, notre cave veuve de son vin, et je l'engageai ironiquement à faire appel aux zélés de la commune pour fêter dignement nos amis les ennemis. Il finit par prendre bravement son parti, et tant que dura le séjour des Prussiens à Annay, nous ne manquâmes de rien. Deux écoliers espiègles avaient lâché l'un contre l'autre un colonel et un maire également violents et absurdes, et je pouvais me féliciter d'avoir tout à la fois délivré et vengé mon père des avanies de ces suppôts de la Restauration, sans qu'il en ait coûté une égrati-

gnure à personne. Quel temps et quelles leçons ! Ces insolents Prussiens avaient poussé l'audace jusqu'à poser des factionnaires devant nos espaliers et nos treilles, et il nous était interdit de toucher à nos pêches et de manger une grappe de notre raisin. *Væ victis !*

Enfin le moment arriva où la mère Brionville eut achevé mon trousseau, et je songeai de nouveau à regagner Paris pour y trouver des moyens d'existence ; j'étais surtout préoccupé du soin d'élever mes frères et sœurs, et de gagner de quoi payer le prix de la pension des plus jeunes, les seuls pour qui désormais l'éducation pût avoir des résultats efficaces. Après quelques jours de recherches, j'obtins pour un maître de pension établi à Bourg-la-Reine, près Paris, une lettre de recommandation très pressante.

— Vous êtes bien jeune, monsieur, — me dit-il, — pour conduire des jeunes gens tels que ceux que j'ai ici, presque tous aussi âgés que vous ; mais enfin vous me semblez doué de bonne volonté, je vais vous mettre à l'épreuve. Ma maison se compose de soixante élèves environ, mon intention est de n'entretenir qu'un seul maître qui fasse tout, qui leur enseigne le français, le latin, les mathématiques et l'histoire, qui veille sur eux, qui mange au réfectoire avec eux, qui couche au dortoir parmi eux, qui les conduise en promenade, en un mot, qui ne les quitte jamais. Je donne trois cents francs par an, la table, le logement et le blanchissage. Si la proposition vous convient, tout est dit. Vous pouvez venir dans trois jours.

— Ainsi monsieur, — lui dis-je, — je n'aurai jamais un seul instant de libre?

— Jamais, vous le voyez, à moins que je ne garde moi-même vos élèves.

Je m'inclinai profondément et j'acceptai du fond du cœur avec joie. M. Gallois était tout à la fois maire et maître de pension à Bourg-la-Reine. Sa physionomie un peu froide et sévère ne me déplut pas, parce qu'elle était empreinte d'un certain caractère de bonté ; mais sa femme m'inspira une peur extrême par son air dur, sa haute taille maigre et sèche, et la rudesse de sa parole :

— Vous savez, monsieur, — me dit-elle, — que la saison n'est pas aux ortolans. Depuis la disette (c'était celle de 1816) nous

faisons notre pain nous-mêmes et nous y ajoutons beaucoup de fécule. Nous buvons aussi de la bière, à cause de la cherté du vin. Si vous avez d'autres habitudes, il faut y renoncer.

Hélas ! je n'avais alors que l'habitude de boire de l'eau et de manger des pommes de terre frites sur le Pont-Neuf, et cette brave femme ne se doutait pas que j'allais faire chez elle mes premières expériences de gastronomie. Je me hâtai d'annoncer cette bonne nouvelle à mon père, et le troisième jour, je fus solennellement installé dans ma chaire. M. Gallois me présenta un à un tous ces petits garçons, me remit la liste de leurs noms avec ses observations à l'appui, et, après m'avoir exposé son programme, il se borna à me dire :

— Faites pour le mieux, je vous jugerai bientôt par vos œuvres.

Œuvre difficile, en effet. Il ne s'agissait de rien moins que de passer des journées entières avec cette troupe de jeunes écervelés, qui avaient été fort mal conduits jusque-là et qui ne devaient pas éprouver beaucoup de considération pour un maître à peu près de leur âge. Cependant ils ne tardèrent point à voir au zèle que je mettais à faire leurs leçons, que je savais mon métier et qu'il leur serait difficile de me surprendre en flagrant délit ; je me posai aussi plus intraitable que je n'étais en matière de discipline et de soumission à la règle. Peu à peu toutes les mauvaises traditions disparurent et je mis à profit celles du lycée de Nice et ses excellentes méthodes pour établir les choses sur un bon pied dans ma nouvelle résidence. M. Gallois me félicitait avec effusion de ces résultats, et il avait une telle confiance en moi qu'il me permit un jour de conduire mes élèves en promenade jusque dans l'enceinte de Paris, et de les laisser à leur propre garde dans le jardin du Luxembourg pour me donner le temps de faire une visite en ville à madame Dumolard. Un seul élève s'était écarté de la troupe pendant ma courte absence, et il ne revint que le lendemain matin, au grand mécontentement de M. Gallois. Madame surtout était indignée et ne perdit aucune occasion de me témoigner son ressentiment. Les élèves ne tardèrent pas à s'en apercevoir, et ils essayèrent de regagner sur moi tout le terrain qu'ils avaient perdu. Je fus averti un soir par l'un de ces enfants auquel je donnais des soins particuliers, qu'il y

avait une conspiration organisée contre moi ; qu'à un moment donné les lampes devaient être éteintes et qu'aussitôt pleuvrait sur ma tête une grêle de dictionnaires, d'encriers, de projectiles de toute espèce. Le pauvre enfant qui me donnait cet avis charitable demandait à aller à l'infirmerie, afin de ne pas se trouver mêlé dans la bagarre.

Je me hâtai de faire part de cet incident à M. Gallois, qui se borna à hausser les épaules et qui me demanda si j'avais peur.

— Vous verrez bien que non, — lui dis-je, — si la bataille commence, mais je vous préviens que j'irai jusqu'à l'effusion du sang si je suis attaqué. Tenez-vous sur vos gardes.

En effet, le soir même, comme je parcourais silencieusement les coins et recoins de ma salle d'étude, j'aperçus des préparatifs de combat. Tous les dictionnaires étaient placés sur les pupitres, presque tous les gros volumes étaient en évidence, d'immenses encriers de plomb que je n'avais jamais vus, semblaient tout disposés pour une attaque en règle, et de petits fils à peine visibles aboutissaient aux lampes pour les éteindre toutes au premier signal. Quand les principaux meneurs se furent aperçus que j'avais fait la découverte du complot, l'un d'eux s'écria : « Voilà le moment de commencer le feu, en avant les dictionnaires ! », et aussitôt les lumières furent éteintes et ma chaire fut encombrée en un instant d'une centaine de volumes. Les encriers de plomb avaient fait de telles brèches aux murailles, que j'eusse été tué infailliblement si j'étais resté debout ou assis dans cette chaire. Mais loin d'attendre philosophiquement comme César les premiers coups de poignard de ces petits Brutus, j'avais pris l'initiative et je m'étais rué sur eux, armé d'une canne, frappant d'estoc et de taille, et en accompagnant mon exécution des plus horribles menaces. En quelques minutes, la salle d'étude était évacuée par les fenêtres du rez-de-chaussée ; plusieurs élèves étaient couverts de contusions, et je restais maître absolu du champ de bataille.

M. Gallois accourut au bruit du tumulte pour recueillir les blessés. Deux ou trois l'étaient assez grièvement, et, par un bonheur providentiel, je n'avais pas été atteint. On ralluma les lampes éteintes, on fit l'appel des combattants, et grande fut leur surprise lorsqu'ils virent qu'un seul homme avait suffi

pour les mettre en fuite et les faire sauter tous par les fenêtres. Madame Gallois était indignée de ce que j'avais osé me défendre, et sa sollicitude se porta naturellement sur les excellents petits sujets qui voulaient me tuer un quart d'heure auparavant. On en envoya trois ou quatre à l'infirmerie pour rejoindre celui qui m'avait donné cet avis salutaire, et tout rentra dans l'ordre accoutumé. Mais mon patron ne me pardonna point la victoire que j'avais remportée, quoiqu'elle eût rétabli l'ordre dans sa maison et assuré mon pavillon pour longtemps. Madame Gallois me suscitait chaque jour des difficultés nouvelles, rognait ma part de nourriture déjà fort modique, versait énormément d'eau dans ma bière et me faisait refuser par les domestiques une foule de services indispensables. Il était évident que ma ruine était décidée et qu'à la première occasion je recevrais mon congé. Je résolus de le donner, et après m'être assuré d'une place à Paris même, je cessai mes fonctions dans la maison Gallois.

Le chef d'institution chez lequel je devais m'établir à Paris demeurait rue de Jarente au Marais et s'appelait M. Boucher. Il était veuf et le gouvernement matériel de sa maison était dévolu à une servante-maîtresse, qui le consolait évidemment de son veuvage. Rien de plus triste et de plus révoltant que ce local : il y avait un étal de boucherie au rez-de-chaussée, et comme à cette époque les abattoirs n'étaient pas encore finis, les bouchers tuaient le bétail dans leurs boutiques, d'où s'échappaient des flots de sang que les élèves étaient obligés de traverser pour aller au collège. Nous entendions tous les jours le bruit sourd que faisaient les animaux en tombant sous les coups de l'assommoir, et nous étions poursuivis jusque dans nos salles d'études par l'odeur du sang, de la chair et du suif qui s'exhalait de ce charnier lamentable. Je ne fis que passer par la pension de M. Boucher. L'époque des vacances approchait, et je me promis d'en profiter pour trouver enfin une maison honorable où je pusse enseigner quelque chose et apprendre davantage. Cette occasion s'offrit bientôt, et je fus présenté à l'un des plus respectables chefs d'institution de Paris, M. Massin, qui a laissé une réputation sans rivale dans la carrière de l'enseignement public.

Ici commence véritablement mon entrée dans le monde ou plutôt ma sortie définitive de la misère et des aventures. M. Massin comptait près de cinq cents élèves dans son institution, tous appartenant aux meilleures familles de France, et sa maison était organisée sur un pied remarquable. Il me promit de m'employer dans son établissement après les vacances, et en attendant, il me proposa de passer le temps de ces vacances auprès des enfants [1] de M. le baron Hély d'Oissel, conseiller d'État, dans un château voisin de Rouen, sur les bords de la Seine. Je partis de Paris pour rejoindre mes deux jeunes élèves et j'arrivai au château d'Oissel, résidence de leur mère, seule alors avec eux. La vie m'y fut très douce et partagée entre mes devoirs de professeur et une foule de promenades sur terre et sur eau; j'avais des livres à discrétion, peu de chose à faire, des hôtes gracieux et bienveillants : ces deux mois s'écoulèrent comme un beau jour. M. le baron Hély d'Oissel ayant appris, en arrivant à Oissel, au moment de mon départ, comment j'avais rempli mes devoirs, m'appela dans son cabinet et me remit un billet de cinq cents francs en me disant :

— Je sais, monsieur, avec quelle exactitude vous avez fait travailler mes enfants. Je regrette beaucoup d'avoir été retenu à Paris et de ne pas avoir profité de l'occasion de cultiver votre connaissance; mais je dirai à monsieur Massin, quand mes enfants rentreront chez lui, comment vous vous êtes conduit chez moi ; acceptez ce billet pour vos frais de voyage.

Le compliment me parut encore plus flatteur que le billet, venant d'un homme aussi distingué que le baron Hély d'Oissel, une des lumières du Conseil d'État, à cette époque où le Conseil d'État comptait tant d'hommes forts que l'Empire lui avait légués.

(*La fin prochainement.*)

ADOLPHE BLANQUI

1. L'aîné de ces messieurs est aujourd'hui membre élevé de la magistrature de Paris, le cadet a été longtemps maître des requêtes et conseiller d'État.

PAUL VERLAINE

ET L'ANGLETERRE

(1872-1893)

D'après des Documents inédits.

> Cette joyeuse vieille Angleterre, — Bournemouth, Lymington, Brighton, — paix, repos, bénédiction, séjour terrible et charmant de mes années d'exubérance.
>
> P. VERLAINE. — *Souvenirs*[1].

Nous avons peu de poètes qui aient vécu en Angleterre plus longuement ou plus fréquemment que le fit Paul Verlaine. Il y fut à sept ou huit reprises ; l'un de ses établissements y dura près de deux ans, et en ajoutant l'un à l'autre les séjours qu'il fit à Londres ou dans la campagne anglaise, on constate que ce n'est pas moins de trois années que le poète a passées ainsi de l'autre côté du détroit.

S'il n'apparaît pas que sa pensée ni son art aient subi fortement l'influence directe des écrivains ou des artistes anglais et si ses séjours n'ont imprimé ni sur son œuvre ni sur sa

1. *Œuvres posthumes*, t. I, p. 205.

personne un caractère emprunté à l'Angleterre, il n'en reste pas moins que Verlaine a marqué, par la fréquence de ses voyages, le goût qu'il nourrissait pour ce pays et qu'il en avait gardé des souvenirs précieux.

Si même l'on accorde que le premier séjour qu'il y fit doive être bien plutôt attribué à la force des circonstances qu'à un choix particulier, les autres voyages qui l'y conduisirent ont été, en quelque sorte, les conséquences d'une attraction profonde et diverse dont son œuvre n'est pas sans nous révéler, par plus d'un endroit, la persistance.

Ces divers séjours prennent place entre les années 1872 et 1893, c'est-à-dire depuis le moment de ses premiers succès jusqu'aux approches de sa mort, durant la période la plus expressive, la plus active, et tout à la fois la plus agitée, la plus digne ou la plus déplorable qu'ait connue le poète.

L'Angleterre a pu voir paraître très diversement cet homme singulier que se partageaient de bonnes intentions et d'irrémédiables faiblesses. Tour à tour édifiant et lamentable, inconnu et presque célèbre, citadin épris de « bars », ou amant ingénu des paysages verts, Paul Verlaine s'y est montré sous tous ses aspects, on pourrait presque dire, dans toutes ses transformations, si sa volonté y eût eu quelque part, et non pas cet esprit qui souffle où il veut, c'est-à-dire assez volontiers à tort et à travers.

Pour divers qu'aient été les aspects et les circonstances de la « vie anglaise » de Verlaine, elle se peut toutefois réduire à trois moments ; l'un où il n'était qu'un simple touriste allant chercher loin de Paris un divertissement à des incommodités personnelles ; le second où, contraint de travailler et sentant la nécessité d'une discipline, il se donna celle d'enseigner de jeunes Anglais dans des collèges ; le troisième enfin qui nous montre Verlaine célèbre, convié par des admirateurs à collaborer à des revues londoniennes et à venir parler à Londres, à Manchester ou à Oxford des poètes de son temps et des raisons de sa propre notoriété. On pourra trouver ici quelques lumières nouvelles sur cette triple apparence.

I

« *Birds in the night* »

Par instant je suis le pauvre navire
Qui court, démâté, parmi la tempête,
Et ne voyant pas Notre-Dame luire,
Pour l'engouffrement en priant s'apprête.

P. V.

C'est dans les derniers jours de septembre 1872 que Verlaine aborda pour la première fois l'Angleterre [1]. A cette époque, il n'avait encore publié que les *Poèmes saturniens* et les *Fêtes galantes* qui avaient paru respectivement en 1866 et 1869. Ces deux petits recueils lui avaient valu quelque réputation dans des milieux littéraires, tels que ceux auxquels présidait la marquise de Ricard ou Nina de Villars; mais la guerre et la Commune avaient passé là-dessus, et en même temps qu'elles, le mariage de Verlaine et cette prompte séparation, moins de deux ans après l'union [2], — alors que se publiait ironiquement, épithalame dérisoire et pourtant immortel, *la Bonne chanson*, où le poète avait chanté le meilleur et le plus pur de son tendre cœur [3].

Des appréhensions exagérées touchant le rôle, tout passif certes, qu'il avait joué durant la Commune, en ne suivant pas à Versailles l'administration de Thiers, avaient empêché Verlaine de reprendre les fonctions qu'il occupait précédemment dans les bureaux de la Préfecture de la Seine [4].

Il s'était d'autant mieux exagéré ces appréhensions qu'il

1. L'époque nous en est indiquée par ce poème des *Romances sans paroles*, qui a pour titre *Birds in the night* et à la fin duquel Verlaine a noté « Bruxelles-Londres, septembre-octobre 1872 ».

2. Verlaine s'était marié en août 1870.

3. L'achevé d'imprimer de *la Bonne chanson* est du 12 juin 1870, mais les événements de la guerre en firent retarder jusqu'en 1872 la publication.

4. Cf. pour cette période, Edmond Lepelletier *Paul Verlaine*, ch. iv, ch. vii et ch. viii, et surtout ch. ix. *(Voyages, Croquis londoniens.)*

y voyait un prétexte à se délivrer de l'astreinte bureaucratique. Il pouvait, en effet, s'en libérer, sans avoir trop à craindre du lendemain; il jouissait de revenus médiocres, mais suffisants. L'oisiveté, à dire vrai, ne le conduisit qu'à échanger la Préfecture de la Seine pour un de ces cafés où il allait accroître encore la nervosité de son naturel. L'irritable nature de Verlaine, à ce moment de sa vie, avait aggravé les dissensions d'un ménage déjà précaire ; ses excès de boisson amenèrent bientôt une séparation qui allait devenir assez rapidement définitive.

A ce moment, il ne s'agissait que d'une séparation provisoire. En dépit de ses propres défauts et de son inclination à l'alcool, Verlaine, très épris de sa femme, vivait avec l'espoir et le souhait ardent d'une réconciliation. La venue, à ce moment, d'Arthur Rimbaud, à Paris, et l'enthousiasme, à certains égards justifié, que lui témoigna Verlaine, mirent le faible auteur de *la Bonne chanson* à la merci de cet insociable génie qu'était Rimbaud et qui avait alors beaucoup plus l'apparence d'un jeune vaurien que celle du poète étonnant qu'il était déjà, quoique inconnu.

Par sa présence constante et souvent fort insupportable, Rimbaud avait joué son rôle dans la rupture du ménage ; en même temps, friand d'alcool, et le supportant bien d'ailleurs, il entraînait Verlaine aux cabarets. Doué d'une volonté aussi résolue que celle de Verlaine était chancelante, il exerça sur celui-ci une action irrésistible.

La débâcle de son bonheur conjugal et les craintes de représailles politiques ou administratives convainquirent Verlaine de s'éloigner de France pendant quelque temps. Rimbaud ne put manquer de l'y engager encore ; il ne déplaisait point à celui-ci de voyager, d'autant qu'il le pourrait faire aux frais d'un ami qu'il menait à sa guise. Ils partirent donc avec d'autant plus de hâte que Rimbaud craignait que son compagnon ne vînt à changer d'intention, et que, de son côté, Verlaine pensait revenir au plus tôt.

Pourquoi se dirigèrent-ils de préférence vers l'Angleterre? Ardennais et Lorrain qu'ils étaient, ils auraient pu se satisfaire de passer en Belgique ; mais ce pays était alors peu accueillant aux communards ou à ceux qui passaient pour

tels. Peut-être le goût de la mer poussait-il aussi Rimbaud à faire cette traversée, car ce terrien était déjà l'auteur de l'admirable *Bateau ivre*, et il portait peut-être déjà dans son esprit avide et désordonné cet appétit d'aventures qui devait le conduire plus tard jusqu'à Java et en Éthiopie, après de multiples avatars.

Il est probable que Rimbaud fut l'incitateur de ce voyage et qu'il n'y faut pas voir seulement un rappel du goût que Verlaine avait pris jadis, au lycée Bonaparte, pour la langue et la littérature anglaises, grâce aux leçons de cet excellent Mr Spiers, seul professeur dont il eut gardé bon souvenir [1].

Verlaine, comme l'a très justement indiqué son ami Edmond Lepelletier, était tout naturellement porté vers les pays du Nord.

> Il n'eut jamais aucune affinité méridionale. Il a déclaré qu'il n'aimait pas le soleil, que la clarté du plein midi l'étourdissait, l'écrasait. S'il a d'ailleurs beaucoup vagabondé dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes, dans le Luxembourg et le Brabant, en Angleterre aussi, et si dans ses dernières années il a poussé jusqu'en Hollande, je ne sache pas qu'il ait jamais dépassé Paris du côté du sud, sauf pour une cure à Aix [2].

Même à l'époque première de ses attaches avec le Parnasse littéraire, Verlaine n'avait guère de points de contact véritables avec les mythologies helléniques ou indoues d'un Leconte de Lisle ou d'un Heredia ; si l'on en trouve cependant quelques reflets dans les *Poèmes saturniens*, ce n'avait été là que des exercices littéraires qu'il avait bientôt abandonnés pour les aveux d'une sensibilité plus directe. Les personnages de la comédie italienne n'étaient entrés dans sa pensée et n'avaient servi d'incarnation à ses sentiments qu'à la faveur des peintures et des dessins de ce Flamand : Watteau. Certains de ses poèmes, même dès les premiers recueils, ont bien plutôt quelque parenté avec l'expression des « lakistes » anglais. Peu à peu l'ironie, souvent amère, la pirouette et l'invective ont animé de plus en plus la poésie verlainienne, mais d'un bout à l'autre de son œuvre s'exprime une sincé-

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 57.
2. *Id.*, p. 66.

rité fraîche et presque ingénue qui n'est pas parfois très éloignée d'un certain sentimentalisme littéraire anglais [1].

Et peut-être Verlaine, *bifrons* comme il le fut sans cesse, partagé entre le sentiment amoureux qu'il ressentait pour sa femme et l'impérieux maléfice de Rimbaud, chercha-t-il confusément à retrouver dans la sentimentalité anglaise, dans l'atmosphère soupçonnée d'une certaine « sweetness », un écho de cette sensibilité dont *la Bonne chanson*, puis les *Romances sans paroles* sont pour nous aujourd'hui de durables « keepsakes ».

Verlaine avait alors vingt-huit ans ; Rimbaud, dix-huit. Après quelques mois passés à errer en Belgique, ils s'embarquèrent à Ostende pour Douvres [2].

Verlaine a raconté plus tard, au début de ses souvenirs de professorat en Angleterre, ce premier voyage, ce séjour qui fut « of rather frivolous nature », d'un genre plutôt frivole.

Un samedi soir, en 1872, je m'embarquai à Ostende pour Douvres, en compagnie d'Arthur Rimbaud, le grand enfant-poète. Pendant les sept ou huit heures d'une traversée plutôt mauvaise (c'était la première fois pour nous deux), nous constatâmes l'excellence de notre « pied marin », et ce, en dépit d'une déplorable exhibition de mal de mer, chez la plupart de nos compagnons de voyage. Il faisait nuit quand nous débarquâmes et nous dûmes dormir à Douvres, médiocre ville, avec d'admirables falaises si blanches qu'elles ont laissé leur trace sur le nom de l'Angleterre (Albion) [3].

Il donne ensuite quelques détails, sans grande originalité, sur ce premier contact avec la terre anglaise, et l'incommodité d'un dimanche britannique, et il ajoute cette réflexion

1. Il y a déjà bien longtemps que Mr George Moore notait que l'art de « Verlaine, en se développant, accrut sa simplicité jusqu'au naturel d'entretien d'un Wordsworth ». (Cf. *Impressions and Opinions ; A great poet*, p. 91.)

2. « En septembre, même année, traversée pour Londres. » Notice sur Arthur Rimbaud, pour la série des *Hommes d'aujourd'hui*, cf. Œuvres complètes, t. V., p. 364.

3. *Fortnightly Review*, july 1894, p. 70. *Notes on England, Myself as a French master*, by Paul Verlaine.

On n'a pu, du moins jusqu'à présent, retrouver le texte même de Verlaine ; il nous a donc fallu retraduire en français l'article paru en anglais. Verlaine ne saurait donc être tenu pour responsable absolument du style de ces citations si, du moins, on peut tenir pour certain que l'esprit n'en a pas été faussé.

dont la dernière phrase ne manque pas que d'être assez singulière. On se demande si vraiment il l'a écrite en toute sincérité ou simplement pour convaincre les lecteurs anglais auxquels il s'adressait, ou bien plutôt pour caractériser (ce qui serait plus juste) les séjours ultérieurs qu'il devait faire en Angleterre.

Je me suis aventuré à ce récit de ma première apparition dans le Royaume-Uni, en manière de courte préface à cet article touchant ma carrière de professeur en Angleterre. Je réclame en toute humilité d'ajouter que mon premier séjour à Londres fut d'un genre plutôt frivole, pour ne pas me servir d'une expression plus forte, et que j'y perdis presque complètement cet esprit de sérieux dont je me suis, depuis lors, rarement écarté.

Les documents qui sont à notre disposition, en ce qui concerne ce premier séjour, nous permettent de dégager assez clairement quel était alors l'esprit de Verlaine et quel fut son premier sentiment de l'Angleterre.

Cette période de la vie du poète se trouve particulièrement éclairée à la fois par les lettres de Verlaine à Lepelletier[1] et par quelques-uns des poèmes contenus dans le recueil *Romances sans paroles*.

Ces lettres ne manquent pas de saveur ; il n'y faut pas chercher de qualités vraiment littéraires ; elles sont écrites avec un laisser-aller qui va jusqu'au débraillé, mais elles n'en sont que des aveux plus sincères. On connaît l'inclination de Verlaine pour l'invective, surtout en prose ; il ne s'en fait pas faute ; ses lettres sont parfois dépourvues de la connaissance profonde des sujets dont il parle, mais elles nous révèlent ses premières impressions aussitôt exprimées que ressenties.

Verlaine arrive, sachant fort peu d'anglais, en dépit de ce bon Mr Spiers d'autrefois. Rimbaud n'en savait pas davantage, moins peut-être, et leur rencontre avec la vie anglaise se heurte aux premiers contacts défavorables des Français à l'étranger. Verlaine se plaint des cafés, il trouve les omnibus infects, les passants brutaux ; les « allumettes ne s'allument

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 284 et seq. Ces lettres, en ce qui touche cette période anglaise, sont au nombre de dix-sept, d'octobre 1872 à juin 1873.

jamais »; « le poisson est horrible, sole, maquereau, merlan, etc..., tout cela ressemble à de la pieuvre, c'est mou, gluant et coulant... »; le « tabac est immonde ». Il trouve les Anglaises « toutes jolies, avec une expression méchante et des voix d'anges ». Ce qui ne l'empêche pas de déclarer peu après :

Les femmes, d'ailleurs très jolies, marchent en canards, parlent avec des voix de gabier[1].

Il ne faut pas demander à Verlaine de la suite dans les idées; ses impressions sont très souvent contradictoires : « Londres est un immense Carpentras », déclare-t-il; ce qui ne l'empêche pas de conclure un de ses *Croquis londoniens* par ces mots :

Au résumé, très inattendu tout ça et cent fois plus amusant que les Italie, Espagne et autres bords du Rhin[2].

L'on sent en effet, à travers toutes ses lettres, le grand attrait qu'exerce sur lui la majesté triste de Londres, ce charme « étrange et pénétrant » qui vous imbibe comme un brouillard, qui n'exalte pas l'esprit sur mille sujets comme Paris le peut faire, mais qui vous ramène autour des mêmes avec une volupté discrète et si particulière.

Il était d'autant plus sensible au charme de Londres qu'il se souciait bien moins de la beauté plastique des êtres et des choses que de ce que l'on appelle la beauté de caractère, celle dont les grandes villes modernes, comme Londres, offrent plus d'un aspect, pour peu que l'on y soit sensible.

Londres est sans monument aucun, écrit-il, sauf ces interminables docks (qui suffisent d'ailleurs à ma poétique de plus en plus moderniste)[3].

Il dit aussi :

Poussé l'autre jour jusqu'à Woolwich, les docks sont inouïs. Carthage, Tyr et tout réuni, quoi[4].

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 284, 286, 297, 289, 299.
2. *Id.*, p. 298 et p. 285.
3. *Id.*, p. 299.
4. *Id.*, p. 298.

C'est qu'en effet dans ses vababondages à travers Londres avec Rimbaud, Verlaine a beaucoup fréquenté les quartiers « maritimes », les docks, London-Bridge, et les quartiers populeux de White-Chapel au Soho, les quartiers misérables où sévit plus qu'ailleurs encore, ce que Poe appelle l'incomparable maladie de l'alcool. Les « public-houses », les bars, virent fréquemment les deux exilés ; ils habitaient à ce moment-là dans Howland street[1], au bout de Tottenham-Court road, vers Marylebone ; la route est longue de là jusqu'à London-Bridge, il faut traverser le Soho, Leicester-square, le Strand et la Cité, que de tentations sur la route pour deux gosiers souvent altérés, que de bars du fond desquels parviennent jusqu'à la rue des chansons que rythme quelque « barrel-organ », tandis qu'il pleut sur la ville.

Plus tard, dans le poème *Loeti et errabundi* où il rappelle le souvenir de ses errances avec Rimbaud, il a pu dire justement :

> Entre autres blâmables excès,
> Je crois que nous bûmes de tout,
> Depuis les plus grands vins français
> Jusqu'au faro, jusqu'au stout[2]

On ne peut songer à rendre Londres responsable de l'alcoolisme de Verlaine ; bien avant ce voyage, il en avait montré plus d'une fois le penchant ; l'état d'esprit où ces excès le mettaient avait déjà fait cesser quelques-unes des relations qu'il entretenait avec le Parnasse littéraire, et particulièrement avec son éditeur Lemerre[3] ; il est donc fort exagéré d'affirmer comme Edmond Lepelletier le fait :

> Ce fut surtout en Angleterre, dans le pays du whisky écrasant et du gin abrutisseur, qu'il s'accoutuma aux ivresses lourdes, aux absorptions debout et précipitées du bar « on draught », aux vivaces exaltations suivies de torpeurs prolongées. L'éloignement de tout ce qu'il aimait, le foyer conjugal perdu, la terre natale presque interdite, la vie

1. La maison qu'habita Verlaine, 35, *Howland street*, existe toujours, elle se trouve à gauche en venant de Tottenham-Court road, peu après avoir traversé Charlotte street ; c'est une maison de style Adams qui ne manque pas d'un certain galbe avec sa façade aux fenêtres hautes ornementées d'une façon un peu arabisante.

2. *Parallèlement.*

3. Ch. Donos, *Verlaine intime.*

errante en perspective, avec les stations quasi-obligatoires aux débits de boissons, la compagnie de Rimbaud, solide et précoce buveur, lui firent puiser dans les liquides capiteux l'oubli, avec le plaisir de l'intellectuelle surexcitation [1].

Il est certain que l'on trouve dans les lettres de Verlaine, à cette époque, des références constantes à des questions « liquoreuses ».

Quatre ou cinq cafés potables, et encore. Tout le reste, c'est des « dining-rooms » où l'on ne boit pas, ou des « coffee-houses » d'où l'esprit (spirits) est soigneusement écarté. « Nous ne tenons pas d'esprit, m'a répondu une « maid » à qui je posais cette question. » « One absinth if you please, mademoiselle [2] ».

Cela c'est la première lettre, mais ensuite, il a trouvé plus d'un bar « potable » ; il y revient dans ses lettres ; il en fait la description, il en compare même l'heureuse couleur à certains fonds de Delacroix [3].

Cependant il se promène beaucoup dans Londres avec Rimbaud. C'étaient des errances à travers la grande ville, de Paddington à la Tour, et de Marylebone à Chelsea. Rimbaud l'entraînait, de préférence, vers les navires,

Porteurs de blés flamands et de cotons anglais.

Il se faisait des relations dans le monde des débardeurs, des matelots, des « captains », il se renseignait sur les pays lointains, sur les mœurs commerciales, sur les trafics et la pacotille, tandis que Verlaine tentait de noyer dans le gin ou le whisky, dans l'ale ou le stout, son amour déçu. Ses lettres d'alors ne traitent point que de Londres et de ses bars ; elles parlent constamment de son regret du foyer, de l'espoir qu'il conserve de le retrouver ; il voudrait assoupir cet amour,

Mon amour qui n'est que ressouvenance,
Quoique sous vos coups il saigne et qu'il pleure
Encore, et qu'il doive, à ce que je pense,
Souffrir longtemps jusqu'à ce qu'il en meure.

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 25.
2. *Id.*, p. 284.
3. *Id.*, p. 286.

écrit-il, dès son arrivée à Londres, dans ce poème qui trahit ses sautes d'humeur, ses torts et les torts moindres de sa femme [1]. Cet amour le hante, il a beau promener son spleen aux quatre coins de Londres, il ne s'en peut délivrer. Parfois cet amour qui le désespère et le décourage et qui trop souvent l'entraîne vers

L'oubli qu'on boit dans les breuvages exécrés

le ranime et lui redonne des appétits de vie régulière et de travail.

Il ne fréquente pas que les bars ; il a vingt-huit ans ; il a le goût aussi des vers, de la littérature. Rimbaud est poète encore, il aime encore discuter de poésie et d'art. Ils rencontrent à Londres quelques Français artistes et ardents, comme Félix Régamey, qui n'ont pas épuisé toute leur énergie ni leurs illusions dans les bagarres du crépuscule impérial, les batailles de l'année terrible, ou les massacres de la Commune. Malgré la prudence de Verlaine, l'éloignement où il veut se tenir d'abord des communards auxquels on l'a déjà assimilé, il ne peut résister à l'agrément de certains d'entre eux qui sont des amis d'avant la guerre ou auxquels il est recommandé par Lepelletier ; il fréquente Eugène Vermersch, Lissagaray, Jules Andrieu. Il se fait des relations dont il escompte un revenu supplémentaire.

Je compte entrer, sous peu de jours, dans une grosse maison d'ici où l'on gagne assez. En attendant je fais des travaux américains assez bons payeurs [2].

Il est impossible de déterminer la nature de ces travaux auxquels il fait allusion dans une lettre écrite à la fin d'octobre 1872 ; vers la même époque, il écrit encore à Lepelletier :

Ma vie est toute intellectuelle. Je n'ai jamais plus travaillé qu'à présent, débarassé que je suis des milles papotages, cancans, taquineries, commérages et potins dont fut parfumé mon séjour dans cette famille [3]. Me voici tout aux vers, à l'intelligence, aux conversations purement littéraires et sérieuses. Un petit cercle d'artistes et de

1. *Romances sans paroles : Birds in the night.*
2. Ed. Lepelletier, p. 290.
3. Sa belle-famille chez laquelle il vivait avant son départ de Paris.

littérateurs[1]. Et voilà qu'ils viennent me relancer dans mon quasi hermitage, et qu'il me faut faire des mémoires et des lettres à des magistrats[2]. Je travaille, nonobstant bien : je me suis mis en relations avec un éditeur, et j'espère qu'avant trois semaines, je pourrai envoyer à quelques rares amis, dont toi, naturellement, une petite plaquette, avec peut-être une eau-forte initiale, intitulée *Romances sans paroles*[3].

Verlaine n'eut jamais un sens très exact des réalités, ou tout au moins il était assez incliné aux illusions optimistes. Il n'entra pas « dans la grosse maison où l'on gagne assez », il fréquenta seulement quelques communards agréables, qui tout aussi pourvus d'illusions que lui-même lui donnaient à espérer des réussites réconfortantes. « Des journaux français se fondent ici, j'intrigue et je crois que j'en serai. » C'est une des phrases les plus singulières que Verlaine ait écrites ; il avait plusieurs génies et du génie, mais assurément pas celui de l'intrigue et les journaux français sérieux qui se fondent à Londres à ce moment ne sont que des feuilles « socialistes » bien éphémères.

Mais dans l'atmosphère ardente des discussions politiques, dans cette irritation intellectuelle et sociale des lendemains de la guerre et des premiers temps encore incertains de la troisième République, les réunions de jeunes gens au café de la Sablonière et de Provence, à Leicester square, ou au Restaurant International (tenu par L. Plantade), quartier général des proscrits, agitent plus de rêves et d'utopies que de certitudes, et de réalisations.

C'est Eugène Vermersch[4] qui semble bien avoir été l'âme de ce cénacle et Verlaine lui garda, longtemps après, une vive amitié.

Les « journaux français sérieux » dont il parle se réduisent

1. Presque tous des proscrits.
2. Pour le procès en séparation de corps intenté par sa femme.
3. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 296.
4. Dans la préface que plus tard il écrivit pour un roman de Vermersch, publié à la mort de celui-ci, *l'Infamie humaine* (Lemerre, 1890), Verlaine raconte qu'il fit la connaissance de Vermersch à la suite de la publication dans *le Mousquetaire* d'un article de Charles Bataille assez dur pour les *Poèmes saturniens* qui venaient de paraître. « Vermersch, dit-il, eut la bonté de me défendre jusqu'au point de faillir avoir un duel... Dès lors, une forte amitié nous unit. » Vermersch avait été condamné à mort après la Commune pour la publi-

à des feuilles d'une précarité indiscutable, comme *la Fédération*, *l'International* et désignent plus particulièrement *l'Avenir* qui était le journal d'Eugène Vermesch, évidemment, bien qu'aucun des numéros ne porte le nom d'un rédacteur ni d'un gérant. Un mois après sa fondation, on voyait déjà *l'Avenir* suspendre pendant huit jours sa publication faute d'argent, ainsi que l'avoue très loyalement le rédacteur en chef, en tête du numéro du 9 novembre 1872.

Quoique la rédaction de ce petit journal soit assez soignée et entièrement anonyme, il n'y a rien dans les échos ni dans les articles qui paraisse susceptible d'une attribution à Verlaine ; mais dans le numéro du jeudi 13 novembre 1872, on trouve une contribution de Verlaine sous forme d'un poème cité par Vermersch au cours d'une conférence sur « Blanqui », faite le vendredi 8 novembre 1872, au premier étage d'un « public-house », 6, Old Compton street.

Le vendredi précédent, Vermersch avait parlé de « Théophile Gautier », et il se proposait de parler le vendredi suivant d'« Alfred de Vigny[1] ». On voit que les « proscrits » d'alors mêlaient avec assez de goût la poésie et la politique.

Le poème de Verlaine qu'on ne se fut guère attendu, à l'abord, à voir paraître à propos de Blanqui, n'est en aucune façon le poème intitulé *les Vaincus*, comme il a été indiqué par erreur dans l'ouvrage d'Edmond Lepelletier[2], mais un poème intitulé : *Des Morts, 2 juin 1832 et avril 1834*, dont la

---

cation du *Père Duchesne*. « Il vivait, dit Verlaine, d'écrire au journal *le Grelot*, sous un pseudonyme, de quelques traductions et leçons. Il ne tarda pas à épouser une jeune femme charmante qui lui donna un fils. J'ai bien souvent charmé les ennuis de l'exil en allant partager le modeste, mais si cordial repas du jeune et vaillant ménage. »

Eugène Vermersch était né à Lille le 5 juin 1843, il avait commencé sa carrière médicale et avait servi en qualité d'aide-major pendant la guerre de 1870. Il mourut fou le 9 octobre 1878 à l'asile de Colney (Angleterre). Il laissait outre le roman que Verlaine préfaça et qui contient à côté de certaines étrangetés des vues justes et un certain sens psychologique, des vers et une traduction de Perse.

1. Cette conférence sur « Vigny » semble bien n'avoir pas été faite alors, car Verlaine en parle, comme venant d'y assister, en juin 1873.

2. Ouv, cité, p. 492. *Les Vaincus* figurent dans le recueil *Jadis et Naguère*. Ce poème aurait été composé durant ce premier séjour à Londres, dit Edmond Lepelletier.

composition remontait assurément à quelque temps en arrière, car en envoyant le numéro de *l'Avenir* le 14 novembre, Verlaine écrit à Lepelletier. « C'est bien vieux déjà[1]. » Il semblait toutefois tenir à ce poème puisque près de vingt ans plus tard, le 15 juillet 1891, il écrivait à ce même ami :

As-tu retrouvé ma lettre de Londres et mes vers sur *Juin* 1832, parus à Londres[2].

Quoique ces vers ne se rattachent pas directement au corps même de notre sujet, leur reproduction ici se justifie de ce que l'édition complète des œuvres de Verlaine ne les contient pas.

Ce poème de Verlaine se trouvait rattaché ainsi à la conférence d'Eugène Vermersch :

Le procès de 1832 frappa vivement l'attention publique, et dans sa haine aveugle, le gouvernement commit, à propos des principaux accusés, une lourde faute ; le jury ayant acquitté tous les prévenus et le ministère public voulant quand même des victimes, le tribunal condamna pour incidents d'audience Raspail, Blanqui, Trélat et les autres, les uns à deux ans, les autres à un an, les autres à six mois de prison... et on mourait afin de faire savoir au monde que sur la terre de France, il n'y avait plus de place que pour des esclaves ou des cadavres. Un poète, M. Paul Verlaine, a rendu un magnifique hommage à ces morts héroïques :

DES MORTS

2 *juin* 1832 et *avril* 1834.

O cloître Saint-Merry funèbre ! sombres nues !
Je ne foule jamais votre morne pavé
Sans frissonner devant les affres apparues.

Toujours ton mur en vain recrépit et lavé,
O maison Transnonnain, coin maudit, angle infâme,
Saignera, monstrueux, dans mon cœur soulevé.

Quelques-uns d'entre ceux de Juillet que le blâme
De leurs frères repus ne décourage point,
Trouvent bon de montrer la candeur de leur âme.

1. D'ailleurs, p. 446 de l'ouvrage de Lepelletier, une lettre de Verlaine indique nettement de quoi il s'agit.
2. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 523.

Alors dupes ? — eh bien ! ils l'étaient à ce point
De mourir pour leur œuvre incomplète et trahie.
Ils moururent contents, le drapeau rouge au poing.

Mort grotesque d'ailleurs, car la tourbe ébahie
Et pâle des bourgeois, leurs vainqueurs étonnés,
Ne comprit rien du tout à leur cause haïe.

C'était des jeunes gens francs qui riaient au nez
De tout intrigant comme au nez de tout despote,
Et de tout compromis désillusionnés.

Ils ne redoutaient pas pour la France la botte
Et l'éperon d'un Czar absolu, beaucoup plus
Que la molette d'un monarque en redingote.

Ils voulaient le devoir et le droit absolus,
Ils voulaient « la cavale indomptée et rebelle »,
Le soleil sans couchant, l'Océan sans reflux.

La République, ils la voulaient terrible et belle,
Rouge et non tricolore, et devenaient très froids
Quant à la liberté constitutionnelle...

Ils étaient peu nombreux, tout au plus deux ou trois
Centaines d'écoliers, ayant maîtresse et mère,
Faits hommes par la haine et le dégoût des Rois.

Ils savaient qu'ils allaient mourir pour leur chimère,
Et n'avaient pas l'espoir de vaincre, c'est pourquoi
Un orgueil douloureux crispait leur lèvre amère ;

Et c'est pourquoi leurs yeux réverbéraient la foi
Calme ironiquement des martyres stériles,
Quand ils tombèrent sous les balles et la loi.

Et tous, comme à Pharsale et comme aux Thermopyles,
Vendirent cher leur vie et tinrent en échec
Par deux fois, le courroux des généraux habiles.

Aussi, quand sous le nombre ils fléchirent, avec
Quelle rage les bons bourgeois de la milice
Tuèrent les blessés indomptés à l'œil sec.

Et dans le sang sacré des morts où le pied glisse,
Barbottèrent, sauveurs tardifs et nasillards
Du nouveau Capitole et du Roi, leur complice.

— Jeunes morts, qui seriez aujourd'hui des vieillards,
Nous envions, hélas ! nous vos fils, nous la France,
Jusqu'au deuil qui suivit vos humbles corbillards.

Votre mort, en dépit des serments d'allégeance,
Fut-elle pas pleurée, admirée et plus tard
Vengée, et vos vengeurs sont-ils pas sans vengeance?

Ils gisent vos vengeurs à Montmartre, à Clamart,
Ou sont devenus fous au soleil de Cayenne
Ou vivent affamés et pauvres, à l'écart.

Oh ! oui, nous envions la fin stoïcienne
De ces calmes héros, et surtout jalousons
Leurs yeux clos, à propos, en une époque ancienne.

Car leurs yeux contemplant de lointains horizons
Se fermèrent parmi des visions sublimes,
Vierges de lâcheté comme de trahison,

Et ne virent jamais, jamais, ce que nous vîmes.

Il est assez singulier que Verlaine, qui, au cours de ses lettres manifeste, à plusieurs reprises, son appréhension d'être compromis comme communard, n'hésita pas à se compromettre délibérément en autorisant la publication de ces vers qui n'étaient ni dans l'esprit, ni de la qualité de ceux qu'il écrivait alors ; mais peut-être y faut-il voir d'une part, une concession faite à l'amitié qu'il avait pour Vermesch, et d'autre part plus encore le désir de se ménager une entrée auprès de l'imprimerie franco-anglaise où s'imprimait *l'Avenir* : il souhaitait qu'elle éditât les *Romances sans paroles*.

Cette édition qu'il projetait alors, et qu'il ne put réaliser, probablement à cause de la suspension définitive du journal dans lequel écrivaient ses amis, ne devait contenir que les neuf *Romances sans paroles*, proprement dites [1] les *Paysages belges* (sauf *Walcourt* qui est daté juillet 1873) et *Birds in the night* ; c'est-à-dire le recueil des *Romances sans paroles* tel que nous le connaissons aujourd'hui, exception faite de *Aquarelles* qu'il commença d'écrire précisément alors, de décembre 1872 à avril 1873.

1. La sixième actuelle était mise à part, sous le titre : *Nuit falote, dix-huitième siècle populaire.*

Les projets d'affaires et les intentions d'édition de Verlaine s'évanouirent ; vers le même moment Rimbaud, probablement las d'attendre des réalisations illusoires, peut-être jugeant qu'il avait tiré de Londres tout l'enseignement qu'il en attendait, peut-être déçu d'un compagnon trop asservi, repartit pour Charleville, vers le milieu de décembre 1872 [1], laissant Verlaine en proie à un découragement qu'il s'efforçait de surmonter, un peu perdu dans cette grande ville, plus enfoncé encore dans ses incertitudes trébuchant dans son cœur, comme un faible oiseau dans la nuit.

L'espoir qu'il caressait toujours d'un raccommodement avec sa femme s'évanouit aussi devant l'annonce du procès en séparation de corps. Tout lui manque à la fois, son ami et sa femme. Comme il en advint assez souvent dans la vie de Verlaine, dans ses malheurs il se raidit d'abord, il veut en prendre son parti :

> Aussi bien pourquoi me mettrais-je à geindre?
> Vous ne m'aimez plus, l'affaire est conclue.

Il se livre dans ses lettres à des considérations de philologie humoristique sur des locutions anglaises, mais l'ennui le gagne ; la solitude que Vigny déclarait sainte et que Baudelaire recherchait parfois, était intolérable à Verlaine. Ne voyant pas qu'il fût possible de rentrer à Paris où l'apaisement politique n'était point absolu, ni de rejoindre sa femme, Verlaine, en désespoir de cause, tenta de « transposer » sa tendresse. Il s'éprit ou crut s'éprendre d'une jeune Anglaise, sur laquelle nous ne saurons probablement jamais rien, pareille en cela, ou presque, à cette *Ann* dont Thomas de Quincey parle si tendrement dans les *Confessions of an Opium-eater*. Nous ne retrouverons point sa trace réelle, mais comment oublierions-nous ces traces, plus vivantes et durables que la réalité, ces poèmes de Verlaine, dont elle fut l'inspiratrice ou le prétexte, et parmi ces poèmes l'un des plus touchants et des plus simplement beaux de tout l'œuvre de Verlaine : *Voici des fruits, des fleurs...*

1. Dans sa lettre du 26 décembre 1872, Verlaine dit : « Rimbaud est parti. »

De Londres, il écrivait alors à Lepelletier :

Je te parlais, je crois, dans ma dernière lettre de ce qu'il pouvait y avoir de bien ici. Je crois avoir trouvé ; c'est quelque chose de très doux, d'enfantin presque, de très jeune, de très candide, avec des brutalités et des gaietés amusantes et charmantes. Pour trouver cela, il faut percer bien des puits artésiens, surmonter bien des préjugés, bien des habitudes ; évidemment, ces gens-ci ne nous valent pas, ils sont moins *bons* que nous, en ce sens qu'ils sont trop chauvins, et d'une désespérante spécialité de cœur, d'âme et d'esprit. Mais leur spécialité est exquise, et même il y a, dans cette espèce d'égoïsme, une très grande candeur, je le répète[1].

Si nous en croyons Verlaine, ou du moins l'un de ses poèmes, et l'on sait combien ils ne se font pas faute d'être souvent biographiques, elle s'appelait *Kate*, et semblable à l'*Ann* de de Quincey, elle était blonde, mince, avec cet air ardent et souffrant qu'ont souvent de jeunes Anglaises mal nourries et dont toute la vie semble ne persister que dans des yeux ingénus.

Ce furent surtout les yeux qui semblent l'avoir séduit, dans quatre des six *poèmes anglais* écrits à ce moment, il y fait allusion :

Pourtant j'aime Kate
Et ses yeux jolis.
(A poor young shepherd).

J'aimais surtout ses jolis yeux
Plus clairs que l'étoile des cieux,
J'aimais ses yeux malicieux.
(Street).

Et qu'à vos yeux si beaux l'humble présent soit doux.
(Green).

Vos yeux qui ne devaient refléter que douceur
Pauvre cher bleu miroir...
(Child-wife).

Cette idylle anglaise fut de courte durée ; mais c'est au cours de cette brève passion, ou aussitôt après son achève-

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 309.

ment que Verlaine écrivit ces *Aquarelles*, auxquelles par une détermination qui les date et les naturalise, si l'on peut ainsi dire, il ne donna que des titres anglais [1] : *Green, Spleen, Streets* (I. *Soho*, II. *Paddington*). *Child-Wife. A poor young shepherd.*

Streets et *Child-Wife* furent composés peu après cette aventure. Le premier des deux petits poèmes réunis sous le titre *Streets*, celui qui porte à la fin l'indication *Soho* et dont le refrain est *Dansons la gigue*, possède un lieu de naissance assez bien spécifié si nous en croyons un journaliste français qui habitait Londres et qui est mort récemment :

Un soir qu'il avait bien voulu, avec quelle ardeur singulière, nous dire *la Gigue*, Verlaine me raconta qu'il avait écrit ces vers un soir, à minuit, dans un bar qui se trouve à l'angle de Old Compton street et de Greek street. Il ajouta que c'était le seul « public-house » de Londres où l'on pût trouver, pour deux pence, un verre d'excellent vin blanc. Ce détail l'intéressait à ce point qu'il me le répéta plusieurs fois par la suite[2].

Au sentiment immédiat qui dicta *Child-Wife* se mêle déjà, avec évidence, un nouvel écho de ses difficultés matrimoniales ; il se ressent inconsolable ; il le dit à la fois discrètement et désolément dans *Spleen* :

Je crains toujours ce qu'est d'attendre
Quelque fuite atroce de vous.

Ce n'avait été qu'un apaisement de quelques semaines, cette aventure londonienne ; cela l'avait éloigné un moment des bruits de la rue, des docks, du brouillard et de tout ce grand Londres. C'était une lueur dans la nuit, une lueur éphémère et charmante, c'était un retour d'ingénuité :

« J'ai peur d'un baiser
Comme d'une abeille... »

1. Un certain nombre de pièces de Verlaine porte des titres anglais ; à l'exception de *Nevermore* (*Poèmes saturniens*), écrit avant ses voyages en Angleterre, les titres anglais indiquent généralement l'écho d'une impression anglaise ou le fait même d'avoir été composés en Angleterre, comme on le verra, par la suite.

2. Th. Gringoire, *le Courrier de Londres*, 2 décembre 1911.

C'était le printemps qui revenait avec son cortège d'espoirs et de ciel bleu, c'était, pour un moment, dans son cœur, tout ce qui chante à jamais dans ce *Green* :

« Voici des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches,
Et puis voici mon cœur qui ne bat que pour vous... »

Il avait besoin de donner à quelqu'un ce cœur tout possédé de la « fureur d'aimer », comme il dira plus tard. Certes cette jeune Anglaise aux jolis yeux n'était point l'unique cause de cet immortel souhait ; il y rôdait tout un récent passé obsédant et déjà échappé ; il y survivait un écho de *la Bonne chanson* et le génie du poète en fut la principale raison ; mais comment ne pas considérer cette ironique providence qui de la rencontre furtive d'un jeune Français exilé et d'une pauvre petite Anglaise fait naître à Londres l'un des plus tendres poèmes français.

Peut-être lui lut-il ce poème, recopié dans la petite chambre de Howland street, là-bas derrière Tottenham Court Road, vers Marylebone, un jour d'hiver et de brouillard où le désir du vert printemps se faisait plus ardent encore, où il sentait son cœur plein de mélancolie et de nouveaux espoirs ; mais que pouvait-elle comprendre à cet être bizarre et à ses vers, cette simple petite Anglaise qui ne savait probablement pas le français?

Verlaine fit assurément à cette époque d'autres poèmes qui n'ont été recueillis ni de son vivant ni depuis sa mort, soit qu'il les jugeât alors pour la plupart, indignes d'une publication, soit, ce qui est plus vraisemblable, qu'il n'apportât pas grand soin à les conserver. Ce n'est que beaucoup plus tard, lorsque la notoriété et la misère se furent tout ensemble accrues pour lui qu'il songea à faire flèche de tout bois, c'est-à-dire argent de tous vers. Ces préoccupations ne gênaient alors ni sa vie ni son inspiration. Fâcheusement l'on n'a pu jusqu'ici retrouver des traces précises de ces poèmes inédits ; toutefois l'on pouvait lire dernièrement dans le *Times* ce passage d'une lettre d'un lecteur :

Pendant les années où il vécut à Londres (1871 à 1875), Paul Verlaine écrivit de nombreux et excellents poèmes qui n'ont jamais été publiés et dont les manuscrits doivent encore exister dans ce pays.

Il y a quelques années j'ai eu le plaisir de voir l'un de ces manuscrits, intitulé : *London Bridge*, œuvre courte mais précieuse et dont je me rappelle les vers suivants :

Regarde ces flots noirs, ce grand fleuve de boue
Roulant tous les débris perdus de la cité,
Tu verras, par moments, briller une clarté,
Une paillette d'or où le soleil se joue[1].

Les velléités de travail, les bonnes intentions de Verlaine toujours si incertaines, avaient subi tour à tour le départ de Rimbaud, l'annonce du procès en séparation et le brusque achèvement de cette petite idylle londonienne ; il vint s'y mêler encore la maladie. Contre-coup de ces agitations, spleen consumant un état physique surmené de quelque excès, on ne sait ; Verlaine se sentit tout à coup si seul et si mal qu'il écrivit à sa mère, à sa femme, à Rimbaud leur demandant de venir. Rimbaud arriva à Londres dès cet appel ; et cela fut pour beaucoup dans l'attachement que lui conserva Verlaine, même après la rupture tragique de Bruxelles. Madame Verlaine mère, en compagnie d'une nièce, vint retrouver son fils et le soigner, prélude à de nombreux refuges de ce fils sans volonté auprès d'une mère indulgente et bonne sans rigueur.

Verlaine se rétablit assez vite, et se reprit à la pensée d'éditer les *Romances sans paroles* augmentées de ses récentes *Aquarelles*. Madame Verlaine, voyant son fils rétabli, ne souhaita pas de rester plus longuement dans cette ville étrangère et ce « furnished appartment » de Howland street, elle repartit pour Paris. Rimbaud avait regagné Charleville au bout de peu de jours ; il était alors fort occupé à écrire cette étrange et géniale biographie : *Une Saison en Enfer*.

Verlaine demeura encore quelques semaines à Londres pour achever de se remettre, et, par un jour de printemps ensoleillé, le 4 avril 1873, il s'embarquait sur la *Comtesse-de-Flandre* qui faisait le service entre Douvres et Ostende.

C'est au cours de cette traversée qu'il écrivit *Beams*, la dernière des *Aquarelles*, cette évocation virginale et radieuse,

1. *Times Literary Supplement*, 27 janvier 1916 ; cette communication était signée H. F. de V. Norman. Malgré mes efforts il n'a pas été possible d'atteindre ce collaborateur occasionnel.

suscitée probablement par une compagne de voyage dont la blonde chevelure étincelait au soleil et dont la silhouette se dressait svelte et souple sur l'horizon marin :

Des oiseaux blancs volaient alentour mollement,
Et des voiles au loin s'inclinaient toutes blanches,
Parfois de grands varechs filaient en longues branches,
Nos pieds glissaient d'un pur et large mouvement.

C'est peut-être une des rares pièces de Verlaine où se retrouve comme un écho du rythme spécial de Rimbaud, cette sorte de balancement marin, calme et allongé, cette ampleur de la phrase aux larges et simples épithètes.

De *Birds in the night* à *Beams* vraiment l'atmosphère anglaise n'avait pas été inclémente à la poétique verlainienne; elle l'avait éloigné définitivement des mythologies parnassiennes, elle avait retrempé sa simplicité, elle l'avait aidé à dépouiller la « littérature » et à préparer l'incomparable instrument dont il allait se servir pour exprimer peu après, les murmures, les sanglots, les cris et les prières de *Sagesse*.

Les *Aquarelles* étaient le testament poétique de Verlaine à l'Angleterre, pour ce premier séjour. Il ne pensait pas y revenir de quelque temps, mais les testaments de Verlaine ont toujours des codicilles ; sa vie n'avait pas plus d'assurance que sa démarche et son cœur s'en allait souvent comme le pigeon de la fable « traînant l'aile et tirant le pied ».

Cette maladie suivie de cette convalescence, la venue de sa mère, cette sorte de joie particulière que communiquent les premiers beaux jours de printemps et la verdure naissante des « parks » à la sortie du tunnel d'un hiver londonien, tout s'accordait à redonner confiance au poète, à faire naître à nouveau ses illusions. Il projeta de retourner à Paris, de se réconcilier définitivement avec sa femme, de susciter une entrevue, d'anéantir ainsi la mise en train du procès en séparation de corps. Il alla achever de se rétablir chez une tante paternelle qui habitait à Jehonville, près de Bouillon, dans le Luxembourg belge ; car Paris est alors encore en proie à des menées politiques réactionnaires et ce n'est pas un séjour paisible pour un communard malgré lui.

Dès le 15 avril, il se lasse du peu de bonne volonté de sa femme [1], il rappelle Rimbaud et les voyageurs repartant de compagnie; ils sont à Liége le 24, puis à Anvers où ils s'embarquent pour Londres qu'ils atteignent le mercredi 27 mai ; ils vont se loger, *8, Great College street, Camden Town,* dans le nord-ouest de Londres.

Ils reprennent leurs relations avec le groupe des « proscrits ». Verlaine assiste à une conférence d'Eugène Vermersch sur « Alfred de Vigny » qui le fait se replonger avec enthousiasme dans les œuvres de cet écrivain ; il écrit de Londres à ce moment à Lepelletier ;

Je relis Alfred de Vigny. Ah ! mon ami, quel homme. Poète et penseur, il cumule dans le sublime [2].

Verlaine tente de donner des leçons de français, car il pense maintenant demeurer à Londres et s'y faire une situation. Depuis près d'un an de voyage, il a vécu sur son capital et les frais sont doubles, car Rimbaud n'a pas de moyens d'existence. Mais il était dit que Verlaine ne ferait rien à son gré. Brusquement, à la suite d'une discussion avec Rimbaud [3], probablement aussi sur la fausse relation d'une espérance touchant les intentions de sa femme, Verlaine s'enfuit de Londres, gagne Anvers et Bruxelles où il avait donné rendez-vous à sa mère et à sa femme pour une explication qu'il espérait devoir être favorable. Il ne trouva que sa mère.

Verlaine était à ce moment depuis quelques mois, dans un état d'exaspération qui le laissait souvent sans contrôle sur ses paroles et ses gestes. Le désespoir le prit ; de nouveau il rappela Rimbaud ; puis ce fut entre eux la discussion de Bruxelles et ce malencontreux coup de pistolet du 10 juillet 1873 qui en blessant Rimbaud très légèrement entraîna pourtant pour Verlaine cette excessive condamnation.

Ce furent alors pour le pauvre poète les dix-huit mois de

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 316.
2. *Id.*, p. 328.
3. Peut-être aussi des difficultés d'argent, car les leçons ne rapportaient guère, si l'on en croit la déposition de Rimbaud, du 12 juillet 1873, devant les juges belges.

cage, dans la nuit pacifiante de la prison ; *poor bird in the night* [1].

II

« *Green* ».

Des arbres et des moulins
Sont légers sur le vert tendre...
P. V.

Verlaine sortit de la prison de Mons le 16 janvier 1875. Il avait, pendant dix-huit mois, fait l'expérience de la solitude et du malheur, mais celle aussi de la sobriété et du recueillement. Ses bons instincts avaient enfin pu triompher de ses faiblesses. Il avait supporté avec beaucoup de courage cette excessive épreuve. Un renouveau de sentiments religieux lui avait communiqué quelque allègement à sa misère et l'inspiration des poèmes du futur recueil *Sagesse*. Il en sortait purifié, on pourrait dire « remis à neuf ». Ses bonnes intentions n'étaient plus chancelantes comme elles l'avaient été si souvent, et comme elles le devaient être encore par la suite ; il possédait alors une ferme assurance, et le sens juste de ce dont il lui fallait s'écarter.

On a trop connu Verlaine durant ses dix dernières années, c'est-à-dire pendant sa période la plus regrettable, et l'on se trouve assez naturellement porté à penser que la belle flamme pure de *Sagesse* n'a été qu'un feu de paille ; pourtant c'est bien de dix années ou presque qu'il s'agit. La crise de conscience que Verlaine traversa en 1873 prolongea ses heureux effets jusque vers 1883. De ses trente à ses quarante ans, Verlaine connut la part, non pas la plus heureuse peut-être de sa vie, mais la plus calme, la plus pleine, la plus digne ; celle qui nous valut ses deux plus émouvants, ses deux plus beaux recueils de poèmes, *Sagesse* et *Amour*.

1. Ajoutons pour être complet que c'est à Londres, en 1872, que Paul Verlaine, né à Metz, fit sa déclaration d'option pour la nationalité française. Verlaine paraît avoir assez tenu à spécifier ce fait, car les journaux anglais, en 1893, lors d'une ultérieure venue du poète, rappelèrent, à l'envi, cette circonstance sur laquelle le poète insista.

Ses séjours en Angleterre et l'influence morale et matérielle qu'ils exercèrent sur l'esprit et les habitudes du poète sont précisément liés à ces deux recueils plus étroitement qu'à tout autre.

Pendant qu'il était en prison à Bruxelles, puis à Mons, Verlaine avait songé vivement à l'Angleterre, non pas seulement à cause des souvenirs qu'il gardait de son récent séjour, mais plus encore peut-être pour les projets qu'il caressait, quand le moment serait venu de sa libération. Dès la prison de Bruxelles où il resta peu de temps, il écrivait :

Je pioche l'anglais à mort, « of course I am to live in London henceforth[1] ».

Un peu plus tard, de Mons, le 22 novembre 1874, il écrit encore :

J'ai des livres anglais que je pioche. Je viens de lire *Fabiola* sans dictionnaire[2].

Il semble bien que ç'ait été son occupation la plus constante durant son emprisonnement. Il n'oublie pas ses anciens amis de Londres, Vermersch, Andrieu, le libraire Barjau, dans Frith street, auxquels il recommande à Lepelletier d'envoyer des exemplaires des *Romances sans paroles*. La liste de ses « services » contient même le nom de Swinburne, bien qu'il soit certain que Verlaine ne l'eût jamais connu ; peut-être avait-il lu quelques-unes de ses œuvres ; peut-être aussi le républicanisme de Swinburne avait-il été la majeure raison du renom dont il jouissait auprès de ce groupe de « proscrits ». Le fanatisme de Swinburne pour Victor Hugo depuis des années, lui avait gagné dans les milieux politiques des sympathies françaises de la part de gens qui ne songeaient même pas à lire ses œuvres[3].

L'expérience fâcheuse que Verlaine faisait de la Belgique, ne lui faisait pas souhaiter de s'y établir après son élargisse-

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 367.
2. *Id.*, p. 368.
3. On n'a pas retrouvé cet exemplaire des *Romances sans paroles* à la vente de la bibliothèque Swinburne en 1916, mais la plaquette de Verlaine était fort mince et facile à égarer, et en outre, Swinburne n'était pas très soigneux de ses livres et de ses papiers.

ment; il n'envisageait pas davantage de retourner vivre en France, maintenant que la rupture était consommée entre sa femme et lui ; et puis Paris, c'était les tentations, c'était encore l'incertitude politique ; ce pouvait être l'éloignement des anciens camarades à l'égard de ce poète sorti de prison. Il se tournait donc tout naturellement vers l'Angleterre, il faisait des projets :

La vie en prison n'est pas faite pour vous exciter à un travail intellectuel quelconque. Tu parles de vers ; comme il y a longtemps que cela est « given up and over ». Tout ce que je puis faire est de piocher ce sempiternel angliche. A vrai dire, je le possède assez bien à l'heure qu'il est, pour lire, sans beaucoup recourir au dictionnaire, des romans de la collection Tauchnitz, qui font partie de la bibliothèque d'ici. J'ai l'intention de traduire, pour plus tard livrer à Hachette, un remarquable ouvrage de Lady Gullerton, *Ellen Middleton* [1].

En attendant, j'ai là tout prêt pour *la Renaissance* [2], puisqu'on y paye, un délicieux conte non traduit encore, de Dickens. Quand ma mère viendra, je demanderai à lui faire passer ce petit manuscrit d'une dizaine de pages... A quelque chose malheur est bon, et je compte bien, une fois dehors, utiliser ma nouvelle acquisition en entreprises de ce genre ; il y a à Londres une foule de braves écrivains pleins de talent, parfaitement inconnus en France, et qui accepteraient avec enthousiasme de se voir traduits en notre idiome. Le tout n'est pas de les trouver, ils pullulent, mais de trouver un entrepreneur de traductions payantes, autres que ceux déjà en exercice. A la rigueur, je fonderais une « maison » (il n'y a pas de petits commerçants). Une idée pareille n'a rien de risqué, on peut y gagner de l'argent, et par-dessus le marché ce serait une bonne action littéraire [3].

Il pensait même pouvoir rédiger en prison un petit volume de souvenirs de Londres. Il charge Lepelletier d'annoncer l'ouvrage ainsi : *Sous presse : « Londres, notes pittoresques »*. Le petit ouvrage parviendra par fragments à Lepelletier qui tâchera de le faire passer dans quelque feuille [4].

Mais son esprit avait pris peu après une direction plus lyrique et il est probable que les notes pittoresques ne furent pas écrites ; Verlaine consacra ses quelques loisirs de prison à

1. Un roman catholique anglais qui eut un succès très disproportionné à son faible mérite littéraire, quoi qu'en dise Verlaine.

2. Une revue que dirigeait Émile Blémont.

3. Cette lettre est datée « Mons, 1874 ». (Lepelletier, p. 379.) Il est impossible de déterminer de quel conte il s'agit. Dickens en a écrit plusieurs de cette étendue.

4. Note à sa mère. (Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 376.)

écrire cinq des poèmes de *Jadis et Naguère*[1] et une bonne partie de *Sagesse*.

A sa sortie de prison sa mère vint le chercher et l'accompagna dans sa famille aux environs d'Arras, puis dans les Ardennes. Il fit une courte échappée à Paris, sentit qu'il n'y pourrait pas vivre, que ses amis se détournaient de lui, que toute cette agitation de la grande ville était trop loin de la paix, du calme et de la vie qu'il souhaitait ; les tentations se représentèrent à son esprit.

> Si mes hiers allaient manger nos beaux demains
> Si la vieille folie était encore en route[2].

Il comprit bientôt qu'il lui fallait mettre des distances entre soi-même et les tentations de Paris ; en outre, ses ressources s'étant trouvées amoindries par les deux années d'oisiveté et de voyages qui avaient précédé son incarcération. Il avait alors fort entamé son capital ; il lui fallait tenter de gagner sa vie ou du moins atténuer ses dépenses. En France, il n'y fallait pas songer, encore que les raisons de son emprisonnement ne fussent point infamantes, on n'y regarderait pas de si près, et pour la plupart des gens il n'eût été qu'un « communard sorti de prison ». Telle est la justice sociale. Il savait maintenant un peu d'anglais, juste assez pour enseigner le français en Angleterre, un peu de grec et de latin, souvenirs de quinze ans en arrière ; il avait un diplôme de bachelier, il pouvait donc prétendre à trouver des élèves. Il partit pour Londres.

Il ne souhaitait pas d'y demeurer. Les souvenirs fâcheux de la vie avec Rimbaud étaient encore trop présents à sa mémoire. Les seuls amis qu'il s'y était faits professaient sur la politique et sur la religion surtout, des opinions qui n'étaient plus les siennes ; l'atmosphère d'une grande ville lui était devenue irrespirable :

> Et revenu des passions
> Un peu méfiant des « usages »
> A vos civilisations
> Préférera les paysages[3].

1. *Mes prisons*. (Œuvres complètes, t. IV, p. 391 et 416.)
2. *Sagesse*, I, vii.
3. *Sagesse*, III, i.

Il y avait d'ailleurs chez Verlaine, en dépit de toutes ses habitudes citadines un goût foncier de la terre, de la campagne, un amour de la simplicité paysanne, un sens rustique dont il a donné des preuves dans sa vie comme dans ses poèmes, et qui, à ce moment, sous l'effet d'une croyance rajeunie l'inclinait vers l'ingénuité des campagnes printanières.

Il arriva à Londres au milieu de mars 1875. Il a, vers la fin de sa vie, donné lui-même un récit assez détaillé de son existence en Angleterre, dans un article intitulé : *Choses d'Angleterre, moi professeur* [1].

Après trois années orageuses et douloureuses passées sur le continent, alors,

car le malheur est bien un trésor qu'on déterre [2]

sentant le besoin, ou du moins le désir, d'un travail calme et régulier, hors de la littérature, et sans qu'aucune nécessité d'argent m'y contraignît, je décidai de retourner en Angleterre, seul cette fois, et avec des intentions hautement respectables.

Dès son arrivée à Londres, il se rendit chez le directeur d'un office de publicité, E. Rolland, dans Great-Windmill street ; il l'avait connu lors de son précédent séjour et lui offrit ses services. Pendant les quelques jours qu'il resta à Londres, en attendant que Rolland lui eut trouvé un emploi, il se mit en quête de relations profitables. Il semble avoir soigneusement évité ses anciens amis de la Commune, il écrit à Lepelletier :

J'ai semé dans mon passage à Londres les germes de relations qui me seront utiles un jour. Rien des réfugiés « of course ». Revu quelques débris. Lissagaray, m'a-t-on dit, est assez dans la panne. Vermersch est en Suisse. Andrieu a tout à fait fait son trou. C'est tout.

1. Cet article dont nous n'avons malheureusement pas le texte français, parut, comme nous l'avons dit précédemment, dans la *Fortnightly Review*, juillet 1894, p. 70 à 60, sous le titre *Notes on England, myself as a French master*. Nous empruntons le titre français à une lettre inédite de Verlaine à Mr William Heinemann et que l'on verra plus loin.

2. Cf. le poème *Écrit en* 1875 dans *Amour*.

Il est probable que Verlaine ne tenait pas particulièrement à discuter avec ses anciens camarades « socialistes » les raisons intimes qui l'avaient fait se retourner vers la foi.

Je désirais un emploi « au pair », c'est-à-dire que j'enseignerais le français, le dessin et les langues mortes, en échange du logement, de la nourriture et du blanchissage. J'attendis une semaine environ, le cœur plein d'un vague regret de la liberté que j'allais volontairement abandonner et au bout de ce temps je reçus un avis de l'agence en question m'informant qu'un maître d'école dans le Lincolnshire acceptait de me prendre comme professeur de français et de dessin dans un village du nom de Stickney, près Boston.

Le lendemain, j'empaquetai mes effets, et partis de la gare de Kings Cross, pour Sibsey, la station la plus proche de Stickney, où la petite voiture et le « groom » du maître d'école devaient venir à ma rencontre. En allant, j'admirai pour la première fois (car jusqu'alors je n'avais guère vécu ailleurs que dans le triste Londres d'hiver) le charmant spectacle printanier des environs de la métropole.

Les dernières lueurs du jour répandaient leur éclat sur un paysage exquis, en sa somptueuse douceur de prés et d'arbres, ces arbres anglais aux branches capricieusement tordues et « intricated » (si je puis employer ce barbarisme) qui sont, comme le dit quelque part la Bible, ceux qui portent les meilleurs fruits. Des deux côtés d'une route bordée de belles haies vives, étaient, pour ainsi dire, semées de gras moutons et des poulains agiles, gambadant en liberté. Je fis une esquisse de cette scène dans les vers de mon livre *Sagesse* :

L'échelonnement des haies [1]...

Verlaine raconte ensuite son arrivée à la nuit ; il est reçu par le « school-master », Mr William Andrews, un homme jeune et aimable, mais dont les connaissances en français n'étaient guère plus grandes que celles de Verlaine en anglais. Le jeune « school-master » emmena Verlaine dans le salon où il vit une jeune femme en pleurs penchée sur un berceau dans lequel une petite fille était presque mourante. La jeune femme ne parlant pas le français et Verlaine usant encore d'un anglais très approximatif, ce fut par gestes qu'il lui fit comprendre la part qu'il prenait à ses angoisses et les vœux qu'il formait

1. *Sagesse*, III, xiii. Cette pièce portait d'abord, sur le premier manuscrit, le titre de *Paysage en Lincolnshire*, mais Verlaine supprima les titres de tous les poèmes de *Sagesse* sur le manuscrit de 1881 (publié en fac-similé par Mr Ernest Delahaye), puis il rétablit ensuite quelques indications de lieux et de dates; c'est ainsi que ce poème porte dans les éditions récentes l'indication *Stickney* 75.

pour le rétablissement de l'enfant; et sa nature sensible aidant, il mêla bientôt ses larmes à celles des parents. A la faveur de tant d'émotion la glace se trouva tout naturellement rompue, et depuis ce moment, dit Verlaine,

mes hôtes eurent un ami au lieu d'un « assistant » et moi j'eus deux amis.

Le lendemain matin, levé de bonne heure, il descendit dans le jardin, et s'en fut, aux abords de la maison, respirer l'air suave et la verdoyante pureté de la campagne anglaise; il n'avait pas fait quatre pas qu'il rencontra un vieux monsieur à barbe blanche, et qui parlait français, c'était le « canon » Coltman, à la fois « vicar » de la paroisse et « county-magistrate », homme d'une excellente culture et d'une rare largeur d'esprit. Il était l'ami de Tennyson dont il avait été le condisciple à Eton et dont il admirait très vivement les ouvrages. Il les communiqua à Verlaine dont l'esprit et la manière poétique n'étaient pas sans contact avec ceux du poète de *Maud*. C'est au cours de fréquents entretiens avec le « canon » Coltman que Verlaine contracta pour Tennyson cette admiration qui demeura fort vive jusqu'à son dernier jour.

Mr George Moore a raconté, plus de dix ans plus tard, comment au cours d'une visite qu'il fit à Verlaine, celui-ci lui exprima le regret de ne pouvoir se rendre à Londres pour obtenir de Tennyson et de ses éditeurs l'autorisation de publier la traduction d'un volume de poèmes choisis.

J'allai chez Macmilan, dit Mr George Moore, et leur demandai si l'affaire pouvait s'arranger, mais je n'en entendis parler. Lord Tennyson a ainsi manqué d'être traduit par quelqu'un de plus grand que lui, et pour convaincre lord Tennyson de la perte qu'il a faite, je n'ai qu'à citer l'un des sonnets d'une suite dont chacun est grand à la façon dont le sont les sonnets de Milton [1].

Verlaine goûta, dès les premiers moments de sa vie à Stickney un enchantement qui devait durer toute une année.

1. *Impressions and Opinions*, p. 93, suit la citation de « *Mon Dieu, m'a dit : « Mon fils, il faut aimer.* » La seule traduction de Verlaine que l'on connaisse, et qui est d'ailleurs faible est celle, en prose, d'un poème de Byron : *Lines on hearing that Lady Byron was ill*, traduction reproduite dans *Œuvres posthumes*, t. I. p. 246).

Mr Andrews dès le lendemain lui fit visiter toute sa maison personnelle qui était un petit cottage charmant, orné de plantes grimpantes. La maison d'école était, dit Verlaine,

Une construction d'un style gothique passablement défiguré, tout en crépis avec des membrures de bois peint en rouge foncé ; des fenêtres dans l'excellent style anglais du xve siècle avec des vitraux taillés réunis par un treillis de plomb... Derrière l'école et le cottage se trouvait ce que nous appellerions un « clos » et ce qu'en Angleterre, on appelle un « green », un « bowling green », que nos aïeux ont converti en « boulingrin ».

Après la visite de la maison, de l'école, et de ses alentours, Mr Andrews présenta le nouveau professeur aux élèves :

M. Verlaine qui est bachelier ès lettres de l'Université de Paris, veut bien m'aider à vous enseigner le français et l'art du dessin. Il sait l'anglais, aussi bien qu'un Anglais, et très certainement mieux que vous tous réunis, mais naturellement il ne le prononce pas... tout à fait bien.

C'était évidemment beaucoup de bienveillance de la part du « school-master » à l'égard de son professeur, car Verlaine poursuit ainsi son récit :

Je commençai par les leçons de dessin. J'avais demandé cet arrangement afin de pouvoir me familiariser avec mes élèves, saisir leur prononciation et m'accoutumer rapidement à ma nouvelle profession tout en me préparant à donner de profitables leçons de français et à envisager la possibilité de leçons particulières rémunératives. Mais les extraordinaires nez, oreilles, etc., produits par ma première leçon de dessin ! !

Verlaine n'avait pas l'intention de rester longtemps professeur dans ce collège. Dès le 1er avril 1875, quelques jours après son arrivée à Stickney, il écrivait à Lepelletier :

Combien de temps resterai-je ici, trois mois ou six mois selon que je saurai parler et entendre. Puis je verrai sérieusement à gagner ma vie en ce pays-ci où probablement maman, j'espère, finira par presque se fixer [1].

Mais le professeur s'accoutuma fort bien à ses élèves, et ceux-ci à leur maître. Le jeune ménage Andrews s'affectionna

1. Ed. Lepelletier, ouv. cité, p. 404.

à Verlaine. Le « school-master », désireux de passer un examen qui lui permettrait d'obtenir un poste plus avantageux, convint avec Verlaine de le perfectionner en anglais, en échange des leçons de grec et de latin, et c'est ainsi que notre poète étudia les classiques anglais de Marlow à Addison et de Fielding à Macaulay avec Mr Andrews et initia celui-ci aux beautés de Salluste, de Virgile, de Tacite et de Perse [1].

Il eut en outre quelques leçons particulières dans les environs. C'était une vie simple et familiale ; il allait dîner de temps en temps chez le « chanoine » Coltman, il conversait également avec le Dr Maxwell et avec le Révérend Mr Scratton qui habitaient à peu de distance de Stickney. Il faisait travailler ses élèves jeunes et grands, il lisait, il écrivait quelques poèmes, il faisait de grandes promenades à travers les prairies. Il se laissait prendre par cet irrésistible charme si sain, à la fois ingénu et cultivé de la campagne anglaise. Parfois il poussait jusqu'à la mer qui n'est qu'à deux lieues environ de Stickney.

Après ses deux années, ou presque, de réclusion en Belgique, après ce renouvellement d'âme dont il avait noté quelques élans dans des poèmes du futur recueil de *Sagesse*, rien ne pouvait lui être plus salutaire qu'un tel séjour, dispensé de tout souci matériel, astreint à un travail régulier et qui laissait cependant des loisirs, dans un milieu jeune et sain, imprégné de conviction religieuse, sans rien qui ressemblât au caractère « pion » de nos écoles ou collèges, ni à l'atmosphère d'ennui qui s'en dégage.

Verlaine le dit lui-même ; près de vingt ans après il en conservait le souvenir vivant et il n'y songeait pas sans plaisir :

> Ainsi un an passa, paisible, agréable et plein de vie même, parfois [2].

C'est là dans ce petit village de Stickney, dans cette atmosphère paisible, sereine, pieuse sans rigueur, au sein d'une existence presque familiale où les préoccupations intellectuelles se rafraîchissaient au contact permanent de la vie en plein air que Verlaine a écrit une partie de *Sagesse* ; il y

1. Ces noms sont ceux que cite Verlaine, il faut probablement voir dans le dernier l'influence de ses anciennes relations avec Vermersch qui avait traduit ce poète latin.

2. *Fortnightly Review*, art. cité.

composa plusieurs poèmes, notamment : *l'Échelonnement des haies* et *l'Immensité de l'humanité, Beauté des femmes* et l'admirable litanie : *O mon Dieu, vous m'avez blessé d'amour* ; probablement aussi *les Faux beaux jours ont lui tout le jour, ma pauvre âme* et *la Vie humble aux travaux ennuyeux et faciles* et ce poème *Écrit en 1875* qu'il plaça ensuite dans son volume *Amour* et où il revenait sur ses impressions de prison avec une sorte d'émotion reconnaissante :

Château, château magique où mon âme s'est faite.

C'est là, dans ce calme qu'il revit soigneusement les poèmes composés à Mons et ceux qu'il venait d'écrire ; et qu'il combina la disposition de tout son recueil.

Sa mère vint le voir à la fin de l'hiver 1876, et quoiqu'elle ne sût pas un mot de la langue du pays, elle s'y plut ; elle habitait chez le tailleur du village qui était chantre à l'église et dont la grimace quand il chantait amusait prodigieusement Verlaine. Madame Verlaine s'entretenait avec le « canon » Coltman, avec Mr Andrew dont les progrès en français avaient été rapides. Le dimanche on allait au service :

J'aime ces services qui sont si simples et auxquels participe toute l'assistance, tout en restant cérémonieux. Et comme émouvante est cette musique de Haendel [1]...

Par le « chanoine » Coltman, il avait été mis en relations avec plusieurs personnes dont quelques-unes lui avaient fait entrevoir qu'il pourrait donner des leçons particulières plus aisément à Boston, la petite ville voisine, à quatre ou cinq lieues de là. Verlaine alla s'y établir en compagnie de sa mère après une séparation « amicale au possible de la part des Andrews, et les larmes aux yeux de part et d'autre ».

Le souvenir que Verlaine garda de l'accueil que lui avaient fait Mr et Mrs Andrews n'était pas près de s'éteindre ; il alla les voir alors qu'il habita Bournemouth, un peu plus tard, et ses relations semblent bien s'être poursuivies avec le « schoolmaster » jusqu'à la mort de celui-ci en mars 1893 [2], comme le

1. *Fortnightly Review*, art. cité.
2. Indication fournie par Mr G. H. Hales, rector de Stickney (24 juillet 1917).

montre ce passage d'une lettre que m'adressa récemment Mrs Andrews :

Je suis désolé de n'avoir pas gardé la lettre que Verlaine m'écrivit au moment de la mort de mon mari ; j'avais aussi la photographie qu'il nous donna, mais elle s'est trouvée égarée. Lorsqu'il vivait avec nous, je ne savais pas que c'était un aussi grand poète ; il passait son temps à se promener, et à écrire sur un carnet de poche, dès qu'il avait fait sa classe [1]...

Peut-être faut-il voir la raison de son installation à Boston dans le fait que dans cette petite ville se trouvait une église catholique, et que Verlaine, tout à sa conviction, jugea qu'il pourrait là concilier ses exigences morales et matérielles. Sa mère et lui y séjournèrent quelques mois.

C'est une vieille ville, dit Verlaine, qui possède une superbe église dont la tour rappelle l'une de celles de la cathédrale de Rouen. Nous habitions dans une rue nommée Mainridge chez des gens qui avaient une grotte faite de cailloux et d'écailles d'huîtres, de moules et autres coquilles et qui me rappelait en caricature mes vers des *Fêtes galantes* :

Chaque coquillage incrusté
Dans la grotte où nous nous aimâmes
A sa particularité...

Il y donna des leçons de français, quatre fois la semaine, à un jeune Allemand, frère du Reverend Père Sabella, le « vicar » de l'église catholique. Le Lorrain de Metz qu'était Verlaine enseignant le français en Angleterre à un jeune Allemand du duché de Nassau cinq ans après la guerre, le sort a de ces bizarreries.

(La fin prochainement.)

G. JEAN-AUBRY

1. Lettre du 27 juillet 1917. Cela contredit l'assertion purement gratuite de Ed. Lepelletier (p. 405), que Verlaine alors « laissa sommeiller la muse ». Il reconnaît d'ailleurs que Verlaine à cette époque lui écrivit peu.

LA GUERRE SOUS-MARINE

DÉFENSIVE ET OFFENSIVE

L'acharnement avec lequel un adversaire aux abois joue sa dernière carte, les résultats parfois impressionnants que l'énergie qu'il déploie lui ont permis d'obtenir, le contre-coup que le ravitaillement est censé en supporter, ont mis aux premiers rangs des préoccupations de l'opinion publique, la question de la guerre sous-marine.

La menace proférée à grands fracas par la déclaration allemande de février 1917 a impressionné bien des gens. Certes, les morsures de l'ennemi se sont faites plus cruelles, mais les semaines passent sans entamer la capacité de résistance des Alliés ; ni la France, ni l'Angleterre ne sont tombeés à genoux et le fol orgueil de l'Allemagne leur a valu un nouvel allié dont le concours financier et militaire, l'appui économique et moral compensent bien au delà les pertes que la campagne sous-marine leur cause.

Quoi qu'il en soit d'un prochain avenir, l'opinion s'est émue des nombreux torpillages et une fois de plus a découvert la marine. Cette marine dont on ne parle guère que pour la critiquer, qui ne sait cueillir aucun laurier alors que sa glorieuse sœur en fait si ample moisson, cette marine si coûteuse d'entretien, aux catastrophes sensationnelles en temps de

paix et qui, en temps de guerre, ne peut même pas remplir de façon satisfaisante le modeste rôle de G. V. C. que le pays lui demande.

N'y a-t-il pas des cas formels de bâtiments torpillés à quelques milles d'un port? de bâtiments non secourus à temps? toutes choses qui décèlent, n'est-il pas vrai, soit un manque d'organisation fâcheux de la part des services de direction, soit une impéritie coupable de la part des services d'exécution.

Les députés en mission ont reçu des confidences, et le résultat en a été un débat au cours duquel le ministre fut amené à fournir publiquement un certain nombre de renseignements connus de tous ceux qui avaient intérêt à les connaître, mais auxquels il doit être désormais permis de faire allusion sans crainte de compromettre la défense nationale.

Toutes les querelles du temps de paix sur l'opportunité d'une arme plutôt que d'une autre se sont ravivées à un moment où de toutes parts, on cherche à obtenir le rendement maximum et la meilleure utilisation du matériel et du personnel dont nous disposons. Il ne faudrait cependant pas croire que ce soit dans les milieux combattants que des divergences d'opinion considérables se sont fait jour : à la rude école de la réalité, le matériel adopté, les méthodes utilisées ont vite fait leurs preuves, et ceux qui manient les outils sont vite fixés sur ce qu'ils peuvent en attendre ; il convient d'ajouter que la plupart des inventions offrant quelque apparence de bon sens — sans parler de quelques autres — ont été soumises à des essais et que celles qui ont été rejetées ne l'ont pas été sans un examen attentif. Les discussions ne sont guère reprises que par ceux qui n'ont pas la responsabilité de la lutte ; mais comme ce sont eux qui éclairent l'opinion publique, il est à craindre que les commentaires de presse qui ont suivi certains débats parlementaires de l'an passé n'aient propagé dans le pays des idées erronées, tant sur les possibilités d'action que nous permettent les armes dont nous disposons que sur les modifications à la ligne de conduite adoptée tant dans l'Océan que dans la Méditerranée.

Nous voudrions exposer ici aussi clairement et brièvement que possible quel est l'adversaire que nous avons à combattre,

quels sont les moyens dont nous disposons, ce que nous pouvons en attendre et, à l'occasion, comment nous pouvons en augmenter le rendement.

*
* *

Dans un article paru ici-même au mois de juin 1915, nous faisions ressortir combien les mouvements des flottes de haut-bord se trouveraient restreints lorsque les sous-marins ennemis seraient plus nombreux et se montreraient plus offensifs qu'ils ne l'avaient été jusqu'alors. Depuis, le temps a marché; le sous-marin est devenu la dernière arme dans laquelle les puissances centrales aient mis leur espoir ; aussi l'ont-elles perfectionnée avec l'esprit de suite et de méthode qui caractérise l'Allemagne et ont-elles porté tous leurs efforts sur la construction intensive de ce type de bâtiments.

Dès l'apparition du sous-marin, quelques esprits hardis, lui prédisant une brillante carrière, avaient vu en lui la sauvegarde du plus faible contre le plus fort : fini le règne des mastodontes : l'infiniment petit qui les guettait, les obligerait avant longtemps à s'abriter au fond des ports de guerre dont ils ne pourraient sortir qu'en courant de très gros risques ; grâce à lui, la défense des côtes des États à faible marine était assurée, les blocus rendus impossibles... Entre le moment où ces idées étaient émises pour la première fois et celui où les faits commencèrent de leur donner raison, près de vingt années s'écoulèrent au cours desquelles le matériel de navigation sous-marine se perfectionnait lentement ; si lentement que les état-majors déçus ne lui donnaient qu'une part assez faible dans leurs thèmes de manœuvre et dans leurs conceptions stratégiques, et, par réciproque, n'attachaient qu'une faible importance aux efforts de mise au point d'un matériel délicat, sans stimuler toujours suffisamment le zèle du personnel chargé d'y parvenir.

Telle était la situation en 1913. Par surcroît, en France en particulier, nous semblions très peu renseignés sur les progrès et les travaux de nos adversaires. Les Anglais étaient-ils mieux informés? Il fut permis de le croire lorsque l'amiral Percy Scott lança, cette année même, le cri d'alarme, en décla-

rant que l'état actuel de la navigation sous-marine rendait précaire le règne du cuirassé et que la fière Albion devait chercher autre chose si elle voulait maintenir incontestée sa suprématie maritime.

Une pareille déclaration dans la bouche d'un marin qui avait consacré toute sa carrière à perfectionner l'art du tir à la mer était de poids : ce canonnier ne pouvait être accusé de partialité en faveur de la torpille.

Il ne semble cependant pas que les officiers anglais aient été tous pénétrés de la vérité de cette affirmation catégorique : les circonstances du désastre des trois *Cressy* [1], où deux de ces croiseurs stoppèrent pour participer au sauvetage de l'équipage du troisième, le montrèrent bien : la leçon était dure et fut comprise par les Anglais ; il fallut quelques mois de plus et la perte du *Gambetta* [2] pour nous convaincre à notre tour.

Il faut donc bien admettre que la valeur militaire du sous-marin était sous-estimée au début des opérations ; il convient d'ajouter d'ailleurs qu'il n'était pas à ce moment à même d'entreprendre les opérations auxquelles il s'est livré depuis. On saura plus tard l'importance des croisières des sous-marins allemands et le nombre des torpilles lancées sans succès pendant les six premiers mois de la guerre.

Pour ce qui est de l'Autriche, les quelques sous-marins qu'elle possédait manquaient de souffle et d'entraînement, nous n'en voulons comme preuve que la longue impunité dont profitèrent les escadres françaises lourdes et légères dans les eaux de l'Adriatique et à ses abords immédiats. Pendant cinq mois, elle purent se ravitailler à la mer, stoppées en formation compacte à quelques milles de côtes où les espions fourmillaient, elles purent dérouler le long ruban des lignes de file de leurs douze cuirassés à dates fixes dans les mêmes eaux, avant que l'un d'entre eux fût atteint.

Pendant quatre autres mois, malgré l'arrivée des sous-marins allemands dans la Méditerranée, elles ne furent pas l'objet d'une seule attaque le long des côtes de Grèce où elles

1. Croiseurs cuirassés *Cressy*, *Hogue*, *Aboukir*, coulés à la torpille en septembre 1914.

2. Avril 1915.

mouillaient et se ravitaillaient, sous la seule protection de leurs contre-torpilleurs ou même de leurs simples canots à vapeur.

Au moment où la guerre éclatait, la défense contre le sous-marin était exclusivement passive. Les problèmes étudiés ne comportaient guère que la limitation de l'avarie sur le navire atteint et le moyen de l'éviter dans une formation compacte. Un cuirassement spécial, un compartimentage bien étudié suffiraient pour le premier cas, espérait-on; quant au second, on considérait — ce qui est encore vrai aujourd'hui — qu'un sous-marin en plongée était incapable de rattraper une escadre en marche ; pour éviter un sous-marin posté sur la route, on disposait soit de la protection des bâtiments légers, soit de la manœuvre de l'escadre lourde ; la formation cuirassée avançait à l'abri de rideaux de contre-torpilleurs étagés en avant d'elle et sur ses flancs : on admettait que le sous-marin ne pourrait pas montrer son périscope sans être aperçu et canonné ou abordé par l'escorte ; mais au cours des manœuvres, quand le périscope de l'assaillant était signalé, c'était neuf fois sur dix entre l'escadre et son rideau. Quant à la manœuvre, les bâtiments en formation serrée zigzaguaient stimulanément sur signal ; le sous-marin dérouté et menacé à chaque instant d'un abordage devait s'immerger profondément et laisser passer ainsi l'occasion de l'attaque; mais en exercice, les risques sérieux que ce dispositif imposait à nos sous-marins, en empêchaient la pratique courante.

En résumé, pour attaquer le sous-marin, aucune autre arme que le canon, la torpille et, à l'occasion, l'abordage; pour se défendre contre lui : au mouillage, les estacades lointaines et les filets rapprochés [1] ; à la mer, les rideaux de batiments légers ou la manœuvre de la formation ; pour le rechercher : rien.

Cependant la guerre évoluait rapidement ; en raison de l'énorme disproportion des forces, les marines ennemies ne pouvaient maintenir en dehors de leurs ports que leurs sous-marins; les Alliés renonçaient à tenir avec leurs escadres cui-

1. Nos *Bretagne* venaient d'en recevoir.

rassées un blocus rapproché, coûteux et plein de risques ; au blocus classique auquel les Alliés la soumettaient, l'Allemagne répondait par le blocus sous-marin de leurs côtes; mais n'ayant pas comme eux la ressource de conduire ses prises dans ses ports, elle était amenée inéluctablement, en les détruisant sur place, à inaugurer cette méthode de guerre barbare, mais logique des torpillages sans trop se soucier du sort des équipages.

Espérant obtenir par une telle campagne des résultats décisifs, l'Allemagne a augmenté progressivement le tonnage de ses sous-marins corsaires, accroissant successivement ou simultanément l'approvisionnement en combustible, c'est-à-dire le rayon de la croisière et sa durée, le nombre des torpilles, celui des canons et leur calibre, c'est-à-dire sa valeur offensive. Elle en est aujourd'hui au croiseur sous-marin de plus de 2 000 tonnes, armé de 2 canons de 155 portant à 12 000 mètres et de 16 ou 18 torpilles portant à 6 000 mètres ; un bâtiment de cette taille peut certainement tenir la croisière pendant deux mois sans se ravitailler [1].

Une telle unité demande — même en Allemagne où l'on construit vite — des délais d'exécution qui ne doivent guère être inférieurs à une année ; des sous-marins moins puissants plus vite réalisés sont susceptibles d'exercer une activité destructive encore très satisfaisante dans les régions moins éloignées. C'est ainsi que l'on a vu paraître auparavant les premiers *U-B* dont le tonnage n'excède pas 300 tonnes et l'armement offensif 4 torpilles et 1 canon ; puis les premiers *U-C* spécialisés dans le mouillage des mines — genre d'opérations qui paraissaient encore interdites aux sous-marins en 1914 — d'un tonnage un peu supérieur ; ils ont les mêmes armes que les précédents, mais ils emportent en plus dans des puits spéciaux de 12 à 18 mines qu'ils vont mouiller en une ou deux nuits le long des côtes ennemies ; ils peuvent ainsi faire des croisières sensiblement plus courtes que les simples lance-torpilles et avoir par suite un meilleur rendement.

1. Cette limite paraît être celle de l'emploi d'un sous-marin quel qu'en soit le tonnage, par suite des visites à faire subir au matériel et de la fatigue du personnel.

Cet avantage n'est pas le seul qui résulte de l'emploi de la mine. Le poids et l'encombrement de l'engin ne dépasse pas la moitié de ceux d'une torpille automobile ; sa construction est moins longue et moins délicate, et le poids d'explosif qu'il transporte est plus considérable; avec de bons appareils, le risque réel que comporte son mouillage est moins grand que celui d'un lancement ; par des dispositifs appropriés il peut ne devenir offensif que quelques jours après sa mise à l'eau, au moment où toute trace du sous-marin mouilleur ayant disparu, la vigilance de l'adversaire peut avoir diminué. Enfin, et ce n'est peut-être pas la dernière raison de son emploi, sa recherche et sa destruction immobilisent une portion importante des forces de patrouille ennemies qui ne contribuent pas pendant ce temps à la protection des convois et à la recherche du sous-marin lui-même, sans parler des risques supplémentaires qu'il leur fait courir [1].

Ces avantages ont dû être appréciés, puisque des sous-marins d'un tonnage de 1 000 tonnes ont, à leur tour, reçu des approvisionnements de mines doubles des précédents, tout en restant munis, comme tous les sous-marins, d'artillerie et de quelques torpilles ; les sous-marins sans mines d'un tonnage équivalent n'emportent pas plus de 18 torpilles, au lieu de 4 torpilles et 34 mines.

Nous ne parlerons que pour mémoire du sous-marin transport soit de commerce, soit de guerre ; les essais n'ont pas été poursuivis ; l'intervention des États-Unis a enlevé tout intérêt au grand sous-marin commercial type *Deutschland* susceptible de transporter 4 à 500 tonnes de produits précieux, et les transports d'armes et de personnel sur la côte de Tripolitaine n'ont pu porter que sur de faibles quantités.

Quant au croiseur submersible dont nous avons déjà parlé [2], son apparition est la meilleure preuve de l'efficacité des mesures défensives prises par les puissances de l'Entente ; l'appro-

1. Je citerai l'exemple d'une escadrille de 8 à 10 dragueurs qui a passé trois semaines sans interruption à assainir une centaine de milles rendus suspects par la découverte de quelques mines; au cours de cette opération ils ne découvrirent qu'une nouvelle mine.

2. Le *Deutschland* transformé a été le premier du genre.

visionnement en combustible et en torpilles a évidemment bénéficié quelque peu de l'énorme accroissement du tonnage, mais la différence capitale réside dans la substitution aux pièces de 105, qui étaient jusqu'ici le plus fort calibre employé sur les sous-marins, de deux pièces de 155[1]. Grâce à elles, le corsaire espère couler au canon cargos et patrouilleurs avant de se trouver lui-même sous le feu de leur artillerie.

Cette nouvelle menace n'a rien qui doive nous inquiéter quand bien même l'armement défensif de nos bâtiments ne serait pas amélioré, car l'efficacité de deux pièces d'artillerie sur un but se dérobant à plus de 10 000 mètres sera toujours très restreinte, et l'expérience montre que le croiseur sous-marin, conscient de sa propre valeur et de sa vulnérabilité, fait preuve d'une très grande circonspection; aussi son rendement est-il de beaucoup inférieur à ce que les Alliés pouvaient redouter.

***

Nous avons montré qu'en 1914 aucun engin spécial n'existait pour la défense contre les sous-marins.

Dès que le sous-marin s'immergeait, il devenait invulnérable à l'obus et pratiquement à la torpille — armes dont l'action est limitée à leur point d'impact; en attendant mieux, le canon fut approvisionné en obus spéciaux dont l'éclatement ne se produit qu'à une certaine profondeur; mais la charge d'explosif transportée est bien faible, et, là encore, on ne peut compter que sur le coup heureux atteignant la coque elle-même ; or le tir de ce coup heureux exige la vue d'une partie quelconque du sous-marin ; le périscope, le premier objet visible en général, est bien peu apparent si la mer n'est pas tout à fait plate, et ses apparitions sont fugitives[2].

1. Le poids d'une pièce de 105 avec son approvisionnement supposé de 400 coups est de 10 tonnes environ; celui d'une pièce de 155 dans les mêmes conditions est de 30 tonnes; l'effort au recul d'une pièce de 105 est de 11 tonnes, celui d'une pièce de 155 de 25 tonnes, ce qui entraîne pour la seconde des consolidations dans les infrastructures beaucoup plus considérables.

2. Dans 40 cas sur 100, des bâtiments de commerce où la veille était organisée ont été torpillés en plein jour sans même avoir aperçu la torpille qui les frappait.

Pour combattre le sous-marin en plongée, le premier point est donc de le rechercher ; or, le navire de surface ne possédant aucune vue en profondeur, l'idée de le rechercher par le son vint tout d'abord à l'esprit ; d'autant que la question du balisage par cloches sous-marines nous avait valu dès le temps de paix la mise en serviee de bons microphones sous-marins. Seulement le problème n'est pas le même : la recherche d'un bruit — ce qui est le cas d'une hélice — au milieu d'autres bruits est beaucoup plus difficile que celle d'un son ; néanmoins les importantes études entreprises dans les différents pays à ce sujet ont fini par donner des résultats intéressants ; l'écouteur sous-marin ou hydrophone permet, dans certaines conditions, de reconnaître le bruit d'une hélice à une certaine distance ; nous ne voulons pas dire que du ronronnement régulier des hélices dans le circuit d'un hydrophone se déduise immédiatement et facilement la position exacte du sous-marin, mais le seul fait d'en connaître la présence dans un certain rayon peut permettre de soustraire à son atteinte les bâtiments d'un convoi.

L'utilisation des chalutiers à vapeur amena la mise en essai d'une sorte de recherche tactile; aux filets de pêche on substitua de légers filets à mailles d'acier que les chalutiers remorquèrent dans les mers étroites où les sous-marins étaient obligés de s'aventurer ; le sous-marin engagé entre les mailles entraînait pour le moins le filet, quand il ne s'y faisait pas d'avaries ; sa présence se trouvait ainsi révélée et d'autres engins étaient alors mis en œuvre pour amener sa destruction.

Parallèlement au filet de recherche, se développait dans de grandes proportions le filet de barrage, plus robuste, solidement mouillé dans les passes relativement étroites et peu profondes dont il interdit l'accès à l'ennemi.

Voici donc le sous-marin reconnu, soit par hydrophone, soit par filet, soit encore par un remous suspect, par une série de taches huileuses venant à la surface de la mer ; pour le détruire on n'a guère trouvé mieux que de jeter une charge d'explosif aussi considérable que possible dans son voisinage aussi immédiat que possible, car l'épaisseur du matelas d'eau interposé entre la matière en explosion et la coque réduit très rapidement son efficacité ; on a ainsi les bombes et grenades sous-marines,

dont les dimensions ne sont limitées que par le tonnage des bâtiments qui les porteront ou le désir de répartir le même poids d'explosif dans un plus grand nombre de charges. Il est naturellement impossible de citer les cas où la brèche produite par de tels engins a entraîné la perte immédiate du sous-marin : le plus souvent aucune trace ne remonte à la surface pour en témoigner ; mais, plusieurs fois les avaries subies du fait des explosions ont obligé le sous-marin à faire surface et à succomber immédiatement sous le canon des patrouilleurs ou bien à s'aller réfugier dans un port neutre.

Aux armes précédentes, il convient d'ajouter, pour la recherche, les radiogoniomètres des postes de T. S. F. de côtes qui enregistrent les ondes émises par les postes des sous-marins, les situent en direction, et par le coupement de deux ou trois de ces directions déterminent la position de l'ennemi, et la communiquent aux bâtiments de patrouille. Enfin, une arme défensive a été empruntée aux Allemands qui l'employèrent pour la première fois à la bataille du Jutland, c'est la boîte à fumée, engin producteur d'un nuage abondant à l'abri duquel, si le vent est favorable, les bâtiments menacés tentent de se soustraire au tir de leur adversaire.

Enfin contre la mine, des dragues de toutes sortes sont en service ; elles assurent le déblaiement rapide des chenaux côtiers dont il importe d'assurer le libre accès.

Tel est, croyons-nous, à l'heure actuelle, l'ensemble des armes que possède la flotte des utilisateurs dont nous allons étudier le développement.

***

Nous dirons d'abord un mot, pour n'y plus revenir, d'un type de bâtiment que l'on croyait bien disparu à jamais des marines modernes et qui a fourni une utilisation satisfaisante dans des conditions spéciales : c'est l'ancienne batterie flottante reconstituée par les Anglais sous la forme de monitors à faible tirant d'eau armés d'une ou deux pièces d'artillerie de très gros calibre ; ainsi est réalisée une plate-forme flottante très peu vulnérable au sous-marin qui devrait s'en approcher

en surface en raison des petits fonds où elle opère, et très efficace contre les objectifs à terre ; de tels bâtiments firent de bonne besogne aux Dardanelles et le long des côtes de Flandre ; ils ne constituent, bien entendu, qu'une solution défensive et très locale du problème de la lutte contre le sous-marin.

Parmi les bâtiments de guerre en service en 1914, le seul qui fût d'une utilisation immédiate était le contre-torpilleur ; celui de 3 à 400 tonnes, tonnage suffisant pour tenir la mer dans la plupart des conditions de temps, était le meilleur outil en raison de sa moindre grande vulnérabilité. Au point de vue offensif, le type de chaudières qu'il possèdait lui permet de changer rapidement d'allure et de foncer sur l'adversaire à une vitesse supérieure à celle des meilleurs sous-marins; son armement en canons et en torpilles lui donnait des chances appréciables d'atteindre son ennemi et en tous cas d'engager le combat dans de très bonnes conditions ; au point de vue défensif, son tirant d'eau inférieur à trois mètres, sa rapidité d'évolution lui rendaient les torpilles peu redoutables : il demeure toujours le meilleur instrument de combat, et son armement primitif complété par les engins inventés récemment en font un adversaire que le sous-marin n'affronte jamais délibérément.

Au début, la marine française disposait d'environ 80 contre-torpilleurs et de 120 torpilleurs de 100 à 150 tonnes; la lenteur de la construction navale en France et la difficulté d'approvisionner dans un délai suffisamment court du matériel soigné comme le sont les machines à grande vitesse ne nous permettaient pas d'augmenter ce nombre dans des proportions intéressantes. D'ailleurs les arsenaux de la marine ne chômaient pas; le Département, allant au plus pressé, les avait mis le plus possible à la disposition de la guerre : pour le front, ils confectionnaient des munitions ; pour le front, ils transformaient la puissante artillerie des bâtiments et l'opposaient aux canons lourds des Allemands ; ce qui leur restait de disponibilités était largement absorbé par l'armement des bâtiments auxiliaires réquisitionnés, la mise en état des cuirassés et croiseurs désarmés pendant la paix, l'entretien des escadres et des flottilles qui naviguaient comme jamais elles ne l'avaient

fait. Tout au plus pouvaient-ils mettre en chantier quelques petites unités en utilisant partiellement le matériel retiré de bâtiments condamnés ; ne pouvant construire elle-même, la marine s'adressait à tous les chantiers, tant français qu'étrangers, en état d'accepter ses commandes et achetait — à des conditions onéreuses — tous les bâtiments que les neutres voulaient bien lui céder.

C'est que les quelque 200 unités dont elle disposait étaient de beaucoup insuffisantes pour assurer le service de protection qui lui incombait. Faisons une estimation grossière des ressources nécessaires à la protection immédiate de notre littoral : France, Corse et Algérie-Tunisie. En se contentant d'une seule ligne de surveillance, étendue de telle sorte que tout bâtiment naviguant à quelques milles des côtes soit constamment en vue, par temps moyen, d'un bâtiment de patrouille, il ne faudrait pas que la distance entre les patrouilleurs excédât 6 milles marins (11 kil.); pour un développement de plus de 4 000 kilomètres, cela représente déjà plus de 360 patrouilleurs ; si nous voulons assurer de la même façon, dans la seule Méditerranée, la protection des quelques routes strictement indispensables à la navigation entre les côtes de Provence, la Corse et l'Afrique du Nord, soit, en prenant par le plus court, Nice-Bastia, Marseille-Tunis, Marseille-Alger (en tout 940 milles), il faut 85 nouveaux bâtiments, par conséquent un ensemble de 450 patrouilleurs à la mer ; et, en supposant, ce qui est un maximum, que l'on obtienne de chacun d'eux une moyenne de deux jours sur trois de service, voilà une flotte de plus de 670 patrouilleurs, près de 500 bâtiments à modifier ou à construire, à armer et à équiper. Supposons-la prête à prendre la mer ; quels services la marine a-t-elle encore à assurer? Nous n'avons prévu aucun service de sûreté pour les escadres, aucune escorte pour les convois particulièrement précieux, aucun dragueur devant les ports, aucune protection pour la pêche, aucune pour les côtes lointaines où nous opérons. Ces quelques chiffres donnent une idée de l'importance de l'œuvre que la marine entreprenait.

Pour remplir efficacement le rôle de sentinelle de la mer — de bouchon sur l'eau — pendant des semaines et des semaines

par tous les temps, le seul type de bâtiment facilement transformable était le chalutier de pêche à vapeur de 200 à 500 tonneaux de jauge, bien défendu de l'avant contre la mer, consommant peu de charbon, disposant de vastes cales pour y aménager les soutes à munitions, un poste d'équipage, une cabine de T. S. F. ; il allait devenir l'auxiliaire le plus précieux des bâtiments de guerre dans la tâche pénible qui leur était assignée. Presque tous les chalutiers des côtes de France furent mobilisés en 1915 avec leur équipage, armés d'une ou deux pièces de canon du plus fort calibre compatible avec leus dimensions, d'engins de recherche et de destruction et lancés le long des côtes ou sur les routes du large dans des croisières sans fin. Le pays n'aura jamais assez de reconnaissance pour ces modestes serviteurs dont un bref communiqué ne lui apprend le nom que s'il leur est arrivé malheur. Parmi ceux qui mènent de front le dur combat contre l'homme et contre les éléments, c'est lui qui supporte le plus rude. Dans une guerre où les efforts demandés au personnel sont pour ainsi dire sans limites, seule la fatigue du matériel décide du repos qu'il prendra ; tous les petits bâtiments de guerre sont des instruments plus fragiles que le chalutier ; ils ont besoin de renouveler plus souvent un charbon qu'ils consomment plus vite ; leurs formes taillées pour la vitesse ne leur permettent pas d'affronter tous les temps que le chalutier étale : autant de raisons qui diminuent la longueur de leur croisière et augmentent la durée de leurs séjours dans les ports. Par grosse mer, la vie sur le contre-torpilleur est plus dure que sur le chalutier, qui se défend mieux et est moins secoué, mais là où l'un est contraint de s'abriter, l'autre continue : dans cette longue guerre, les équipages qui montent les chalutiers auront bien mérité de la patrie. Ils se sont d'ailleurs si bien montrés à la hauteur de leur tâche que la marine a fait construire pour son compte des bâtiments similaires qui viennent tous les jours accroître leur nombre.

En face de ses qualités nombreuses, le chalutier a deux points faibles : d'une part sa faible vitesse, qui lui interdit la chasse proprement dite et l'oblige à accepter le combat au canon à telle distance qu'il plaît au sous-marin de lui imposer ; d'autre part, son trop grand tirant d'eau, quatre à cinq mètres,

qui le rend très vulnérable à la torpille et surtout à la mine. En général, le sous-marin préfère réserver ses torpilles aux cargos lourdement chargés, et ceci est la raison du petit nombre de chalutiers torpillés ; mais la mine est aveugle et les chalutiers qui en sont victimes sont d'autant plus nombreux que beaucoup d'entre eux sont équipés en dragueurs et passent de longues et périlleuses journées à assainir les régions où quelque sinistre a révélé l'existence d'un champ de ces terribles engins.

Le sous-marin en plongée ne marche pas vite et dépense beaucoup; l'obliger à s'immerger, c'est déjà affaiblir momentanément son action ; or, pour obtenir ce résultat il suffit de quelques obus venant éclater près de lui; on devait donc être amené à chercher un porte-canon à bonne vitesse, d'un tonnage très réduit, que l'on reproduirait rapidement à un grand nombre d'exemplaires. Les progrès accomplis dans ces dernières années par les moteurs à explosions, leur peu d'encombrement, la rapidité de leur mise en action ont valu aux vedettes de guerre des machines de ce modèle.

Par beau temps, le bâtiment réalisé peut être un instrument de recherche et même de combat précieux ; sous un tonnage relativement faible, il assure la mise en action d'une pièce d'artillerie puissante et dont l'éloge n'est plus à faire ; groupé en escadrilles dont les unités agissent en liaison, elles seraient capables de découvrir la présence d'un sous-marin en plongée naviguant dans leur voisinage, d'en garder le contact pendant des heures et de l'obliger ainsi à vider ses batteries d'accumulateurs, prêtes à le couvrir de bombes dès que son sillage le révélera avec certitude ; seulement, il ne faut pas oublier que leur tonnage modeste ne les rend utilisables que par beau temps.

La vedette agrandie et perfectionnée est devenue le « chasseur » qui, sous un tonnage encore très réduit, possède des qualités nautiques remarquables, une vitesse et des engins qui justifient son nom.

Beaucoup plus importantes sont les canonnières que la marine construisit un peu à l'emporte-pièce en attendant la livraison de ses commandes de navires rapides ; elles ont reçu la plupart des engins de combat imaginés contre les sous-marins ; tous les jours, on essaie de leur en distribuer

de nouveaux, et elles portent des canons d'un calibre déjà sérieux. Si elles ont à un moindre degré certaines des qualités des chalutiers, elles ont un armement et une vitesse nettement supérieurs.

Enfin le plus fort tonnage consenti jusqu'ici au chasseur de sous-marins est celui des beaux avisos que certains de nos alliés construisent par séries nombreuses. Les journaux illustrés ont raconté avec force détails et force gravures la fin brillante de l'un d'eux : leur puissance offensive ne laisse pas grand'chose à désirer, et le naufrage même de celui auquel nous faisons allusion a montré que leur capacité de résistance aux explosions était bien supérieure à ce que l'on pouvait espérer. Il était malheureusement impossible de réaliser un tel bâtiment dont la vitesse est également satisfaisante, sans lui donner un tirant d'eau qui le rend plus vulnérable à la torpille et à la mine. En service depuis déjà de longs mois, ce grand patrouilleur, malgré son ancienneté relative, est une réplique encore satisfaisante du croiseur sous-marin. Il n'en a probablement pas la vitesse, mais ses canons valent les 155 allemands et il ne risque pas d'être exposé à leur feu sans pouvoir y répondre.

L'hydravion, si lourd encore il y a quatre ans, est venu fort à propos apporter aux patrouilleurs de surface sa vue étendue et son extrême mobilité. Sous l'impulsion du dernier ministre de la Marine, qui a compris de très bonne heure les services que l'on pouvait en attendre et qui lui a fait confiance, l'aviation maritime a pris un développement considérable : un réseau complet d'hydravions couvre dès à présent le littoral de la métropole; la distance à laquelle ils assurent l'éclairage des côtes et contribuent à la protection des convois représente déjà la marche pendant plusieurs heures de bien des cargos. Lorsque certaines recherches en cours auront abouti — et nous croyons qu'elles sont en bonne voie — l'hydravion de bombardement et l'hydravion-canon seront un des adversaires les plus redoutables pour le sous-marin qu'ils auront réussi à surprendre en surface ; c'est dans cette position que celui-ci exécute la plus grande partie de ses croisières, et dès à présent il arrive fréquemment — mettons une douzaine de fois tous les mois — que l'avion l'aperçoit de la sorte et arrive

au-dessus de lui suffisamment tôt pour lancer ses bombes sur le sillage qui ne s'est pas encore effacé ; il fut un temps où le sous-marin faisait tête et réussissait parfois à mitrailler l'avion ; le fait ne se produit plus aujourd'hui ; il semble bien que l'amirauté allemande ait jugé le patrouilleur aérien aussi redoutable à ses sous-marins que le patrouilleur de surface et leur ait interdit de la même façon d'accepter le combat. Il est certain que l'avion, plus encore que le patrouilleur, est convaincu de la petitesse de sa valeur à côté de celle de son ennemi, et qu'il n'hésitera jamais à s'engager à fond, ce que le sous-marin ne peut pas se permettre avec la même froide résolution.

L'hydravion rend encore de grands services dans la recherche des mines : théoriquement il voit sous l'eau à une certaine profondeur, mais cela l'oblige à voler bas — ce qui nuit à l'exploration de surface, si bien que l'on ne peut compter absolument sur lui pour découvrir le sous-marin ou la mine immergés ; mais il n'est pas rare que des mines viennent à la surface, et on ne compte plus le nombre de celles dont il a signalé la présence aux patrouilleurs opérant à proximité.

La saucisse remorquée — l'aveugle et le paralytique — ou le dirigeable paraissent être de meilleurs outils dans les recherches en profondeur ; le dirigeable rachète par là l'infériorité que lui vaut son volume dans l'attaque du sous-marin, infériorité qui ne l'empêche d'ailleurs pas de poursuivre les sillages suspects qu'il découvre et de les bombarder.

Aux patrouilles aériennes et de surface, il convient d'ajouter les patrouilles sous-marines ; nous nous bornerons simplement à en signaler l'existence pour répondre à la question si souvent posée lors de tout nouveau torpillage sensationnel : « Mais que font donc nos sous-marins? » Nos sous-marins — tout comme les sous-marins allemands — surveillent d'abord les côtes ennemies ; seulement, ils n'ont pas comme eux la ressource de torpiller des bâtiments de commerce qui ne naviguent pas. Puis, ils participent à la surveillance de la mer et à la destruction de leurs similaires : le croiseur sous-marin détruit par un sous-marin britannique le montre.

***

Examinons maintenant comment se défend lui-même le bâtiment de commerce, pour la protection duquel tous les moyens énumérés précédemment sont mis en œuvre.

A l'attaque au canon, la moins coûteuse pour le sous-marin et qu'il pratiquait assidûment autrefois, le canon a fourni la réponse. Presque tous les cargos alliés ont à l'heure actuelle au moins une pièce d'artillerie de retraite qui leur permet de tenir à distance respectable le sous-marin assaillant tout en prenant chasse devant lui ; l'armement défensif des bâtiments de commerce a fait diminuer de 70 p. 100 en un an le nombre des attaques au canon et fait tomber de 80 à 60 p. 100 le nombre des bâtiments qui, attaqués de la sorte, ont succombé [1].

L'utilisation des engins fumigènes complète leur défense et leur permet de se soustraire à la poursuite d'un ennemi trop pressant.

A l'attaque à la torpille la réplique est plus difficile. Nous avons exposé les moyens peu efficaces dont les marines de guerre disposaient après des années de recherche ; elles les ont enseignés à toutes les marines de commerce ; puis on a mis à l'essai tous les procédés qui paraissaient avoir quelques chances d'efficacité, même dans des circonstances exceptionnelles.

Alors que le bâtiment de guerre cuirassé est une agglomération de cellules peu volumineuses réparties par de vastes cloisons rigoureusement étanches, en France du moins, en une douzaine de grands compartiments transversaux, le cargo n'est le plus souvent qu'une vaste caisse divisée en quatre ou cinq compartiments, recouverte d'un couvercle bien mince — pont ou panneaux — si on le compare à celui que représente les ponts cuirassés du navire de guerre. Ces différences impor-

1. Les Allemands sont évidemment aussi bien renseignés que nous sur le nombre des bâtiments rencontrés et détruits par leurs sous-marins ; nous ne leur apprendrons donc rien en citant certains pourcentages approximatifs qui nous semblent particulièrement instructifs.

tantes dans la construction modifient sensiblement la façon dont l'un et l'autre réagissent à la torpille.

La masse des gaz mis en liberté par l'explosion cherche à s'échapper suivant les directions de moindre résistance : pressée à l'origine entre l'eau et une paroi de fer derrière laquelle se trouve de l'air, c'est la paroi de fer qu'elle crève en se répandant en arrière jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment détendue : sur un navire de guerre, les ponts cuirassés lui opposent une résistance bien supérieure à celle des cloisons latérales les plus solides ; les cloisons cèdent, et, tandis qu'au-dessus des ponts rien ne décèle l'avarie, les fonds se trouvent désagrégés sur une étendue considérable. Sur le cargo au contraire, en arrière de la coque, l'onde explosive a trouvé un vaste volume où sa violence s'atténue, et, si cela ne suffit pas, c'est souvent le pont qui volera en éclats plutôt que les cloisons limitant le compartiment. Pour meurtrier que puisse être le nouveau phénomène, il ne viendra pas aggraver l'avarie causée par la torpille au point de vue de la sécurité du bâtiment si une condition essentielle se trouve remplie : à savoir que la séparation des cales soit bien effective, autrement dit que toutes les portes ou trous de soutes pouvant les faire communiquer soient maintenues fermées à la mer : question de simple discipline, dira-t-on, mais qui n'est malheureusement pas toujours respectée.

Le cargo augmentera encore les chances de soulèvement de son pont en appuyant contre les grandes cloisons les marchandises qu'il transporte ; une répartition judicieuse du chargement — la mise en abord, par exemple des matières qui foisonnent facilement, coton, farine — contribuera en outre à retarder et à limiter l'invasion de l'eau en obturant partiellement la brèche.

Mais enfin, la brèche existe et l'eau entre ; en plus de la légèreté de son pont, le cargo possède encore un avantage sur le navire de guerre, c'est l'absence de cloisons longitudinales ; chez lui l'eau se répartit également à tribord et à bâbord ; le bateau enfonce tout droit sans donner de bande, et, si une seule de ses cales se trouve remplie, peut-être réussira-t-il à se maintenir à flot. Sur le navire de guerre d'une certaine largeur, l'onde explosive n'a généralement pas crevé toutes les cloisons

longitudinales jusqu'à la coque opposée ; l'une d'elles résiste et l'eau ne la dépasse pas ; alors le navire inégalement chargé s'enfonce et s'incline et le danger de chavirement par perte de stabilité devient tel que l'on en est réduit à exécuter une mise en communication rapide des deux bords pour redresser le bâtiment.

Le cargo sans cuirasse pourra donc mieux résister que le cuirassé grâce à des mesures faciles à prendre ; elles ont dès maintenant fait diminuer de 25 p. 100 le rapport du tonnage atteint au tonnage coulé, malgré l'augmentation de puissance des torpilles ennemies et le plus grand entraînement de son personnel.

Les moyens qu'emploie la flotte de guerre pour se soustraire à l'atteinte de la torpille sont aussi ceux qui ont été mis en œuvre sur la flotte de commerce ; à l'escadre se substitue le convoi, au rideau des contre-torpilleurs, l'escorte, et comme la vitesse de la plupart des cargos ne dépasse pas 10 à 12 nœuds, la plupart des bâtiments de patrouille que nous avons étudiés peuvent en faire utilement partie ; il y aura évidemment grand intérêt à ce que l'un au moins des navires d'escorte soit un navire à grande vitesse dont l'intervention au moment d'une attaque, s'il ne la prévient pas, pourra causer la destruction de l'assaillant ; en outre, lorsque parmi les silhouettes des cargos et des chalutiers, celui-ci distinguera celle du contre-torpilleur qui en est si différente, il précipitera bien souvent son attaque au risque de la manquer, pour ne pas s'exposer aux coups de son plus redoutable adversaire.

Le convoi encadré de la sorte naviguera en formation serrée et en zigzag, tout comme les escadres ; mais tandis que les cuirassés munis d'un nombreux personnel, de télémètres qui donnent à chaque instant la distance au voisin, de machines dont la vitesse est constamment contrôlée, maintiendront rigoureusement leur formation, le cargo avec un personnel très réduit, nullement assoupli à pareil exercice, une machine dont le régime des chaudières règle seul l'allure, se déplacera tant bien que mal dans la direction générale de sa route ; le convoi s'allongera en dépit des efforts de l'escorte pour le maintenir en peloton et laissera parfois en arrière un ou deux traînards qui seront la proie toute désignée du corsaire à l'affût.

Là encore, la discipline seule diminuera le risque à courir. La plupart des marins du commerce reconnaissent volontiers l'efficacité du convoi pour les protéger, mais beaucoup se montrent rebelles à la pratique des routes en lacets. En particulier ceux dont les bâtiments ont une vitesse particulièrement faible répugnent à la diminuer encore en allongeant leur chemin ; ils estiment qu'en agissant de la sorte ils facilitent la tâche du sous-marin, qui peut les gagner en plongée ; les statistiques montrent que cet inconvénient est largement compensé par l'incertitude où demeure l'ennemi de la route exacte du cargo et par les chances de dérobement que lui offre le changement de route lui-même : sur 100 attaques de cargos faisant des routes sinueuses, 50 ont échoué ; sur le même nombre de cargos faisant des routes droites, 70 ont réussi.

Le complément de toutes les mesures précédentes consiste en une veille aussi bien organisée que possible, grâce à laquelle l'ennemi est souvent découvert avant d'avoir pu gagner la position d'attaque ; il est facile de se rendre compte que le sous-marin très bas sur l'eau, même en surface, aperçoit les fumées, puis les mâts d'un convoi bien avant que celui-ci ne soupçonne sa présence ; il chasse alors son poste en avant de la route présumée à grande vitesse ; mais pour rectifier sa première estimation et se placer dans de bonnes conditions d'attaque, il est indispensable qu'il ait une connaissance suffisante des mâtures et des hauts ; il se trouvera à ce moment à quelque dix milles ; il courra encore en surface sans trop se rapprocher s'il est écarté de la route ; mais, à partir du moment où il distingue les mâtures, des observateurs qui s'y trouveront l'apercevront également, d'autant plus tôt qu'ils seront eux-mêmes plus élevés, munis de meilleures jumelles et veilleront plus attentivement.

Les conditions précédentes ne sont ni celles de toutes les mers, ni celles de toutes les saisons ; ce sont celles des beaux temps de la Méditerrannée, alors que la moindre masse opaque se profilant au-dessus de l'horizon y fait une tache sensible agrandie souvent par le mirage ; peu importe alors la couleur du bâtiment : sa silhouette se profilera toujours en noir sur le ciel clair. Mais dans la plupart des mers, l'horizon est souvent embrumé, et puis, lorsqu'un bâtiment se profile sur une côte,

il se détache beaucoup moins des masses grises de la terre ; c'est alors que les procédés de camouflage peuvent rendre des services sérieux : pour le cargo, on se borne au camouflage des teintes : des bandes de couleur habilement disposées le feront paraître plus court qu'il n'est en réalité en en modifiant le contour, des teintes neutres le feront disparaître dans les terres pour l'observateur du large, des volutes d'écume artificielles feront croire à une vitesse supérieure à la sienne. Il est impossible de noter l'efficacité du procédé, mais dans une lutte comme celle que nous soutenons, nous n'avons le droit de négliger aucun atout.

Contre les mines, les cargos n'ont eu longtemps comme ressource que la navigation en dehors des fonds minables et un chenalage rigoureux dans le voisinage des ports : ces mesures strictement appliquées ont empêché le nombre des naufrages dus à la mine d'augmenter proportionnellement à son emploi [1] ; de nouveaux engins en réduiront encore l'importance, et ils seront acceptés d'autant plus volontiers que beaucoup de capitaines ne se plient pas sans répugnance aux mesures qu'on leur impose : malgré le risque de la mine, ils ont tendance à serrer la côte, le long de laquelle le sous-marin, veillé par les sémaphores et les postes de la défense, hésite à s'aventurer de jour. Les capitaines qui en sont à leur troisième ou quatrième naufrage ne sont pas rares; ils ont payé assez cher l'expérience acquise pour tenir à la mettre à profit.

Ils vous répondront qu'en sautant le long de la terre, ils ont beaucoup plus de chances de sauver tout leur équipage, de le soustraire à la barbarie toujours à craindre du sous-marin, et parfois aussi de sauver leur navire en le dirigeant avant qu'il ne coule sur un point d'échouage ; certains y tiennent encore tellement que des patrouilleurs de garde autour de champs de mines en cours de déblaiement ont dû menacer du canon les cargos isolés qui refusaient obstinément de modifier leur route.

Sous cette réserve, les routes côtières sont, en effet, précieuses, et leur emploi ne doit être limité que par la nécessité

1. Alors que le nombre de mines découvertes en 1917 a été le double de celles draguées en 1916, le nombre de cargos détruits de la sorte a été, en 1917, inférieur d'une trentaine à celui de 1916.

d'opposer à la tactique du sous-marin une tactique aussi variée et souple que la sienne. Elles ont encore l'avantage de permettre l'intervention plus rapide des bâtiments de sauvetage répartis méthodiquement dans les principaux ports; bien des cargos gravement endommagés sont sauvés par l'arrivée dans un délai de quelques heures d'un remorqueur puissant et bien outillé qui achemine le blessé vers les chantiers de réparation. Le tonnage ainsi sauveté dans un des derniers mois a atteint la moitié du tonnage coulé, réduisant ainsi du tiers la valeur des pertes totales.

La conséquence de toutes les mesures tendant à limiter l'avarie causée à bord et à sauver les bâtiments torpillés est un acharnement nouveau des sous-marins contre leurs victimes : il n'est plus rare aujourd'hui de voir des cargos frappés de deux ou trois torpilles; le rendement de la croisière du sous-marin en est diminué d'autant.

La généralisation de la navigation en convois escortés rend plus rare le service des patrouilles proprement dites; néanmoins bien des petits bâtiments l'assurent encore; la vie est bien monotone à leur bord, et, après quelques mois de ce régime, les malheureux n'ont plus grand espoir de voir surgir devant eux l'insaisissable ennemi dont les coups frappent tout autour. Pour sortir de cette situation, pour voir le sous-marin, les commandants ont tenté le maquillage des silhouettes : tant bien que mal, ils ont dissimulé l'artillerie, construit des roofs et, de la sorte, le sous-marin trompé s'est montré à son tour, donnant enfin au patrouilleur l'occasion de lui envoyer quelques obus pas toujours inoffensifs.

A la lumière des faits, il faut admettre, comme nous l'avons déjà dit, que les sous-marins ont des ordres formels de ne pas s'exposer aux coups des patrouilleurs : leur but est l'anéantissement des marines marchandes avec le minimum de risques ; si les patrouilleurs veulent avoir la chance d'une attaque, il leur faut revêtir la tenue du commerce, et il est à souhaiter que le maquillage pratiqué déjà avec succès soit étendu au plus grand nombre possible de chasseurs ; pareille mesure rendra en même temps le sous-marin de plus en plus circonspect dans ses attaques — et rendre un assaillant circonspect, c'est diminuer d'autant sa valeur offensive.

La tactique des sous-marins ennemis, instruits à leurs dépens, se modifie constamment. Les nouvelles armes d'attaque dont disposent les patrouilleurs les ont d'abord obligés à se munir de moyens défensifs qu'ils ignoraient autrefois lorsque tous les navires de surface fuyaient leur approche : contre les écouteurs qui les traquent, ils ont — mais dans les mers peu profondes seulement — la ressource de s'aller poser sur les fonds et d'y rester stoppés; si bien balancé, pesé que soit le sous-marin au moment de son immersion, il ne lui est pas possible en effet de rester sans vitesse à une profondeur uniforme plus de quelques minutes ; il remonte doucement ou il s'enfonce davantage, mais le repos sur le fond que l'on ne pratiquait guère en 1914 est une manœuvre courante aujourd'hui, et lorsque le mauvais temps sévit trop violemment à la surface, les sous-marins n'hésitent pas à passer quelques jours dans cette position. Eux aussi, ils ont leurs microphones qui les préviennent sans le concours du périscope de l'approche de l'ennemi. Contre le canon et les grenades, ils ont augmenté l'épaisseur de leur carapace, étendu les surfaces blindées et multiplié les doubles coques. Aux filets, ils ont opposé les couteaux coupe-filets. Comme les cargos, ils emploient le camouflage en peignant leurs coques et leurs mines de couleurs foncées qui ne permettent plus de les repérer dans l'eau ; surpris la nuit par une silhouette qui surgit brusquement devant eux, ils émettent un léger brouillard dans lequel ils se perdent. Comme les patrouilleurs, ils se maquillent; leur déguisement préféré est celui d'une inoffensive barque de pêche obtenu en ne laissant à la surface que leur kiosque et leur mât muni d'une voile basse.

Les patrouilles aériennes gênent beaucoup l'application de leurs anciens procédés : il leur faut se soustraire à la vue de cet observateur perdu dans le ciel et qui, en dépit du bruit de son moteur, n'est souvent reconnu qu'à quelques milles : à moins de se tenir en plongée et de perdre ainsi le bénéfice d'une marche d'approche rapide, il est repéré, contraint à la plongée, et, surtout, signalé à tous les bâtiments qui sont dans les parages.

Il ne lui reste plus qu'une ressource : opérer la nuit. Par beau clair de lune, une silhouette de cargo peut se distinguer

à 3 ou 4 milles ; par belle nuit sans lune, la visibilité ne dépasse guère 1 500 à 2 000 mètres ; mais si le cargo, le patrouilleur ne sont pas visibles de plus loin, le sous-marin en demi-plongée l'est encore bien moins ; et surtout il est bien rare qu'un convoi navigue sans laisser filtrer de loin en loin quelque rayon de lumière : un seul éclat mal atténué des feux jugés jusqu'ici indispensables pour la navigation, suffit à renseigner l'ennemi ; un feu à la mer, c'est un bateau ; et l'on ne soupçonne pas à quelle distance des yeux plongés depuis des heures dans l'obscurité complète perçoivent une lueur qui la traverse.

Au grand large, où les convois sont libres de leurs routes et peuvent, sans modifier sensiblement la distance à parcourir, passer par des points distants de plusieurs milles, le sous-marin a peu de chances de tomber sur l'un d'eux pendant la nuit, mais le long des côtes où la ligne des pointes détermine à très peu près le chemin qu'ils suivent, un sous-marin oscillant normalement à elles aura beaucoup de chances de ne pas passer sa nuit inutilement à l'affût. Les phares maintenus allumés pour assurer la navigation lui donneront sa position et l'éclat sournois de leur feu tournant fera parfois un reflet suffisant sur les coques pour le renseigner [1].

Traqué de jour, mais perdu dans la nuit, le sous-marin a de plus en plus tendance à multiplier ses attaques dans l'obscurité ; elles ont passé en très peu de temps de 25 à 50 p. 100; il faut donc compléter les mesures qui ont donné de bons résultats pendant le jour, par exemple en acceptant la navigation sans aucune espèce de feu, en adoptant certaines formations qui, sans accroître beaucoup les risques inhérents à la navigation, diminueront tout de même ceux d'une mauvaise rencontre. Sans doute la tâche ingrate de l'escorte le deviendra encore un peu plus, mais la préoccupation que donne aux patrouilleurs la surveillance d'un convoi n'en sera pas plus grande qu'à l'heure actuelle : ceux qui sont en tête poursuivent la route indiquée, ceux des flancs essaient de maintenir serrée la formation des cargos, et d'éviter les

1. C'est un phénomène qui nous a révélé dans certains cas à plusieurs milles la présence d'un grand bâtiment.

abordages, mais ceux de l'arrière aperçoivent les feux dénonciateurs ; en dépit des ordres répétés, des lueurs filtrent, des secteurs sont mal délimités, les cargos de queue s'attardent de plus en plus : en voici un qui nettoie ses foyers et n'avance pas, puis repart comme un fou : le patrouilleur harcèle les délinquants, mais un signal lumineux peut tout compromettre ; malgré la mer qui le secoue rudement, il serre sur eux ; à quelque 50 mètres, il les hèle au porte-voix, aucune réponse ; au risque de s'écraser contre leur muraille ou de passer sous leur étrave, il serre davantage, finit par lancer les observations nécessaires : un grognement inintelligible lui parvient : c'est un grec, un espagnol, un norvégien qui répond, on ne sait dans quelle langue... Allons, reprenons la ligne ; demain au jour, on signalera les infractions ; en attendant, prions le bon Dieu que le sous-marin soit ailleurs que sur la route du convoi, et pourtant, avec quel plaisir on le rencontrerait partout ailleurs !

L'action nocturne des sous-marins le long de nos côtes est d'autant plus à craindre que la longueur de la guerre permet à leurs commandants de les connaître de mieux en mieux. Il est à peu près certain que chacun d'eux se spécialise dans un secteur déterminé dont il fait constamment le pilotage et dans lequel il finira par accomplir un travail qui lui aurait été inaccessible sans une longue préparation ; de jour, il reconnaît les points intéressants, constate les habitudes des patrouilleurs, note les particularités de la défense ; il y en aurait eu certains, qui, après avoir observé au périscope pendant plusieurs jours les pratiques des dragueurs de mines, finirent un beau matin par les suivre et par mouiller leurs engins à quelques centaines de mètres derrière ceux-ci, dans les eaux que les autres croyaient bien avoir assainies au moins pour quelques heures. Un tel jeu n'est pas sans danger et la plupart se contentent de mouiller leurs mines la nuit alors que le hasard seul risque de les amener sur la route d'un patrouilleur.

On ne saurait trop répéter que le long des côtes l'obscurité favorise bien plus l'offensive du sous-marin que la défensive du patrouilleur, et, si des rondes incessantes peuvent l'empêcher — et encore — de miner des passages très courts et

particulièrement importants, les patrouilleurs, quelle que soit leur densité ne pourront jamais empêcher un sous-marin de faire surface à quelques milles d'une ville du littoral et de lui envoyer une cinquantaine d'obus avant que la défense ait pu intervenir ; le geste lui coûtera peut-être cher, mais il l'aura réalisé ; et si le fait est rare, il faut surtout l'attribuer à ce que le sous-marin poursuit un objectif très déterminé et que les obus lancés sur la terre seraient autant de moins à lancer sur les cargos.

Dans la guerre actuelle, le bombardement de la terre ne peut amener aucun résultat militaire intéressant, et lui seul serait à craindre que l'on pourrait encore en accepter le risque ; mais la destruction des cargos sur les champs de mines ne nous permet pas de nous en tenir à la politique suivie jusqu'ici, croyons-nous, tout le long des côtes de France : l'ennemi mouille des mines, un ou deux cargos sautent, saucisses et dragueurs sont mis en mouvement, dégagent le terrain, non sans sauter parfois à leur tour, et on attend que cela recommence en procédant au déblayage quotidien ou même bi-journalier des abords des principaux ports. Nous avons dit précédemment les mesures imposées aux bâtiments de commerce pour diminuer les risques qu'ils courent; en admettant que les moyens actuels soient suffisants pour maintenir réduits le nombre des sinistres attribuables à la mine, rien de tout cela ne menace la sécurité du sous-marin pendant le mouillage. Or le sous-marin, autrefois méfiant de la terre, a fini par constater qu'il n'en avait rien à redouter ; il commence à en abuser : des faits assez récents survenus à deux mois d'intervalle — l'intervalle d'une croisière — illustrent malheureusement cette opinion. Il dépend de nous de lui rendre la terre redoutable : minons-la à notre tour. Nous savons les objections que l'on nous fera : la mine est aveugle, c'est une arme à deux tranchants [1] ; dans les régions à courant, à brume, les mines se déplaceront, les cargos entraînés en dehors des chenaux dont ils ne distinguent pas toujours les alignements, iront sauter sur nos propres engins. Sans doute,

1. Pas plus pour nous que pour les Boches, qui, malgré les dangers qu'elles font courir à leurs sous-marins, continuent à en mouiller.

dans certaines régions ; mais nos côtes ne comprennent pas exclusivement de tels parages ; les chenaux dragués peuvent être plus larges qu'ils ne le sont actuellement; ils peuvent être balisés, soit par bouées de surface, soit par bouées sous-marines lumineuses ; partout où nous pouvons miner, minons et minons abondamment, par mines profondes, en réservant exclusivement la liberté des chenaux. Les cargos qui doivent dès maintenant naviguer en dehors des fonds minables quand ils existent et suivre les pilotes dans les chenaux n'en seront pas plus gênés ; la tâche des dragueurs en sera réduite et un certain nombre pourra être rendu aux patrouilles, et, surtout, lorsque quelques mouilleurs partis pour une croisière déterminée ne rejoindront plus leurs bases, l'enseignement ne sera pas perdu et les suivants n'oseront plus venir à l'entrée de nos ports mouiller leurs mines ou lancer leurs torpilles. En admettant même que nous occasionnions de la sorte un risque supplémentaire très faible à nos cargos, les risques du sous-marin en seront autrement augmentés.

Dans une guerre aussi longue, où les adversaires en présence ont sur mer comme sur terre le temps d'éprouver la tactique de l'adversaire, de trouver la riposte, puis la contre-riposte, les moyens de l'attaque et de la défense se modifient incessamment en se poursuivant. Il faut qu'il en soit ainsi dans la lutte contre le sous-marin en particulier : celui-ci ne doit pouvoir dans aucun domaine profiter d'habitudes qu'il aurait une fois constatées. L'habitude, c'est le commencement de la routine, le premier assoupissement de la vigilance ; la nôtre doit se maintenir en éveil et devancer sans cesse les projets de nos adversaires.

On sait la rude sincérité des Anglais dans leur appréciation des gens et des faits de la grande guerre ; le Premier Lord de l'Amirauté, Sir E. Geddes, a déclaré, en parlant du sous-marin : « Nous le tenons ». Cette parole réconfortante ne doit pas être pour ceux qui luttent le satisfecit donné aux bons élèves à la fin de l'année scolaire — avant le départ en vacances. Pour eux, l'heure du repos n'est pas prête de sonner : ils le savent et ne s'en plaignent pas. Leurs efforts donnent des résultats ! Les longs quarts dont la monotonie tient toute dans

la brève formule du journal de bord, « Rien de particulier », ne sont donc pas inutiles, la surveillance étroite qu'on leur impose fait ses preuves ailleurs, c'est le stimulant le plus énergique et la seule récompense qu'ils ambitionnent.

Les pertes dues au sous-marin sont la moitié de ce qu'elles étaient il y a quelques mois. Le pays peut compter sur ses marins pour qu'elles diminuent encore : ils veillent.

ARMAND KERGANT

LES LETTRES ET LA VIE

Dans *l'Horreur allemande*, M. Pierre Loti vient de réunir une nouvelle série d'études sur la guerre. Toutes ces pages — souvenirs du front, Italie sous les armes, voire articles de polémique — portent l'empreinte de sa maîtrise. On y retrouve à chaque tournant les qualités de séduction, de force et de poésie qui ont valu à M. Loti notre admiration avec notre tendresse. Et si le livre ne nous apporte pas toujours la sensation d'imprévu et d'insolite que nous donnaient ses ouvrages de jadis, c'est assurément que le sujet choisi par l'auteur pâtit d'une double concurrence.

Sur la vie de l'avant, sur les ravages des barbares, sur tant de prouesses ou de souffrances, si notre cœur n'est pas et ne sera jamais blasé, notre sensibilité littéraire, par contre, a eu trop abondamment son compte pour ne s'être pas un peu émoussée ; et des épisodes, des traits, des descriptions qui, il y a deux ans encore, l'eussent bouleversée, la laissent aujourd'hui, par la force de l'habitude, plus calme.

D'autre part, le drame fabuleux que nous vivons, nous a familiarisés graduellement avec un des sortilèges qui ajoutaient aux livres de M. Loti tant de grandeur. Je veux parler de cette « perpétuelle méditation de la mort » qui forme la basse continue de tous ses ouvrages. Éphémère brièveté de l'existence humaine au regard de l'infini des temps, obsession du néant dans le sein même des sites les plus luxuriants et les plus vivaces, fragilité de l'espèce terrienne par rapport à l'immensité des espaces, autant de « leit-motiv » qui se répercutent sans arrêt à travers l'œuvre entière de M. Loti,

et dont les accents atteignaient souvent à une si haute philosophie ! Mais à présent, hélas ! autant de variations quasiment tombées dans le domaine public et que nous ressassent à satiété les moindres carnets de guerre. La manière certainement diffère, et M. Loti continue à dominer de loin ses jeunes émules tant par l'art que par l'élévation. Seulement le thème est identique et, pour des lecteurs mal avertis, cette identité même peut prêter à confusion entre des écrivains de rencontre et un penseur comme M. Loti.

Parfaitement : j'ai dit penseur. Quitte à scandaliser nombre de fins lettrés qui, sans nier le talent de M. Loti, s'accordent presque tous pour lui refuser inexorablement la pensée. Et quitte à renverser les gens du monde qui, sans ménager leur admiration à l'auteur de *Mon Frère Yves*, se croient cependant tenus à cette réserve de bon ton : « Oui, mais ce n'est pas un penseur ! »

En méditant même sur le cas des uns et des autres, j'en suis même venu à me demander ce que c'était, pour eux, qu'un penseur. Et après bien des recherches, il me semble avoir trouvé.

Pour les premiers, pas l'ombre de doute : le penseur, c'est essentiellement le professionnel de la pensée. Ils admettront bien au grade de penseurs quelques moralistes épars : un La Rochefoucauld, un Pascal, un Vauvenargues, un Renan. Mais leurs secrètes préférences et leur respect vont aux gens à doctrines : Kant, Fichte, Hegel, Comte, Spencer et autres fabricants de systèmes.

Pour les gens du monde, c'est plus délicat. Néanmoins, cet été, à la mer, une jeune et charmante dame m'a fourni un trait de lumière.

— J'aime tant les penseurs, — me disait-elle avec extase. — Ainsi, Joubert !

— Joubert?

— Oui, hier, tenez, je lisais de lui une pensée très bien... Il compare la vie à une lampe qui... attendez donc, à une lampe... Enfin je ne me rappelle pas. Mais c'était très bien !

Avec cela, d'autres observations analogues. Je tenais le mot de l'énigme. Pour la plupart des gens du monde, le penseur, c'est le monsieur qui pense pour eux. Un moraliste leur

sert une formule concordant avec une vague remarque que leur inconscient n'a pas su rédiger : voilà un penseur. Un auteur dramatique leur vulgarise en dialogues de tout repos des idées, des thèses qui sont le pont aux ânes pour les esprits cultivés : autre penseur. Un romancier se répand en sentences et prodigue les apophtegmes généraux : encore un penseur.

Au contraire, offrez-leur un auteur dont les remarques sur la nature humaine ou la destinée ne sont pas serties en maximes, tournées en papillottes, bref fourrées sous le nez, un Alphonse Daudet par exemple. Si vigoureuses, si fourmillantes, si neuves soient-elles, c'est caché dans le tas, c'est jeté négligemment dans les sinuosités du récit, cela ne tape pas l'œil, ça ne se voit pas du premier coup. Alors comment y discerner le penseur ?

Il semble pourtant que ces deux conceptions du penseur sont sujettes à quelques objections.

En ce qui concerne d'abord les moralistes, leurs remarques renferment souvent moins d'humanité que certaines œuvres d'imagination ou de fantaisie n'ayant pas uniquement les strictes généralités pour but. La forme même de la maxime entraîne d'ailleurs parfois les moralistes au factice et au procédé. Voir à ce sujet l'article de Lemaître sur la comtesse Diane. Beaucoup aussi ont le tort de ne pas s'être assez mêlés à la vie et de ne l'avoir contemplée que par les vitres de leur cabinet. Voir là-dessus un bon passage dans les *Écarts* du prince de Ligne.

Quant aux fabricants de systèmes et aux métaphysiciens métaphysiquants, bien avant M. Boutroux, Renan avait fixé les bornes de leur effort et limité la portée de leurs productions, ramenant celles-ci à leur rang exact, c'est-à-dire : hypothèses curieuses, fortes constructions, acrobaties impressionnantes, au total, des virtuosités cérébrales qui peuvent frapper la galerie mais ne reposent au demeurant sur aucun fondement sérieux. Lui-même, prêchant d'exemple, s'était rigoureusement cantonné dans les considérations d'ordre moral ou social. Si au cours de ses *Dialogues* ou de ses *Préfaces*, il s'aventure accidentellement dans les régions métaphysiques c'est toujours par le véhicule de la rêverie ou de l'apologue. Et ses thèmes favoris sont alors l'éternité des

temps, l'infini des espaces, opposés à la fragilité humaine — autrement dit les thèmes mêmes qu'affectionne et qu'exécute avec tant d'art M. Pierre Loti.

Certes, il ne faudrait pas conclure de là qu'un esprit comme celui de l'auteur de l'*Avenir de la Science* et un esprit comme celui de l'auteur de *Ramuntcho* sont superposables, tels deux triangles égaux. Néanmoins, que leurs spéculations coïncident si souvent, n'est-ce pas la preuve que par des voies différentes la grâce philosophique a touché le second comme le premier et que si l'on accorde à l'un la pensée on ne saurait guère la refuser à l'autre?

Constatation évidemment pénible pour des lecteurs qui s'étaient faits à l'idée d'un Loti dénué de toute espèce de pensée et n'ayant pas plus de cervelle que l'oiseau des îles dont l'œil à mille facettes reflète machinalement tous les spectacles de l'univers. Mais le premier moment de contrariété passé, je suis sûr qu'en relisant les œuvres de M. Loti ils reviendront de leur méprise et qu'ils reconnaîtront à ce grand songeur, sinon la philosophie scolaire d'un licencié de Sorbonne, du moins celle qu'infusent aux poètes le génie et l'intuition.

Après quoi, un jour que nous causerons style, il ne nous restera plus qu'à opérer le même petit travail de remise au point pour les opinions courantes au sujet du style de M. Loti. Car sur son style non plus, les délicats que mécontente sa pensée, n'accusent pas toute satisfaction.

Mais que voulez-vous. Telle est dans les lettres françaises l'étrange situation de M. Loti !

Il a écrit dix chefs-d'œuvre, et parmi ses vingt autres volumes, pas un qui ne contienne des pages magistrales. Il n'a connu que des succès. Il possède la célébrité. Il tire à des chiffres énormes. Et pourtant, il n'y a qu'un petit nombre de personnes à savoir que c'est, je ne dirai pas un écrivain de génie, dénomination aujourd'hui trop fréquente pour distinguer réellement quelqu'un, mais un des seuls écrivains actuels à qui on puisse, en toute certitude, attribuer ce maréchalat : du génie.

Parmi les critiques mêmes, ceux qui lui ont rendu pleine justice se compteraient sur les doigts de la main.

Dans la jeune génération qui ou bien ignore M. Pierre Loti ou bien ne s'y attache qu'à demi, je n'aperçois guère que

M. Marcel Coulon pour s'être exprimé sur l'auteur d'*Aziyadé* avec sagacité et ferveur.

Dans la génération précédente, on trouve quelques pages chaleureuses de Georges Rodenbach, de Léon Daudet, et c'est tout.

Plus récemment, il y a quelques années, je citerai un très bel article de M. Paul Souday où l'œuvre de M. Loti et son génie — le mot y était en toutes lettres — recevaient le plus complet hommage. Mais dois-je en croire mes yeux? Dans *le Temps* de l'autre jour ne vois-je pas M. Souday qualifier M. Loti de « gentil voyageur des pays de soleil et de rêve », puis déclarer qu'il est « quelque chose comme notre Bernardin de Saint-Pierre »? Aimé Martin n'eût pas parlé autrement. Encore, à titre de gendre de Bernardin de Saint-Pierre, avait-il une excuse pour rabaisser la concurrence. Mais M. Souday, que ne rattachent pas à l'auteur de *la Chaumière indienne* les mêmes liens de famille, comment a-t-il passé de l'admiration ardente à ces épithètes restrictives et à ces assimilations cruelles?

Au reste, entre Bernardin et Loti, faites donc un peu la comparaison pour voir. Ingurgitez quelques tranches de ce flasque et poussiéreux nougat qui s'intitule *Études de la Nature*. Absorbez quelques cuillerées de cette fade confiture de goyaves qui s'étiquette *Paul et Virginie*. Puis, à la suite du gentil voyageur, reparcourez la défunte Stamboul toute parfumée d'amour, de roses et de pourriture, retournez, moitié pleurant, moitié souriant, sous les sombres splendeurs de la forêt océanienne vers la tombe de Rarahu, replongez-vous un instant dans la fièvre satanique et noire des brûlants patelins de Fatou-Gaye, refaites avec les pêcheurs d'Islande une brève croisière à travers les mornes et blafardes immensités des mers septentrionales, retraversez les vastes champs d'asphodèles mauves et roses pour goûter à la mouna marocaine parmi les éblouissantes fantasias. Et au retour, une fois reposé de tant d'émotions et de tant d'émerveillements, vous me direz de la comparaison des nouvelles.

En réalité, celui qui demeure avoir le mieux compris l'importance de M. Pierre Loti, le mieux senti tout ce que son œuvre présente de beautés spontanées et uniques dans notre

littérature, c'est, comme toujours, Jules Lemaître. Vous connaissez l'article. Ce pourrait bien être son chef-d'œuvre. Nulle part sa sensibilité littéraire n'a montré plus d'acuité, plus de grâce, plus de profondeur. Dès le début, Lemaître s'excuse par avance de son impuissance à rendre les impressions que lui a suggérées le modèle ; et après vingt croquis du dessin le plus ingénieux, où disputent de délicatesse les plus fines nuances, sa conclusion sera pour s'accuser d'avoir échoué. Pour la première fois, nous voyons là un critique accomplissant cet acte de contrition — et aussi d'orgueil — de se déclarer vaincu par l'auteur qu'il juge. Honneur égal des deux côtés. Celui qui a inspiré de telles pages comme celui qui les a signées sont tranquilles avec la postérité. Quoi qu'il advienne, changements dans le goût, écoles nouvelles, cela restera des Messieurs.

En tout cas, avec un pareil article à son dossier, M. Loti a largement de quoi attendre le rang qui lui est dû, — j'entends : le premier.

***

Durant ces deux derniers mois, notre littérature a subi des pertes plus ou moins douloureuses : Michel Zevaco, Josephin Péladan, Gabriel-Tristan Franconi.

Michel Zevaco, après des débuts dans le socialisme militant et presque dans l'anarchie, avait trouvé dans le roman-feuilleton un exutoire à sa nature combative. Cela vaut évidemment mieux que la carrière de certains compagnons de marque qui ont commencé en attaquant la société pour finir parmi ses piliers. Zevaco avait conquis, dans son genre, une sorte de popularité et la grande presse lui a fait de trop belles funérailles pour qu'on espère la dépasser.

Par contre elle n'a, en général, accordé que quelques hâtives pelletées d'échos à Josephin Péladan et à Gabriel Franconi. Du premier, nous pourrons reparler quand paraîtra son roman *les Dévotes d'Avignon*. Et nous attarderons aujourd'hui de préférence au second, dont la disparition appelle mainte remarque.

On sait que grièvement blessé, quatre fois cité, proposé pour le ruban rouge, retourné aux armées volontairement

et quoique inapte, Franconi a succombé en entraînant ses hommes à l'attaque. C'était le type, présentement assez répandu, de l'intellectuel transformé par la guerre, et qui a pris non seulement le goût de la guerre, mais la fierté de sa mission.

Il venait de publier un volume intitulé *Un Tel de l'Armée française*, son premier livre. En dépit du titre qui vise à signaler l'anonymat du héros dans la mêlée actuelle, l'absorption de l'individu par la masse combattante, c'est un ouvrage où presque continuellement nous retrouvons l'auteur à l'avant de la scène. On peut y distinguer trois courants nettement accusés, trois séries de morceaux très différents par le ton et les sujets : des contes de guerre dont les personnages et la facture rappelleraient un peu la manière de M. André Salmon, le pittoresque auteur de *Tendres Canailles*; des confessions personnelles où, par la confrontation de son passé avec son présent, Franconi se plaît à mettre en lumière sa conversion à l'action et au devoir; enfin des passages purement satiriques qui annonçaient un polémiste.

Tant de réalisations et tant de promesses, tout cela pulvérisé, en une seconde, au choc d'un éclat d'obus, — comme à chaque disparition de ce genre, notre pensée, notre cœur va non seulement au disparu mais à la longue cohorte de ses semblables qui le précédèrent dans cette fin glorieuse : jeunes poètes, jeunes romanciers dont les noms jonchent les listes du *Bulletin des Écrivains*, Normaliens tombés en foule, École des Beaux-Arts décimée ; et à l'évocation de tant de vies précieuses pour le pays, que la guerre a fauchées dans leur fleur, se pose aussitôt pour nous, trouble et pressante, la question de l'élite — de toutes les élites : lettres, arts, érudition, sciences aussi bien que barreau, sport et industrie.

Justement un passage d'*Un Tel de l'Armée française*, nous livre sur le problème la pensée de l'auteur, et l'on y verra que Franconi, loin de souhaiter en sa propre faveur ces attendrissements, considérait sans indulgence ceux de ses camarades qui les invoquaient.

Dans un chapitre où Trébizonde n'est que le pseudonyme du Paris boulevardier, il écrit ce qui suit, concernant certains jeunes abrités du monde littéraire ou artistique :

« Mais c'est lorsqu'ils expliquaient leur rôle national qu'il

fallait les voir. Ils se reformaient une âme semblable, une même manière d'observer les événements, un égal désir de n'y pas participer. Jouer des rôles enthousiastes ou gais, appelés à soutenir le moral du soldat ; écrire des pages émouvantes sur les combats, tels devaient être leurs rôles en temps de guerre. Un Tel se souvenait d'avoir entendu à Paris, lors de sa convalescence, cette aimable romance sur la conservation des élites ; ce n'était alors qu'une théorie timidement exposée. A Trébizonde le droit de préserver sa vie pour le bien-être de tous et la perpétuation de la race était accordé à toute une phalange de jeunes seigneurs du théâtre et de la presse qui par leurs attitudes conquérantes et leur élégance donnèrent à un Tel le sens exact de son infériorité... A Paris il est encore des gens qui pensent que tout honneur et toute joie doivent revenir à ceux qui se battent dans la fange, se noient dans les ravins, ou meurent d'épuisement, par les nuits de tempête, comme des loups. A Trébizonde, on estime au contraire qu'une précieuse jeunesse conservée prudemment dans un service d'intendance ou de photographe est autrement utile à la vie nationale. »

Le morceau, quoique un peu dur, semble bien tel que devait l'écrire un combattant, épris peu à peu, pour la guerre, d'une espèce d'enthousiasme mystique. Ces lignes amères, il n'y a pas un poilu véritable qui ne les contresignerait.

Toutefois, en dénonçant si âprement la théorie de la préservation de l'élite, Franconi, sans le vouloir, nous convie à y porter nos réflexions.

C'est une question qui probablement a paru trop épineuse à la presse pour être examinée à fond, car je ne me rappelle que M. Gustave Téry qui l'ait quelque peu traitée. Néanmoins, si malaisée soit-elle, elle mérite l'effort de notre attention.

Le premier argument en faveur de la préservation de l'élite nous est venu d'outre-Rhin. On nous a dit sur tous les tons que les Allemands, dès le début, avaient garé leur élite. Mais nous n'en avons ni détails ni preuve. Et le fait fût-il même vrai qu'il n'impliquerait pas chez nous la possibilité de ce qui se pratiqua en Allemagne.

Mieux vaut donc ne pas recourir aux exemples de l'ennemi et n'étudier qu'à notre point de vue la question — ou plus

exactement les questions qui se formuleraient ainsi : « Devions-nous préserver notre élite? Pouvions-nous le faire? Qu'avons-nous fait? »

Sur notre avantage à la préserver, les développements ne seront ni longs, ni compliqués. Sans doute, parmi ces jeunes poètes, ces jeunes professeurs, ces jeunes artistes, que depuis quatre ans, tous les jours, la guerre jette au néant, tous n'eussent pas été infailliblement, par la suite, des maîtres. Mais que dans leur funèbre amas, il n'y en ait eu que deux ou trois voués à la maîtrise, vous mesurez le double ou le triple désastre. Imaginez le cataclysme actuel éclatant vers le milieu du siècle dernier, la mobilisation poussant tout jeunes aux tranchées, puis à la mort, un Flaubert, un Baudelaire, un Taine, un Puvis de Chavannes, c'était *Madame Bovary* perdue, *les Fleurs du Mal* perdues, l'*Histoire de la Littérature anglaise* perdue, les fresques du Panthéon perdues, — pertes aussi graves pour la France, à certains égards, que celles d'un département ou d'une province et, qui plus est, irréparables puisque aucune victoire présente, aucune guerre future n'eussent pu rendre au patrimoine national ce que l'ennemi lui aurait ainsi arraché.

Maintenant, dans la pratique, cette préservation était-elle d'emblée réalisable? Le patriotisme et le sentiment égalitaire sont d'accord pour répondre carrément non.

Si équitable fût-elle et si profitable à l'État, une disposition légale ou administrative plaçant à l'abri une catégorie quelconque de citoyens n'eût pas fait que soulever clameurs et polémiques. Dès la déclaration de guerre, elle suscitait partout des protestataires et des réfractaires, elle engendrait des foyers de désertion, elle démantelait la mobilisation. Personne d'ailleurs, dans le pays, ne souhaitait cette mesure, et jamais l'élite elle-même n'avait exprimé le moindre semblant de vœu pour être soustraite aux charges communes.

On le vit bien en 1914, à l'élan unanime et souvent joyeux qui porta la nation aux frontières. Les plus chétifs des écrivains, les plus malingres des professeurs, les plus valétudinaires des artistes eussent tenu pour une offense toute proposition de mise à l'abri, et le sacrifice de leur existence leur paraissait aussi naturel qu'à un chacun, qu'à « un Tel de l'armée française ».

Cependant, vers le milieu de 1915, quand le *Bulletin des Écrivains*, Normale, les Beaux-Arts publièrent la liste de leurs morts, des doutes commencèrent à se faire jour dans certains esprits sur les effets de cette égalité absolue.

En constatant l'immensité des pertes déjà subies par l'élite, on cherchait vaguement s'il n'y aurait pas quelque moyen d'y apporter un terme ou, tout au moins, des tempéraments. Forcément on remontait au principe qui avait présidé à ces deuils et la notion même de l'égalité était soumise à une révision sévère.

Je retrouve la trace de ce revirement dans un livre récent de M. Édouard Julia, *la Mort du Poilu*, ouvrage empreint du plus chaud patriotisme, mais où, à des récits pleins de relief, s'entremêlent des considérations fort audacieuses sur les principes de la guerre ; et notamment, parmi les plus « raides », un éreintement en règle du principe d'égalité ainsi que de ses néfastes ravages dans notre société.

Mais sans aller si loin ni si haut que M. Julia, la raison nous conviait alors à rechercher si, en matière de service, le principe d'égalité avait reçu une application rigoureuse.

« Tout le monde au poste d'écoute ! » criaient un jour devant moi, à un paisible municipal à cheval, quelques poilus en belle humeur.

Formule parfaite, à condition toutefois qu'elle ne viole pas l'égalité dont elle se réclame. Or, précisément, qu'est-ce que l'égalité au sens originel du mot? Traduit en langage courant, c'est la qualité de deux chiffres, de deux objets qui présentent la même valeur. Autrement dit, c'est l'équivalence.

Appliquons aux mobilisés cette conception primordiale de l'égalité. Leur valeur personnelle donnera lieu à un coefficient individuel qui sera rarement le même pour chacun d'eux.

En déclarant tous les mobilisés égaux, la loi se trouvait donc décréter leur équivalence, c'est-à-dire juste l'inverse de ce que la nature et les faits nous montrent.

Jamais peut-être perversion d'un mot n'avait abouti à un tel paradoxe social.

Mais pour qu'on ne nous croie pas entraînés par l'esprit professionnel, prenons deux exemples en dehors des lettres et des arts : Alec Carter qui était en obstacles la première

cravache de France et d'Europe, et Jean Boin, athlète complet, qui avait battu le monde entier. Admettons qu'au lieu de tomber vaillamment en 1914, tous deux eussent survécu. Dès la seconde année de la guerre, la France avait un intérêt majeur à se conserver ces rois de leur spécialité. Car il était manifeste que, sous le rapport de l'éclat qu'ils ajoutaient au sport français, tel excellent maréchal des logis ne pourrait jamais remplacer un Alec Carter ou tel sergent émérite un Jean Boin. Et l'on atteindrait aux mêmes conclusions en adaptant ces observations aux cas non seulement des jeunes écrivains, des jeunes universitaires, des jeunes artistes qui n'avaient donné encore que leurs prémisses, mais aux cas de talents déjà formés ou consacrés comme Émile Despax, Charles Muller, Pierre Gilbert, Lionel Des Rieux, Philippe Gonnard et tant d'autres dont le nom m'échappe.

Dès lors, en tenant compte, d'une part, des nécessités de la défense qui exigeait la levée en masse, et d'autre part de l'intérêt national qui réclamait la conservation de certains, il est permis de se demander, si une fois accomplis les sacrifices dus aux premières, il n'eût pas été possible de prendre en considération les légitimes revendications du second ?

Par quelles voies et sous quelle forme? C'eût été l'affaire des législateurs ou des gouvernants.

Mais en s'abstenant même de lois ou de décrets, il semble bien que dès le milieu de 1915, sans froisser les sentiments égalitaires de l'avant, ni les susceptibilités de l'arrière, on eût pu pourvoir à la chose par un jeu régulier d'affectations, s'inspirant uniquement de la qualité des intéressés et de leur valeur nationale.

C'est sur des données analogues que s'accordent journellement les sursis. Il faut que le bénéficiaire soit reconnu d'abord technicien, puis indispensable à la défense nationale. Et l'on ne voit pas que cette procédure ait jamais fait scandale. A la place de « défense nationale » mettez « intérêt national », vous aviez, pour régler le sort de l'élite, une ligne d'opérations toute tracée.

Assurément, de-ci, de-là, on s'est un peu orienté en ce sens. On a ramené quelques jeunes gens de l'élite vers les états

majors, les bureaux où leurs connaissances trouvaient le plus fécond emploi.

Mais souvent vous savez comment cela s'est fait. Sauf les cas de blessure ou de maladie grave, entraînant l'inaptitude définitive, dans ces affectations, ni la méthode, ni la suite n'ont toujours dominé. Ce qui n'eût dû faire qu'un droit, attribué d'office au mérite, devint en certaines occasions le « filon », surtout ouvert à la faveur. Où les titres eussent dû seuls parler, il arrivait que ce fût le piston qui couvrît leur voix. Un beau talent, de belles actions gardaient leur prestige ; mais de belles relations ne nuisaient pas. Et vous devinez, après, sur le front, l'effet de ces préservations arbitraires. Les révoltes d'un Franconi n'en sont que la transcription élégante et littéraire.

Figurez-vous du reste la réalité. Des hommes sont là, en pleine bataille, enveloppés de gaz asphyxiants, tandis que les obus, les mitrailleuses, les jets enflammés font rage, massacrent, mutilent, défigurent... Ou bien c'est simplement la lourde misère des cantonnements de repos en attendant les nouvelles horreurs de l'attaque prochaine. Et soudain, dans cet enfer, un homme est désigné. On lui dit : « Va-t'en ! »

Pour que ces hommes comprennent, admettent, ne s'indignent pas de cette énormité, il faut qu'elle leur apparaisse comme de la justice ; il faut que dans l'ordre qui rappelle leur camarade, ils entendent non les accents sournois de l'intrigue, mais la voix impérieuse du pays ; il faut que celui qui les quitte n'ait pas l'air du roublard qui, sur l'aile de ses protections, s'envole à l'arrière, mais qu'ils reconnaissent en lui un spécialiste authentique, un véritable as de sa partie, dont la nation a vraiment besoin.

Alors ils soupireront peut-être devant sa veine, seulement ils s'inclineront sans se fâcher.

Avec ce programme : mutations ordonnées par en haut au lieu d'être sollicitées par en bas, la sélection s'effectuant non plus au hasard des entremises mais selon des règles fixes et dûment énoncées — vous voyez les résultats. Un Franconi pouvait, à son gré, demeurer aux armées si le goût du sacrifice le tenait, ou obéir aux ordres de la patrie qui jugeait son rappel nécessaire. C'était, sans toucher au moral

de l'avant ou de l'arrière, la préservation de l'élite libéralement et normalement assurée.

On objectera les difficultés. On demandera les points de repère, le critérium pour guider les choix.

Ces points de repère, ce critérium la France les a bien découverts pour opérer le tri parmi ses trésors d'art. Elle n'a pas hésité pour abriter les meilleurs d'entre ses tableaux, d'entre ses statues, d'entre ses livres. Sur la façade même de l'Arc de Triomphe, elle a su réserver au groupe de Rude les sacs et les bastions dont elle estimait les autres bas-reliefs indignes. Et parmi ces richesses supérieures, parmi les valeurs humaines qui furent sa gloire d'hier ou feront sa gloire de demain, elle eût été incapable de choisir?

Au surplus, tant sentiment que pratique, seul le pays avait qualité pour prononcer. Mais en les lui soumettant sans détours, je doute qu'on n'eût rencontré chez lui qu'hostilité ou indifférence.

***

La brillante reprise que vient de faire l'Athénée de *la Petite femme de Loth*, de M. Tristan Bernard, a fourni à la critique dramatique un prétexte de nous dire ses idées générales sur l'opérette. Elle n'en a pas abusé.

Sauf erreur, M. Brisson a été le seul à nous esquisser un historique du genre. Mais bien des points en semblent discutables.

Selon M. Brisson, Meilhac et Halévy ne seraient venus à l'opérette que pour se conformer au goût du moment qui, vers la fin du second Empire, était tout à la blague. Et ils auraient, en conséquence, imité dans leurs œuvres le ton de la petite presse boulevardière du temps.

C'est là une opinion qui, je crois, ne résisterait pas à une lecture, même sommaire, de ces feuilles. Les petits journaux d'alors marquent en effet une période fâcheuse dans l'histoire de notre presse. Soit censure, soit manque d'hommes, *le Boulevard*, *le Drôlatique*, *le Diogène*, *le Hanneton*, *la Parodie* n'honorent guère l'esprit français. Leur étoile était Aurélien Scholl qui n'a laissé que deux ou trois mots. Le reste de ces gazettes se réduit à des plaisanteries de cafés — et de quels cafés ! Il y a bien par endroits quelques proses de

début de Verlaine, quelques gentils versiculets de Vermersch. Mais en somme, dans tout ce fatras, un seul écrivain de valeur : Jules Vallès. Et encore son journal, *la Rue*, périt-il sous les coups de l'autorité, aussitôt que paru.

A la vérité, Meilhac et Halévy, loin de copier le ton de la presse du jour le distançaient infiniment ; et leurs opérettes ont une bien autre portée que celle de ces petits canards de brasserie.

Littérairement, elles constituent la plus pénétrante parodie des procédés du théâtre romantique et du vieux mélodrame.

Socialement, elles forment des satires délicieuses, je ne veux pas dire la Satire en grande tenue qui brandit comme un sabre le fouet de Juvénal, mais la satire ingénue et insinuante qui, selon le précepte théâtral, châtie en se jouant.

Enfin leur dialogue par le tour, le charme, la spontanéité représente quelque chose d'unique dans notre répertoire.

Si ultérieurement l'opérette baissa et ne nous offrit plus que des livrets enfantins ou vaudevillesques, la guerre de 70 n'y fut pour rien. Cette décadence provint vraisemblablement de celle des spécialistes. Si Meilhac et Halévy eux-mêmes dans *le Petit Duc*, accusent un fâcheux recul, ne l'attribuez pas aux remords tardifs de leur gravité, mais à l'affaiblissement de leur verve.

Pensez-vous, du reste, que ce fût sans raison que Jules Lemaître, auquel il faut toujours revenir, consacrait à chaque reprise de leurs opérettes un long article pour en déterminer le sens, la facture, les mille dessous? Et croyez-vous qu'un juge si expert eût été dupe à ce point de prendre au sérieux des simples amusettes, ne reflétant qu'une presse vide et surannée?

La Petite femme de Loth s'apparente moins avec les satires de Meilhac et Halévy (*Barbe-Bleue*, *les Brigands*, *la Grande-Duchesse*) qu'avec une parodie comme *la Belle Hélène*.

Mais c'est principalement par le dialogue que M. Tristan Bernard évoque ses devanciers. Son dialogue a, comme le leur, la fantaisie, la grâce, une grande pureté sans apprêts.

Et après le plaisir d'applaudir la pièce, c'en est un autre que de la relire.

FERNAND VANDÉREM

LA POLITIQUE DE BENOIT XV

Benoît XV n'est pas de notre parti : il était inutile de le dire tant que personne ne s'employait en France à détourner les catholiques français de la politique française, et charitable de le taire pour ne pas contrister d'honnêtes gens qui se plaisaient à croire, et s'ingéniaient à démontrer que le pape, par amour de la justice, s'était déclaré pour l'Entente. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui : on ne nous dit plus seulement que le pape est avec nous, on nous dit que nous devons être avec le pape[1] ; c'est avouer qu'il n'est pas des nôtres, et nous engager à quitter notre camp pour le sien. Un jeu nouveau se découvre, et un péril auquel il faut parer. L'heure est donc venue de rompre le silence, et, puisque le devoir en vient de s'imposer, de montrer enfin aux peuples de l'Entente où les conduirait, s'ils avaient la faiblesse de s'y laisser séduire, la politique de Benoît XV.

1. Lorsque fut publiée la Note du 1er août 1917, par où Benoît XV invitait les belligérants à entrer en négociations de paix, un évêque se rencontra qui ne craignit point d'attribuer à un document d'ordre si exclusivement diplomatique un caractère religieux, et d'en conclure que tous les catholiques, voire tous les esprits de bonne foi, sont tenus, par obligation de conscience, de « prendre en sérieuse considération les solutions que leur chef spirituel regarde comme le plus grand bien de l'humanité et de la France ». (*Lettre pastorale* de Mgr l'évêque de Valence, 20 août 1917.) Et depuis lors, le *Bureau catholique de presse* a proclamé (*Nouvelles religieuses*, 15 janvier 1918, p. 34) que l'Histoire ne tarderait pas à montrer la suprême clairvoyance du Souverain Pontife, insinuant ainsi que l'Entente a eu tort de ne pas céder à l'appel venu de Rome. L'Histoire montrera, quand il en sera temps, bien autre chose, dont le *Bureau catholique de presse* ne sera pas seul confondu.

C'est ici, le lecteur de bonne foi ne s'y trompera pas, non le pamphlet d'un partisan, mais une œuvre de bonne foi. L'auteur de ce mémoire fait profession de catholicisme, et il ne se croit pas moins dévoué à l'Église et au chef de l'Église qu'il ne l'est à la France et aux alliés de la France. Mais autre est l'autorité religieuse du pape, autre son action politique : le loyalisme envers la première n'implique pas l'asservissement à la seconde ; il se peut même que se refuser à l'asservissement politique soit parfois le seul moyen légitime de sauver le loyalisme religieux. Si donc il est vrai que nous ne puissions aujourd'hui, sans manquer à la juste cause que la France et ses alliés soutiennent, nous rallier à la politique de Benoît XV, osons nous en expliquer : le disciple n'est pas plus que le maître, et nul n'est tenu de céder au vicaire la part que le Christ lui-même avait reconnue à César.

I

LES INTÉRÊTS DU SAINT-SIÈGE ET LES DEUX COALITIONS

Il faut donc distinguer entre les deux fonctions que l'Histoire a réunies sous la majesté de la tiare. Le pape est souverain pontife, maître absolu de l'Église catholique, juge suprême de la foi et des mœurs ; ses fidèles le croient, dans l'exercice de ce magistère, soustrait aux contingences de ce monde, et ne se reconnaissent plus le droit de discuter ses sentences. Mais il est aussi l'héritier d'un pouvoir politique qui reste aujourd'hui comme autrefois soumis aux mêmes influences que toutes choses humaines, enclin au mal, sujet à erreur, et ne saurait par conséquent s'imposer d'autorité à l'adhésion de personne. Les Allemands, même luthériens, en louent l'orientation actuelle : il doit être permis aux Français, même catholiques, de la critiquer.

A condition toutefois qu'ils l'aient étudiée et comprise : le problème qui s'offrait aux méditations de la curie pontificale, sous quelque aspect qu'on le considère, politique ou religieux, n'était pas si simple qu'on se plaît à l'imaginer. Il

est bien vrai que le pape en tant que vicaire du Christ est gardien de la loi morale et tenu de la faire respecter : mais il est aussi au même titre gardien de l'unité chrétienne et comptable de tout le troupeau. Or, son autorité n'est plus à présent ce qu'elle était autrefois. Elle a tout ensemble grandi et diminué et s'est restreinte pour s'affermir : acceptée de toute l'Église, depuis le concile du Vatican, dans l'ordre spirituel, elle n'est plus, dans l'ordre temporel, reconnue d'aucun État. La naissance du sentiment national, au déclin du moyen âge, a fait aux ambitions politiques du Saint-Siège un irréparable tort ; car ceux même d'entre les catholiques qui s'efforcent de les servir, si jamais elles viennent à irriter l' « amour sacré de la patrie », se tournent aussitôt contre elles [1]. Tel geste était donc permis au pape au temps passé, qui lui est désormais défendu.

L'on dit, et l'on a raison de dire : pour la première fois depuis la naissance du christianisme le monde entier, croyants et mécréants, s'est tourné vers la chaire de Pierre pour entendre d'elle la parole de justice dont il avait faim et soif ; et le successeur de Pierre ne l'a point rassasié. Déception si amère que la mémoire, il faut le craindre, ne s'en effacera plus. Mais qui ne comprendra pourtant la cruauté de l'alternative? Il fallait choisir entre ces deux risques : ou de forfaire, en se taisant, non plus seulement comme autrefois à la dignité du Siège apostolique, mais à l'honneur du catholicisme lui-même ; ou de rompre, en parlant, le lien fragile qui tient l'Église assemblée, et de voir déchirer plus qu'elle ne l'est encore la robe tissée sans couture, et si tôt mise en pièces.

« Il annoncera la justice aux nations,
« Il ne faiblira pas ni ne manquera »,

est-il écrit du serviteur de Dieu, mais aussi, et au même instant :

« Il ne brisera pas le roseau froissé,
« Et n'éteindra pas la mèche qui charbonne. »

Tout contradictoires qu'ils semblent à la raison, il faut accorder ces devoirs, non accomplir l'un et sacrifier l'autre, mais

1. On le vit bien en France quand le pays tout entier s'insurgea, en février 1915, contre la manifestation pacifiste à laquelle Benoît XV le conviait sous prétexte de prières pour la paix.

accomplir l'un et l'autre sans sacrifier ni l'un ni l'autre. La solution d'un tel problème ne relève pas de l'intelligence : il y faut davantage; il y faut, au risque de défaillir sous une sueur de sang, la mystérieuse agonie du Jardin des Oliviers. Si Benoît XV a traversé cette épreuve, nul ne le sait que lui seul; mais ne s'y fût-il point offert, ceux qui n'en ont pas souffert l'angoisse ne sauraient le critiquer sans se condamner eux-mêmes.

Que si maintenant l'on aborde la question par son côté politique, si l'on descend de l'absolu au relatif, et de la fonction théorique de la papauté à l'action pratique du Saint-Siège, on comprendra mieux encore que Benoît XV ne se soit pas senti enclin à prononcer des sentences qui, tout calculé, ne pouvaient que profiter aux puissances de l'Entente et porter préjudice aux empires centraux [1]. Car, n'eût été le caractère moral et juridique du conflit, il faut avouer que le Saint-Siège n'avait aucune raison de favoriser les unes, et qu'il en avait plusieurs de favoriser les autres.

D'une part le tsar de Russie, rival du pontife romain, sentinelle toujours en garde contre les progrès de l'adversaire, geôlier sévère et trop souvent cruel de ceux qui dans son empire se soustrayaient au joug de l'Église orthodoxe; le roi d'Angleterre, schismatique lui aussi, et de plus hérétique, plus tolérant sans doute, mais non moins rebelle à l'universelle juridiction de Rome ; le gouvernement français, indifférent à la foi religieuse, hostile aux congrégations, pilleur du sacré patrimoine, et surtout infidèle à la vieille alliance

1. L'*Abendzeitung* (*Corriere della Sera*, 9.1.15) a publié en janvier 1915 une interview dans laquelle « un collaborateur du cardinal Secrétaire d'État » explique que le Saint-Siège s'accommoderait bien plutôt de la victoire des puissances centrales que de celle de l'Entente ; car ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie ne lui ont donné sujet de se louer d'elles durant les dernières années ; « la sage politique ecclésiastique de l'empereur Guillaume » au contraire, « recueille aujourd'hui ses fruits. Ce serait de notre part une abjecte ingratitude de ne pas reconnaître que sa politique s'est toujours abstenue de toute initiative anticatholique. » L'*Osservatore romano* (12.1.15) déclara que le cardinal Gasparri n'avait rien dit de pareil. A la vérité il ne s'agissait pas du cardinal Gasparri, mais d'un de ses collaborateurs. Aussi bien, et quoi qu'il faille penser de son authenticité, ce texte reflète exactement les propres idées de bien plus que d'un collaborateur du cardinal Gasparri, de presque toute la cour romaine.

qui avait si longtemps uni l'Église et sa fille aînée ; puis l'Italie, la Roumanie, l'Amérique : incompréhensible coalition de tout ce que le Saint-Siège avait jamais redouté, haï, et combattu dans le passé et dans le présent, de l'autocratie césaro-papiste et des forces démocratiques.

D'autre part les deux empereurs : celui-ci catholique, dur régent de l'Église, mais prodigue de démonstrations extérieures, de serments de fidélité, de protestations d'attachement ; celui-là huguenot, regorgeant de mépris pour le catholicisme, mais habile à flatter, et résolu, pour exploiter une si puissante force internationale, à soutenir la papauté, à favoriser son influence, et à lui donner quelques semblants de gages ; tous deux forts du droit divin dont le Saint-Siège se réclame, et qu'il oppose au principe démocratique comme le seul fondement et la meilleure garantie de l'autorité légitime.

Entre les deux coalitions, si le pasteur pouvait hésiter, il n'en était donc de même ni du juge ni du souverain : mais tandis que le juge était obligé de condamner le crime austro-allemand, le souverain était presque fatalement engagé à faire cause commune avec les puissances criminelles. Non seulement par doctrine politique et tradition historique, mais aussi par intérêt personnel et immédiat.

Car l'Allemagne a beaucoup fait, depuis la fin du Kulturkampf, pour s'imposer au Saint-Siège. Elle fut aidée dans cette entreprise par un clergé qui, de tous les corps de l'État, n'était pas le moins dévoué à l'idée pangermaniste. Comme on le savait au Vatican, force fut de ménager ce nationalisme ombrageux[1], et l'empereur eut bientôt à sa dévotion une armée de prêtres et de moines que le pape n'intimidait pas, et qui

1. Fondation d'une Faculté de théologie catholique à l'Université de Strasbourg, 1902 ; lettre du cardinal Merry del Val attestant qu'en écrivant l'encyclique *Editæ sæpe*, du 26 mai 1910, « Sa Sainteté... n'avait pas dans l'esprit l'intention de blesser les Allemands non catholiques ou leurs princes », et note annonçant que l'encyclique ne serait pas publiée dans les églises et dans les bulletins diocésains d'Allemagne, *Osservatore romano*, 15 juin 1910 ; lettre de Pie X au cardinal Fischer, archevêque de Cologne, pour lui faire savoir que les prêtres qui enseignent les sciences sacrées dans les Universités de l'État allemand ne seraient point tenus à prêter le serment antimoderniste, 31 décembre 1910 ; décret interdisant aux particuliers, sous peine d'excommunication, de citer devant les tribunaux laïques, sans la permission des autorités ecclésiastiques, les clercs et les religieuses, sauf pourtant en Allemagne, 9 octobre 1911.

intimidaient le pape. Il accepta leurs services et ne put que s'en louer. Le pape, de son côté, ne trouva pas à s'en plaindre : le clergé allemand travaillait pour l'empire, de tout son courage ; l'empire, en retour, soutenait le clergé de toute sa puissance ; et les bénéfices étaient censés tomber au giron de l'Église romaine.

C'est ainsi que Mgr Szeptycky, archevêque ruthène de Leopol et métropolite de Galicie, muni, croit-on, de pleins pouvoirs (probablement en 1910) pour ramener la Russie à l'obédience de Rome, commença, bien avant la guerre, à préparer la séparation de l'Ukraine ; que la moitié des catholiques de Roumanie fut soumise à la juridiction d'un archevêque allemand [1] ; que les Magyars de Transylvanie furent soustraits à celle des Ordinaires roumains [2] ; que les bénédictins de Beuron furent installés au collège pontifical grec de Saint-Athanase *in Urbe* [3], et à l'abbaye primatiale de Saint-Anselme sur l'Aventin [4], et, dès le règne de Léon XIII, dom Boniface Krug à l'archiabbaye du Mont-Cassin [5], et Mgr Döbbing aux portes de Rome, sur le siège épiscopal de Sutri [6]. D'autres donnaient leur argent, leur amour, leur vie ; l'Allemagne prêtait la force de son organisation : c'était bien davantage. Du moins

1. Mgr Netzhammer, né à Erzingen (Fribourg-en-Brisgau), moine d'Einsiedeln, supérieur du Grand Séminaire de Bukarest, professeur au collège Saint-Anselme sur l'Aventin, supérieur du collège grec Saint-Athanase *in Urbe*, enfin nommé archevêque de Bukarest le 16 septembre 1905. C'est un fougueux agent de germanisation.

2. Il a été créé pour eux à la requête de l'empereur François-Joseph un évêché spécial à Hajdu-Dorogh, suffragant de l'archevêque latin de Gran, primat de Hongrie (Bulle du 8 juin 1912). Le titulaire du nouvel évêché, Mgr Miklossy, est magyar. Le rite s'intitule « grec pur », et la langue liturgique est censée être le grec ; mais en réalité la liturgie se célèbre en magyar.

3. En 1913.

4. 14 mai 1913, élection de dom de Stotzingen, abbé de Maria-Laach, comme coadjuteur de dom Hildebrand de Hemptinne, abbé-primat de Saint-Anselme.

5. 9 mars 1897.

6. Ce prélat, né à Münster, le 8 juillet 1855, naturalisé italien le 18 mars 1900, et aussitôt nommé évêque de Sutri, le 1er avril, avait fait de son diocèse un centre de vie germanique où les petites gens de la colonie allemande de Rome aimaient à se retremper. Le *Messaggero* l'ayant accusé de trahir au profit de l'Allemagne les intérêts de l'Italie, Mgr Döbbing se prétendit diffamé, cita le journal en justice, et après des débats dont les révélations firent scandale, le vit acquitter tandis qu'il était lui-même débouté de sa plainte et condamné aux dépens (30 décembre 1915). Après cette aventure il se retira à Rome, où il mourut le 14 mars 1916.

la cour romaine le crut-elle, et de là vient qu'en plus d'une contrée l'expansion du catholicisme dut aller de pair avec la germanisation[1]. Comme il avait voulu étendre son emprise sur l'islamisme, le judaïsme et l'évangélisme, Guillaume II prétendait aussi mettre la main sur le catholicisme et revendiquer « ce rôle de défenseur et protecteur de la chaire de saint Pierre, qui est, au dire d'un prédicateur romain dont le nom reviendra au cours de cette étude, le P. Angelucci, curé de San Marcello [2], *canoniquement* uni à la dignité impériale [3] ».

La papauté ne se débattit guère, et Léon XIII, sur ses vieux jours, déçu de n'avoir pas eu de la France ce qu'il avait espéré d'elle, se retourna vers l'Allemagne et se flatta d'y trouver l'appui dont il avait besoin pour résister à l'Italie. Alors le Saint-Siège commença de glisser sur la pente au bas de laquelle il risquait d'être réduit, quoi qu'il en eût, en simple mouvance de l'empire.

Telle étant la situation, il n'y a pas lieu de s'étonner si le pape a pris ombrage des vues de la France et de l'Angleterre sur l'avenir de l'empire ottoman, en particulier de la Terre-Sainte et de la Mésopotamie ; et s'il a souhaité de réserver les droits éventuels d'un champion auquel il tenait d'autant plus qu'il le croyait mieux assuré du triomphe. Il faut laisser les morts ensevelir les morts, dit l'évangile ; ce que la diplomatie vaticane interprète : il ne faut pas lier sa fortune à ceux dont la

1. En Roumanie, par exemple, ou du moins en Valachie, en Ukraine, au Danemark, en Hollande, dans certaines régions de l'Inde (Bombay, Poana, Bettich, Assam), où les jésuites allemands se sont livrés pendant la guerre à une propagande si éhontée que le gouvernement anglais s'est vu contraint d'interrompre ce que la *Civiltà cattolica* (5.2.16, p. 382) appelle « leur travail apostolique », et de les enfermer dans les camps de concentration de Bellari et d'Ahmednagar.

2. L'église San Marcello a été jusqu'à ces derniers mois le plus ardent foyer de propagande germanophile qui se soit vu à Rome : cérémonies, prédications, pèlerinages, anniversaires, tout y était prétexte à exalter l'Allemagne, à dénigrer l'Entente, à salir la France, à énerver le peuple italien, et à prôner la paix. Il n'était pas jusqu'aux mendiantes accroupies sur le seuil qui n'implorassent des visiteurs un petit sou pour la paix, *un soldino per la pace*. Il n'est pas sans intérêt de savoir que San Marcello était le titre presbytéral du cardinal von Bettinger, archevêque de Munich. Depuis la mort de ce prélat (12 avril 1917), le zèle du bon curé s'est beaucoup refroidi.

3. *Il Principe della Pace*, ouvrage anonyme du P. Angelucci, Rome, 1916, p. 81.

puissance décline. L'Allemagne peut avoir ses torts; elle pourrait même avoir tous les torts : mais elle a la force pour elle, et c'est un mérite qui rachète bien des fautes.

Le P. Angelucci a justifié par un exemple ancien cette nouvelle règle de conduite : il advint au XIe siècle que l'empereur Henri IV prétendit choisir le pape à sa guise, et le nommer de sa propre autorité. Il avait tort assurément; mais il était bon chrétien, plein de zèle pour l'Église, et puissant au delà de toute mesure, puisqu'il se trouvait maître des trois quarts de l'Europe. C'est pourquoi celui qui, longtemps avant qu'il s'appelât Grégoire VII, disposait déjà de la chaire apostolique et traitait de pair à égal avec les princes de ce monde, le moine Hildebrand, après mûre réflexion et fervente prière, pensa que dans l'intérêt de tous les chrétiens il ne devait pas contredire un homme qui avait en main la paix et la guerre, et qui, dégoûté ou offensé, aurait pu, de protecteur trop exigeant sans doute, mais enfin bienfaisant, se changer en terrible et dangereux oppresseur. Ainsi fut sauvé l'honneur de l'Église romaine, et la paix du monde raffermie : le moine était un homme prudent qui savait selon les besoins publics se faire lion ou agneau, pour le plus grand bien de l'Église et de la société [1].

Benoît XV est un autre Hildebrand, tel est évidemment, quoiqu'on ne le dise pas, le sens de l'apologue ; et son calcul, au gré du P. Angelucci, ne peut manquer de le conduire à la gloire de Grégoire VII. D'aucuns penseront peut-être que c'est là sagesse très humaine et prudence bien charnelle : c'est qu'ils ne jugent pas par les mêmes maximes, et qu'ils tendent à d'autres fins. Mais s'il ne s'agissait que de sauver par des moyens politiques un établissement politique, le pape ne pouvait s'y tromper : la situation internationale exigeait qu'il s'abstînt d'encourir la colère des puissances centrales, et peut-être même qu'il s'appliquât à mériter leur gratitude.

S'il voulait entrer dans cette voie, c'était affaire à lui : le Saint-Siège, ayant ses intérêts particuliers, est libre d'avoir sa politique particulière, à condition toutefois qu'il ne pré-

1. *Osservatore romano*, 25.1.16.

tende pas la couvrir de son autorité religieuse et l'imposer comme une obligation de conscience aux catholiques du monde entier. Mais les papes n'ont pas coutume d'entrer en de si subtiles distinctions : ils ne considèrent pas leur charge apostolique, ainsi que nous faisons en France, dans l'abstrait, sans compter avec les contingences humaines. Leur force est de tout confondre, la politique avec la religion, l'intérêt du Saint-Siège avec l'intérêt de l'Église, et l'intérêt de l'Église avec l'intérêt général, pour tourner la politique générale aux fins de leur politique particulière, et utiliser aux fins de leur politique particulière l'ascendant qu'ils tiennent de leur mission religieuse.

C'est ce que fit Benoît XV. Et l'on pourrait presque dire que, s'il avait le devoir d'agir autrement, il n'en avait pas la liberté, j'entends la liberté psychologique : une sorte de fatalité le poussait, sans qu'il y prît garde, à entrer dans le jeu des puissances centrales et à servir leurs desseins. Il a défini lui-même, il est vrai, dans la Note du 1er août 1917, l'attitude où il prétend se tenir : garder l'impartialité ; s'adonner aux œuvres de bienfaisance ; et préparer une paix juste et durable. Mais la question est précisément de savoir en quelle mesure cette formule exprime la réalité.

On laissera pourtant hors de cause les œuvres de bienfaisance, qui, il faut du moins le croire, n'intéressent pas la politique. « De tous les corps et esprits, a dit Pascal, on n'en saurait tirer un mouvement de vraie charité ; cela est impossible et d'un autre ordre. » Réciproquement il est aussi juste de dire qu'aucune manifestation de charité, même vraie, ne saurait autoriser aucune action politique : cela est impossible et d'un autre ordre. Le pape a beaucoup fait pour atténuer les maux de la guerre, retrouver les disparus, améliorer le régime des prisonniers, et protéger les populations des territoires envahis. Il s'est acquis par là d'indiscutables titres à la reconnaissance de tous les peuples, et particulièrement de ceux qui portent le poids de l'invasion : le nier serait odieux. Mais il serait absurde d'en conclure que ce service de charité justifie sa politique, et que l'hommage qu'on doit à l'un crée le devoir de suivre l'autre. C'est pourquoi, après lui avoir marqué la gratitude que méritent ses œuvres de

bienfaisance, nous demeurons entièrement libres de scruter, de juger, et, le cas échéant, de combattre sa politique.

Or, ce que l'on entreprend ici est précisément, après avoir énuméré, examiné et critiqué les sources de renseignements et les moyens d'investigation qui peuvent servir à l'enquête, de faire ressortir par d'indéniables preuves et des exemples avérés, le caractère et les tendances de la politique pontificale. Ainsi sera-t-il démontré, à la rigueur des termes :

1° que Benoît XV, parce qu'il veut considérer la guerre comme un vulgaire conflit d'ambitions, refuse de reconnaître dans la violation de la neutralité belge un inexpiable forfait ; d'admettre que l'Entente ait pour la justice plus de respect que les impériaux ; et d'avouer que les méthodes de guerre de l'Allemagne soient plus répréhensibles que celles de ses adversaires ;

2° qu'en conséquence, parce qu'il estime nos ambitions plus dangereuses et plus tenaces que les ambitions allemandes, il a cru légitime d'exhorter les États-Unis à s'interdire l'exportation des armes et munitions de guerre ; d'intervenir auprès des neutres pour les dissuader de se joindre à nous ; de chercher enfin à diviser l'Entente pour rendre vain le pacte de Londres.

II

LES SOURCES

Ses apologistes protesteront que rien de tout cela n'apparaît dans les actes publics et officiels du Saint-Siège, et qu'il est juste, comme le pape l'a demandé dans une lettre adressée à l'archevêque de Paris, le 11 juillet 1915, de n'aller pas chercher ailleurs sa véritable pensée. Ils auraient raison si les textes étaient clairs, et la réalité conforme aux textes. Mais, outre que les textes officiels sont pour la plupart équivoques et sujets à deux interprétations contradictoires, il y a toutes sortes de commentaires officieux ou privés, et parfois d'autant plus autorisés qu'ils engagent moins la responsabilité du pontife, des interviews, des confidences, des campagnes de

presse, d'innombrables manifestations qui, étudiées ensemble, sévèrement critiquées, contrôlées les unes par les autres, donnent leur sens authentique aux textes officiels et aux actes publics, manifestent les secrets penchants, et révèlent, avec le secret de certaines démarches diplomatiques qui se croyaient plus sûrement dissimulées, le vrai jeu de la politique vaticane.

Il faut seulement, pour déchiffrer ce grimoire, être en mesure d'attribuer à chaque document sa valeur, et d'accorder à chaque source le crédit dont elle est digne : on serait imprudent, par exemple, de prêter à Benoît XV les idées exprimées par le catholique patriote qu'est le ministre Filippo Meda [1], ou les plans imaginés par le clérical « introuvable » qu'est le comte Filippo Sassoli de' Bianchi [2]; mais il est certain que le marquis Filippo Crispolti [3] est, ou du moins a été jusqu'au mois de juillet 1917, le plus qualifié commentateur des documents pontificaux, et que le comte Dalla Torre [4], président de l'Union populaire entre les catholiques

1. M. Meda, ministre des Finances depuis la formation du ministère national de M. Boselli (18 juin 1916), est le premier membre du parti catholique qui soit entré comme tel au gouvernement du royaume d'Italie. Neutraliste, comme la plupart des catholiques, avant l'intervention italienne, il s'est depuis lors rallié à la politique de guerre, et l'a soutenue de toute son énergie. Ni la curie pontificale, ni la direction du parti catholique ne lui en ont su gré.

2. Le comte Filippo Sassoli de' Bianchi est l'un des très rares Italiens qui trouvent à redire à l'œuvre de Cavour, et rêvent d'on ne sait quelles restaurations d'un passé tout imaginaire qui soumettraient l'Italie et le monde à la férule du pontife romain.

3. Le comte Filippo Crispolti écrit dans divers journaux catholiques, en particulier dans le *Momento* de Turin, d'où ses articles passent aussitôt dans l'*Italia* de Milan, dans l'*Avvenire d'Italia* de Bologne, et dans le *Corriere d'Italia* de Rome. Son activité s'était fort ralentie depuis qu'il avait reconnu les torts de l'Austro-Allemagne et le bon droit de son pays. Mais il vient de rentrer en scène pour défendre, à l'occasion du premier anniversaire de la Note pontificale du 1er août 1917, l'œuvre de Benoît XV (*Momento*, 9 et 10.7.18; *Unità cattolica*, 10, 13, et 31.7.18).

4. « Union populaire entre les catholiques d'Italie » est le nom du parti catholique italien. Son organisation générale peut être comparée à celle du parti socialiste. C'est une association fédérative qui s'étend à tout le pays, mais est fortement centralisée sous l'autorité d'un président nommé par le pape. C'est par l'entremise de ce président que le pape règle l'activité de l'Union, et que, sans parler de moyens moins apparents et d'autant plus efficaces, il intervient ouvertement, quoiqu'il ait proclamé sa neutralité, dans la vie politique du royaume. Le comte Dalla Torre a été accusé, avec raison, semble-t-il, d'avoir orienté, fin juillet 1917, vers le pacifisme révolutionnaire le *Corriere del Friuli*, journal catholique d'Udine, qui fut de ce fait suspendu par l'autorité militaire et, pour parer au scandale, supprimé par le pape. Il vient d'être nommé président du conseil d'administration de l'*Osservatore Romano*.

d'Italie, reste le plus docile et le plus dévoué des agents que le pape emploie dans le royaume.

L'*Osservatore romano* est, comme chacun sait, l'organe officieux [1] du Saint-Siège. On l'a pourtant accusé, sous prétexte qu'il n'est plus qu'un méchant reflet de l'Agence Wolff, de suivre ses voies personnelles, au mépris des volontés du pape [2]. Si les accusateurs savaient quelles instructions Benoît XV a données dès son avènement au directeur du journal, et quelle part la secrétairerie d'État et le cardinal Gasparri lui-même prennent à la rédaction des articles, ils se montreraient plus prudents. Aussi bien, sans entrer dans ce mystère, il suffisait, pour être éclairé, de lire une lettre adressée le 22 novembre 1914 à l'archevêque de Lyon [3] par le secrétaire d'État : « Votre Éminence n'ignore pas que, dès le début de la guerre actuelle, le Saint-Siège, embrassant dans une même sollicitude les pasteurs et les fidèles de l'Église universelle, s'est proposé de garder et a constamment maintenu l'impartialité la plus stricte et la plus absolue à l'égard des différentes nations belligérantes, et qu'il l'a recommandée d'une façon péremptoire à la presse catholique, à celle de Rome en particulier. Je puis vous assurer que ces directions et ces conseils du Saint-Siège ont été fidèlement suivis soit par l'*Osservatore romano*, qui est sous sa dépendance directe, soit par le *Corriere d'Italia*, principal organe de la *Società editrice* [4]. » On ne saurait parler plus net : le Saint-Siège

1. Certaines rubriques sont même officielles.

2. Cf. en particulier le *XXe Siècle* (7.2.16), qui est un des plus importants organes catholiques de Belgique.

3. Publiée avec l'autorisation du cardinal Gasparri par Serge Basset, *Petit Parisien*, 18.12.14. Le cardinal Sevin, archevêque de Lyon, qui avait été sous le règne de Pie X l'un des agents les plus actifs de la politique romaine, comprit dans les derniers mois de sa vie ce qu'il fallait attendre du pontificat de Benoît XV, et la déception lui fut amère. Il s'en expliqua dans une lettre du 12 novembre 1914, à laquelle le cardinal Gasparri répondit le 22, comme il est dit ci-dessus.

4. Outre l'*Osservatore romano* qu'il contrôle officiellement, le Saint-Siège a dans sa dépendance directe la *Civiltà cattolica*, revue des jésuites de Rome, qui paraît deux fois par mois en fascicules de 96 pages, et l'*Unità cattolica*, qui, comme l'*Osservatore romano*, a son titre orné de la tiare et des clefs et peut être considérée comme une édition moins prudente du journal pontifical. *L'Unità cattolica* passe pour avoir été réformée par la volonté du pape en octobre 1917. En réalité, Benoît XV se contenta d'en écarter certains éléments qui, comme

revendique la pleine responsabilité de ce que publient ses deux journaux, il l'a donc, et personne n'a le droit de la lui contester. S'il arrive après cela que les deux instruments ne donnent pas la même note, ce n'est pas raison de les opposer l'un à l'autre : il en faut seulement conclure qu'ils jouent chacun dans le concert la partie qui lui est assignée. Encore ne sont-ils pas tout l'orchestre.

Il y a d'autres journaux, moins compassés de manières et d'allure plus indépendante, que le Vatican dirige sans engager ouvertement sa responsabilité. Telle était une publication satirique fondée le 3 novembre 1907 pour combattre la franc-maçonnerie, le *Bastone* de Vitaliano Garcea. Le *Bastone* durant tout le mois d'août 1914 sembla plutôt incliner vers l'Entente : il accusait l'Austro-Allemagne d'avoir déchaîné la guerre, et se prononçait résolument pour la neutralité de l'Italie [1] : « La France essaie maintenant, écrivait-il le 16 août, de prendre sa revanche de Sedan, et dans l'âme généreuse des peuples nombreux qui ont conservé vif et intact le sentiment de la liberté et de la justice se forme le vaillant dessein de l'y aider. »

Pie X mourut. Benoît XV lui succéda. Garcea fit un beau poème, implora la bénédiction apostolique, la reçut le 10 ou le 11 septembre, et incontinent changea son bâton d'épaule. Le 13, il explique que la France a elle-même creusé sa fosse, et la montre, le 20, abattue par « l'hydre maçonnique » sous les yeux éplorés de Charlemagne et de saint Louis [2]. Le 27, Guillaume et Nicolas comparent leurs prouesses : le tsar maintient tant bien que mal une aigle autrichienne armée de bec et d'ongles; l'empereur, entre deux corbeilles remplies de poulets morts, tord le cou du coq (*gallo*) qu'il achève de plumer. Le 4 avril 1915, sur le sol jonché de morts après la bataille, se dressent, seuls, vainqueurs, l'Allemand et l'Autrichien. L'Allemand porte comme un trophée le drapeau fran-

---

le comte Filippo Sassoli de' Bianchi, se faisaient remarquer par leur turbulence et leur maladresse, et de lui imposer la direction d'un homme de sens rassis, l'avocat Calligari, jusque-là directeur du *Cittadino* de Gênes. Mais la plupart des rédacteurs ont été maintenus, et si l'*Unità cattolica* a un peu baissé le ton, elle n'a pas changé de doctrine. De fait, elle n'aurait pu changer de doctrine sans contrevenir aux desseins du pontife : ce n'est pas ce qu'on lui demandait,

1. Numéros des 16 et 23 août 1914.

2. Je décris les images, faute de pouvoir les reproduire.

çais. Une figure ailée, la Paix, semble-t-il, leur tend une couronne, et on lit : « La fin de la guerre d'après les faits et les prévisions de tous les honnêtes gens. »

Certains trouvèrent à redire à cette conception de la neutralité. Des protestations s'élevèrent, et des remontrances furent portées en forme officielle à la secrétairerie d'État. Il y fut répondu que le *Bastone* ne relevant pas directement de l'autorité pontificale, le Saint-Siège ne pouvait ni se rendre responsable de ses écarts, ni lui imposer une plus stricte discipline [1].

Or, en novembre 1915, Vitaliano Garcea, qui depuis un an tirait je ne sais d'où ses ressources [2], se tourna vers la chaire de saint Pierre et pria le pape de lui accorder une subvention mensuelle [3]; il reçut presque aussitôt, par le moyen d'un certain avocat Rossi, avec une somme de 3 000 lires, la promesse que semblable largesse se renouvellerait chaque mois, grâce à de généreux catholiques qui s'intéressaient à son œuvre. La subvention lui fut en effet versée de mois en mois, non plus par l'avocat Rossi, mais par le chevalier Ambrogetti, ancien condisciple et familier de Benoît XV. Le *Bastone* toucha de la sorte 37 500 lires de novembre 1915 à décembre 1916, où se fit le dernier versement. Car le 21 de ce mois le commandeur Ambrogetti (le pape lui avait conféré cette dignité le 20 juillet dans l'ordre de Saint-Sylvestre), et le 14 du mois suivant Vitaliano Garcea lui-même furent arrêtés comme prévenus d'intelligence avec l'ennemi.

C'est qu'en effet la subvention demandée au pape et octroyée, disait-on, par de généreux catholiques, venait en réalité d'Allemagne par l'intermédiaire du prélat bavarois Rodolphe Gerlach, camérier secret participant de Benoît XV [4]. L'affaire

1. Cependant un communiqué de la secrétairerie d'État (*Osservatore romano*, 15.1.15) fit savoir que quelques périodiques illustrés, en manquant à la stricte impartialité enjointe à la presse catholique par les directions pontificales, s'étaient attiré la désapprobation et le blâme du Saint-Siège.

2. Un avis publié le 13 septembre 1914 fait savoir que « l'administration du journal traverse un vilain moment ». Il avait vécu jusqu'alors d'une subvention de Pie X.

3. Les détails qui suivent sont tirés partie de la plaidoirie prononcée pour Garcea devant le Conseil de guerre de Rome, du 24 au 29 mai 1917, par l'avocat Scimonelli, partie de la sentence rendue le 23 juin.

4. Il y aura lieu d'étudier un jour le rôle de ce prélat qui, nommé camérier secret participant le 5 septembre 1914, le surlendemain de l'élection du pape, dut quitter l'Italie précipitamment le 6 janvier 1917, et fut condamné par con-

vint le 12 avril 1917 devant le Conseil de guerre de Rome, et fut jugée à huis clos. Un « éminent et vénéré cardinal », qui semble être Mgr Vincenzo Vannutelli, doyen du Sacré-Collège [1], déclara que le *Bastone*, plutôt qu'une feuille honnête, lui paraissait un organe de spéculation louche (*una non retta speculazione affarista*); mais le commandeur Angelini, directeur de l'*Osservatore romano*, et le marquis De Felice, rédacteur en chef du *Corriere d'Italia*, attestèrent que son attitude ne différait ni de celle du *Corriere d'Italia*, ni de celle de l'*Osservatore romano* ; et Mgr Tedeschini, substitut du secrétaire d'État pour les affaires ordinaires, qui, comme les deux camériers secrets Migone et Gerlach, recevait le *Bastone*, vint témoigner officiellement, au nom du Souverain Pontife, que c'était un journal « en conformité avec les idées catholiques », et docile à l'impulsion pacifiste du Saint-Siège, ce qui ne s'accorde guère avec la réponse donnée, au printemps de 1915, aux protestations de l'Entente.

Le tribunal accorda aux deux inculpés le bénéfice de circonstances atténuantes, et les condamna l'un et l'autre, le 23 juin 1917, à trois ans de détention. Telle fut la fin du *Bastone*.

Pour dégagé qu'on le donnât de l'emprise pontificale, le *Bastone* faisait encore figure d'organe catholique. Or, il y a des publications que ne souffrirait pas sans difficulté la presse proprement catholique. C'est pourquoi la chancellerie apostolique s'est ménagé dans d'autres journaux des intelligences [2] : elle peut ainsi leur communiquer des notes qui, une fois publiées par eux, leur sont empruntées par la presse proprement catholique, et reproduites « à titre de simple information ».

---

tumace, le 23 juin suivant, à la réclusion perpétuelle. Il recevait de Suisse et d'Allemagne des sommes immenses qui n'étaient pas toutes destinées à des intentions de messes, et sur lesquelles ont été prélevées, outre les subventions au *Bastone* et à diverses autres organisations du même genre, environ 100 000 lires pour la restauration des jardins vaticans. (*Idea nazionale*, 26.8.16.)

1. Le tribunal reçut aussi la déposition du cardinal Bisleti, dont Ambrogett était gentilhomme ; mais les deux épithètes, que j'emprunte à la sentence, semblent plutôt s'appliquer au cardinal Vannutelli.

2. Ainsi, par exemple, les notes vaticanes du très laïque *Tempo* de Rome sont rédigées, sur les indications de la secrétairerie d'État, par don Pucci, curé de Santa Maria in Trastevese, et agent du cardinal Gasparri.

Lorsque M. Van den Heuvel fut nommé ministre de Belgique près le Saint-Siège, la cour romaine n'en ressentit qu'un médiocre contentement. Le pape lui fit cependant bon accueil, et répondit comme il convenait au discours que prononça le nouveau plénipotentiaire en présentant ses lettres de créance, le 17 mars 1915 : il n'y eut rien dans l'expression officielle de la pensée pontificale dont le gouvernement belge ne dût se féliciter.

Mais quelques jours avant la cérémonie, l'*Osservatore romano* [1] avait publié la note suivante : « D'après la *Kölnische Volkszeitung*, le nouveau ministre belge est l'ancien ministre de la justice von Hendel (*sic*). Dans son opuscule, *la Violation de la neutralité belge*, traduit en italien, et dont les exemplaires ont été répandus sans compter dans les cercles politiques et religieux, il expose de son point de vue les événements que l'on sait. Du ton de l'ouvrage, de la passion avec laquelle il a été écrit, des jugements qui s'y trouvent, on peut déduire avec quels sentiments ce diplomate belge accomplira sa mission. » L'*Osservatore romano* ne prenait point ce propos à son compte : il ne faisait que citer la *Kölnische Volkszeitung*, organe du centre catholique allemand.

Or, la note revenue de ces lointains parages avait déjà paru, sous une forme un peu différente, dans le *Mattino* de Naples [2] : « Le nouveau ministre belge près le Saint-Siège est, comme vous savez, M. Van den Heuvel, ministre d'État. Son nom était du reste bien connu à Rome, à cause d'un opuscule rédigé par lui, qui, traduit en italien, fut largement répandu dans les cercles politiques et religieux de la capitale. *La Violation de la neutralité belge* est un récit passionné de la manière dont le gouvernement allemand a violé la neutralité du peuple belge. Les jugements âpres et quelquefois injurieux que le diplomate belge porte sur ce grave événement font bien prévoir avec quels sentiments il s'apprête à remplir son mandat. »

Ce n'est pas tout. Parues à Naples, ces réflexions sont datées de Rome, et signées O. l'Abate, qui est le pseudonyme du correspondant romain du *Mattino*. Quoique le *Mattino* ne soit pas un journal catholique, ce correspondant prend un intérêt particulier aux affaires ecclésiastiques, et s'en montre,

1. *Osservatore romano*, 10.3.15.
2. *Mattino*, 25.2.15.

s'en montrait surtout en ce temps-là, particulièrement informé. Il ne pouvait moins faire, étant alors, sous son vrai nom, Oreste Daffinà, correcteur de l'*Osservatore romano*, et homme de confiance de Mgr Tedeschini, substitut du secrétaire d'État pour les affaires ordinaires.

Et nous voici remontés à la source, qui est, selon toute vraisemblance, Mgr Tedeschini. Les deux versions du compliment de bienvenue ont passé, l'une au *Mattino* de Naples, par M. Daffinà, l'autre à la *Kölnische Volkszeitung*, par M. Kappenberg, correspondant romain de ce journal, d'où elle fut ensuite extraite par les soins de M. Daffinà, pour être reproduite, à titre de simple information, par l'*Osservatore romano*. Si maintenant l'on se rappelle que Mgr Tedeschini représente à la secrétairerie d'État l'influence personnelle de Benoît XV, on aura peut-être quelque raison de douter que le discours prononcé par le pape, le 17 mars suivant, exprime, aussi fidèlement que sa pensée officielle, l'intime réalité de ses sentiments.

Les informations ainsi rapportées, contestées, démenties ou rectifiées, dans l'*Osservatore romano* ou ailleurs, n'acquièrent ou ne perdent de ce fait ni plus ni moins de droits à la créance : elles restent sujettes à vérification, et l'attention qu'elles appellent a chance de n'être point déçue.

Le Petit Parisien annonça le 9 janvier 1916 que le P. Hénusse, jésuite, chapelain militaire de l'armée belge, venait à son retour de Rome d'annoncer aux soldats une heureuse nouvelle : le pape lui avait déclaré explicitement que le Saint-Siège ne consentirait pas à offrir ses bons offices pour la paix s'il n'était assuré que la Belgique fût rétablie, avec ses territoires européens et africains, dans la plénitude de sa liberté et de ses droits internationaux; et cela sans préjudice d'une indemnité convenable, à fixer suivant une estimation minutieuse, et sans compter la restauration de tous les monuments, la reconstruction des usines et des maisons, et la restitution des biens enlevés aux particuliers [1]. La même note reparut

1. Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette formule de celle dont use l'empereur Charles dans la célèbre lettre au prince Sixte de Bourbon : « Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté, en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagements qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies. »

le 24 janvier, communiquée cette fois par l'ambassade anglaise de Washington.

Alors, le 1er février, le commandeur Angelini, directeur de l'*Osservatore romano*, dans un article solennel intitulé : *Anciennes et nouvelles manœuvres contre le Saint-Siège*, cita cette information entre plusieurs autres, qu'il déclarait « dans leur ensemble » imaginaires et dénonçait à l'indignation de tous les honnêtes gens. Et pourtant Benoît XV avait dit, en effet tout ce que rapportait la note incriminée; il en avait lui-même examiné et fait retoucher le texte écrit; après quoi il avait autorisé le P. Hénusse, non seulement à en faire part aux troupes, mais — c'est là sa propre parole — à le leur proclamer.

Il faut, donc, — cette anecdote le prouve assez, — tenir compte des témoignages oraux, et savoir les peser à la juste balance. Le pape et ses familiers, le secrétaire d'État et son personnel parlent volontiers, mêlant les confidences aux déclarations officielles, quittes à corriger ensuite le texte de l'interview, à le transformer, ou même à le remplacer par un autre tout nouveau. Et c'est pourquoi, s'il serait imprudent de se fier sans contrôle aux souvenirs d'un journaliste, il ne le serait pas moins de s'en remettre aveuglément à la foi du correcteur.

M. Louis Latapie a publié dans *la Liberté* du 22 juin 1915 le récit d'une conversation qu'il venait d'avoir avec le pontife. Le scandale en fut grand, dans l'opinion publique pour ce qu'il révélait des sentiments de Benoît XV, et au Vatican, parce qu'il le révélait sans en avoir reçu congé. L'*Osservatore romano* [1] fit d'abord paraître un long communiqué qui opposait les documents officiels aux publications privées, et mettait les lecteurs en garde contre « des inexactitudes dont plusieurs sont si évidentes qu'elles sautent aux yeux à première vue, sans qu'il soit besoin de les relever ». L'émoi ne se calma pas. Après cinq jours de réflexion le cardinal Gasparri fit au *Corriere d'Italia* [2] des déclarations officielles, par lesquelles il rectifiait sur quelques points le texte du journaliste, et protestait que le pape n'avait ni appelé les Italiens « le peuple le plus

1. *Osservatore romano*, 23.6.15.
2. *Corriere d'Italia*, 28.6.15.

mobile de la terre », ni répondu à une question sur la violation de la neutralité belge : « C'était sous le pontificat de Pie X. » L'*Osservatore romano* [1] reproduisit le lendemain les déclarations du cardinal, et les résuma ainsi : « En somme, M. Latapie n'a reproduit exactement sur aucun point la pensée du Saint-Père, et sur beaucoup de points l'a complètement défigurée. » Puis le secrétaire d'État écrivit le 1er juillet au ministre d'Angleterre, et le 6 juillet au ministre de Belgique et à l'évêque de Versailles; enfin le pape s'adressa directement le 11 juillet à l'archevêque de Paris, et le 1er août à l'archevêque de Reims.

Et rien de tout cela ne fait que certaines parties de l'interview, les plus importantes, ne gardent valeur de document historique, et n'expriment la propre pensée de Benoît XV sur quelques questions des plus graves, en particulier sur l'affaire du *Lusitania*, sur la légitimité du blocus, et sur la neutralité italienne : car elles sont confirmées par les témoignages oraux de plusieurs personnes dignes de foi, qui, ayant, elles aussi, entendu ces propos des lèvres mêmes du pape, en exprimaient leur étonnement bien avant que M. Latapie publiât son article dans *la Liberté*.

Ce n'est donc pas assez, pour connaître l'attitude du Saint-Siège et comprendre le développement de sa politique internationale, de s'en tenir, comme il le prétend, à ses documents officiels. La vérité est plus complexe et plus fuyante : et c'est à travers un mouvant dédale de déclarations contradictoires, d'aveux et de réticences, d'indiscrétions et de mensonges, qu'il faut suivre pas à pas ses traces incertaines, si l'on veut enfin la saisir.

III

LA SENTENCE PONTIFICALE

Il y a sur le caractère de la présente guerre deux thèses opposées : l'une, qu'elle ne se distingue ni par ses origines, ni par ses moyens, ni par sa fin, de celles qui l'ont précédée ;

1. *Osservatore romano*, 29.6.15.

qu'elle n'est rien de plus qu'un simple conflit d'intérêts qui apparaît à chacun, selon le camp où il combat, entreprise de conquête ou légitime défense : c'est la thèse de l'Allemagne. L'autre, qu'elle est une nouveauté dans l'histoire du monde ; que, quoi qu'on veuille reprocher, à tort ou à raison, aux individus qui la font, et aux gouvernements qui la mènent, elle était dès l'origine, et devient de plus en plus, une lutte pour le droit contre la force, pour la justice contre l'iniquité, pour la liberté du monde contre la tyrannie germanique : c'est la thèse de l'Entente [1].

Entre les deux il faut choisir, et l'on choisit bon gré mal gré, quand même on refuse de choisir : car si de deux causes l'une est bonne et l'autre mauvaise, si seulement l'une est meilleure que l'autre ou moins mauvaise, on ne peut chercher à les mettre en balance sans léser l'une au profit de l'autre, et par conséquent sans choisir contre l'une, et pour l'autre. Et si l'on avait des raisons de n'appuyer ni l'une ni l'autre, le seul moyen qui en restât était, non pas de suspendre son jugement sous prétexte que le cas est obscur, car c'est là prendre parti, mais de garder le silence, ou bien de faire savoir qu'ayant jugé l'on retiendrait par devers soi la sentence. Une telle attitude eût été pour la puissance morale qu'est la papauté l'exact équivalent de ce qu'est pour une puissance politique une déclaration de neutralité.

Si donc le pape s'était tu, ou qu'il eût dit : « nous devons renoncer à statuer publiquement sur le fond parce que les intérêts du Saint-Siège ne nous permettent pas de nous aliéner aucune des parties contendantes », l'Entente aurait pu s'étonner qu'il refusât d'intervenir, mais non pas l'accuser de lui avoir fait tort. Mais il ne s'est pas dérobé, il a évoqué l'affaire à sa barre ; il n'a pas fait profession de neutralité, il

1. L'évêque de Nice l'a soutenue au nom de l'Évangile (*la France et l'Allemagne devant la doctrine chrétienne de la guerre*, dans le *Correspondant*, 15.8.15, reproduit dans le volume du Comité catholique de Propagande française à l'étranger, *l'Allemagne et les Alliés devant la conscience chrétienne*), avec une force singulière ; et l'on ne peut qu'acquiescer, comme l'ont fait les cardinaux, les métropolitains, et la majorité des évêques de France, à une si impérieuse démonstration. Il a prétendu par surcroît invoquer à l'appui de sa thèse les documents pontificaux ; peut-être comprendra-t-il, s'il vient à lire ces pages, en quelle aventure il s'est jeté, non seulement vaine, mais périlleuse.

a promis d'être impartial, et c'est comme juge « établi par Dieu pour être le suprême interprète et vengeur de la loi éternelle [1] », et fort de son impartialité, qu'il a déclaré les preuves insuffisantes, et renvoyé les plaideurs dos à dos.

On a bien essayé, il est vrai, de nous faire accroire qu'en condamnant l'iniquité c'étaient les impériaux que le Saint-Siège voulait atteindre, et, en invoquant la paix selon la justice, l'Entente qu'il voulait appuyer. Mais Benoît XV n'a jamais dit, encore moins pensé rien de tel. Ce qu'il a dit, il suffit, pour le savoir, de lire sans idée préconçue la série des documents officiels insérés aux *Actes du Siège apostolique*. Ces divers textes s'éclairent l'un l'autre et se complètent sans jamais trahir la moindre évolution de la pensée dont ils émanent [2] : on peut donc les utiliser ensemble sans faire état de leurs dates. En voici la substance :

La guerre est un massacre inutile, déplorable suite d'une querelle de princes, qui pourrait s'accommoder sur l'heure si seulement l'un des partis, sacrifiant ses appétits de haine et de domination, consentait à faire à l'autre des propositions raisonnables et conformes à la justice, c'est-à-dire propres à sauvegarder l'ancien équilibre des puissances ;

les peuples ne sont pas intéressés à la guerre ; et la guerre, qui se fait à leurs dépens, ne sert même pas la justice, mais seulement les rancunes et les ambitions de leurs chefs. La justice ne se réalise pas par la violence, car la justice est équilibre ; et la violence ne peut, si elle ne se dépense en vain, que rompre l'équilibre, c'est-à-dire léser la justice, et par conséquent engendrer de nouveaux conflits. La paix imposée par les armes ne serait donc ni juste ni durable, et c'est ce qui démontre l'inutilité de l'horrible carnage qui depuis tant de mois déshonore l'Europe ;

l'unique moyen conforme à la raison et à la dignité humaine, et qui d'ailleurs a fait autrefois ses preuves en de semblables circonstances, de résoudre ce monstrueux problème, est donc d'établir par une entente amicale fondée sur des concessions réciproques une paix qui tienne compte, dans la mesure du possible, des justes aspirations des peuples, et profite également aux deux partis : car telle est la paix juste et durable.

1. Allocution consistoriale du 22 janvier 1915.

2. Le système de Benoît XV est déjà tout entier dans la lettre du 8 septembre 1914, *ad universos orbis catholicos*, et les documents ultérieurs n'ont fait que le développer.

L'argumentation se suit à merveille, mais à partir d'une prémisse qui est précisément celle que posent les Impériaux et que les Alliés repoussent : c'est à savoir que la présente guerre est née comme la plupart des autres d'un vulgaire conflit d'ambitions, loin qu'elle soit — comme l'évêque de Nice l'a prouvé en des pages qui ne passeront pas, parce qu'elles sont sur la crise où se débat le monde la sentence de l'Église elle-même — une lutte sans merci entre deux conceptions morales, entre deux doctrines de vie, dont l'une procède du christianisme et dont l'autre le renie. Les Alliés, au gré du Saint-Siège, ne sont pas plus que les Impériaux les champions de la justice. Ils prétendent châtier l'Allemagne des crimes qu'ils lui imputent, la réduire à l'impuissance, et peut-être la démembrer. Redoutables chimères ! Le marquis Crispolti a longuement combattu ces projets de répression [1], et c'est, autant que de la Belgique, l'intégrité des deux empires centraux que Benoît XV voulait défendre lorsqu'il écrivait, le 28 juillet 1915, dans son *Appel aux peuples belligérants et à leurs chefs* : « Renoncez au dessein de mutuelle destruction, réfléchissez que les nations ne meurent pas : humiliées et opprimées elles portent frémissantes le joug qui leur est imposé, préparent la revanche, et transmettent de génération en génération un triste héritage de haine et de vengeance [2]. »

Lors donc que le pape condamne l'iniquité, quels qu'en soient les auteurs, c'est aller contre son intention que d'annoncer triomphalement qu'il vient de flétrir la guerre à la teutonne [3]; et lorsqu'il invoque la justice, c'est travestir sa pensée

1. La paix et le militarisme prussien, dans le *Corriere d'Italia*, 5.6.16 ; la paix et les torts et raisons des belligérants, *ibid.*, 15. 6. 16 ; la guerre de punition, *ibid*, 7. 10. 16 ; la justice répressive entre les nations, *ibid.*, 21.10.16 ; la désarticulation de l'Allemagne, dans l'*Avvenire d'Italia*, 8.12.16.

2. Cf. des déclarations du comte Bernstorff, ambassadeur impérial aux États-Unis, aux journalistes de New-York (*Corriere della Sera*, 20.9.14), et du kronprinz Frédéric-Guillaume à M. Karl von Wiegand (*ibid.*, 2.12.14) sur le dessein que nourrissent les Alliés de démembrer l'Allemagne.

3. « La presse libérale italienne, écrit en gros caractères l'*Unità cattolica*, 8.12.16, a voulu faire croire que, des crimes stigmatisés par le Saint-Père dans son allocution de lundi, les empires centraux seuls étaient coupables, et que par conséquent la condamnation pontificale ne s'adressait qu'à eux. Il est à croire au contraire, comme le font bien comprendre les paroles « où qu'ils aient été commis et quels qu'en soient les auteurs » que cette condamnation a une bien plus ample portée. Il suffit de rappeler le cas de Mgr Szeptycki, le seul arche-

que de donner à croire qu'il fait des vœux pour l'Entente. Il n'est ni pour ni contre personne, parce qu'en ce grand procès aucune des deux causes n'est supérieure à l'autre ; ou plutôt — et c'est là ce qu'il entend sous le nom d'impartialité — il s'efforce sans cesse à prouver que des deux causes aucune n'est supérieure à l'autre pour n'avoir à prendre parti ni pour ni contre personne. C'est pourquoi toute sa politique tend, afin de répartir également entre les deux coalitions les responsabilités, à laver l'Allemagne des griefs dont on l'accable, et à faire déchoir ses adversaires de leurs prétentions de justiciers.

Aussi n'est-il personne au Vatican qui ne tâche avec une inlassable persévérance à opposer preuve à preuve, argument à argument, accusation à accusation. S'agit-il des origines du conflit? au plan pangermaniste on oppose les ambitions de l'Entente : politique anglaise d'encerclement, visées des tsars sur Constantinople, aspirations des Français à la revanche; à l'iniquité allemande, on oppose l'impiété française ; à la violation de la neutralité belge, les manquements de la Belgique à sa propre neutralité. S'agit-il de la conduite de la guerre? si vous parlez de l'affaire Mercier, on vous répond par le cas Szeptycki [1]; des déportations de Belgique et

---

vêque catholique d'Europe qui ait été mis en prison, et cela par les Russes, et le fait que les puissances de l'Entente ont, elles aussi, bombardé des villes ouvertes et déporté des individus et même des familles entières, pour tirer des faits eux-mêmes un démenti à l'interprétation unilatérale et partiale que la presse libérale italienne a donnée de l'allocution consistoriale d'hier. »

1. Mgr Szeptycki, archevêque ruthène de Leopol, agent du gouvernement autrichien et du Saint-Siège en Ukraine, et fauteur de séparatisme ukrainien, avait été arrêté par les Russes lors de la prise de Leopol (4 septembre 1914) et enfermé d'abord à Kursk, puis au monastère de Suzdal. Après une longue captivité, il fut libéré grâce à l'intervention du Saint-Siège, mais astreint à résider à Jaroslaw, et enfin, après la révolution, autorisé par le gouvernement provisoire à retourner en Galicie (1er avril 1917). Il manifesta l'intention de se rendre à Rome, et se mit en route au mois de juin par Stockholm, Berlin, Vienne, le quartier général allemand au front russe, où il fut reçu par Guillaume II ; Zizers où il s'entretint quelques jours avec le P. Ledochowski, général des Jésuites, et dom de Stotzingen, abbé-primat des Bénédictins ; enfin Fribourg et Lausanne, où il reçut les agents ukrainiens et polonais de l'Allemagne ; ce que voyant, le gouvernement italien lui interdit le passage de la frontière. On a dit aussi (*Daily Express*, 17. 8. 17), mais il n'est pas prouvé que Mgr Szeptycki eut part aux négociations qui précédèrent la publication de la Note pontificale du 1er août 1917. Dès son retour à Leopol il reçut de l'empereur Charles la grand-croix de l'ordre de Léopold. On croit généralement qu'il sera fait cardinal lors d'un prochain consistoire.

de France, par les évacuations de Pologne et de Lituanie; des neutres qu'a fait périr l'attentat contre le *Lusitania*, par les innocents que fait souffrir le blocus des empires centraux.

Peut-être niera-t-on ces propos, sous prétexte que plusieurs en sont explicitement contredits par des documents officiels issus de la secrétairerie d'État. Le pape, va-t-on dire, a condamné la violation de la neutralité belge ; par là même il a tranché la question des responsabilités contre l'Allemagne et en faveur de la France ; et quant à lui faire assimiler les méthodes de guerre de l'Entente à celles des empires centraux, c'est une simple calomnie, dont lui-même a fait justice. — Soit : les trois points sont d'importance ; on n'en a que trop discuté, au hasard des passions; il est temps d'en venir à l'étude impartiale du dossier, et, s'il se peut, de conclure.

(La fin prochainement.)

***

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME

Septembre-Octobre

LIVRAISON DU 1er SEPTEMBRE 1918

		Pages
ANATOLE FRANCE . . .	Souvenirs. — IV.	5
***	L'Odyssée de trois Régiments au Chemin des Dames.	12
LOUIS BARTHOU	Les Amours d'un Poète. — IV.	22
DOCTEUR SIMON. . . .	Une Campagne au Hedjaz.	64
Mrs ALFRED SIDGWICK.	Le Sel de la Terre (4e partie).	89
A. IVANOV.	A travers la Russie démente	128
RENÉ MILAN.	Les Vagabonds de la Gloire (3e série). — IV.	146
MAURICE LANGE. . . .	Villars en Flandre (1709-1712).	176
A. T.	La Guerre économique.	193

LIVRAISON DU 15 SEPTEMBRE 1918

LOUIS BARTHOU	Les Amours d'un Poète. — V.	225
JULES ISAAC.	La deuxième Bataille de la Marne	262
GUY DE POURTALÈS. .	Marins d'Eau douce (1re partie).	277
RENÉ MAUBLANC. . . .	Épernay (16 avril 1917).	307
Mrs ALFRED SIDGWICK.	Le Sel de la Terre (fin).	328
C. BOUGLÉ.	Le Féminisme saint-simonien	371
FERNAND VANDEREM. .	Les Lettres et la Vie.	400
FRANCK-L. SCHOELL .	Les Paysans polonais	415

LIVRAISON DU 1er OCTOBRE 1918

		Pages
G.-A. SCHREINER. . . .	La Détresse allemande. — I.	449
LOUIS BARTHOU	Les Amours d'un Poète (fin).	478
ODETTE KEUN.	Confréries d'Islam (Laghouat)	514
CAPITAINE S. B.	Au Linge, avec les Alpins	555
GUY DE POURTALÈS . .	Marins d'Eau douce (fin).	571
HUGUES LE ROUX . . .	Le Milliard de la Croix-Rouge américaine	603
ÉMILE LUTZ.	Le Tube de Bambou.	621
JEAN MASSART.	Les Intellectuels allemands et la Recherche de la Vérité	643

LIVRAISON DU 15 OCTOBRE 1918

PAUL WENZ.	Le Pays de leurs Pères (1re partie).	673
G.-A. SCHREINER. . . .	La Détresse allemande. — II.	710
GEORGES DUHAMEL. . .	Une Expédition.	751
ADOLPHE BLANQUI. . .	Souvenirs d'un Étudiant sous la Restauration. — I.	776
G. JEAN-AUBRY. . . .	Paul Verlaine et l'Angleterre. — I.	797
ARMAND KERGANT . . .	La Guerre sous-marine	831
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie.	859
***	La Politique de Benoit XV. — I.	873

LIVRES NOUVEAUX

GABRIELE D'ANNUNZIO,
par **André Geiger.**

Au moment où paraît le livre de M. Geiger, le souvenir du raid audacieux de Gabriele d'Annunzio sur Vienne est encore dans toutes les mémoires, de sorte que l'auteur, sans l'avoir recherché, bénéficie de l'avantage d'une actualité émouvante. Mais ni lui ni son héros n'en auraient eu besoin. M. Geiger a traité excellemment un très beau sujet. Il a écrit sur d'Annunzio, sa mère, son enfance, sa maison natale, des pages où l'art évocateur du romancier anime d'une façon charmante la documentation inédite. Très Français, un peu Italien par ses origines, il était parfaitement préparé pour nous donner à propos du plus beau génie littéraire de l'Italie contemporaine, un ouvrage qui servira à resserrer la fraternité intellectuelle des deux *nazioni sorelle.*

LE COMPLOT DE SARAJEVO,
par **Jules Chopin.**

Le crime de Sarajevo a des origines mystérieuses. La propagande autrichienne s'est appliquée à le présenter comme l'œuvre de l'association serbe *Narodna odbrana*, pour justifier l'agression contre la Serbie dont le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand fut le prétexte. M. Chopin — dont on connaît la compétence — fait justice d'une pareille version. Celle qu'une critique attentive des faits lui suggère est judicieuse : un faux attentat avait été préparé par le gouvernement de Vienne ; des bombes furent lancées, qui, bien entendu, épargnèrent l'archiduc. Mais, peu après, un Serbe exalté et sans complices, Princip, le tuait d'un coup de revolver. Cette explication, des plus vraisemblables, méritera sans doute d'être retenue par l'histoire.

LA PSYCHOLOGIE DU SOLDAT,
par les Docteurs **Louis Huot** et **Paul Voivenel.**

Écrit par des médecins qui vivent au milieu des soldats et les regardent agir, penser et souffrir, cet ouvrage résume une patiente étude. A grands traits les auteurs décrivent le caractère, les sentiments, les diverses réactions psychiques de l'immense peuple armé par la mobilisation ; ils définissent la physionomie morale des diverses classes : clergé ou intellectuels, ouvriers ou bourgeois, et retracent l'évolution accomplie dans la conscience des hommes au cours de quatre années où la guerre a plusieurs fois changé de forme. Il est toujours difficile de marquer avec exactitude les caractères des groupes sociaux ; les docteurs Huot et Voivenel ont habilement résolu ces problèmes complexes de psychologie collective.

LES LANGUES DANS L'EUROPE NOUVELLE,
par **A. Meillet.**

Un maître de la philologie comparée, M. Meillet, dont les travaux étaient en général réservés aux spécialistes, vient de condenser, en un volume accessible à tous, les principaux résultats d'une étude impartiale des langues européennes. Après avoir expliqué leur distribution géographique, leur répartition par familles, il détermine les rapports qu'elles ont avec les races, les nations, la civilisation ; l'évolution qu'elles subissent ; la séparation qui s'effectue entre les divers dialectes, les idiomes savants et populaires. On voit clairement apparaître le lien de l'état linguistique avec l'état social. L'effort de chaque nation pour se développer a entraîné, avec la disparition des parlers locaux, la multiplication des langues nationales, bien que la civilisation européenne tende à l'unité. Au lendemain de la guerre, si la société des peuples commence à se réaliser, de nouvelles transformations linguistiques sont à prévoir. Par sa richesse en faits et en vues générales, ce livre est le plus instructif que l'on puisse consulter sur le sujet ; il contribuera à éclairer des questions essentielles pour le statut de l'Europe et obscurcies par des intérêts et des préjugés nombreux.

LE SERVITEUR,
par **Henri Bachelin.**

Nous avons eu déjà l'occasion, à propos de la *Guerre sur le Hameau*, de signaler le talent sobre et robuste de M. Henri Bachelin. *Le Serviteur* est un roman tout particulier par sa structure et par son inspiration. Il nous donne, dans une série de visions successives, l'image complète d'une humble vie d'homme du peuple, où le travail, la résignation et la probité se haussent, malgré la banalité du destin, jusqu'à une sorte d'héroïsme inconscient.

LOULOU ET LOULOU,
par **René Le Cœur.**

C'est l'amour de Loulou, jeune garçon tendre, naïf et chevaleresque, pour Loulou, femme du monde très élégante, un peu méchante, un peu perverse. L'aventure est joliment nuancée de sentiment et d'ironie, et la psychologie du Chérubin moderne est déduite avec beaucoup de finesse. Ce n'est point, comme dans Beaumarchais, sous les grands marronniers, mais sur les plages mondaines qu'il soupire, et qu'il souffre ; juste assez pour se réfugier dans la tendresse de sa mère, qui le console par son intelligente affection. *Loulou et Loulou* est un charmant livre.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS	50 »	26 »	14 »
SEINE ET SEINE-ET-OISE	51 »	26.50	14.25
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	56 »	29 »	15 »
ÉTRANGER	62 »	32 »	17 »

PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr.

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Élysées* 16.20), *dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.